

N° 10 - Bimestriel - Décembre 2012
MONDADORI FRANCE
SCIENCE & VIE
GUERRES & Histoire
Exclusif !
Golan 1973: « Seul face à une division blindée »
Le tankiste israélien Zvika Gringold témoigne...
Champs Catalauniques: la Gaule sauvée d'Attila... par les Goths
Dossier
La guerre de Cent Ans
Les clefs d'une révolution militaire
Liberty ships, la victoire à fond de cale
New Model Army, la Bible au bout du mousquet
L 17103 - 10 - F: 5,95 € - RD

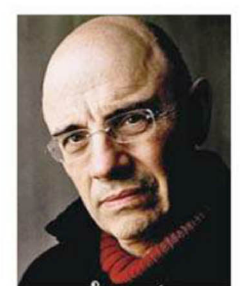


EDITORIAL

Guerres & Histoire. Ce titre, nous ne l'avons pas choisi au hasard. Il recèle une visée, un programme. Il s'agit de réhabiliter le facteur militaire comme un des éléments moteurs de l'Histoire avec un grand H. L'université française a largement snobé l'histoire militaire comme elle l'a fait de l'histoire des techniques. Énorme erreur, moins répandue chez les Anglo-Saxons. Ce dossier guerre de Cent Ans est un puissant exemple de la dialectique intime qui lie évolution sociale et évolution de la chose militaire. Laurent Henninger, architecte de ce dossier et conseiller de la rédaction, est précisément un des hommes qui ont introduit en France le concept de « révolution militaire ». La guerre de Cent Ans n'est pas que le round le plus célèbre du vieux match France-Angleterre : c'est un tournant dans l'histoire du Vieux Monde. Pour le dire vite, les trois caractéristiques qui marquent la fin de ce conflit (en germe avant lui, et en fleurs après lui) et la révolution militaire ont une traduction sociopolitique quasi directe. L'effondrement de la chevalerie à Crécy ou Poitiers précipite la chute du système féodal et de sa caste de guerriers devenus impuissants. La montée de l'infanterie, recrutée dans toutes les classes de la société, impose le peuple, au moins ses couches les plus aisées, comme un nouvel acteur du théâtre politique. L'arrivée tonitruante de l'artillerie, elle, sert le roi, son autorité, sa fiscalité, et lui permet d'avoir raison de ses féodaux jusque-là abrités derrière des murailles. Je vous invite à vous pencher particulièrement sur l'article consacré à l'arc anglais, bourreau des armées françaises. Vous y découvrirez comme un objet technique simple — apparemment simple — fait non seulement naître une industrie à grande échelle mais constitue aussi un facteur de promotion d'une classe sociale appelée à jouer un grand rôle dans l'histoire anglaise, celle des petits propriétaires terriens. On comprend mieux pourquoi le roi de France opte pour l'artillerie, qu'il est le seul à pouvoir se payer, plutôt que pour l'archerie, instrument d'une certaine émancipation populaire dont il ne veut pas. Dixit Clifford Rogers, professeur à Westpoint et qui n'a rien d'un historien marxiste.
Inoxydablement vôtre. ■

Jean Lopez, directeur de la rédaction

NOTRE COMITÉ ÉDITORIAL



■ **Jean Lopez**
Directeur de la rédaction. Scrute les deux guerres mondiales depuis qu'il sait lire. Un des spécialistes français de l'Armée rouge et du conflit germano-soviétique.



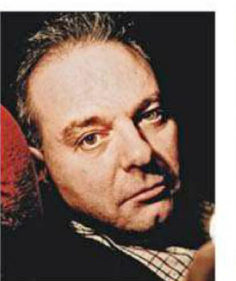
■ **Pierre Grumberg**
Rédacteur en chef adjoint. N'aime rien plus que les ponts d'envol des porte-avions et l'odeur du kérosène. Autre centre d'intérêt : les rapports entre guerres, sciences et techniques.



■ **Yacha MacLasha**
Ancien diplomate, fin connaisseur du monde russe, écumeur des steppes et des archives. Capable d'interviewer en six langues.



■ **Michel Goya**
Colonel, directeur de recherches à l'Irsem, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, titulaire de la chaire d'histoire militaire à l'École de guerre.



■ **Laurent Henninger**
Chargé d'études à l'Irsem, organisateur d'innombrables colloques savants sur la guerre à travers les âges, accoucheur d'idées, militant de la nouvelle histoire bataille.



■ **Benoist Bihan**
Chercheur en études stratégiques, rédacteur en chef adjoint de la revue Histoire & Stratégie. *Explore l'évolution de l'art de la guerre et plus particulièrement de l'opératique.*

RICHARD DUMAS ET SILVI DE ALMEIDA POUR « G&H » - MANUEL COHEN - DR

SOMMA

SUR LE FRONT

RUBRIQUES

EXCLUSIVITE

EN COUVERTURE : GUISEPPE RAVA - JEAN RESTAYN - CHRIS COLLINGWOOD/CRANSTON MILITARY ART - 123 RF

CHRONIQUES

DOSSIER

GRAHAM TURNER/OSPREY/JEAN RESTAYN



Zvika Gringold, seul face à une division blindée

Propos recueillis par Eitan Haddok, envoyé spécial à Ofakim et sur le Golan (Israël)

Lorsque les sirènes déchirent le silence du Golan le 6 octobre 1973 à 14 heures, 1 200 chars syriens déferlent sur les défenseurs israéliens pétrifiés. Face à ce raz de marée, une poignée de tanks dont une pseudo-brigade dotée d'un effectif oscillant entre un et quatre chars ! Mais elle a à sa tête le lieutenant Zvika Gringold… Son combat face à plus de 400 tanks adverses va devenir une légende de l'arme blindée.



« Mon conducteur se met à étouffer. C'est une crise de stress : il n'en peut plus, on doit l'évacuer. »

Sur le front du Golan, le pilote d'un char Centurion réconforte son camarade blessé. Les tankistes israéliens payent cher la défense acharnée des 6 et 7 octobre 1973 : 90 % des cadres de la 188e brigade, l'unité de Zvika Gringold, sont tués ou blessés.

PHILIP JONES GRIFFITHS/MAGNUM PHOTO

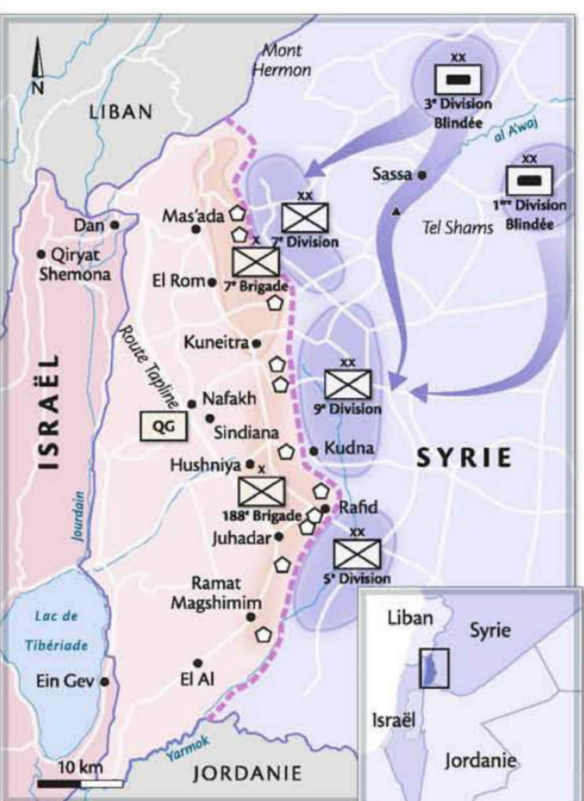


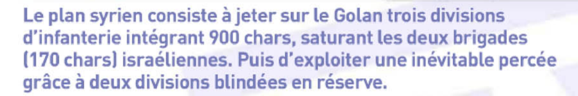
SERVICE DES ARCHIVES DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE

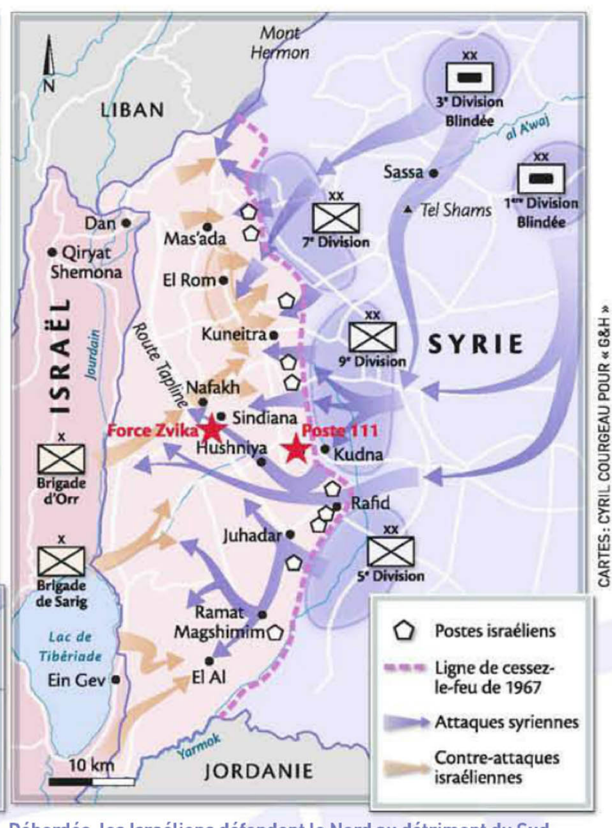
Zvi Gringold, surnommé « Zvika », est né le 10 février 1952 au kibboutz Lohamei Haghetaot (« Combattants des ghettos », près d'Acre), fondé en 1949 par des survivants du ghetto de Varsovie dont Yitzhak Cukierman, l'un des chefs de l'insurrection. En 1973, Zvika accomplit son service comme lieutenant (*photo*) dans les blindés quand la guerre éclate. Son combat, relaté ici, lui vaut la médaille de la Valeur (*Itur HaGvura*, la plus haute distinction militaire). Blessé, Zvika est renvoyé au combat et passe l'hiver à geler sur le Golan. À l'été 1974, il est libéré, se marie, attend un enfant… Puis rempile dans l'armée qu'il quitte après le Liban (1982) avec le grade de colonel. Il mène une carrière dans l'agroalimentaire puis s'engage sous les couleurs du parti centriste Kadima. Il est élu en 2008 maire d'Ofakim, ville de 25 000 habitants dans le désert du Néguev.

Le Trans Arabian Pipeline ou Tapline a été construit en 1947 pour relier Haïfa (puis Sidon, au Liban, après la naissance d'Israël) aux champs pétroliers d'Arabie saoudite. Son tracé traverse le Golan où il constitue une voie de communication stratégique (*voir cartes*).

Le missile antichar 9M14 Malyutka (« petit bébé »), ou AT-3 Sagger (« nacelle ») en jargon OTAN est un missile antichar de 11 kg guidé par fil, d'une portée de 3 km et doté d'une tête antichar à charge creuse. Lent (200 m/s) et peu précis à cause de son guidage par joystick, il n'est pas très efficace. Mais les armées arabes disposent de milliers de ces armes et en saturent le champ de bataille.




Le plan syrien consiste à jeter sur le Golan trois divisions d'infanterie intégrant 900 chars, saturant les deux brigades (170 chars) israéliennes. Puis d'exploiter une inévitable percée grâce à deux divisions blindées en réserve.



Débordés, les Israéliens défendent le Nord au détriment du Sud. Perçant à Hushniya, la 1re DB syrienne se rue sur Nafakh, clé du Golan. Mais la force Zvika lui barre la route, laissant à deux brigades le temps d'arriver pour contre-attaquer.

CARTES : CYRIL COURGEAU POUR « G&H »

Ce 6 octobre 1973, c'est Yom Kippour, le jour du Pardon. Où êtes-vous ?
Je suis en congé. Je servais avant cela dans la 188e brigade de tanks Barak [*Éclair*] sur le Golan en tant que commandant de compagnie. Comme j'étais trop jeune pour la fonction, l'unité m'a envoyé suivre une formation plus « officielle » pour le poste. Mais la guerre me surprend chez moi, au kibboutz Lohamei Haghetaot, la veille du début des cours, sans affectation. Je décide alors de retourner sur le Golan. En stop. Je dois même changer de véhicule en cours de route, car la voiture n'arrive pas à grimper la pente.

Direction Nafakh, QG du bataillon…
Oui, c'est là que je vais mais, vous l'imaginez bien, tous les combattants sont sur le front. Il n'y a sur place que des administratifs, des cuistots, des magasiniers, au courant de rien. Heureusement, arrive l'officier des opérations, Beni Katzin. Il nous dit que c'est la guerre : « *Ça tire lourd, ce n'est pas une simple attaque de 24 heures. C'est bien plus dur, on a des pertes…* » Le commandant adjoint de la brigade, David Israeli, arrive aussi et me dit : « *Écoute, il y a trois tanks à l'entrée de la base, remets-les en état et prends en les commandes.* » Je me rends sur place. Dans deux des chars, il y a encore les cadavres de camarades ; certains membres d'équipage sont blessés, assis derrière les engins, éprouvés. Je les remets au travail. Très difficile : il faut retirer les corps, nettoyer les tourelles des restes de chair et de sang. L'un des morts est collé à son siège et nous ne parvenons pas à le retirer de peur de le disloquer… Je suis désespéré. Le rabbin de l'unité me sauve : il me dit de laisser ce tank, il s'en occupera. Les équipes techniques nous rejoignent au travail et la nuit tombe quand nous sortons pour le front. Notre force est constituée de deux Centurion Sho't Kal [*voir encadré* *p. 11*] opérationnels.

Quels sont les ordres ?
Emprunter la route Tapline vers la zone de combats et prendre position sur le poste fortifié n° 111. Là-bas, tous les officiers sont morts. Ne reste plus qu'un chef de char avec deux tanks. Ma mission est de les rejoindre, de regrouper les forces, prendre position et organiser la défense face à l'axe venant de Kudna, contrôlé par le 111. À 21 heures, je prends la route. Nous roulons de nuit, en duo, et après quelques kilomètres je monte sur une position quand soudain un T-54 [*ou T-55 ; voir encadré* *p. 11*] syrien surgit. Nous tirons les premiers… Il explose et prend feu à quelques mètres.

Vous ne vous êtes pas vus à cause de la nuit ?
Exactement. Il s'en est fallu de peu qu'on lui rentre dedans. Mais dans l'affaire, mon char a souffert. Il avait déjà été touché auparavant et cette fois, probablement à cause du recul du canon, les systèmes de communication et l'électricité sont HS. Je quitte le tank, cours au second et j'échange ma place avec son chef, Haggaï. Ça ne lui plaît pas mais c'est la procédure : le chef est toujours en tête. Haggaï rentre à Nafakh car son tank n'est plus opérationnel. Et moi je continue.

Seul ?
Oui. Je sors de la route pour couper au plus court, malgré la nuit et le sol rocheux. Mais avec un tank syrien en flammes qui éclaire tout le terrain, tu ne veux pas être vu… Et tu sais aussi que le char est une bestiole sociale qui ne se déplace pas seule.

S'il y en a un là, il doit y en avoir d'autres derrière la colline.

À ce stade, vous êtes à quelques kilomètres du QG de Nafakh. Transmettez-vous l'information au commandement ? Est-il conscient que les Syriens sont si proches ?
Je transmets en permanence, mais mon sentiment est que l'info ne passe pas : le commandement ne prend pas la mesure de la situation. J'avance et je me positionne sur un point élevé. Là, d'un coup, j'ai une vue plongeante sur Hushniya. À ce stade de l'attaque syrienne, les deux divisions d'infanterie de tête — la 9e et la 5e — ont déjà ouvert une brèche dans nos défenses. Elles forment une tête de pont afin de permettre à la 1re division blindée, la force d'assaut principale, d'entrer et de se déployer en terrain ouvert à Hushniya. Leur mission est d'atteindre le jour même le Jourdain et le lac Kinneret [*de Tibériade*]. Les « yeux de chats » [*feux masqués pour l'avance de nuit*], j'en dénombre des colonnes entières.

Que faire seul face à un tel déploiement ?
Je donne l'ordre à mes hommes de faire feu.

On tire ?
On tire.

À quelle distance ?
Entre 1 500 et 2 000 m. C'est une estimation à vue : il fait nuit, nous n'avons pas de télémètres lasers comme aujourd'hui. Parfois on touche, parfois non… Mais on tire. Et je rends compte au commandant de brigade, le colonel Ben Shoam. Il me demande combien ils sont. Je lui réponds : « *Quatre fois comme toi.* » Car une division équivaut à quatre brigades, et cela correspond à ce que je vois.

Quelle est sa réaction ?
Il me demande combien nous sommes. Que puis-je dire ? Que j'ai un tank ? Je sais que les Syriens écoutent nos fréquences. Je réponds : « *Je suis un trop petit général, il en faut un beaucoup plus important que moi.* » C'est tout, je n'ai pas plus détaillé.

Et alors ?
Il n'est pas loin, mais de sa position il ne peut pas voir ce que je vois. C'est ce que j'ai supposé : je n'ai jamais eu l'occasion de lui demander car il est mort… Mais à ce moment Ben Shoam est débordé. Des chars sont touchés en première ligne, leur nombre diminue vite, il faut les secourir, tout comme les hommes dans les postes fortifiés. J'entends constamment sur la radio ses tentatives pour aveugler les brèches, stopper, évacuer, aider, secourir… Dans tout ça, je suis « l'emmerdeur qui a peur d'avancer ».

Que se passe-t-il de votre côté ?
Mon char se bat contre la 1re DB. Tirer, puis changer de position : le feu du canon est très visible la nuit, donc il faut bouger constamment. C'est la procédure : prendre position, repérer une cible, donner les ordres, tirer, corriger, toucher… ou pas. Et bouger.

Combien de munitions avez-vous ?
Les magasins sont pleins et un Centurion embarque 72 obus de différents types. Je tire tout ça durant près de deux heures, effort qui peut sembler illusoire face à la marée syrienne. Puis, vers minuit, arrive du renfort : le colonel Ben Shoam m'envoie Uzi Moore, un officier de réserve qui prend les commandes. Soulagement… Je le briefe et à peine démarre-t-on que nous sommes touchés. Sur onze tanks, seuls les trois restés en retrait ne sont pas atteints.

Et vous ?
Je suis touché une première fois puis une seconde en retournant secourir notre conducteur, Philippe Berkovitch, resté bloqué. Le tank nous explose alors à la figure [*Zvika est jeté au sol par l'explosion et perd connaissance, NDLR*]. Lorsqu'on se remet, on court rejoindre les trois tanks intacts. Je prends le commandement de l'un d'eux, sur les deux autres on rassemble les blessés et je les renvoie vers la base arrière. À bord de mon nouveau char, je reprends position sur la route Tapline.

Qu'est-ce qui vous a touché ?
Intelligemment, les Syriens avaient envoyé à l'avant des unités antichars avec missiles Sagger, RPG etc., précisément pour contrer l'arrivée de forces israéliennes et empêcher notre déploiement. Je pense que c'est une de ces formations qui a détruit la force Moore. En attendant, il est maintenant 3 ou 4 heures du matin et je reprends contact avec Ben Shoam qui sait de quoi je parle car il peut

Centurion contre T-55 : un match inégal

Difficile de savoir combien Zvika Gringold a détruit de chars syriens. Son estimation personnelle est d'une vingtaine, mais on le crédite parfois de 40 voire de 60 « victoires »… Invérifiable, ce score n'est pas pour autant invraisemblable pour trois séries de raisons : technologiques, tactiques et humaines. Le grand atout des Israéliens réside dans leurs montures. Développé au Royaume-Uni en 1943 avec toute l'expérience de la guerre du désert, le Centurion est loin d'être obsolète trente ans plus tard. Israël le rebaptise Sho't (« fouet », en hébreu), renforce son blindage, troque le moteur essence contre un puissant diesel Continental (Kal, en abrégé) et change le canon originel pour l'excellent 105 mm L7 de la Royal Ordnance Factory – le T-55 syrien n'a, lui, qu'un médiocre 100 mm. Le Centurion, en outre, est un gros char : son volume interne atteint 8,5 m³ contre seulement 5,66 m³ pour le T-55, ce qui améliore le confort (et l'endurance) pour un même équipage de quatre hommes. À ces critères purement techniques s'ajoutent la supériorité de l'entraînement et la motivation. Depuis 1965 et les tests pratiqués sur le Golan par le général Israël Tal, théoricien de l'arme blindée israélienne, les équipages de char cultivent la science du tir à défilement (qui consiste à « cacher » la caisse du char dans les accidents de terrain pour ne laisser émerger que la tourelle) et à longue portée. En outre, quand les Syriens combattent « à la soviétique », toutes tapes fermées, les chefs de chars de Tsahal sortent volontairement le buste hors de la tourelle, le risque étant compensé par une supériorité incomparable dans l'observation et le repérage des cibles. Le résultat ? À 1600 m, un Centurion conserve 50 % de chance de faire mouche, contre 900 m seulement pour le T-55.



ILLUSTRATIONS : JEAN RESTAYN POUR « G&H »



SIX DEGRÉS QUI FONT LA DIFFÉRENCE

Zvika Gringold exploite à fond un avantage du Centurion : le canon peut être pointé vers le bas (« en site négatif ») de 10°. Il est ainsi possible de cacher la caisse du char derrière un talus, ne laissant que le haut de la tourelle en vue. Le T-55, plus compact, ne peut abaisser son canon que de 4° et doit s'exposer plus pour tirer. Conscients de cet avantage, les Israéliens ont truffé le Golan de rampes spéciales derrière lesquelles abriter leurs chars. Une précaution qui coûte cher aux Syriens.

ILLUSTRATION : STÉPHANE HUMBERT-BASSET POUR « G&H »

« C'est à Nafakh que nous avons stoppé l'élan syrien. Un combat livré par une poignée d'hommes ! »

enfin voir les tanks syriens. En fait, il est bloqué et doit faire demi-tour pour contourner le plateau par le sud et remonter par le nord-ouest. Il me dit : « *Zvika, c'est un ordre : tu défends l'axe du pipeline coûte que coûte.* »

Sait-il que vous êtes seuls ?
Oui, cette fois je lui dis. Je recule de 1,5 km. Je prends position et suis prêt à défendre la route Tapline. Plus question de bouger.

On vous a demandé de vous sacrifier. Votre équipage le comprend-il ?
Il entend le message radio. Cet équipage, le troisième depuis le début, est composé de réservistes. Et puis, heureusement, arrive peu de temps après David Israeli. Il conduit une force mixte rameutée pendant la nuit autour de Nafakh. En tout, une douzaine de tanks. Il vient à moi, je le briefe et il nous dirige en avant, en deux groupes, de part et d'autre de l'axe du pipeline. Notre mission se résume à stopper l'avance syrienne, former une seconde ligne de défense improvisée, maintenant qu'il est clair que notre ligne est enfoncée et que tout s'est effondré.

Quel est alors l'équilibre des forces ?
Quand nous montons en position, nous sommes 13 face à 450. De plus, nous ne formons pas une unité organisée mais un ramassis de troupes disparates. Or, dans les blindés, la cohésion est importante : il est difficile de commander et d'organiser des hommes qui ne se connaissent pas. Mais c'est tout ce qu'on a… Je me souviens de notre montée en ligne : l'aube qui se lève et les colonnes de fumée et de poussière des tanks syriens venant vers nous. Je sais aujourd'hui que c'était la 51e brigade blindée de la 5e division : des T-55 renforcés par des BMP-1. Et le combat commence. On tire sur eux, ils tirent sur nous. On les touche, eux ne nous touchent pas.

Ils ne touchent pas ?
Non. Ils tirent des Sagger et nous manquent. Et nous, on en touche un, et encore un, et un autre encore… Pendant ce temps, on nous apporte de l'arrière carburant et munitions. Chaque fois, un ou deux tanks descendent de leur position, font le plein. Moi aussi j'ai fait le plein et repris position. Et là, Ben Shoam arrive et se joint à nous.

Mais pourquoi touchez-vous et pas eux ? Sont-ils mauvais ?
Trois choses. D'abord, Dieu est avec nous…

Dieu ? Vous y croyez réellement ?
Oui [*silence*]. Entre nos tanks, il y a… quelque chose. Je le ressens pendant

l'action et en y réfléchissant après. Je ne sais pas si je peux appeler cela Dieu. Mais une forme de présence, de Providence, est alors avec nous. C'est vrai, regardez le peuple d'Israël, tant qu'il ne perd pas l'espoir et la foi tout au long de l'histoire, Dieu est avec lui. Lisez la Bible ! Quand le roi Saül est-il battu par les Philistins, alors qu'il les a constamment vaincus ? À Gilboa, lorsqu'il a décidé la nuit avant le combat d'aller consulter l'oracle païen de Tivon. Là [*Zvika tape du poing sur la table*], il perd.

Ne doutez-vous pas ?
Nous sommes animés d'une foi inébranlable. Notre cause est juste, c'est notre devoir de défendre le pays. Maintenant, la deuxième raison tient à la motivation des soldats. Le soldat syrien, on le voit aujourd'hui, sert à l'armée parce qu'il reçoit un salaire : il ne vient pas se faire tuer. Le Golan ou pas, il s'en fiche. Nous, les Juifs, nous battons toujours le dos au mur, avec le sentiment qu'on n'a pas le choix. Et cela donne beaucoup de force. Troisième chose : Haggaï et moi qui sommes alors des conscrits [*c'est-à-dire fraîchement formés et encore aguerris, NDLR*], connaissons bien le tir syrien. Nous savons nous mesurer au problème, aux Sagger surtout. Sur la radio, nous donnons des directives aux réservistes sur la façon de les gérer.

Quelle est l'astuce ?
Le Sagger est un missile guidé par fil : précis, mortel mais lent. Tu le vois venir sur toi, telle une boule de feu : petite comme une balle de ping-pong au début et qui grossit à mesure qu'elle s'approche jusqu'à atteindre la taille d'un ballon de foot. Le tank ciblé n'a qu'à faire marche arrière et descendre de sa butte : le missile lui passe au-dessus. Puis il reprend position et continue le combat. C'est ce qu'on a appris à nos gars, et c'est ce qu'ils ont fait. Après ça, nos tanks étaient couverts de câbles de Sagger. Autre chose à savoir contre les tanks : les chars d'origine soviétique ne peuvent incliner leur canon vers le bas que de 4° et doivent beaucoup se découvrir pour tirer [*voir schéma p. 11*], c'est comme ça que nous pouvons les frapper. Vers midi, la moitié de leurs 450 blindés est touchée.

Combien de pertes déplorez-vous ?
Aucune. Oui, c'est incroyable : aucune perte. Et du coup, l'optimisme monte d'un cran : j'entends, sur la fréquence de la brigade, le colonel et son second qui préparent une contre-attaque afin de nettoyer le terrain et, peut-être, de reprendre la ligne.

Une contre-attaque avec 14 tanks ?
Oui… Mais nous recevons alors une mauvaise nouvelle. La 1re DB syrienne — celle qui s'est préparée la nuit à Hushniya — nous a contournés par le nord et a pris le contrôle de toute la zone entre Kuneitra et Nafakh. Entre eux et la descente vers le Jourdain, il reste une ligne de crête. C'est alors seulement que le haut commandement qui dirige la guerre comprend l'urgence. Rafoul [*Rafael Eitan, basé à Nafakh, commandant de la division mécanisée qui défend le nord du Golan, NDLR*] donne alors l'ordre de tout laisser et de charger sur Nafakh, où le QG du Golan est cerné. Ce que nous faisons… Lors de l'assaut, David Israeli est tué [*dans son char à court d'obus en chargeant un tank ennemi à la mitrailleuse, NDLR*]. Puis le colonel Ben Shoam [*abattu par une arme automatique, alors qu'il combat torse hors de la tourelle, selon la règle, NDLR*] et Beni Katzin. Finalement, dans l'enceinte de Nafakh, entrent deux tanks, dont le mien.

Les trois plus haut gradés de la 188e brigade tombent… Avez-vous vu ce qu'il s'est passé ?
Je suis proche de Ben Shoam lors de l'assaut. À l'arrivée sur Nafakh, nous surprenons les tanks syriens par-derrière alors qu'ils tentent de prendre le QG de notre brigade. Et on commence à se battre : stopper, tirer, avancer, et ainsi de suite. Quand on tire, on reste très concentré, il y a du feu, de la fumée, de la poussière… Et puis, un bref instant, je cesse le feu. Je regarde à droite, à gauche, sans voir le tank de Ben Shoam. J'avance jusqu'à un wadi que je dois contourner. Et puis sur la route, à l'entrée de Nafakh, je vois son tank, renversé.

Vous voici maintenant deux dans Nafakh pour stopper l'offensive syrienne.
Par chance, la brigade de réservistes d'Ori Orr arrive avec ses Sherman : il a replié la moitié de ses effectifs basés à Kuneitra, tandis que l'autre moitié arrive seulement d'en bas et monte sur le plateau. Se forme alors une sorte d'attaque triangulaire. Notre effort est… misérable, mais les Syriens, semble-t-il, paniquent de se voir attaqués de plusieurs directions. Ils quittent Nafakh et se replient.

Ce combat a-t-il stoppé l'avancée syrienne ?
Dans ce combat, que ce soient les tanks de la force Zvika, celui de Haggaï et ces deux réservistes — qui sont arrivés quand ils sont arrivés —, chacun a apporté sa contribution. Ensemble, nous avons stoppé l'armée

Le BMP-1 (*Boyevaya Mashina Pekhoty*), comme son nom russe l'indique, est un véhicule de combat d'infanterie de 13,2 t pour huit soldats et trois hommes d'équipage. Il est armé d'un canon de 76 mm et de quatre missiles antichars Sagger.

Un wadi (ou oued) est un lit de rivière asséché.

La 679e brigade blindée du colonel Ori Orr, composée de réservistes et mobilisée en toute urgence, monte sur le Golan à l'aube du 7 octobre. Son arrivée inopinée sur Nafakh par deux axes déstabilise l'attaque syrienne et sauve les restes de la force Zvika, engagée dans un combat désespéré.

■ Golan : la bataille qu'Israël ne peut pas perdre

Six octobre 1973, 13 h 58, secteur nord du Golan : cinq MiG-17 syriens percent le ciel nuageux et fondent sur une poignée de chars israéliens à l'arrêt. Deux minutes plus tard, une centaine d'autres avions, mais aussi un millier de pièces d'artillerie déversent un ouragan de feu sur les positions israéliennes. La guerre du Kippour a commencé. Après cinquante minutes de préparation, trois divisions d'infanterie (en fait, des divisions mécanisées) intégrant une brigade de chars partent à l'assaut, tandis que deux divisions blindées attendent, selon la méthode soviétique, d'exploiter la percée en profondeur. Face à ce torrent totalisant au moins 1200 chars, 170 tanks israéliens, dont les 57 de la 188e brigade du colonel Yitzhak Ben Shoam et de Zvika Gringold, chargés du secteur sud. À Jérusalem, c'est la panique. Les lignes de départ syriennes sont, au mieux, à 25 km du Jourdain, porte d'entrée de la Galilée israélienne, à moins de 100 km de la Méditerranée. Ce manque de profondeur, dont ne souffrent pas les défenseurs du Sinaï attaqués par les Égyptiens, explique l'acharnement mystique des tankistes israéliens sur le Golan : ils ne peuvent laisser perdre une position qui domine tout le Nord du pays. Grâce aux 24 heures gagnées par Zvika (et d'autres, comme le 77e bataillon de chars d'Avigdor Kahalani dans le secteur nord), les réserves ont pu être mobilisées et les assaillants contenus. Le 11 octobre, c'est au tour des chars israéliens de pénétrer en Syrie, où ils s'emparent de 800 km^2. Le prix payé pour garder le Golan a été excessivement lourd : 772 tués et 2453 blessés (dont 90 % des cadres de la 188e brigade), 250 chars perdus (dont 100 définitivement). Chaque Centurion engagé a été touché en moyenne une fois et demie, ce qui en dit long sur l'intensité des combats (et la qualité du char). Mais les pertes infligées aux Syriens sont pires encore : entre 10 000 et 12 000 tués ou blessés, 1200 chars hors de combat.

DAVID RUBINGER/CORBIS

Tourelle arrachée par l'explosion de ses munitions, l'épave d'un T-55 rouille sur le Golan. Les Israéliens sont impressionnés par le courage des tankistes syriens, qui continuent d'avancer malgré les pertes effrayantes. Contrairement à la guerre des Six Jours, la guerre de 1973 ne livre que très peu de prisonniers.

CHRISTIAN SIMONPIETRI/SYGMA/CORBIS

Pour en savoir +

À lire • *La Guerre israélo-arabe d'octobre 1973 : une nouvelle donne militaire au Proche-Orient*, P. Razoux, Economica, 1999.
• *The Yom Kippour War*, A. Rabinovich, Shocken, 2005.
• *Victimes : histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, B. Morris, Complexe CNRS, 2003.
• *The Yom Kippur War 1973 : the Golan Heights*, S. Dunstan, H. Gerrard, Osprey, 2003.
• *No Victor, No Vanquished*, E. O'Ballance, Presidio, 1997.
• « Hold at All Cost », Major M. Wickman, in *Armor*, mars-avril 2001, p. 32-36.
• *The Sword and the Olive, a Critical History of the Israeli Defense Force*, M. van Creveld, Public Affairs, 1998.
Web • http://idf-armor.blogspot.fr/2009/08/barak-idf-188-tank-brigade-battle.html#.UGF3143N9tA

syrienne. [*Il répète en appuyant*] Nous-avons-stoppé-l'armée-syrienne ! Car la retraite de Nafakh, c'est l'échec de l'attaque tout entière. Après avoir étudié les combats, je sais que c'est là que s'est jouée la bataille du Golan. Même si la guerre après a été très dure, avec la reprise de Hushniya, de tout le terrain perdu. C'est à Nafakh que nous avons stoppé l'élan syrien. Et ce combat, comme je l'ai raconté, a été livré par... [*Il hésite*] Par une poignée, une poignée d'hommes...

Dans quel état vous trouvez-vous à ce moment-là ?

Je suis blessé à la suite du combat avec Uzi Moore et mon tank a l'air d'un amoncellement de tôles tordues. Sur la route Tapline, je me suis empêtré dans des clôtures, des poteaux, les ailes de mon char sont enfoncées. Je traîne derrière moi une queue de 30 m de fils de fer et de grillages qui se sont pris dans les chenilles. Voilà de quoi j'ai l'air. Mais les Syriens ont fui. Cooperman, l'officier administratif de la brigade qui défendait le QG à Nafakh, vient m'embrasser. Là, mon conducteur se met à étouffer et il faut le sortir du char. C'est une crise de stress : il n'en peut plus, on doit l'évacuer.

Et vous, quelle réaction après l'épreuve ?

Je m'écroule de la tourelle dans les bras de mon camarade Zuri. Je pense que j'étais auparavant au bord de l'évanouissement. Ma blessure n'est pas grave mais elle a pompé beaucoup de mes ressources. Je n'ai pas été soigné, je n'ai pas bu et je suis parvenu à une situation d'épuisement total, physique et psychique, à cause de ces séquences de combat intense et d'isolement répétées. Le docteur dit au chauffeur : « *Emmène-le d'ici si tu veux qu'il vive...* » On m'évacue sur un hôpital.

Quelles sont vos blessures ?

Je suis brûlé au visage, j'ai reçu des éclats dans le cou, mais tout est superficiel, pas d'opération. Je crois qu'il me reste quelques éclats, rien de grave. Le plus dur, ce sont les brûlures aux mains : je ne peux plus rien tenir, elles sont pleines de cloques.

À certains moments, avez-vous eu le sentiment que tout était terminé, que votre vie allait finir là ?

Une fois sorti des hôpitaux, j'ai ressenti ce genre de peurs existentielles. Pendant l'action, j'étais embarqué dans une séquence d'événements tellement intenses... J'imagine que le corps réagit en fabricant adrénaline, endorphines et je ne sais quoi d'autre. Je n'ai pas éprouvé de peur. Ce qui me pesait le plus, c'était la responsabilité : si moi, ici, je ne parviens pas à les stopper, qui les stoppera ? Cela a été le moteur de ma conduite et non pas « sauve qui peut... ». J'avais ce sentiment que tout dépendait de moi, quand j'ai dit : « *Il faut un général ici...* ». Et lorsque Moore puis Israeli et Ben Shoam m'ont rejoint, j'ai ressenti un profond soulagement ! Puis tout s'est effondré, il a fallu reprendre et continuer seul. C'est très dur.

Vous venez d'un kibboutz dont le nom honore les combattants des ghettos. Ces origines ont-elles marqué votre conduite ?

Cela a pu être un facteur caché en moi, à l'époque, dans mon inconscient. Aujourd'hui, je sais que cela a eu une influence décisive.

Vous êtes à présent le maire d'Ofakim, à 20 km au sud-est de la bande de Gaza, et les roquettes ne cessent de pleuvoir. La guerre n'en a-t-elle donc pas fini avec vous ?

Je suis arrivé en fonction en 2008, c'était complètement tranquille. À peine trois mois ont passé et les roquettes ont commencé à tomber. Les habitants ont dit que je leur portais la poisse. Je leur dis qu'au contraire je suis le mieux placé pour m'occuper d'eux.

Avez-vous déjà rencontré un Syrien qui vous a combattu en 1973 ?

Non, mais j'en meurs d'envie !

Que lui diriez-vous ?

Mon père m'a légué une bouteille de brandy, la pire qualité, à peine buvable sans doute. Et il m'a dit : « *Tu l'ouvriras lorsqu'il y aura la paix.* » Je réserve cette bouteille pour ce jour, lorsqu'il viendra. ■

L'avis de la rédaction de *G&H*

Comme le disait le grand rabbin Shlomo Goren, vétéran de Tsahal, « *au front, il ne reste plus beaucoup d'athées* ». Pourtant, Zvika Gringold est le premier à évoquer ses croyances dans cette rubrique. Conviction préalable ? Non : il sort d'un kibboutz, bastion ultralaïc. L'épreuve effarante de son combat l'a-t-elle bouleversé ? Sans doute, mais aussi l'obligation d'être digne de ses origines : lorsqu'il pénètre dans Nafakh, sa traîne n'est pas seulement constituée de grillages arrachés mais de l'armée des martyrs du ghetto. Enfin, lorsque les tankistes de la 188e brigade émergent de leur nuit de cauchemar, tout leur sourit : ils ont affronté des centaines de blindés ennemis, sans perte, et l'ascendant qu'ils prennent se concrétise avec la montée d'un soleil radieux. Pas difficile de concevoir, dans ces conditions, le sentiment d'une protection surnaturelle. Maintenant, les tankistes israéliens ont-ils préservé l'existence même du pays ? Bien sûr que non. Les Syriens ne visent rien d'autre que la reconquête du Golan perdu en 1967 et se préparent à réclamer un cessez-le-feu dès leur objectif atteint. En outre, Israël dispose d'une assurance-vie : l'arme nucléaire. Notons enfin que les Israéliens ne sont pas si impréparés qu'on le croit : le 4 octobre, le commandant du Golan obtient 110 chars supplémentaires, sans lesquels le front n'aurait jamais tenu.

ACTUALITES



Le cannibalisme serait lié à une première forme de guerre

Dévorer les enfants de l'ennemi fait partie de comportements culturels protohumains liés à la défense (et la conquête) de nouveaux territoires, explique l'équipe d'anthropologues catalans de l'université Rovira i Virgili (Tarragone). Cette théorie s'appuie sur les restes d'un festin préparé il y a 800 000 ans dans la grotte espagnole de Gran Dolina, située à 15 km de Burgos, par un précurseur de notre espèce, *Homo antecessor*. Les os retrouvés, qui portent des traces de découpage, appartiennent en effet à de jeunes spécimens. Les chercheurs pensent que, à la façon de chimpanzés actuels, nos prédécesseurs se sont mis à cibler particulièrement les jeunes non seulement parce qu'il s'agissait de proies faciles mais aussi afin de contrôler les populations rivales. ■ **P.G.**

DESSIN : LOÏC FAUJOUR/ICONOVOX POUR « G&H »

Tombe de Richard III : les indices s'accumulent

Son crâne porte la trace d'un coup reçu au combat, sa colonne vertébrale présente une malformation rapportée par ses contemporains… Le squelette exhumé fin août 2012 dans les ruines d'une église découverte à Leicester (*voir n° 9 p. 14*) évoque furieusement le roi Richard III, tué en 1485 à la bataille de Bosworth. Trouvaille extraordinaire, estiment les historiens de l'université de Leicester : on en saura plus sur le roi lui-même (qui serait donc atteint d'une scoliose, et non bossu comme Shakespeare l'a dépeint) mais aussi sur sa mort encore mystérieuse. Pour confirmer que le corps est bien celui du roi, les chercheurs de l'université de Leicester comparent de l'ADN prélevé sur le squelette avec celui d'un potentiel descendant direct retrouvé au Canada. Réponse début 2013. ■ **P.G.**

La Chine ouvre un centre de tir nucléaire aux touristes

Le gouvernement de Pékin veut ouvrir aux touristes le centre d'essais nucléaires de Malan, dans la région désertique du Lop Nor (province du Xinjiang, à l'ouest du pays). Parmi les installations visitables figureront les laboratoires, des dortoirs et un tunnel-abri antiaérien de 300 m de long. Malan abritait jusqu'à sa fermeture en 1996 le quartier général scientifique des tirs d'essai. C'est là que la Chine a testé sa première bombe A, le 16 octobre 1964. La Chine a procédé en tout dans son site du Lop Nor à 46 tests. ■ **P.G.**

En chiffres :

Seuls 22 pays n'ont jamais été envahis par les Anglais

Un livre écrit récemment par l'essayiste britannique Stuart Laycock montre que 90 % des pays du globe, soit environ 200 d'entre eux, ont fait les frais d'une expédition armée britannique, aussi brève soit-elle : invasions en règle, mais aussi raids pirates ou corsaires, expéditions d'exploration, approuvés par Sa Majesté. Parmi les 22 rescapés figurent en Europe Monaco, Andorre, le Liechtenstein, le Vatican, le Luxembourg, la Biélorussie et la Suède. Selon Laycock, le pays le plus envahissant – loin derrière l'Angleterre, cependant – serait… la France, qui, ironie du sort, est également le pays le plus envahi par les Anglais à travers l'histoire ! ■ **L.H.**

La Bulgarie aussi a trempé dans l'extermination des Juifs

Si la Bulgarie peut s'enorgueillir d'avoir protégé ses 48 000 citoyens juifs de l'extermination par ses alliés nazis, le pays ne s'est pas moins rendu coupable de la déportation de 11 343 autres Juifs des Balkans. C'est le pan caché de l'histoire bulgare que viennent de révéler les historiens réunis à Sofia lors d'une conférence tenue en octobre dernier.



CORBIS

L'affaire est douloureuse, en effet. En mars 1943, le roi Boris III (*ci-dessus avec Hitler*), à l'instigation d'une partie de l'intelligentsia et de l'Église orthodoxe, est certes intervenu pour empêcher le départ en Pologne des Juifs bulgares. En revanche, l'armée bulgare a bien participé, brutalement d'après les rares survivants, à l'envoi au camp de la mort de Treblinka des Juifs qui habitaient les territoires yougoslaves et grecs reçus à la suite de l'adhésion du pays en mars 1941 au Pacte tripartite (ainsi baptisé car unissant à l'origine Allemagne, Italie et Japon). La conférence de Sofia anticipe de quelques mois la célébration du 70e anniversaire de l'intervention du roi Boris III. ■ **P.G.**

Plus d'un million de documents relatifs à la vie de Winston Churchill viennent d'être numérisés et sont accessibles aux chercheurs sur Internet. Outre sa correspondance privée ou des papiers relatifs à sa jeunesse scolaire figurent dans ces archives des brouillons de ses discours de guerre et… ses factures de cigares ••• D'impressionnantes fortifications en pierre, vieilles de 4200 ans, viennent d'être découvertes près de Murcie, en Espagne. Ce type d'architecture n'était connu jusqu'à présent que dans le bassin oriental



Cette poignée de main entre Jimmy Carter et Leonid Brejnev le 18 juin 1979 à Vienne (Autriche) scelle la signature du traité de limitation des armes stratégiques (SALT II).

CORBIS

Les États-Unis lèvent le secret sur un pan clé de leur doctrine nucléaire

Les États-Unis viennent de déclassifier en totalité la directive présidentielle n° 59 (PD-59), intitulée « Politique d'emploi des armes nucléaires », signée par Jimmy Carter le 25 juillet 1980. Ce document est remarquable : il continue de fonder la doctrine d'emploi de l'arsenal nucléaire américain (même si les mentions exclusives à l'URSS et à ses alliés ont évidemment disparu) et éclaire d'un jour nouveau la politique étrangère de l'administration Carter — dont l'histoire de la présidence reste à réellement écrire —, l'histoire de la guerre froide et plus largement celle de la pensée stratégique américaine.

Rédigée par Zbigniew Brzezinski, influent conseiller de Carter à la sécurité nationale, et son conseiller militaire, le lieutenant-colonel William E. Odom (futur général, qui dirigera la *National Security Agency* sous Reagan), la directive naît alors que les tensions avec l'URSS ne cessent de croître : les Soviétiques viennent d'envahir l'Afghanistan et ont déployé depuis quatre ans en Europe des missiles balistiques à portée intermédiaire, les SS-20, provoquant le déploiement de missiles américains similaires et la crise dite « des Euromissiles ». Washington, en outre, se débat dans la crise des otages de Téhéran...

Pour Brzezinski et Odom, les États-Unis sont alors menacés d'être vaincus par des Soviétiques qu'ils pensent dotés d'une doctrine recherchant explicitement la victoire dans une guerre nucléaire. Pour empêcher un tel scénario catastrophe et contrôler l'escalade vers un échange nucléaire apocalyptique, il leur semble indispensable de réviser la doctrine de frappes massives alors en vigueur, trop rigide. Ils décident en conséquence de lui substituer un emploi intégré de l'ensemble des moyens conventionnels et nucléaires. Le tout rendu le plus flexible possible par le déploiement de moyens extrêmement importants de commandement et de renseignement (la spécialité d'Odom) et de capacités de planification dans des délais très courts. L'objectif est, littéralement, d'atteindre au coup par coup les groupements de forces soviétiques (ou nord-coréens) à l'aide de frappes nucléaires ciblées, puis de réaliser une escalade contrôlée du conflit pour convaincre l'adversaire de cesser au plus tôt les hostilités.

Longtemps controversée — elle a été accusée d'accroître les risques de guerre nucléaire en abaissant le seuil d'emploi de ces armes —, cette directive demeure néanmoins l'un des plus remarquables concepts d'emploi politico-stratégique de l'arme nucléaire s'efforçant d'exclure la destruction mutuelle des belligérants. Remise dans son contexte cependant, elle éclaire les limites du renseignement américain sur l'URSS : loin de disposer d'une doctrine de guerre nucléaire, les Soviétiques avaient en réalité conclu depuis plusieurs années à l'impossibilité d'une victoire dans un échange nucléaire, et s'en tenaient à la stricte dissuasion. Et cette directive souligne une évidence rarement évoquée : dans un tel scénario, la « défense de l'Europe » se serait réalisée au prix de sa destruction. ■

Benoist Bihan

de la Méditerranée. Cela indiquerait donc l'existence de liens inattendus entre ces deux régions très distantes ••• Le message associé au squelette d'un pigeon voyageur tombé dans une cheminée en 1944 et retrouvé en 1982 va faire l'objet d'un traitement par les services de décryptage britanniques. Le message porte l'adresse codée du Bomber Command et était probablement destiné au site secret de Bletchley Park, le centre allié ultrasecret voué au traitement de l'information ••• Des archéologues



MOHAMMED ABED/AFP

Abou Djihad a bien été assassiné par un commando israélien à Tunis

Le journal israélien *Yediot Aharonot* a été autorisé par la censure militaire à publier l'interview posthume de Nahum Lev, agent du Mossad chargé de l'élimination du chef militaire de l'OLP, Khalil Ibrahim al-Wazir dit Abou Djihad, à Tunis le 16 avril 1988. Selon Lev, mort en 2000 dans un accident, l'opération a impliqué un commando de 26 membres venu par mer, plus deux agents locaux déguisés en touristes. Outre Abou Djihad (*aux côtés d'Arafat sur cette fresque à Gaza*), accusé par Israël d'être responsable de l'attaque d'un bus en 1978 (38 morts) et l'un des instigateurs de l'intifada, l'opération a coûté la vie à plusieurs gardes du corps et un jardinier, sans perte pour les assaillants. Cette publication n'est pas innocente : à l'heure où la bande de Gaza s'embrase à nouveau, elle rappelle qu'Israël a le bras long. ■ **P.G.**

OSENAT/SVV

Un courrier codé de Napoléon annonce la destruction du Kremlin

C'est un extraordinaire courrier signé du célèbre « Nap. » qui a été mis en vente par la maison Osenat, à Fontainebleau, le 2 décembre dernier : le 20 octobre 1812, l'empereur y annonce qu'il va évacuer Moscou après avoir fait sauter l'arsenal du Kremlin, mission dont se charge le maréchal Mortier trois jours plus tard. La lettre est adressée à Maret, duc de Bassano, alors ministre des Relations extérieures. Outre le caractère historique de son contenu, le document est intéressant par la forme. Le courrier, en effet, est codé selon la méthode mise au point par l'état-major du maréchal Berthier. Pour le chiffrage, on associe les 26 lettres de l'alphabet à une série de chiffres fréquemment changés. Le procédé est simple, mais efficace : les alliés vont mettre plus de cinq ans à déchiffrer une dépêche codée de Napoléon à Berthier ! D'après le général Bardin, l'usage du chiffre est cependant abandonné courant 1814, année durant laquelle Berthier expédie la plupart de ses missives en clair. ■ **Pascal Guy**

La tombe d'une reine questionne le rôle militaire des femmes chez les Mayas

Le 3 octobre dernier, le Guatemala a annoncé la découverte, par une équipe d'archéologues américano-guatémaltèque, sur le site d'El Peru-Waka de la tombe d'une grande reine maya du VIIe siècle : la « Dame Nénuphar » (symbole de grand pouvoir, de fertilité et de puissance guerrière) ou « Kalomte Kabel » (« guerrier suprême » en langue locale). La royale sépulture apporte certes une belle collection de bijoux de jade, mais pose surtout une question : à quoi rime le caractère éminemment militaire de ces différents noms ? L'époux de la reine, le roi Kinich Bahlan II, n'a jamais obtenu en effet de tels titres et les Mayas n'ont jamais été une civilisation matriarcale. S'est-elle réellement battue ou bien s'agit-il de noms strictement honorifiques ? Les historiens vont devoir en tout cas réétudier plus avant le rôle des femmes dans les cités-États mayas, car d'autres cas ont été relevés. Ainsi, une reine d'une autre cité, contemporaine de la précédente, est représentée sur une stèle en train de piétiner un captif, rôle masculin en principe. Rappelons que les exemples de femmes authentiquement guerrières sont rarissimes dans l'histoire de l'humanité. ■ **L.H.**

ont retrouvé sur le site bulgare de Solnitsata (près de l'actuelle Provadiya) les restes de murs de pierre hauts de 3 m et épais de 1,8 m. Ces fortifications construites entre 4700 et 4200 av. J.-C., parmi les plus anciennes jamais révélées en Europe, seraient liées au commerce du sel, florissant dans la région à l'âge du bronze ••• Après les Kenyans, des Chypriotes pourraient déposer une plainte contre le gouvernement de Londres. Ils accusent les soldats anglais d'avoir torturé des militants nationalistes dans

Il y a 50 ans...

La guerre entre Chine et Inde s'achevait au Tibet.

Le 20 novembre 1962 se termine la guerre sino-indienne, conflit à tort méconnu car il marque toujours de son empreinte la géopolitique de l'Asie centrale. Cette guerre des cimes — les opérations se déroulent en plein Himalaya, à plus de 4000 m d'altitude, et par un froid épouvantable — se conclut au bout d'un mois par l'unique véritable victoire remportée à ce jour par la Chine communiste et la saisie de territoires indiens, conservés pour la plupart.
Depuis, la tension entre les deux géants asiatiques n'est jamais vraiment retombée, elle aurait même actuellement tendance à augmenter. Avec une différence majeure : en 1962, les deux nations n'avaient pas d'armes nucléaires... ■ **L. H.**



HULTON-DEUTSCH COLLECTION/CORBIS

Comment Londres voyait l'avenir de l'Afrique en 1959

C'est un document de 26 pages, rédigé en 1959 par le secrétaire de cabinet du Foreign Office britannique Selwyn Lloyd (1904-1978), que vient de déterrer le site sud-africain *Politics Web**. Dans ce mémorandum des plus officiels, Lloyd expose ses vues sur ce que sera la politique étrangère britannique en Afrique pour les décennies à venir. Pour lui, la France et l'Angleterre devront affronter les influences du nassérisme et de l'Union soviétique pour maintenir leurs intérêts respectifs sur le continent. Si certaines de ses prédictions (Nigeria, Afrique du Sud) sont justes, ce qui marque dans ce rapport officiel sont les réflexions d'un autre temps (*ci-dessus, Elizabeth II passant en revue en 1956 au Nigeria les hommes de la Force royale de la frontière ouest africaine*). Lloyd écrit que l'Ouest devra rendre ses pouvoirs à « *des peuples sortant tout juste d'une primitive sauvagerie* », ou que les Africains de l'Ouest sont plus attirés par le modèle occidental parce qu'ils sont « *plus virils et flexibles que les Bantous* ». On n'est pas loin de *Tintin au Congo* ! ■ **P. Guy**

* www.politicsweb.co.za



DESSIN : LOÏC FAUJOUR/ICONOVOX POUR « G&H »

Quand Hitler visait l'Irlande

Le régime nazi n'avait cure de la neutralité irlandaise, farouchement maintenue par le Premier ministre Eamon De Valera jusqu'en 1945, et projetait en 1940 une invasion du pays, avant ou après l'invasion planifiée de l'Angleterre. C'est ce que confirme un curieux dossier récemment vendu aux enchères à Londres. Il contient une série de cartes et photos destinées aux chefs de la Wehrmacht, plus un petit livret intitulé *Militargeographische Angaben über Ireland* (« Informations de géographie militaire sur l'Irlande ») identifiant les principaux sites d'intérêt locaux (barrages, ports, plages, etc.). Si ces documents étaient inconnus, les intentions allemandes, elles, ne l'étaient pas : l'Irlande occupe d'évidence une position stratégique clé dans l'Atlantique nord. L'île était une proie facile : l'armée irlandaise totalisait 7500 hommes en 1939. ■ **P. G.**

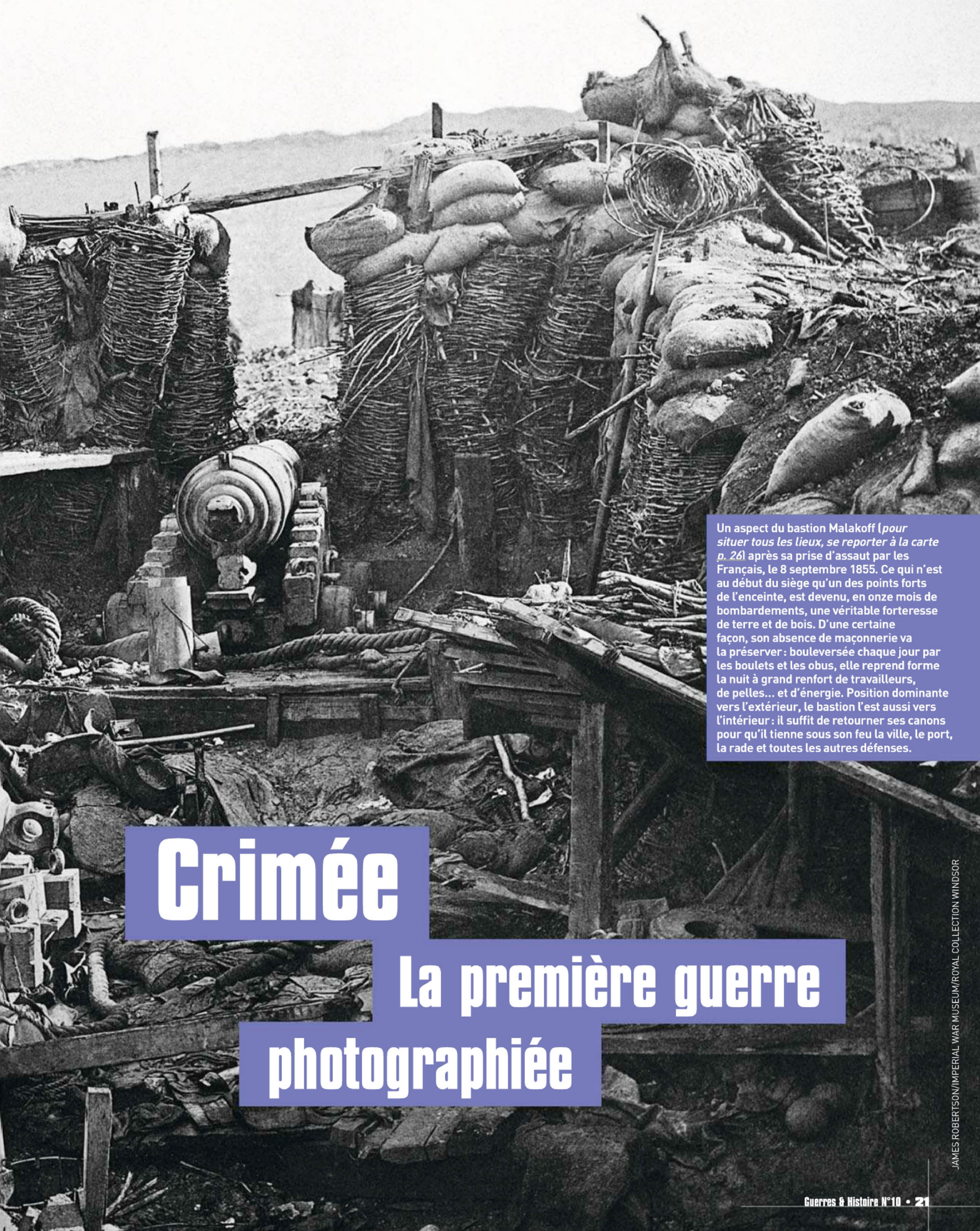
Un film sur Rommel fait polémique outre-Rhin

« *Un tissu de mensonges.* » C'est ainsi que le fils et la petite-fille du maréchal Erwin Rommel ont qualifié le téléfilm réalisé par Nikolaus Stein von Kamienski, avec Ulrich Tukur (*La Vie des autres*) dans le rôle-titre. Manfred Rommel, âgé de 15 ans à la mort de son père, reproche surtout à Stein d'avoir grandement minimisé la participation de son géniteur à l'opération Walkyrie, la tentative de coup d'État qui succède à l'assassinat manqué d'Hitler par le colonel von Stauffenberg, le 22 juillet 1944. Conseillé par l'historien Sönke Neitzel, Stein suit le *Feldmarschall* sur les sept derniers mois de sa vie, le dépeignant comme un homme faible, qui après avoir servi avec zèle le régime par carriérisme, se trouve en proie avec sa conscience et finit par s'opposer graduellement au Führer. Une vision en effet assez lointaine de l'image hagiographique classique du Renard du désert. ■ **P. Guy**

les années 1950. Chypre, possession britannique depuis 1878, est devenue indépendante en 1960 ••• Des archéologues affirment avoir retrouvé le site exact de la « Curie de Pompée », à Rome, où Jules César a été assassiné en 44 av. J.-C. ••• La tombe de Moshe Dayan, disparu en 1981, a été profanée le 16 octobre dernier, jour anniversaire de sa mort. Des inscriptions laissées sur la pierre reprochent à Dayan le nombre élevé des victimes de la guerre du Kippour, en 1973, alors qu'il était Premier ministre.

Malakoff, Sébastopol, l'Alma, Bosquet… Combien de Parisiens (et banlieusards) savent que ces noms de rues viennent de la lointaine guerre de Crimée ? De 1853 à 1856, elle va opposer la Russie, qui lorgne sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles, à l'Empire ottoman, soutenu par la Grande-Bretagne et la France. Mais ce conflit – où près de 90 000 Français perdent la vie – va être vite effacé de la mémoire collective, comme enterré avec le Second Empire par la jeune IIIe République. Alors même qu'il est le premier où la photographie met un pied sur le champ de bataille.

Texte : Alain Gouttman, auteur de *La Guerre de Crimée, la première guerre moderne* (Perrin, 2003).



Un aspect du bastion Malakoff (*pour situer tous les lieux, se reporter à la carte p. 26*) après sa prise d'assaut par les Français, le 8 septembre 1855. Ce qui n'est au début du siège qu'un des points forts de l'enceinte, est devenu, en onze mois de bombardements, une véritable forteresse de terre et de bois. D'une certaine façon, son absence de maçonnerie va la préserver : bouleversée chaque jour par les boulets et les obus, elle reprend forme la nuit à grand renfort de travailleurs, de pelles... et d'énergie. Position dominante vers l'extérieur, le bastion l'est aussi vers l'intérieur : il suffit de retourner ses canons pour qu'il tienne sous son feu la ville, le port, la rade et toutes les autres défenses.

JAMES ROBERTSON/IMPERIAL WAR MUSEUM/ROYAL COLLECTION WINDSOR

Crimée
La première guerre photographiée


ROGER FENTON/RMN


JOSEPH CUNDALL AND ROBERT HOWLETT/ROYAL COLLECTION WINDSOR

Tous contre le tsar ! Bachi-bouzouks, highlanders, officiers turcs et français combattent du même côté.


ROGER FENTON/ADOC PHOTO


ROGER FENTON/RMN



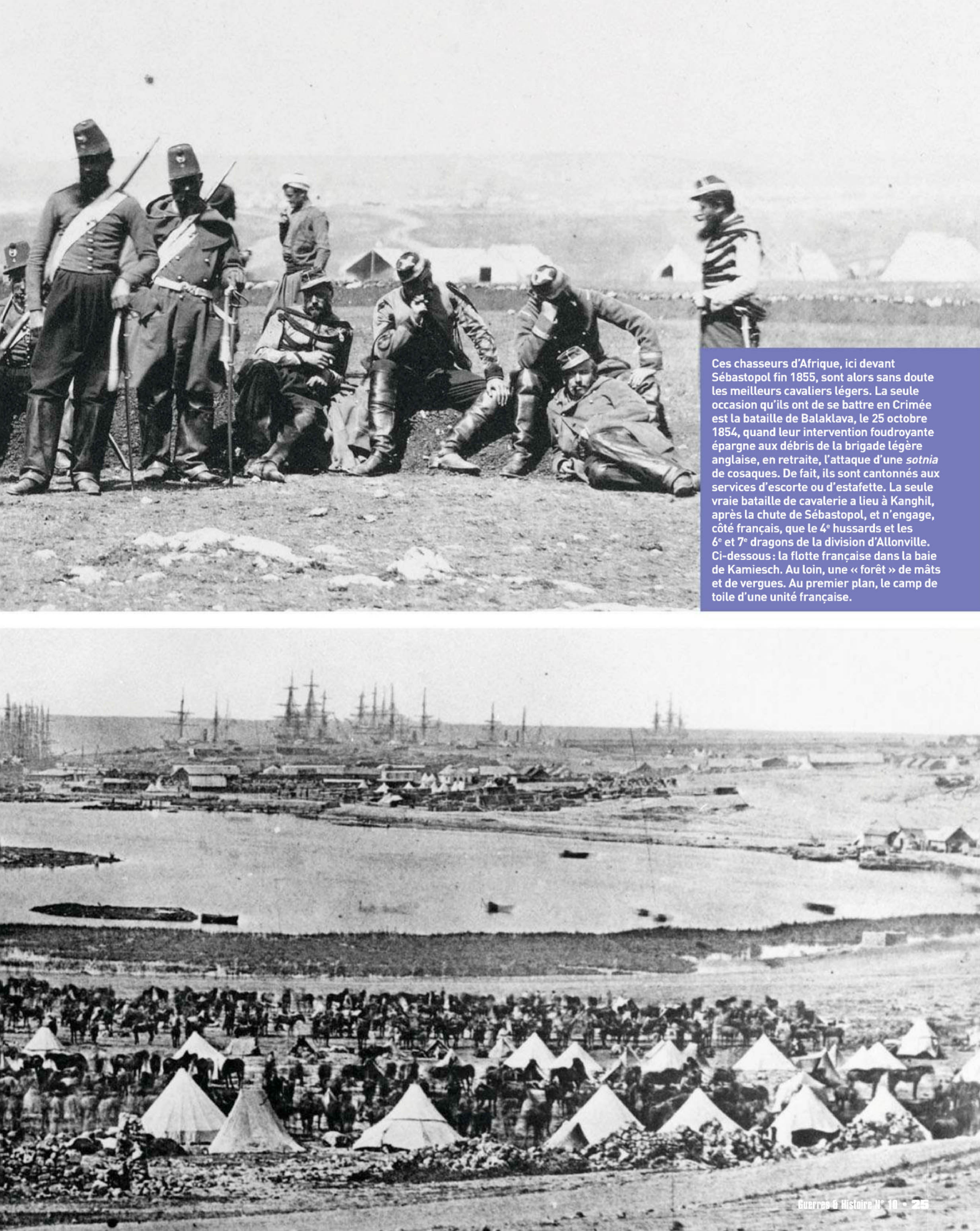
Improvisé dans une profonde échancrure de la falaise, le port de Balaklava, au sud de Sébastopol, est la base arrière de l'armée anglaise. Délogeant les quelques familles de pêcheurs qui s'y trouvent, celle-ci y édifie une bourgade de planches et de toile, hélas trop éloignée des positions qu'elle occupe devant la place assiégée. Les opérations de transport, depuis les dépôts jusqu'aux camps, batteries et tranchées, deviennent si pénibles pour le petit corps expéditionnaire britannique que des soldats français y sont affectés (au premier plan, un amoncellement de boulets, qu'il faut porter à dos d'homme, sur plusieurs kilomètres et par des sentiers souvent boueux). C'est pour s'emparer des navires et des dépôts de Balaklava que les Russes lancent, le 25 octobre 1854, leur première offensive contre les alliés.
Une opération sans vigueur ni direction, qui n'aboutit pas. Du moins permet-elle la liquidation de la brigade légère anglaise de lord Cardigan. Tous contre le tsar ! Page de gauche, de haut en bas et de gauche à droite : irréguliers ottomans (bachi-bouzouks) ; highlanders ; officier turc entouré de ses serviteurs ; le général Bosquet (*assis*).

ROGER FENTON/ADOC PHOTO

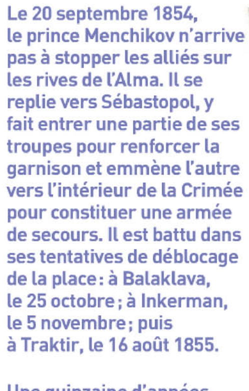
ROGER FENTON/RMN

Les flottes britanniques et françaises réalisent l'exploit de projeter et maintenir en mer Noire un corps expéditionnaire de 180 000 hommes.

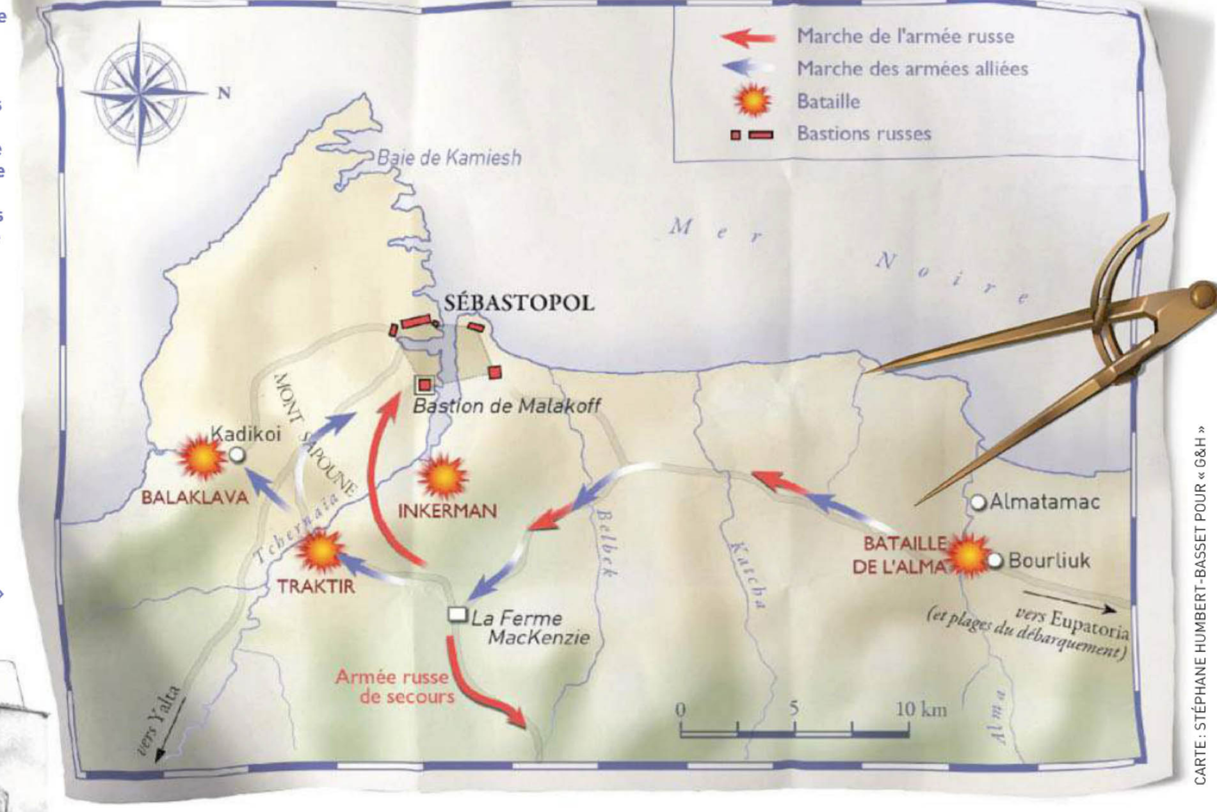
JAMES ROBERTSON/IWM/ROYAL COLLECTION WINDSOR



Ces chasseurs d'Afrique, ici devant Sébastopol fin 1855, sont alors sans doute les meilleurs cavaliers légers. La seule occasion qu'ils ont de se battre en Crimée est la bataille de Balaklava, le 25 octobre 1854, quand leur intervention foudroyante épargne aux débris de la brigade légère anglaise, en retraite, l'attaque d'une *sotnia* de cosaques. De fait, ils sont cantonnés aux services d'escorte ou d'estafette. La seule vraie bataille de cavalerie a lieu à Kanghil, après la chute de Sébastopol, et n'engage, côté français, que le 4e hussards et les 6e et 7e dragons de la division d'Allonville. Ci-dessous : la flotte française dans la baie de Kamiesch. Au loin, une « forêt » de mâts et de vergues. Au premier plan, le camp de toile d'une unité française.



Le 20 septembre 1854, le prince Menchikov n'arrive pas à stopper les alliés sur les rives de l'Alma. Il se replie vers Sébastopol, y fait entrer une partie de ses troupes pour renforcer la garnison et emmène l'autre vers l'intérieur de la Crimée pour constituer une armée de secours. Il est battu dans ses tentatives de déblocage de la place : à Balaklava, le 25 octobre ; à Inkerman, le 5 novembre ; puis à Traktir, le 16 août 1855.



CARTE : STÉPHANE HUMBERT-BASSET POUR « G&H »

Une quinzaine d'années après son invention, la photographie débarque sur un champ de bataille. Technique rustique, matériel lourd, procédés chimiques incommodes, présence d'un assistant obligatoire, longs temps de pose… Dur métier ! Ici, la « charrette-laboratoire » de l'Anglais Roger Fenton conduite par son assistant.

ROGER FENTON/COLLECTION PARTICULIÈRE

La guerre de Crimée (1853-1856) peut être, à bon droit, considérée comme un soubresaut, comme l'une des convulsions auxquelles a donné lieu la fameuse « question d'Orient ». Que recouvre cette formule ? Il s'agit alors de savoir si les puissances européennes doivent travailler à maintenir en l'état l'Empire ottoman ou entreprendre de le dépecer à leur profit. Question redoutable, lourde de suspicions et de risques, qui se pose aux chancelleries dès que l'empire turc entame sa lente décadence, vers la fin du XVIIe siècle.

En 1852, Nicolas Ier, « le tsar de fer », qui ne cesse de lorgner, comme ses prédécesseurs, vers les détroits du Bosphore et des Dardanelles, décide de trancher la question à son profit exclusif : il la place sur le plan religieux et, sous prétexte de défendre les orthodoxes de l'Empire ottoman soi-disant persécutés par les Turcs, met en marche ses armées en direction de Constantinople. Il va se heurter non seulement aux Turcs, mais aussi – et surtout – aux Français et aux Anglais, alliés du sultan Abdülmacid.

Que n'a-t-on raconté depuis – « légende noire » aidant – sur l'action de la France impériale et de Napoléon III lui-même dans cet affrontement de géants, qui culminera avec le siège puis la prise en septembre 1855 du grand port russe fortifié de Sébastopol, en Crimée !

« *À force d'être répété,* a écrit Lamartine dans son *Histoire de la Turquie, un mensonge finit par devenir vérité.* » Mais il y a un temps pour tout. Et n'en déplaise à Victor Hugo, expert en désinformation outrancière, comme aux mânes des hommes de la IIIe République, acharnés à faire disparaître de la mémoire collective le souvenir d'un régime qu'ils haïssaient, le temps de rompre avec quelques idées toutes faites promues vérités historiques est arrivé.

On a prétendu que l'empereur avait voulu cette guerre pour consolider un trône relevé seulement un an plus tôt et prétendument mal assuré. Mais le meilleur moyen d'imposer au peuple français un régime militaire est-il d'envoyer à 4 000 km des Tuileries la fine fleur de l'armée française ?

On a dit qu'il avait voulu défendre les prétentions des moines catholiques de Terre sainte. Mais l'empereur était parfaitement agnostique et les Français n'étaient plus disposés, depuis longtemps, à partir en guerre pour des raisons religieuses. Quant à l'influence supposée de l'impératrice Eugénie… Personne, sauf lorsque la maladie qui rongeait l'empereur deviendrait intolérable, n'a jamais eu d'influence sur Louis Napoléon Bonaparte.

On a dit aussi que l'empereur s'était mis « à la remorque des Anglais », qui l'auraient utilisé au service de leurs propres intérêts. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit ! Quand il a fallu dissuader le tsar de s'avancer plus avant, c'est l'empereur qui a envoyé la flotte française en rade de Salamine : les Anglais — confiants en la « bonne foi » du tsar — avaient refusé de bouger et traité d'« aventurier » le gouvernement impérial, aux « folies » duquel ils n'étaient pas près de s'associer. Les écailles leur tomberaient des yeux plus tard.

Quant à la victoire finale, contrairement à ce qu'on a laissé dire — encore une fois par haine de l'empire —, elle est due, pour l'essentiel, à l'action des 150 000 Français engagés, le contingent britannique n'ayant jamais, pour sa part, dépassé 30 000 hommes sur place. D'ailleurs, qui a pris Sébastopol ? Les Français du général de Mac-Mahon, en s'emparant du bastion de Malakoff. Lors de cet assaut général du 8 septembre 1855, les Anglais, eux, échouèrent devant leur objectif, le bastion appelé Grand Redan.

Les 90 000 Français morts en Crimée (20 000 au feu, 70 000 de maladies) ont été effacés de la mémoire collective, victimes de la haine et des rancœurs politiques. Guerre oubliée, héros gommés des mémoires, gloire effacée. *Sic transit…* ■



COLLECTION KHARBINE-TAPABOR

Comment éclate la guerre franco-chinoise de 1884-1885 ?

MARC-ANTOINE B., DE L'AIN

La guerre est le résultat direct de la colonisation française. En particulier au Tonkin, où la IIIe République ne fait que continuer la politique du Second Empire, qui avait arraché la Cochinchine à l'empire d'Annam en 1862 sous prétexte de défendre les catholiques persécutés. Cette conquête se fait évidemment au détriment de la Chine, qui gardait jusque-là le contrôle de l'Annam et qui vient d'être humiliée par les Franco-Anglais pendant la seconde guerre de l'opium (1856-1860). La faiblesse conjointe de Hué, capitale annamite, et de Pékin encourage les visées expansionnistes françaises au Tonkin. Les motivations ne manquent pas en effet : expansion du catholicisme, développement des mines et des soieries, trafics commerciaux en tous genres, recherche de gloire militaire, rivalité impérialiste avec les Britanniques... En 1873, le lieutenant de vaisseau et explorateur Francis Garnier se fait tuer par les Pavillons noirs (ex-pirates passés au service de l'empereur d'Annam) après avoir, sans instructions, conquis la citadelle de Hanoi. L'incident et la non-application de l'accord qui suit entre Paris et Hué servent de prétexte à l'envoi d'une garnison à Hanoi en avril 1882, dirigée par le commandant Henri Rivière. Et l'affaire Garnier se répète : le commandant Rivière, dépassé par sa mission et manipulé, s'empare sans ordres de la citadelle... et se fait tuer en mai 1883 par les Pavillons noirs. Paris saisit le *casus belli* pour envoyer le corps expéditionnaire déjà préparé par le gouvernement de Jules Ferry (*ci-dessus, la prise de Sontay en décembre 1883*). Contrairement à ce qu'espérait Paris, Pékin refuse cependant cette nouvelle invasion. La guerre, déjà larvée en fait, se solde en 1885 par la mainmise française effective sur le Tonkin et l'Annam... Et par la chute de Ferry « le Tonkinois », victime du revers (sans lendemain) infligé par les Chinois à Lang Son en mars 1885. ■ **P.G.**

Est-il vrai que Carthage n'a pas soutenu Hannibal quand il a eu besoin d'aide durant sa campagne d'Italie ?



ANTOINE DELUC, SALLANCHES (74)

Non, c'est totalement faux. Hannibal n'a jamais cessé d'obtenir de Carthage tout le soutien dont il avait besoin lors de cette campagne, tant en termes de renforts que de ravitaillement ou de subsides, et ce, malgré l'opposition de certains suffètes (sénateurs carthaginois) qui faisaient campagne au sénat contre son entreprise. ■ **L.H.**



DR

Pourquoi l'armée prussienne s'enfuit-elle face à l'armée française à Valmy alors qu'elle est en supériorité numérique et technique ?

LOUIS L., PARIS

À Valmy, l'armée prussienne n'aligne que 34 000 hommes (le reste étant disséminé ailleurs sur le front) face aux 47 000 républicains. Mais il est vrai qu'elle est mieux dotée en cavalerie, en bouches à feu, et est composée de professionnels — néanmoins déprimés par la guérilla paysanne et souffrant de la dysenterie. Devant eux, les Français sont pour la première fois amalgamés entre les volontaires, durement étrillés les mois précédents, et la vieille armée de ligne royale. L'enthousiasme des premiers s'allie avec la discipline des seconds, et cette association surprend les coalisés : pour la première fois les Français tiennent sous le feu. Les premières canonnades passées, les colonnes d'attaque prussiennes s'avancent et découvrent la *Marseillaise* et les boîtes à mitraille des canons Gribeauval. Ces deux éléments combinés finissent par briser l'élan allié. Il faut tout de même préciser qu'autour du tertre du moulin, là où va se porter l'attaque prussienne, l'on compte onze régiments de ligne et seulement trois bataillons de volontaires de 91 (Saône-et-Loire et Moselle pour l'infanterie, Yonne pour l'artillerie). Les Prussiens fatigués, malades et beaucoup moins exaltés que leurs ennemis, n'insisteront pas devant les républicains immobiles. Ce n'est pas seulement la victoire de l'exaltation patriotique sur la lassitude de l'homme de guerre qui se bat, finalement, plus pour sa solde que son pays. C'est aussi l'expérience et le sang-froid de la troupe de ligne française qui a fait, ce jour-là, la différence. ■ **Pascal Guy**

Dans le *Point* du 16 août 2012, il est relaté que le général allemand Hans Cramer de l'Afrikakorps, prisonnier des Anglais, a été relâché en mai 1944 peu avant le débarquement. Est-ce vrai ?

GUILLAUME DESNOUVEAUX, REYNEL (52)


BPK/RMN

Le *General der Panzertruppen* (général des troupes blindées, titre correspondant à général de corps d'armée) Hans Cramer (1896-1968) est rapatrié le 23 mai 1944 via la Suède dans le cadre d'un échange de prisonniers, pour raisons de santé (il est asthmatique). Cette libération est exploitée par les services alliés pour monter une intox : avant son départ, Cramer est promené complaisamment à travers les campagnes, où il observe les forces qui se préparent à franchir la Manche. Cramer, cependant, ne se trouve pas comme on lui explique près de Douvres mais bien plus à l'ouest, face à la Normandie. Le général rapporte son expérience dès son arrivée en Allemagne… Ce qui contribue sans doute à crédibiliser l'hypothèse d'un débarquement dans le Pas-de-Calais. Cramer reprend du service dans la foulée, avant d'être écarté après l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler. ■ P.G.

La citation

« Il n'y a que deux espèces de plans de campagne, les bons et les mauvais. Les bons échouent presque toujours par des circonstances imprévues qui font souvent réussir les mauvais. »

Napoléon Bonaparte

À quelles sources s'alimente l'art militaire byzantin ?

YVES DELPIERO, GOURDON (24)

L'art militaire byzantin est certainement l'un des plus riches de l'histoire. Il se situe tout d'abord dans la continuité de l'art militaire romain (d'ailleurs, les Byzantins ne se sont jamais considérés comme autre chose que des Romains !), lui-même riche de plusieurs siècles de traditions et de multiples héritages. Ajoutons qu'ils sont surtout les continuateurs de l'art militaire du Bas-Empire romain, c'est-à-dire d'un art militaire déjà fort différent de celui de l'époque classique (celui auquel on pense généralement) car influencé par les barbares. C'est d'ailleurs dans le prolongement de ce même processus que Byzance va continuer à faire évoluer son art militaire, ne serait-ce que pour mieux contrer ses adversaires ou pour pouvoir intégrer des contingents étrangers dans ses armées : Normands et Varègues, cavaliers archers nomades des steppes comme les Petchenègues, Perses sassanides, Turcs, Aragonais, et enfin chevalerie « franque » du temps des croisades. Du coup, on peut dire que Byzance hérite, mais aussi digère et crée, car ses ingénieurs ont inventé une arme extraordinaire : le feu grégeois. Mais on peut dire également que le principal changement technico-tactique de Byzance d'avec Rome a été l'énorme importance accordée à la cavalerie, souvent aux dépens de l'infanterie (*ci-contre, cavalier lourd vers 970*). ■ L.H.


ANGUS MCBRIDE/OSPREY





À quand remonte le premier entraînement physique moderne (pompes, tractions, parcours du combattant…) visible notamment dans des films comme *Full Metal Jacket* de Stanley Kubrick ?

AXEL BELLAICHE, PARIS

S'ils ont connu un accouchement précoce au XVIIIe siècle avec le drill en vigueur dans les armées prussiennes de Frédéric II, les premiers entraînements militaires modernes viennent de France sous l'impulsion du colonel Francisco Amoros. Cet afrancesado, qui prend le parti de Joseph Bonaparte lors de la guerre d'Espagne de 1808, s'exile en France en 1813 et est naturalisé trois ans plus tard. Il deviendra directeur du Gymnase normal militaire et civil (fermé en 1838), ainsi que de celui des sapeurs-pompiers, avant de devenir inspecteur des gymnases militaires de France en 1829. Ses élèves Napoléon Laisné et le colonel Louis d'Argy créent en 1852 l'École normale militaire de gymnastique de Joinville, qui va rendre hégémonique la discipline en formant des moniteurs et en organisant les épreuves menant au certificat des maîtres. C'est une discipline physique et morale, visant à endurcir le corps et l'esprit, qui va s'exporter rapidement auprès des autres armées européennes, mais également vers le monde civil avec la popularisation de la gymnastique, moins violente, du Suédois Pehr Henrik Ling. Quant au parcours du combattant tel qu'on le voit dans *Full Metal Jacket*, il semblerait qu'il ait vu le jour en 1918 à Fort Benning en Géorgie, aux États-Unis. Le futur Président Dwight Eisenhower sera l'un des premiers à y suer sang et eau (il y fait ses classes de décembre 1918 à mars 1919). La pratique est ensuite copiée, avec diverses variantes, dans la plupart des armées du monde. ■ **Pascal Guy**

Pourquoi les Autrichiens (qui sont 50 000 à Strasbourg) n'ont-ils pas marché sur Paris au moment de la tentative de coup d'État du 13 vendémiaire an III ?

ANTONIN SAPÈDE, RAMONVILLE-SAINT-AGNE (31)

Après la chute de Robespierre, la Convention a si bien réprimé sa gauche que l'opposition royaliste s'est relevée. Très vite, les monarchistes saisissent qu'ils peuvent renverser la révolution par les urnes. Pour cela, ils vont s'appuyer sur le mécontentement populaire qui se concentre dans les sections de Paris. La Convention, qui souhaite renouveler les conseils, comprend vite que l'opinion lui est hostile et que le gouvernement risque de tomber. D'où le décret des « deux-tiers » qui vise à maintenir dans ces conseils deux tiers des élus sortants. Impossible dès lors pour l'opposition d'acquérir la moindre majorité. Bien sûr, cette décision met le feu aux poudres. Cependant, les agents royalistes ayant infiltré les sections insurgées, tels le comte de Vaublanc ou Quatremère de Quincy, sont restés dans l'ombre et n'ont jamais prétendu agir dans le but d'obtenir une restauration monarchique. S'ils l'avaient fait, les sections parisiennes n'auraient pas suivi. Le général Danican, à la tête des insurgés, vient lui-même de l'armée républicaine et a servi contre les Vendéens. Les princes français et leurs alliés coalisés n'ont donc jamais été clairement informés des véritables intentions des meneurs royalistes. L'auraient-ils été qu'il n'est pas certain, loin de là, qu'ils eussent tenté une invasion. Reste qu'à un contre cinq, la Convention est passée très près du trépas. Les canons du général Bonaparte, que Murat est allé chercher de justesse à la plaine des Sablons, ont fait toute la différence. ■ **P. Guy**

Quelle est la différence de fond entre canons, obusiers et armes à tirs tendues (antichars ou DCA, par exemple) ?

VLAD KERNOUL, TRÉGUIER (22)

La différence varie selon les époques, en fait. Au XVe siècle, un « obusier » (du tchèque *houfnice* : « utilisable contre une troupe ») est simplement un canon à courte portée. Au milieu du XVIIe siècle, l'arme évolue aux Pays-Bas en un hybride entre canon, arme de champ de bataille qui tire un boulet plein selon une trajectoire rectiligne, et un mortier, pièce de siège ultracourte destinée à expédier par-dessus les fortifications une charge explosive mise à feu à la main. Le gros intérêt de l'obusier type Gribeauval d'époque napoléonienne est sa polyvalence : court, donc maniable et léger mais meurtrier, il peut tirer en cloche par-dessus les lignes amies. En revanche, le canon court laissant moins de temps pour accélérer le projectile, la portée est inférieure et la précision aléatoire. L'invention par Henri Paixhans en 1822 du « canon-obusier », capable de tirer un obus en tir tendu, tend ensuite à superposer les rôles, jusqu'à les confondre. En 1914, un canon comme le fameux « 75 » est une pièce à fût long tirant un obus munition à grande vitesse initiale, en tir tendu pour améliorer la précision et donc avec un angle inférieur à 35°. L'obusier est, lui, une pièce tirant des obus à faible vitesse initiale (et donc à plus courte portée) sur une trajectoire courbe, typiquement avec un angle de tir supérieur à 45°. Mais ces nuances sont vite devenues arbitraires : les canons de DCA, souvent adaptés de canons de char tirant des munitions à très haute vélocité, tirent ainsi à la verticale et les obusiers sont capables de tirer à l'horizontale… ou à très longue portée ! En résumé ? L'obusier est utilisé principalement en tir indirect hors de la vue de l'artilleur, le canon en tir direct, en vue de la cible. ■ **P.G.**

IMAGES TIRÉES DE « FULL METAL JACKET » DE STANLEY KUBRICK/WARNER

PHOTO 12/ULLSTEIN BILD

Envoyez vos questions à courrier.SVGH@mondadori.fr
ou déposez-les sur www.facebook.com/guerresethistoire

A Radical Reformer, (i e) a Neck or Nothing man! Dedicated to the Heads of the Nation.

GETTY/BRIDGEMAN

Pourquoi l'Angleterre, alors pays démocratique, n'a-t-elle pas soutenu la France révolutionnaire de 1789 au lieu de soutenir ses ennemis ?

LUCAS TERMAT, CHARPEY (26)

Le Royaume-Uni en 1789 est un régime monarchique contrôlé par un Parlement élu par l'aristocratie, la bourgeoisie et les propriétaires terriens. Malgré la (relative) liberté d'opinion et certaines avancées, ce n'est pas encore une démocratie, même pas une monarchie constitutionnelle au sens actuel, souligne l'historien Marc Belissa. Par ailleurs, le Premier Ministre Pitt et presque toutes les élites dirigeantes anglaises détestent l'idée même de révolution (il est vrai que l'expérience de Cromwell a laissé des séquelles, *lire p. 84 l'article sur la New Model Army*) et considèrent le libéralisme politique comme une expérience intérieure, non exportable. Londres n'est pas mécontente en outre que la France connaisse quelques désordres, qui favorisent le commerce britannique et vengent quelque peu les défaites infligées par la Marine de Louis XVI pendant la guerre d'Amérique. Cette hostilité n'est pas unanime : certains éléments du parti Whig, comme l'influent Charles James Fox, sont favorables à un changement de régime en France. Mais Fox n'est pas au pouvoir, et son soutien à la Révolution est sérieusement refroidi par les massacres de septembre 1792. ■ **L. H. avec P. G.**



Le mot : « Dragon »

Ce terme militaire, qui désigne un cavalier combattant à pied, ne vient pas du bestiau mythique mais du verbe néerlandais *dragen* (« porter », puisque le dragon est un fantassin « porté » par son cheval). Le terme, probablement antérieur, apparaît aux Pays-Bas au début du XVIIe siècle dans les écrits du théoricien militaire Maurice de Nassau. ■ **P. G.**

COLLECTION PARTICULIÈRE



La guerre de Cent Ans ne se réduit pas à un affrontement anglo-français. Elle est en réalité un changement d'époque. Il s'agit certes de technologie : la poudre et le fantassin s'y imposent au détriment de la chevalerie. Mais le mouvement va plus loin. Forcés de mener un conflit soutenu et de longue haleine, les royaumes de France et d'Angleterre survivent en réformant non seulement leur outil militaire mais également leur structure économique, politique et sociale. Naissent ainsi les armées permanentes financées par de nouveaux outils fiscaux, constituées par de nouvelles catégories de guerriers… Ce n'est pas uniquement la face des batailles qui change mais aussi celle des États : la guerre de Cent Ans accouche en fait des temps modernes. Voici comment…

La guerre de
Les clefs d'une



Cent Ans
révolution militaire

En 1449 et 1450, l'artillerie de Jean Bureau écrase les dernières places encore tenues par les Anglais. Forte d'un parc de bouches à feu nombreuses et diversifiées, l'armée de Charles VII reconquiert en quelques mois la Normandie ou l'Aquitaine, territoires disputés depuis trois siècles entre Capétiens et Plantagenêts.

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA POUR « G&H »

Cent ans pour accoucher de la guerre moderne

Par Laurent Henninger

Elle démarre comme une guerre médiévale et s'achève comme une guerre moderne. La guerre de Cent Ans est une période de mutation militaire accélérée, qui bouleverse non seulement la tactique mais aussi l'économie, la politique et la société tout entière. En un mot : une révolution.

Depuis quelques décennies, les spécialistes de l'histoire militaire de l'époque dite « moderne », qui s'étend *grosso modo*, de la Renaissance à la chute de Louis XVI, s'écharpent à l'envi autour de ce que l'on nomme LA « révolution militaire » dont émergent, chapeautés et baïonnettes au canon, les régiments de Louis XIV. Quand a-t-elle eu lieu ? En quoi a-t-elle consisté ? Où s'est-elle produite ? Peut-on seulement parler de « révolution » ? Ces questions à tiroirs multiples — et à réponses infinies — ont fourni la matière à un passionnant débat qui balaye l'intégralité de l'histoire militaire européenne et même mondiale. Mais, depuis quelques années, la discussion remonte de plus en plus dans le temps : il semblerait bien que ce soit *avant* la période moderne, dans les deux derniers siècles de cette époque floue appelée arbitrairement « Moyen Âge » que les choses ont commencé de bouger.

Le grand tremblement de terre militaro-civilisationnel, qui donne naissance au monde dans lequel nous vivons encore, se met en effet à ébranler l'univers médiéval dès le XIIIe siècle. C'est là que se construit la matrice du gigantesque conflit franco-anglais appelé « guerre de Cent Ans » par les historiens du XIXe siècle — quand bien même les chronologies en mesurent



Réinventée dans les cités flamandes et italiennes, l'infanterie retrouve à la fin du Moyen Âge sa place sur le champ de bataille. Dès 1302, à Courtrai, les milices brugeoises infligent aux chevaliers de Philippe le Bel une cuisante défaite.

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA POUR « G&H »



Aucune bastille ne lui résiste ! En détruisant les murailles des châteaux forts, le boulet jette à bas le vieil ordre féodal. Mais c'est le roi, seul capable de s'offrir une artillerie, qui tire profit de cette révolution.

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA POUR « G&H »

cent seize (*voir encadré* p. 37). Une fois de plus se vérifie la loi historique : les guerres opèrent comme des accélérateurs. Et ce conflit-là amorce un processus qui va structurer toute l'histoire militaire jusqu'à nos jours, en voyant deux armes s'imposer sur les champs de bataille : l'infanterie et l'artillerie.

Infanterie, le retour de la Reine

Omniprésente tout au long de l'Antiquité classique, l'infanterie n'a jamais totalement disparu du paysage guerrier européen après la chute de l'Empire romain d'Occident. Malgré tout, le cliché reste globalement vrai : le Moyen Âge est essentiellement l'époque de la chevalerie, cette cavalerie lourde bien particulière, car équipée d'un « logiciel » mental tactique, social, politique, idéologique et esthétique, quasiment unique dans toute l'histoire militaire (*voir n° 4,* p. 86). La domination de la chevalerie, associée à celle de la fortification médiévale, est ancrée dans une réalité sociale et économique : la féodalité. Lorsque ce système de domination se trouve affaibli, il n'est pas étonnant que les forces sociales et économiques nouvelles qui le défient mettent en place leur propre outil militaire.

Dès le XIIIe siècle, les luttes sociales et politiques s'intensifient, particulièrement dans les régions d'Europe occidentale où les villes marchandes montent en puissance : l'Italie et les Flandres, où les communes créent des milices fondées sur les corporations d'artisans et demarchands. En Italie, ces milices contribuent à la fondation de puissantes cités-États qui jouent un rôle clé dans la naissance du capitalisme occidental. En Flandres, elles ne parviennent pas à conquérir l'hégémonie politique, mais n'en constituent pas moins de coriaces adversaires pour les grands princes, allant même jusqu'à leur infliger de terribles défaites, comme à Courtrai (*voir* p. 36).

Au XIVe siècle, une autre infanterie populaire se forme non pas dans les villes mais dans les vallées rurales des Alpes, où les cantons suisses gagnent leur indépendance au détriment des chevaliers du Saint Empire romain germanique. Ce phénomène se poursuit tout au long des siècles suivants : hussites de Bohême au XVe siècle, guerre des paysans allemands au XVIe siècle... Le grand mouvement ainsi amorcé se prolonge pendant la « révolution militaire » des temps modernes, ponctuée par la montée en puissance d'infanteries aux fondements populaires : Hollandais en lutte contre les Espagnols aux XVIe et XVIIe siècles, *New Model Army* anglaise (*voir article* p. 84),

Le recours à l'infanterie populaire au détriment des chevaliers change radicalement le visage des batailles.

Les communes sont des associations de citoyens chargées d'assurer le gouvernement et la défense de villes. Elles apparaissent à partir du XIe siècle dans des villes du Centre et du Nord de l'Italie, où de puissantes familles bourgeoises excluent du pouvoir nobles et évêques. Naissent ainsi de véritables « cités-États », dotées de leurs propres forces armées et à l'origine d'un essor économique sans précédent. Sans atteindre ce degré, le mouvement communal flamand mais aussi britannique, avec sa représentation parlementaire, reflète un processus similaire.

Le 11 juillet 1302 à Courtrai, l'infanterie des milices communales flamandes écrase les chevaliers de Philippe le Bel, conduits par Robert d'Artois. Dans la mémoire flamande, cette victoire est devenue la « bataille des Éperons d'or », en référence aux richesses récupérées sur les cadavres français. Le 11 juillet demeure la fête de la communauté flamande de Belgique.

Un yeoman (sans doute dérivé d'une racine saxonne proche de l'allemand *junger Mann*, « jeune homme ») est à l'origine un paysan propriétaire, associé depuis le XIIIe siècle à un service militaire. C'est dans cette classe moyenne relativement aisée, issue de celle antérieure des *franklins* (« hommes libres ») et représentée au Parlement, qu'on recrute la majorité des archers. La *yeomanry* reste toutefois inférieure socialement, mais pas forcément financièrement, à la *gentry* (petite noblesse terrienne).

Le trébuchet est une pièce d'artillerie médiévale à contrepoids fonctionnant selon le principe du levier, capable de lancer des poids de près de 100 kg à plus de 200 m (*voir n° 3, p. 66*). L'onagre est une catapulte fonctionnant par torsion d'un câble faisant ressort.

armée révolutionnaire française… En France et en Angleterre, la guerre de Cent Ans des XIVe et XVe siècles donne l'occasion à ce processus européen de se déployer pleinement, que ce soit « positivement » avec le triomphe des archers anglais (*voir p. 42*), ou « négativement » avec l'humiliation constante de la chevalerie française, considérée pourtant alors comme la meilleure d'Occident.
Dans un article fondateur paru en 1993 sur la révolution de la guerre de Cent Ans (*voir bibliographie p. 55*), le médiéviste américain Clifford Rogers explique parfaitement pourquoi l'infanterie s'impose au détriment de la chevalerie. D'abord, le fantassin requiert moins d'équipement, il est moins cher payé et n'a pas besoin de s'entraîner au métier dès l'enfance — même s'il faut de longues années pour former un archer anglais. Ensuite, l'infanterie peut être recrutée dans (presque) toutes les couches de la société, donc dans un réservoir démographique bien plus important que celui de la chevalerie. Ainsi, à Courtrai, les Flamands insurgés contre la tentative de mainmise française sont quatre fois plus nombreux que les chevaliers du riche et puissant roi Philippe le Bel.

Le double coup gagnant des rois anglais

L'émergence d'une infanterie n'a pas bien sûr qu'une portée militaire : en prenant les armes, le peuple — ses classes les plus aisées, au moins — apparaît comme une pièce nouvelle sur l'échiquier politique de l'Europe médiévale, ce qui aura d'immenses répercussions sociales par la suite. C'est en Angleterre que le pouvoir central gère le mieux cette révolution, dès le début du XIVe siècle. Les rois comprennent alors qu'une nouvelle source de puissance est soudain disponible, en dépit des inconvénients évidents qu'elle constitue pour une monarchie.
Bien plus, en lui concédant une place dans la société politique par le biais de la représentation parlementaire, la monarchie anglaise s'assure non seulement une main-d'œuvre militaire mais aussi une participation fiscale au financement des guerres.
En Angleterre, la coïncidence entre montée en puissance politique et rôle militaire est édifiante. Ainsi, forts de la victoire de Halidon Hill sur les Écossais, en 1333, dans laquelle les archers issus de la yeomanry ont joué un rôle prédominant, les représentants des *Commons* (version anglaise des communes du continent) se réunissent séparément des *Lords* en 1341, manifestant ainsi leur indépendance et leur importance : c'est de cette époque que datent les deux chambres du Parlement britannique. Dans les années et les décennies qui suivent, les *Commons* gagnent de nouvelles prérogatives quasi mécaniquement après chaque victoire des archers : L'Écluse, Crécy, Poitiers… En échange, le roi d'Angleterre obtient la permission de lever de nouveaux impôts pour financer ses guerres. Et payer lesdits archers de façon régulière.
Certes, la recomposition du paysage politique anglais ne se fait pas sans heurts : une bonne partie des *Commons* participe ainsi, arc en main, à la révolte paysanne de 1381, menée par un vétéran des guerres de France, Wat Tyler. Mais le mouvement est engagé et rien ne l'interrompt, à la grande différence de ce qui se passe en France où les tentatives réformatrices de Charles V « le Sage » sont défaites par celles de son fils Charles VI « le Fou ».

Avec l'artillerie nouvelle, l'offensive prend vite le pas sur la défensive dans la guerre de siège.

Le recours de plus en plus fréquent à l'infanterie populaire au détriment des chevaliers ne change pas que la donne politique, il change radicalement le visage des batailles, lui donnant là encore un aspect « moderne ». Au XIIIe siècle, les chevaliers livrent des combats bien peu meurtriers. Il s'agit avant tout de faire des prisonniers à rançonner et, dans les grandes batailles, les morts se comptent en dizaines, voire en unités ! Mais les nouvelles infanteries, elles, combattent pour tuer. Plus question de rançons en cas de capture : les règles de la guerre nobiliaire ne s'appliquent pas à une roture de toute façon insolvable. L'infanterie est massacrée systématiquement lorsqu'elle tombe aux mains de l'ennemi, surtout aristocrate : elle n'a donc aucune raison de se montrer « chevaleresque » et les batailles redeviennent carnages. Elles le redeviennent d'autant plus que

Mentionnée en Europe dès 1216, la poudre s'impose seulement avec la guerre de Cent Ans, d'abord sous forme d'armes de siège primitives, puis, au XVe siècle, comme armes mobiles du champ de bataille.

MESNIL SAINT-ANDRÉ 1470

les infanteries populaires font large usage des armes de jet (assez peu sélectives quand elles sont tirées en salve…) et qu'apparaît une autre nouveauté fondamentale : l'artillerie.

La poudre se propage

Arrivée en Europe dans la seconde moitié du XIIIe siècle, la poudre s'impose en effet irrésistiblement. Non par l'efficacité : onagres et autres trébuchets restent incomparablement supérieurs en puissance. Mais cette artillerie mécanique est bien plus complexe, donc coûteuse, que l'artillerie chimique, note Clifford Rogers, raison du déclin de la première au profit de la seconde. Ce recul est progressif : très primitives, les premières bouches à feu sont modestes en taille et leur poids ne dépasse pas quelques dizaines de kilos. Mais les pièces se mettent vite à grossir et à proliférer. À la fin du XIVe siècle, elles se chiffrent déjà par dizaines, voire par centaines, dans les armées des grands princes européens. Attention, « pièce » ne signifie pas « canon » : on ne fait pas encore la distinction entre les grosses pièces à usage collectif et la myriade de bouches à feu individuelles qui donneront naissance aux arquebuses, futur équipement de masse des infanteries à partir de la fin du XVe siècle.
Dans la continuité naturelle de l'artillerie mécanique, l'artillerie chimique est d'abord employée comme matériel de siège. Au XIVe siècle, son efficacité reste toute relative contre les fortifications : les projectiles de pierre, éventuellement taillés en forme vaguement sphérique, manquent de puissance — le boulet de fonte (*voir p. 38*) ne se généralise que tardivement, à l'initiative des Français d'ailleurs. Les premières bombardes sont avant tout utilisées pour semer la destruction *à l'intérieur* des places assiégées — ou, depuis la forteresse, dans le camp de l'armée assiégeante.

Les sièges de Bureau assoient l'autorité royale

Pourtant, à partir des années 1420, les progrès accomplis dans la chimie des poudres, la métallurgie et la construction même des pièces permettent non seulement d'accroître la taille et le calibre des pièces, mais surtout d'augmenter leur longueur (donc la précision et la puissance) et d'améliorer enfin la cadence de tir. Les murailles sont alors systématiquement soumises à des salves obtenant le percement toujours plus rapide de brèches. Ces innovations sont d'abord mises en œuvre par les Anglais. Puis, à partir des années 1430-1440, l'armée de Charles VII prend le dessus grâce à la personnalité exceptionnelle des frères Bureau, Gaspard et Jean (*voir p. 38*). Les voilà, les vrais vainqueurs de la guerre de Cent Ans : grâce au parc de pièces

Au XVe siècle, l'artillerie entame une prodigieuse diversification. C'est là que naissent tous les grands types de pièces. Mitrailleuse y compris, dans le principe sinon dans la forme !

MESNILL SAINT ANDRÉ 1470

Cent seize ans de guerre de Cent Ans

**La Guerre dite « de Cent Ans » s'inscrit dans le cadre d'une rivalité de très longue haleine entre deux dynasties françaises : celle des Capétiens, montés sur le trône de France en 987, et celle des Plantagenêts, seigneurs angevins parvenus en 1153 sur le trône d'Angleterre. Les seconds ayant conservé d'immenses territoires sur le continent, le conflit est inévitable dès que les premiers, une fois leur pouvoir consolidé, tentent d'agrandir leurs domaines. Dès 1165, le roi de France Louis VII s'arrange pour conclure une alliance avec les Écossais, l'*Auld Alliance*, qui montre bien à quel point les Capétiens avaient perçu très tôt la nécessité de limiter la puissance anglaise.
Lorsque Philippe II dit « Auguste » devient roi de France en 1180, ses rivaux Plantagenêts contrôlent tout l'Ouest du pays, plus une bonne partie du Massif central. Mais Philippe est un stratège brillant, servi par une longévité exceptionnelle : en 1223, après 42 ans de règne, il ne reste que la Guyenne aux Plantagenêts. Cette relique, que les successeurs de Philippe Auguste ne parviendront pas à récupérer en dépit de brillants succès, sera la première cause de la future « guerre de Cent Ans ». À cette rivalité territoriale s'en ajoute une autre, économique cette fois : les villes flamandes, enrichies par le commerce du textile et gros débouché des laines anglaises, ne cessent de se révolter contre la tutelle fiscale de Paris. Ne reste plus qu'à allumer la mèche fatale. Le prétexte sera dynastique. Lorsque les trois fils de Philippe IV le Bel disparaissent sans descendance mâle, leur cousin Philippe de Valois s'empare du trône, laissé vacant par les Capétiens « directs », en 1328. Le roi d'Angleterre Édouard III, petit-fils de Philippe le Bel par sa mère, réclame donc la couronne de France. La guerre peut commencer… si elle n'avait jamais cessé depuis cent cinquante ans.**

1328 Dernier capétien direct, Charles IV, fils de Philippe le Bel, meurt sans héritier mâle. Son cousin Valois est couronné sous le nom de Philippe VI.
1337 Édouard III d'Angleterre, petit-fils de Philippe le Bel par sa mère Isabelle de France, s'autoproclame roi de France. Philippe VI confisque le fief anglais de Guyenne. Début de la guerre de Cent Ans.
1339 Édouard III ravage le Cambrésis.
1346 Édouard III écrase Philippe VI à Crécy.
1347 Édouard III prend Calais
1356 Philippe VI étant mort en 1350, son fils Jean II le Bon est battu et capturé à Poitiers par le Prince Noir.
1360 À la paix de Brétigny, Jean le Bon échange liberté et légitimité contre l'Aquitaine.
1364 Mort de Jean le Bon, auquel succède son fils Charles V dit le Sage.
1373 Du Guesclin reprend l'essentiel des terres perdues.
1377 Mort d'Édouard III, sacre de son petit-fils Richard II, fils du Prince Noir décédé en 1376.
1380 Morts de Du Guesclin et de Charles V.
1392 Charles VI fou, son frère Louis Ier d'Orléans devient régent de fait.
1399 Richard II est déposé par son cousin Henri de Lancastre, sacré sous le nom de Henri IV.
1407 Jean sans Peur, duc de Bourgogne, fait assassiner Louis Ier d'Orléans. Guerre civile entre armagnacs, partisans du duc d'Orléans, et bourguignons.
1415 Henri IV étant mort en 1413, son fils Henri V écrase Charles VI à Azincourt.
1419 Le dauphin Charles fait assassiner Jean sans Peur dont le fils et successeur Philippe III s'allie aux Anglais.
1421 Le traité de Troyes fait de l'Anglais Henri V le successeur de Charles VI.
1422 Morts de Charles VI et d'Henri V dont le frère Jean de Lancastre, duc de Bedford, devient régent en France pour Henri VI, né en 1421.
1429 Après des années de guerre indécise, Jeanne d'Arc dégage Orléans. Le dauphin est sacré Charles VII à Reims. Henri VI est sacré roi de France en 1431 à Paris.
1435 Traité d'Arras : la Bourgogne repasse dans le camp français. Mort du duc de Bedford.
1436 Charles VII reprend Paris.
1444 Trêve entre France et Angleterre.
1445 Création d'une armée permanente par Charles VII.
1449 Les Anglais rompent la trêve et s'emparent de Fougères. La Bretagne passe dans le camp français.
1450 Charles VII achève la conquête de la Normandie par la victoire de Formigny.
1453 Reconquête de l'Aquitaine scellée par la victoire de Castillon. Les Anglais conservent Calais. Fin du conflit.
1475 Le traité de Picquigny entre Louis XI et Edouard IV sanctionne la fin officielle de la guerre de Cent Ans.
1558 Henri II s'empare de Calais, dernière possession anglaise en France.

Quand l'Angleterre dit « no more »

Les défaites anglaises menant à la fin de la guerre n'ont pas seulement des causes militaires. D'abord, l'Angleterre est en proie à une crise dynastique : Richard II est en effet déposé en 1399 par son cousin Henri (Henri IV, donc), représentant de la branche cadette des Lancastre. L'instabilité ne sera résolue qu'en 1485 après la terrible guerre des Deux-Roses (*voir p. 46*). Ensuite, le traité de Troyes de 1420 fait potentiellement d'Henri V le roi « *de France et d'Angleterre* », ce qui inquiète la population anglaise, effrayée de se retrouver absorbée par des Français supérieurs en nombre. Enfin, la rupture de l'alliance bourguignonne, en 1435, affaiblit considérablement les positions anglaises en France. Le Parlement refuse alors son soutien fiscal à la monarchie, qui n'a plus les moyens de résister à la reconquête française. À long terme, cette « défaite » n'est qu'apparente : toutes amarres avec le continent coupées, l'Angleterre regarde vers le grand large, créant ainsi les conditions de son prodigieux essor économique du XVIe siècle.

Les premiers **boulets en métal** apparaissent dans les années 1470 et se généralisent dans les années 1480. En 1494, quand l'armée de Charles VIII effectue sa « descente d'Italie » vers Naples, son artillerie en est entièrement pourvue et les cités italiennes tombent les unes après les autres.

Fils de bourgeois parisiens, les frères **Jean et Gaspard Bureau** (morts en 1463 et 1469) sont attachés à l'administration financière de Charles VII. Respectivement grand maître et trésorier de l'artillerie, ils en développent le parc, normalisent les calibres et imposent la fabrication en fonte de fer au lieu du fer forgé. En outre, Gaspard se révèle un officier de grande classe, contributeur déterminant à la victoire finale française.

Le chroniqueur d'origine flamande **Jean Froissart** (v. 1337 - après 1404) est l'auteur des *Chroniques*, l'une des sources les plus complètes sur le début de la guerre.

Courant à partir du XVe siècle, le **harnois blanc** est l'autre nom de l'armure dite « de plates ». Il remplace définitivement la cotte de mailles au profit de plaques de métal adaptées à chaque partie du corps et articulées entre elles, formant une carapace protégeant l'intégralité du corps du chevalier.

qu'ils codirigent, les châteaux aux mains des Anglais sont tous enlevés en un temps record et les provinces reconquises (*voir p. 50*).
La prolifération des bouches à feu — et leur diversification entre armes légères, sur affûts à roue, etc. — ne fait pas que régler le conflit qui s'éternise : l'artillerie nouvelle porte bien plus loin. Avec elle, l'offensive prend rapidement le pas sur la défensive dans la guerre de siège : il va s'écouler plusieurs décennies avant que les ingénieurs n'adaptent l'architecture des fortifications. En attendant, jusqu'à la fin du XVe siècle, les châteaux forts s'effondrent les uns après les autres et, avec eux, le pilier du système féodal, au grand bénéfice de l'État central, seul à pouvoir s'offrir un parc d'artillerie. Politiquement, économiquement et administrativement, le roi de France devient alors un acteur sans égal sur ses terres : la monarchie absolue de l'époque moderne est annoncée par la bouche du canon. Scientifiquement et technologiquement, l'artillerie est par ailleurs à l'origine d'un essor inégalé des connaissances et des pratiques.
Finalement, c'est paradoxalement sur le champ de bataille que l'artillerie se révèle la moins convaincante : il faut des siècles de laborieuses adaptations, tant techniques que tactiques, pour donner au seul canon la décision du combat, pouvoir qu'il n'acquiert d'ailleurs véritablement qu'en 1914. Cela n'empêche pas, très tôt, des effets suffisants pour marquer les chroniqueurs. **Froissart** relève ainsi qu'à Crécy, en 1346, le tir des quelques bombardes déployées par Édouard III, s'il n'entraîne pas de pertes avérées dans les rangs français, y sème toutefois la panique à cause de la fumée et du bruit engendrés. Le fracas de la poudre n'est pas rien, en effet, dans un monde médiéval où le sens de l'ouïe est valorisé. Mais la surprise ne dure pas. Il n'est pas facile d'employer les lourdes bouches à feu de l'époque dans un combat mobile, à moins qu'il ne s'agisse de pièces légères, donc peu efficaces : la première « manœuvre des feux » interviendra seulement à Ravenne, en 1512 (*voir n° 7, p. 70*). Notons que ce sont les Français qui, dans les dernières années de la guerre de Cent Ans, utilisent le mieux (ou le moins mal) l'artillerie sur les champs de bataille, à Formigny et Castillon en particulier (*voir p. 54 et 55*).

La chevalerie devient cavalerie

Face à l'infanterie, arme plébéienne, et à l'artillerie, arme royale, donc étatique, la chevalerie aristocratique se retrouve dans une situation paradoxale. D'un côté, elle atteint pendant la guerre de Cent Ans un optimum technique, avec ce chef-d'œuvre de métallurgie de précision qu'est le **harnois blanc**. De l'autre, on l'a vu, son hégémonie tactico-politique est totalement remise en cause. Le chevalier, en raison de sa mobilité et de la puissance de choc qu'il conserve, ne disparaît pas : la guerre de Cent Ans annonce simplement le début d'une radicale transformation.
Avec la création en 1445 par Charles VII des « compagnies d'ordonnance » (*voir p. 53*), les chevaliers se voient regroupés en unités permanentes (les premières de l'histoire militaire française), soldées, organisées, tant administrativement que tactiquement, et comportant structurellement en leur sein de la cavalerie « roturière » qui n'est pas de la chevalerie. S'amorce ainsi un processus qui va mettre environ deux siècles pour arriver à terme : la transformation de la chevalerie en une simple cavalerie lourde, au rôle tactique étroit et bien défini et, surtout, débarrassée des oripeaux idéologiques et esthétiques de l'époque féodale. Il faudra cependant encore du temps, et bien des défaites tragiques, pour voir s'éteindre, enfin, la « meilleure chevalerie d'Occident ».



Quand l'esprit national repousse la victoire

Tous ces chambardements socio-politico-militaires méritent bien l'appellation de révolution. Mais ils ne prennent pas en compte une donnée essentielle : l'introduction dans la guerre du sentiment national et son caractère étrangement décisif, comme le souligne parfaitement le médiéviste français Jean-Philippe Genet (*voir bibliographie p. 55*). Tout tient, explique-t-il, à la nature



Le nationalisme anglais devient une faiblesse : s'ils gagnent, les Anglais craignent d'être absorbés par des Français honnis.

Le modèle tactique anglais fondé sur l'arc et le retranchement (derrière des pieux) domine le champ de bataille pratiquement jusqu'à la fin du conflit. Mais, à la différence de l'artillerie capable d'enlever des places, il est incapable de conserver les territoires conquis.

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA

fondamentalement différente des royaumes français et anglais.
En Angleterre, en avance sur le reste de l'Europe, s'est forgé à l'orée du XIVe siècle le sentiment d'une unité culturelle, en opposition aux peuples considérés comme barbares — Celtes d'Écosse ou du pays de Galles — mais aussi face aux Français, vus comme d'arrogants oppresseurs.
En résumé, nation et État coïncident sous une forme déjà « moderne », avec un espace juridique et administratif homogène assis sur une fiscalité politiquement consentie.
Rien de tout cela en France, où le mot « Français » ne signifie rien pour une grande partie des populations soumises bon gré mal gré à l'autorité des Valois, où l'idée même d'un dialogue permanent et institutionnalisé entre roi et société est systématiquement repoussée.
Pourtant, paradoxalement, le nationalisme anglais n'est pas une force dans le conflit qui l'oppose à la France, mais une faiblesse. Quand la nation anglaise rejette la guerre, ce qui est le cas à partir des années 1430 (*voir encadré p. 38*), Genet constate que la défaite est aussi rapide et complète que l'avaient été les victoires. C'est que l'Angleterre, fondamentalement, ne veut plus gagner : l'unification des royaumes, en effet, aboutirait à l'absorption de la nation anglaise par des Français aussi nombreux que honnis. À Paris, en revanche, Charles VII construit la nation en jouant habilement et sans vergogne la carte de l'exploitation des symboles, mais surtout en profitant du besoin pressant de paix et de protection royale de populations exsangues et prêtes à tout, y compris à se priver de représentation politique et d'une authentique et puissante infanterie nationale. Une occasion historique est manquée. Il faudra attendre 1789 pour qu'elle se présente à nouveau. Mais dans des circonstances radicalement différentes. Et au prix de l'existence même de la monarchie. ■

Cent ans et autant de guerres

Par Simon Galli

La guerre de Cent Ans, ce n'est pas un conflit, mais dix, vingt différents qui se superposent et se télescopent. Des conflits variés par la forme — chevauchées, batailles rangées, sièges — mais aussi par leur nature : affrontement franco-anglais, guerre civile, révoltes paysannes…

La guerre de Succession de Bretagne s'ouvre en 1341 lorsque le duc Jean III meurt sans enfants. Son demi-frère Jean de Montfort, soutenu par Edouard III, s'oppose alors à sa nièce, Jeanne de Penthièvre, mariée à Charles de Blois, lui-même appuyé son oncle, le roi Philippe VI. Le parti Montfort l'emporte en 1364 à Auray, où Charles de Blois est tué. Jean IV, le nouveau duc, un temps allié aux Anglais contre les menées conquérantes de Charles V, finit par chercher l'équilibre et préserve sa principauté.

Le 6 avril 1362, l'armée de Jacques Ier de Bourbon, comte de la Marche, se fait surprendre par une sortie des Tard-Venus, mercenaires assiégés dans Brignais, au sud de Lyon. Jacques meurt peu après.

La guerre de Cent Ans est aussi une guerre sur écran. En France, on célèbre Du Guesclin (ici Fernand Gravey, en 1949) et Jeanne (*voir p. 98*). Outre-Manche, Tom Hiddleston (page de droite) revêt en 2012 l'armure rouillée du Henri V de Shakespeare après Laurence Olivier (1944) et Kenneth Brannagh (1989).

PHOTO 12 - DR

Bataille rangée : un pari payant… si l'on gagne

Crécy et autres Azincourt marquent les chronologies. Mais les batailles rangées sont rares, dix fois plus que les sièges. Il est risqué en effet d'engager une armée entière sur une unique journée : même si la victoire est généralement peu coûteuse (à Crécy, les Anglais ont dix fois moins de tués qu'au siège d'Harfleur), elle n'est pas garantie… Le côté hasardeux fait également de la bataille un jugement divin, dont le vainqueur tire une utile gloire : après Azincourt, Henri V fait facilement voter de nouveaux impôts pour financer sa guerre. Enfin, si les avantages tirés d'une victoire durent peu, refuser la bataille, comme le fait Du Guesclin dans les années 1370, laisse le pays ouvert aux chevauchées. Tout en misant sur une guerre de siège, Charles VII devra donc également, pour l'emporter, accepter les batailles imposées par l'interception des raids. ■

Sièges : la stratégie gagnante des Français

La prise de places fortes est le quotidien militaire de la guerre de Cent Ans, avec plus de 400 sièges importants recensés. C'est que le siège, contrairement à la bataille, laisse un gain permanent, ville forte ou simple point de contrôle… Opiniâtre, ingrate, l'activité coûte moins de pertes au combat qu'à cause des conditions d'hygiène précaires du camp : en 1415, sous Harfleur, juste avant Azincourt, la dysenterie tue 2000 soldats anglais. Henri V en meurt lui-même après le siège de Meaux, en 1421… Mener une guerre de commando — petites troupes, coups de main, ruse et surprise — évite cependant les longs sièges risqués : c'est grâce à cette option que Du Guesclin reconquiert en quelques années la quasi-totalité du territoire français. L'autre avantage du siège est de minimiser l'avantage meurtrier du grand arc anglais (*voir p. 42*). ■

Chevauchées : la terreur anglaise paye… à court terme

Si les Français favorisent la guerre de siège, les Anglais préfèrent la chevauchée, raid visant à ravager et piller un vaste territoire. Grâce à la prise de Calais en 1347 par leur père Édouard III, ses fils Édouard (le Prince Noir) et Jean de Gand, mais aussi les généraux John Fastolf et Robert Knolles se font une spécialité de ces razzias épouvantables mais non déshonorantes, aux multiples avantages. Menées par des effectifs réduits, elles sont faciles à financer et à lever. Elles remplissent en outre les coffres à hauteur des pertes infligées au trésor de l'ennemi, ruinant ainsi son potentiel militaire. En démontrant par ailleurs l'incapacité du roi de France à protéger ses sujets, la chevauchée érode sa crédibilité, point important dans un conflit de légitimité. Pour autant, la chevauchée ne laisse aucun avantage territorial et son intérêt décline après 1370 : la France, exsangue, n'a plus rien à donner. ■

Guerre sur mer : la Manche aux Français

La rivalité navale entre Français et Anglais naît vraiment au XIVe siècle pendant la guerre de Cent Ans. Et ce sont les premiers, forts de l'assistance génoise, qui dominent, attaquant la flotte marchande et ravageant les ports de la Manche, tandis que les Anglais ripostent contre les bases de Dieppe et Boulogne. L'intense activité déployée entraîne le recrutement d'alliés — Castillans côté français, Portugais côté anglais — qui accentuent la dimension européenne du conflit (*voir ci-après*). Comme à terre, les grandes batailles navales sont peu concluantes : à l'Écluse (1340), la marine « française » connaît sa plus terrible défaite, ce qui n'empêche pas les raids de reprendre dans les mois qui suivent. ■

Guerre internationale : l'Occident embrasé

Troubles et querelles politiques sur les marches des royaumes sont un bon moyen pour les deux camps de se déstabiliser mutuellement, ce qui étend le conflit à tout l'Occident. Anglais et Français prennent ainsi parti dans la guerre civile de Castille (1366-1369), la révolte de Gand



(1379-1382) et même dans le grand schisme religieux (1378-1417) qui oppose les papes de Rome (soutenus par Londres) à ceux d'Avignon (appuyés par Paris). Si les Anglais s'engagent dans la guerre de succession de Bretagne et s'allient de 1420 à 1435 au duc de Bourgogne, les Français excitent la révolte du prince gallois Owain Glyndwr (1400-1415) et exploitent à fond l'*Auld Alliance* signée dès 1165 avec l'Écosse.

Guerre civile : entre armagnacs et bourguignons

L'instabilité politique causée par la folie de Charles VI dégénère lorsqu'en 1407 le duc de Bourgogne, Jean Sans Peur, fait assassiner le frère du roi et duc d'Orléans, Louis Ier, pour récupérer à son profit la gestion du royaume. Bernard VII, comte d'Armagnac, prend alors la tête du parti de Louis et la guerre civile éclate… Bientôt, les Bourguignons se rapprochent des Anglais, alliance scellée lorsque Charles d'Orléans, fils de Louis Ier, fait à son tour assassiner Jean Sans Peur en 1419. Le conflit perdure jusqu'en 1435, ravageant l'Île de France. Lutte tout aussi sanglante en Angleterre où les partisans du roi Richard II, déposé en 1399, s'opposent à Henri IV.

Guerre sociale : la révolte des paysans

Ravages des chevauchées, impôts, rapacité et crise de prestige d'une noblesse décrédibilisée par ses échecs militaires, mévente des produits agricoles… Tous ces éléments attisent les tensions sociales et suscitent en 1358 une vaste révolte dans les campagnes du Nord de la France, la Jacquerie (« Jacques Bonhomme » étant le surnom du paysan). Le phénomène n'est pas uniquement français, comme le montre outre-Manche la révolte de Wat Tyler en 1381. Ce dernier a servi en France, expérience utile pour prendre les demeures seigneuriales, cibles principales des insurgés. Ces mouvements sont cependant rapidement écrasés, en France comme en Angleterre, par les troupes de la noblesse et du roi.

Bandits et mercenaires : entre Écorcheurs et Grandes Compagnies

Faute d'armées nationales, les belligérants font largement appel aux Grandes Compagnies et autres « routiers », bandes de mercenaires spécialistes de la « petite guerre » ou « guerre guerréante », selon l'expression de l'époque. Désœuvrés ou licenciés, ces mercenaires pillent pour leur compte et se montrent à l'occasion assez forts pour battre une armée royale, comme à Brignais en 1362. Faute d'éradiquer le fléau qu'ils ont suscité, rois et princes tentent de limiter la casse. Charles V charge ainsi en 1366 Du Guesclin d'exporter les Grandes compagnies en Castille. En 1410, Bernard VII d'Armagnac recrute dans le Midi des mercenaires désœuvrés, les Écorcheurs, qui dévastent bientôt l'Île de France probourguignonne.

Les grands capitaines

Le « Prince Noir » Édouard de Woodstock (1330-1376),



prince de Galles, est le premier fils d'Édouard III roi d'Angleterre. Il est l'artisan des plus grands succès anglais du début de la guerre (Crécy, Poitiers, Najera…) et l'auteur d'une grande chevauchée qui ravage le Sud-Ouest en 1355. Meilleur général de la première partie de la guerre, il meurt à 46 ans d'une maladie inconnue.

Bertrand Du Guesclin (v. 1320-1380), noble breton, brille



comme spécialiste de la guérilla et général sur le champ de bataille aux côtés de Charles de Blois, prétendant profrançais au duché de Bretagne, puis aux côtés du roi Charles V. Si Du Guesclin est battu et pris à Auray en 1364 puis à Najera en 1367, Charles V paye (cher) la rançon de son connétable et recouvre ainsi rapidement l'intégralité de son royaume, supprime ses rivaux (Charles de Navarre, battu à Cocherel en 1364) et installe en Castille une dynastie favorable (victoire de Montiel en 1369).

Il n'y a guère de région de France que l'aventurier **Robert Knolles**



(v. 1325-1407) n'ait pas pillée pour son compte et celui d'Édouard III, y laissant les « mitres » (pignons des maisons détruites) qui portent son nom. Mais, rendu responsable de l'anéantissement de son armée par Du Guesclin pendant l'hiver 1370-1371, il est disgracié.

Henri V (1386-1422) gagne ses galons en combattant en Angleterre pour le compte de son père, le roi Henri IV, les partisans du roi Richard II (fils du Prince Noir) qu'il a déposé en 1399. Roi à son tour en 1413, Henri V reprend les hostilités contre la France affaiblie de Charles VI qu'il écrase à Azincourt en 1415. Il se trouve à deux doigts de récolter le royaume de France légué par Charles VI quand il meurt de maladie.

John Talbot (1384-1453), chevalier de la vieille noblesse normande, s'illustre en France en 1419, puis se fait prendre par l'armée de Jeanne d'Arc à Patay (1429). Il se montre remarquable tacticien en Normandie en 1436-1440, résistant victorieusement à l'invasion française. Chargé de sauver la Guyenne en 1452, il est tué à Castillon l'année suivante.

Fils d'Henri IV de Lancastre et frère d'Henri V, **Jean de Lancastre, duc de Bedford (1389-1435)**, exerce la régence



en 1422 au nom de son neveu Henri VI, tout juste né. Grand général, Bedford étrille les Français plusieurs fois, notamment à Verneuil en 1424. Il est ensuite responsable de l'exécution de Jeanne d'Arc.

Sans formation militaire, **Jeanne d'Arc (v. 1412-1431)** est



entourée d'excellents capitaines auxquels Charles VII devra sa victoire finale. On y retrouve les vrais artisans de la victoire de Patay, en 1429 : Étienne de Vignoles (v. 1390-1443, dit « La Hire »), son camarade Jean Poton de Xaintrailles (v. 1390-1461), le vainqueur de Jargeau Jean II d'Alençon (1409-1476) et le duc Arthur III de Bretagne, connétable de Richemont (1393-1458), futur vainqueur à Formigny. S'ajoute à la liste Jean d'Orléans (1402-1468, dit « Dunois »), qui reprend Paris, la Normandie et la Guyenne.

Jean II de Bourbon, comte de Clermont (1426-1488),



entame la reconquête de la Normandie avec Dunois et les frères Bureau à partir de 1444, achevée en 1450 par la victoire de Formigny. Clermont, encore avec Dunois et Bureau, récupère ensuite la Guyenne, dont il devient gouverneur.

Le grand arc, une arme de

Par Laurent Pericone

Simplicité de fabrication, faible coût, cadence de tir et portée élevées, précision… Ces atouts ne sont pas ceux de la kalachnikov mais du grand arc ou *longbow*. Manié par des milliers d'hommes, il explique les grands succès anglais de la guerre de Cent Ans. Et révèle indirectement les conflits internes des sociétés médiévales.

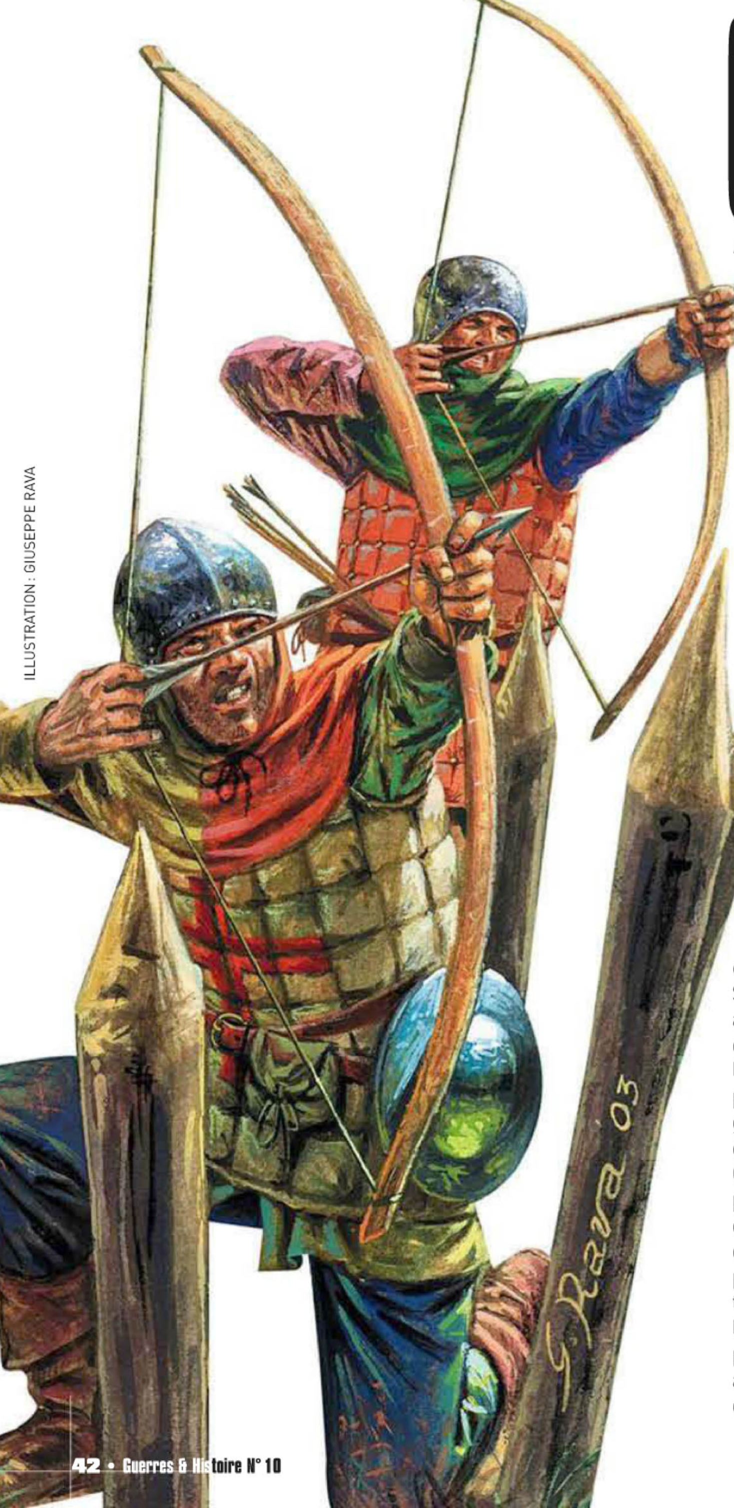


ILLUSTRATION: GIUSEPPE RAVA

Crécy, Poitiers, Azincourt : trois batailles clés de la guerre de Cent Ans, trois batailles emportées par les Anglais. Grâce à leurs archers, sans aucun doute. Le chroniqueur Jean Froissart évoque à Crécy « *une neige de flèches* » qui tombe du ciel et cloue au sol mercenaires génois et chevaliers français. Un témoin de la bataille de Najera (1367) — qui oppose en Espagne Du Guesclin au Prince Noir — raconte qu'après les combats, la densité des flèches plantées dans le sol est telle que les survivants ne peuvent plus se déplacer… Rien d'invraisemblable. « *Avec sa cadence de tir remarquable, l'arc long était la mitrailleuse du Moyen Âge* », confirme en 1980 l'historien Robert Kaiser, spécialiste de l'arme. À raison d'un trait toutes les cinq secondes, cadence considérée comme crédible, les 6000 archers anglais présents à Crécy (*voir infographie* p. 47) expédient 72000 flèches par minute. Soit 3,6 pour chacun de leurs 20000 adversaires… L'expression « grêle de flèches » n'est pas usurpée. Et le résultat est potentiellement mortel pour tous ceux qui ne sont pas protégés par des plaques d'acier : la cotte de maille ne suffit plus.

« Avec sa cadence de tir, l'arc long était la mitrailleuse du Moyen Âge. »

Curieusement, cette arme, omniprésente sur les champs de bataille du XIe au XVIe siècle et fabriquée par dizaines de milliers d'exemplaires pour chaque campagne, reste très peu connue. Faute de sources, les historiens demeurent ainsi très prudents sur ses origines. S'il semble acquis que le « grand arc » (*longbow*, dont la taille moyenne frise les 2 m) dérive d'un arc gallois antérieur au XIIIe siècle et plus petit (1,40 m), il demeure cependant délicat d'en dater précisément les transformations. Tout comme il est difficile de se fonder sur des références historiques : il ne reste que très peu d'arcs (quatre armes isolées, plus les 167 récupérées dans l'épave de la *Mary Rose* coulée en 1545) et pratiquement tous postérieurs à la guerre de Cent Ans. Ces trouvailles permettent toutefois de se faire une idée du fonctionnement et de la fabrication, remarquablement simple.

Une simplicité redoutable

Pour réussir un arc efficace, il faut combiner deux qualités. Le « ventre » de l'arc, la partie tournée vers l'archer, doit pouvoir s'écraser sans dommages et donc supporter la compression. Le « dos », tourné vers la cible et étiré lorsque l'arc est tendu, doit, lui, être plutôt élastique. La solution adoptée par de nombreuses civilisations, notamment par les Mongols, consiste à marier des matériaux différents choisis en fonction de leurs performances — corne pour le ventre, tendons d'animaux pour le dos, par exemple — au sein d'un arc dit « composite ». On obtient ainsi des armes puissantes, mais complexes et fragiles, car les matériaux travaillent différemment en fonction de l'humidité et de la température.
Le grand arc réunit, lui, toutes les qualités dans un simple bâton de 3,5 cm de section, taillé dans un bois très particulier : l'if. Cet arbre présente en effet l'intérêt d'allier en son centre (le duramen) un bois dense hautement compressible et un pourtour (l'aubier) en cernes jeunes, espacés et plus élastiques. Tout l'art du fabricant consiste à tailler le tronc

destruction massive



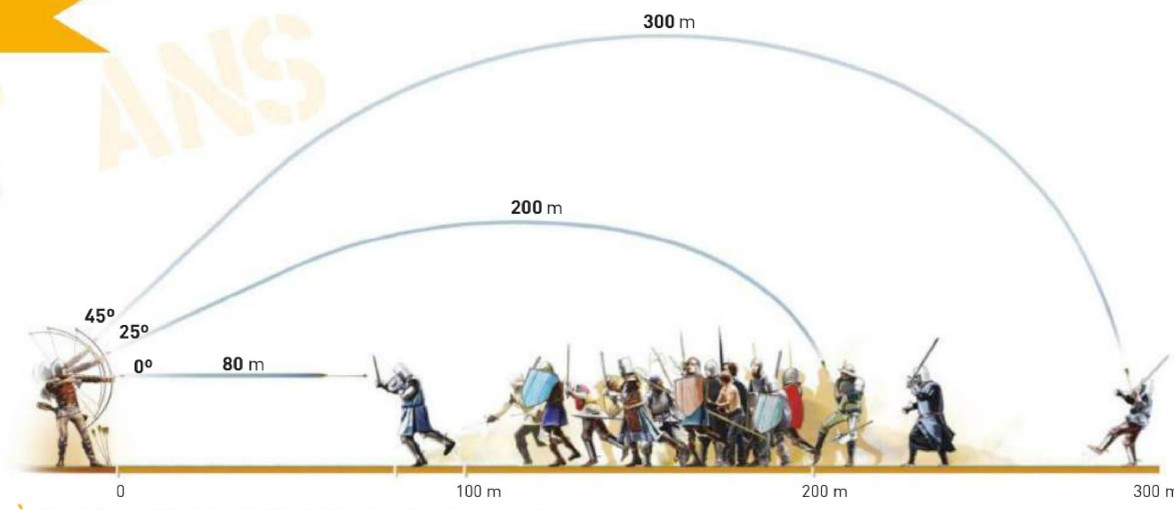
ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA

À Auray en 1365, les Franco-Bretons commandés par Du Guesclin, lances coupées, sortent des marais pour attaquer une colline tenue par les archers anglais. À raison de 12 flèches par minutes, ces derniers criblent les assaillants d'une véritable pluie d'acier.

Le tir instinctif consiste à tirer sur un objectif en le fixant du regard, sans recours à un système de visée.

Le terme de compagnie (du latin *companio* ou compagnon), apparaît au XIIe siècle pour désigner un groupe de soldats.

L'endenture est un contrat écrit sur un parchemin et coupé en dents de scie. Chaque signataire en conserve une moitié, le rapprochement des deux parties assurant l'authenticité du contrat au moment du paiement.



À CHAQUE SITUATION, SON ANGLE DE TIR

Le tir direct tendu. Il est très précis mais n'est possible que lors de combats rapprochés jusqu'à 40 m.
Le tir semi-direct jusqu'à 200 m. Cette technique impose de viser jusqu'à 15 m au-delà de l'objectif afin de compenser la chute de la flèche. Lors d'une bataille rangée, on vise ainsi les rangs arrières de l'ennemi tant pour les neutraliser que pour y semer la panique.
Le tir indirect, en volée ou en parabole. La flèche est tirée selon un angle supérieur à 45 degrés et à la portée maximale, soit 300 m. Sa force provient plus de l'énergie de sa chute, de 40 à 80 m de hauteur, que de son impulsion initiale.
Dans la pratique, plusieurs techniques sont combinées. À Crécy, les archers tirent d'abord à la volée contre les arbalétriers génois, mais ensuite quand les chevaliers français progressent vers eux, ils sont autorisés à décocher en tir tendu.

afin de combiner duramen et aubier, qui se comportent alors comme un « laminé » naturel supérieur aux autres essences classiques de l'archerie : frêne, orme ou noisetier. Avec tout de même un gros inconvénient : toxique, l'if est souvent arraché pour éviter que le bétail ne s'empoisonne. Ce défaut, en regard des énormes besoins militaires, conduit tout droit à la pénurie. Les Anglais doivent donc lancer des programmes de plantation et importer le bois d'Espagne, d'Italie et d'Europe centrale, régions où les hivers froids et les étés chauds sont favorables aux bois denses.

Une puissance propre à meurtrir les corps

Un matériau adéquat ne suffit pas, encore faut-il trouver les bonnes dimensions. Celles du grand arc ne sont pas généreuses par hasard : plus l'arc est long, moins il se courbe quand on l'arme et moins il risque d'atteindre ses limites d'élasticité. L'historien américain Clifford Rogers, spécialiste d'histoire médiévale à l'Académie militaire de West Point, a ainsi calculé que l'arc long anglais produit 25 % d'énergie en plus que son ancêtre gallois plus petit en exerçant la même force sur la corde. On peut potentiellement le contraindre davantage et accroître la puissance. Pour gagner encore, les archers prennent en outre l'habitude de tendre la corde jusqu'à l'oreille, et non plus jusqu'à la poitrine. Évidemment, manier un tel engin requiert une force physique considérable : la traction à exercer sur la corde équivaut à soulever avec trois doigts un poids de 40 à 80 kg, selon les modèles — à titre de comparaison, la traction sur les arcs sportifs contemporains est inférieure à 30 kg. Ces contraintes, conjuguées à une pratique permanente, modèlent notablement le physique : le coude gauche d'un des squelettes d'archers retrouvés à bord de la *Mary Rose* est ainsi 48 % plus développé que le coude droit ! Ces corps montrent également un syndrome de blessures répétitives à l'épaule droite et à la colonne vertébrale, supportant l'essentiel de la force de traction.
L'arc aussi est mis à rude épreuve : l'archer doit immédiatement décocher sa flèche à tension optimale sous peine de casser son arme. Cette contrainte entraîne l'émergence de techniques originales, comme le tir instinctif et le tir à la volée, dans lequel on vise moins un point précis qu'une zone dans laquelle le projectile doit tomber.

Un entraînement continu orchestré par l'État

Ses éminentes qualités font du grand arc une arme de guerre redoutable qui devrait le faire adopter partout. Pourtant, il reste une exclusivité britannique. Cette spécificité s'explique non par des facteurs techniques, mais fiscaux, sociaux, et, aussi, politiques… Premier constat : les archers ne sont efficaces que si on les regroupe en « compagnies » et si on met en place des tactiques visant au tir de saturation (*voir encadré ci-contre*). Deux rois jouent ici un rôle primordial dans la récupération de ce qui n'est encore qu'une arme de chasse populaire : Édouard Ier, qui règne de 1272 à 1307, et son petit-fils Édouard III, sur le trône de 1327 à 1377. Ils comprennent les propriétés étonnantes du *longbow* et l'intérêt de l'intégrer dans leur

Saturation ou précision ? La dispute dure toujours

Le duel entre arbalétriers génois et archers anglo-gallois à Crécy n'est qu'un exemple du débat millénaire qui oppose les tenants de la précision et ceux de la saturation. Pour les premiers, c'est l'économie des moyens qui compte : un minimum de projectiles pour obtenir le résultat. Pour les seconds, seule l'efficacité importe, et tant pis pour la dépense en munitions. En théorie, l'idéal de précision a des arguments solides. Avec des armes précises, un petit nombre de tireurs suffit pour vaincre, le « gaspillage » de munitions étant moindre et les combats rapides et décisifs, chaque projectile ayant un effet destructeur immédiat. C'est l'avantage de l'arbalète (*voir encadré p. 46*), ou celui du fusil d'infanterie semi-automatique auquel de nombreuses armées restent fidèles jusque dans les années 1960 plutôt que d'adopter des fusils d'assaut automatiques, moins précis. Reste qu'en matière tactique, la théorie est souvent contredite par les faits. En apparence inefficace quant au ratio munition tirée/coup au but, la saturation a un impact psychologique supérieur : si un seul tireur d'élite peut effectivement bloquer une colonne en marche, une pluie de flèches ou un barrage d'artillerie peut conduire à la dispersion, voire à la panique. Saturer, de plus, ne sert pas seulement à détruire mais aussi à fixer l'adversaire, de manière à faciliter la manœuvre. En fait, précision et saturation sont souvent complémentaires : un combat naval, même avec des missiles guidés, repose sur la capacité à saturer les défenses pour frapper la cible… avec précision. La grande force des archers de la guerre de Cent Ans est de pouvoir toucher une cible précise à 80 m ou de saturer une zone à 300. Et si la controverse n'était finalement qu'un débat philosophique ? C'est moins la précision effective des frappes que *l'idéal d'efficience* qu'elles représentent qui séduit, contre la saturation considérée comme un gaspillage. Un classique en matière militaire, où nombre de disputes relèvent davantage d'idéologies que de science. Benoist Bihan

UN ÉQUIPEMENT SPÉCIFIQUE ET TRÈS ÉLABORÉ

1- L'arc mesure environ 2 m, plus ou moins 10 %, avec 10 cm de circonférence pour la section centrale. Cette dernière est en forme de D, la partie ventrue (le « ventre ») étant tournée vers le tireur, le droit (« dos ») vers la cible. La corde en chanvre ou en lin est tendue (« bandée ») sur des poupées en corne. Il faut exercer une force de 390 à 785 newtons (soit 40 à 80 kg-force) pour tendre la corde, idéalement à 70 cm de la poignée. L'arc, bien qu'imputrescible, est transporté dans un étui.



2- L'arc est taillé dans une pièce d'if (*Taxus baccata*) combinant aubier (partie claire, jeune) plus souple pour le dos et duramen (partie sombre, plus ancienne) plus résistante en compression pour le ventre. Conifère toxique (à l'exception du fruit) à croissance très lente, l'if est souvent arraché par les éleveurs anglais. Il faut donc l'importer.

3- Les flèches, en peuplier, frêne, hêtre ou noisetier, mesurent environ 76 cm de long et pèsent de 60 à 100 g. Elles sont dotées d'un empennage en plume d'oie. L'encoche destinée à s'appuyer sur la corde est renforcée par un insert de corne (en bas à droite sur le dessin).

4- Les archers protègent les trois doigts de la main droite tirant la corde avec un gant, tandis que l'avant-bras (gauche, donc) est protégé du claquement de la corde par un protège-bras. Ces deux pièces sont fabriquées en cuir.

5- L'archer porte rarement un carquois : rassemblées en bottes dont les pointes sont protégées par un sac, les flèches sont distribuées avant la bataille et plantées dans le sol devant l'archer pour un tir plus rapide.

6- Les pointes de flèche sont en acier ou en fer forgé. Les pointes perforantes à section quadrangulaire (dites « bodkin ») peuvent perforer n'importe quelle protection à courte portée, à l'exception des meilleures armures en plaques d'acier. Les pointes larges, moins pénétrantes et réservées aux cibles non protégées (archers adverses, chevaux...), sont destinées à causer des blessures profondes favorisant l'hémorragie. Elles sont dotées de barbes empêchant l'extraction facile.

GERRY EMBLETON/OSPREY – ROBERT STROZZINI – DR

armée et même d'en faire l'arme prédominante.
La volonté royale est en outre appuyée par une exception anglaise : le Parlement (*voir article p. 84*) qui vote et perçoit un impôt direct, grâce auquel il est possible de financer des armées quasi permanentes. Ce système est étayé par une législation tout à fait originale : le règlement sur les armes (*Assize of Arms*), promulgué en 1251, instaure un « service militaire » pour la population entre 16 et 60 ans et détaille les différentes armes que les Anglais doivent posséder selon leurs revenus.
Des commissions de sélection sont ensuite mises en place au niveau des comtés pour repérer les meilleurs archers. À l'approche d'une guerre, la mobilisation est accélérée par la conclusion d'un contrat d'endenture entre l'archer et le représentant du roi. En échange, les hommes doivent suivre un entraînement soutenu

À Hastings, en 1066, le duc Guillaume de Normandie détruit l'armée d'Harold, roi anglo-saxon d'Angleterre. Les archers normands jouent un rôle considérable en affaiblissant la solide infanterie des *housecarls*. La tradition veut qu'Harold ait été tué lui-même d'une flèche dans l'œil.

La guerre des Deux-Roses (*voir n° 5, p. 74*) oppose de 1455 à 1487 la maison de Lancastre (rose rouge) à celle d'York (rose blanche). Le roi yorkiste Richard III y est finalement défait et tué en 1485 à Bosworth par Henri Tudor, futur Henri VII, dont la dynastie remplace celle des Plantagenêts pendant un siècle.

au tir à l'arc, souvent dès l'âge de 7 ans, les dimanches et jours de fête, et ce, aux dépens de toute autre activité physique — certains historiens avancent à ce sujet que les archers se nourrissaient de viande rouge pour favoriser le développement musculaire. Sans la pratique développée au cours de longues années, il est très difficile en effet de créer un corps d'archer non seulement maître de son art individuel mais apte à une pratique collective qui préfigure l'infanterie de ligne des temps modernes. Ceux qui acceptent de se plier à la discipline ne sont pas forcément perdants : l'archer est un combattant recherché. À la fin du XVe siècle, il est mieux payé qu'un charpentier.
Cet investissement de longue haleine dans la formation, clé du succès anglais car très difficile à copier, s'accompagne d'un travail de planification étonnant pour l'époque. C'est toute une industrie qui se met en place outre-Manche. Il faut en effet des milliers d'artisans et un vrai réseau logistique pour répondre à des commandes royales considérables : en 1356, par exemple, Édouard III commande à 14 de ses comtés 240 000 « bonnes » flèches et 24 000 « supérieures » (on ignore ce que recouvre la différence, mais elle indique déjà la notion de standardisation). En 1359, ce sont 20 000 arcs que les comtés sont chargés de fabriquer puis d'expédier à Londres. Ils sont alors stockés dans la Tour et à Greenwich, en attendant les navires pour la traversée de la Manche. Cet effort implique des pratiques de contrôle systématique encore rarissimes dans l'industrie d'armement : en 1405, un règlement impose aux forges de signer leurs pointes de flèches, dont la qualité laisse manifestement à désirer… Cette proto-industrie marque le tissu social comme en témoigne encore aujourd'hui la multiplicité de patronymes aussi communs que les Dupont et Durand français : Bowman et Archer (archer), Bowyer (fabricant d'arc), Arrowsmith (forgeur de pointes), Fletcher (fabricant d'empennages de flèches), Stringer ou Stringfellow (fabricant de cordes).

L'entraînement, soutenu et long, débute dès l'âge de 7 ans.

Des innovations tactiques forgées au long des siècles

L'ensemble socio-industriel n'est pas tout. L'archerie anglaise est en outre appuyée sur une solide expérience tactique. Les archers, en effet, figurent dans toutes les grandes batailles livrées en Angleterre, depuis leur rôle décisif à Hastings en 1066. Les guerres qui suivent en Grande-Bretagne — au pays de Galles et en Écosse — constituent un laboratoire tactique où se forgent les pratiques victorieuses. Ainsi, lors de la bataille de Falkirk (1298) contre le chef écossais William Wallace, Édouard Ier teste une nouvelle combinaison. L'infanterie écossaise est parvenue à repousser les chevaliers anglais, mais elle est exposée. Édouard fait alors déployer ses archers en première ligne et ravage les rangs écossais, avant qu'une charge de cavalerie finale n'emporte la décision. Nouvelle innovation à Dupplin Moor, toujours en Écosse, en 1332 : les archers sont cette fois déployés de biais sur les ailes gauche et droite pour provoquer un tir croisé.
À la veille du conflit franco-anglais, l'archerie est devenue le cœur du dispositif militaire anglais. « *Il n'est pas seulement question de l'apparition d'une arme révolutionnaire, mais de l'utilisation d'un nombre important d'archers opérant ensemble depuis des positions tactiques bien choisies et capables de produire une grêle de flèches dévastatrice pour les hommes et les chevaux* », résume l'historien britannique Jim Bradbury, auteur de *The Medieval Archer* (1985), une étude de référence sur le sujet.
Concrètement, des officiers supervisent des groupes de vingt à cent hommes et répercutent l'ordre du capitaine qui commande l'ensemble des archers. Celui-ci peut donner l'ordre de tir, déterminer la cadence, la distance du jet et l'angle de volée de flèche (*voir infographie p. 44*). Polyvalent, l'archer peut devenir, si besoin est, un fantassin capable de dégainer et manier dague ou épée pour le corps à corps, comme à Azincourt. Il peut même se faire cavalier : durant le siège de Calais en 1347, 4 000 des 20 000 archers présents sont montés.

Les paysans propriétaires, un vivier de recrutement

Au début de la guerre de Cent Ans, Édouard III se trouve donc à la tête d'une armée aguerrie, dont la cohésion nationale est renforcée par l'incorporation massive d'archers anglais, en remplacement des traditionnels spécialistes que sont les Gallois. Les ravages de Crécy, premiers d'une très longue série, montrent bien vite la supériorité

Arc et arbalète : complémentaires plus que rivaux

La bataille de Crécy en 1346, où les archers anglais écrasent les arbalétriers génois au service des Français, a fait de la supériorité de l'arc un cliché. Mais le débat n'est pas aussi net: les deux armes ont leurs avantages et leurs défauts. Ainsi, l'arbalète est bien plus précise (*voir aussi* G&H n° 3, p. 90) : un mécanisme bloque la corde tendue et laisse le temps de viser (à genoux derrière un bouclier posé au sol appelé « pavois »), alors que l'archer doit rester debout et décocher au plus vite pour ne pas briser son arc. Armée avec l'aide d'un mécanisme, l'arbalète du XVe siècle n'exige pas une grande force physique et quelques jours d'entraînement suffisent à son maniement, contre des années à l'arc. En outre, l'arbalète délivre plus de puissance à courte portée, ce qui lui permet (en principe) de percer toutes les armures. En revanche, l'avantage est bien moins net en terme de portée : si celle de l'arbalète atteint 400 m, la précision est alors illusoire et l'archer, par saturation, obtient d'aussi bons résultats. C'est d'ailleurs dans une cadence de tir supérieure – 12 flèches par minute contre 2 carreaux – que l'arc domine en rase campagne. Reste que la guerre médiévale est aussi une affaire de siège ou de combat naval, où l'arbalète garde l'avantage.



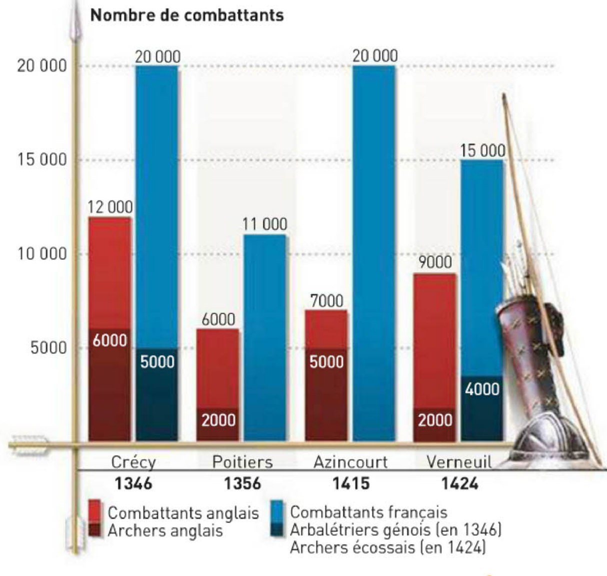
Ces archers anglais semblent peu protégés. Mais ils revêtent une veste matelassée (*jack coat*) faite de 15 à 30 couches de tissus de lin, renforcées d'une épaisseur de cuir, capable d'arrêter, en les freinant, les flèches pénétrantes.

du système anglais, malgré sa récurrente infériorité numérique. Et pourtant les Français ne le copient pas… Cette curieuse abstention n'est pas négligence : la noblesse française, qui tient le haut du pavé militaire, se défie de l'arc, arme de masse, arme populaire. Or, les seigneurs n'ont pas oublié la Jacquerie de 1358 (*voir p. 41*). Politiquement puissant, Charles V avait bien établi dès son avènement en 1364 les bases d'un corps d'archers permanent, financé par l'impôt comme en Angleterre. Mais Charles VI qui lui succède en 1380 n'est pas aussi fort et s'inquiète de la décision de son père : « *Si ensemble se fussent mis* [les archers], *ils eussent esté plus puissants que les princes et les nobles,* écrit ainsi en 1430 l'historien de Charles VI, Juvénal des Ursins. *Et pour ce, fut enjoint par le roy qu'on cessast, et que seulement y eust un certain nombre en une ville et pays d'archers et d'arbalestriers.* » Cet inconvénient n'a évidemment pas échappé aux nobles anglais, eux aussi inquiétés par des révoltes paysannes. Mais l'Angleterre, à la différence de la France, peut recruter ses archers dans la nombreuse paysannerie propriétaire des *yeomen*, proto-classe moyenne assez aisée et peu encline à la contestation (*voir ce terme p. 36*). Ce qui n'empêche pas les seigneurs de les traiter avec respect.

La France tente de copier

Les chefs français espèrent compenser le déficit par le nombre et la « qualité » du sang, la chevalerie à fleur de lys étant bien plus étoffée que celle rangée sous les léopards Plantagenêts. Même après les désastres des débuts, les Valois disposent toujours d'un confortable vivier de nobles prêts à affronter l'Anglais. Ils peuvent de plus faire appel aux mercenaires : il y a plusieurs milliers de Génois et Castillans alignés à Crécy. Hélas, ces hommes sont formés à l'arbalète, idéale pour les marins qu'ils sont mais très inférieure à l'arc sur un champ de bataille.

L'échec étant patent, les Français tentent après Azincourt de recruter des Britanniques. La déconvenue est cruelle lorsqu'en 1424, à la bataille de Verneuil, les archers écossais, pourtant deux fois plus nombreux, sont écrasés par les *longbowmen* anglais, bien plus expérimentés et disciplinés. Charles VII fera preuve de plus de volontarisme en créant en 1448 une milice de « francs-archers » sans d'ailleurs lui donner d'assise populaire (ni d'efficacité militaire) : les volontaires étant exemptés d'impôt, les plus riches corrompent les recruteurs pour être choisis ! Au milieu du XVe siècle, l'heure de l'arc est passée de toute façon. La flèche a perdu de son efficacité : les Français perfectionnent les armures, notamment celles des chevaux, autrefois très vulnérables. L'historien Clifford Rogers estime que les archers anglais à la fin de la guerre, vers 1453, ne sont plus capables de percer la cuirasse de leurs adversaires. Le grand arc n'en a pas fini ses ravages pour autant. Après le conflit avec la France, l'archer anglais reprend du service contre… un autre archer anglais pendant la guerre des Deux-Roses. Le *longbow* doit cependant cohabiter avec les armes à feu : elles restent chères, certes, mais entraîner canonniers et arquebusiers prend des semaines, et non des années. Tout au long du XVIe siècle, l'archerie militaire reste forte outre-Manche, avant de s'estomper sous Élisabeth Ire. Son père, Henri VIII, voue d'ailleurs une passion à cette arme unique. Le monarque anglais de la Renaissance est certainement le premier à pratiquer cet art comme un sport, exemple qui perdure encore aujourd'hui. ■



INFOGRAPHIE : ANYFORMS DESIGN POUR « G&H »

LA FLÈCHE EST LE PILIER DE L'ARMÉE ANGLAISE

Tout au long de la guerre, les Anglais compensent une infériorité numérique quasi systématique par la puissance de feu des archers. Ces derniers, même s'ils ne représentent pas toujours la majorité des troupes disponibles, font souvent la différence avant l'arrivée des troupes au contact. Même si elle ne tue pas forcément des adversaires de mieux en mieux protégés, la pluie de flèches blesse les chevaux, gène les mouvements et oblige les hommes d'arme à baisser leur visière sous peine de mort — ce qui limite grandement leur champ de vision. À noter que les effectifs des archers et arbalétriers au service des Français sont rarement précisés, ce qui traduit le peu d'estime dans lequel on les tient. Ils sont pourtant présents à Poitiers et Azincourt, mais relégués à un rôle de figurants. Verneuil est un cas à part : mais les archers, nombreux et actifs ce jour-là, ne sont pas français mais écossais.

AFP



La campagne de Jeanne, tour

Propos recueillis par Laurent Henninger

En 1429, Jeanne d'Arc emmène le dauphin Charles se faire sacrer à Reims. Une campagne d'une étonnante modernité, où l'on manie plus l'intox que l'épée. À part Patay, on s'affronte peu. Et les Français, pour une fois, ne tombent pas dans le panneau de la bataille rangée. Entretien avec Philippe Contamine, professeur émérite à la Sorbonne, membre de l'Institut.



Membre de l'Institut et professeur émérite à l'université Paris IV-Sorbonne, Philippe Contamine est l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire militaire médiévale. Il est notamment l'auteur de *La Guerre au Moyen Âge* (PUF, coll. « Nouvelle Clio »), qui reste l'ouvrage de référence sur la question. Il est également l'auteur de *La Guerre de Cent Ans* (PUF) et, avec Olivier Bouzy et Xavier Hélary, de *Jeanne d'Arc – Histoire et dictionnaire* (éd. Robert Laffont, coll. « Bouquins »).

Quelle est la nature de ce voyage du sacre ?
Même si les chroniqueurs du temps parlent du « voyage du sacre » de Charles VII, il s'agit d'une campagne autant militaire que politique et rien d'une tournée publicitaire. Se rendre à Reims puis à Paris depuis Bourges, où Charles VII demeurait volontiers, présente de vrais dangers, en particulier à cause des garnisons bourguignonnes ou anglaises que l'armée française ne peut pas ne pas rencontrer sur sa route.

Ce voyage est-il prévu depuis longtemps ?
La question reste en suspens. La libération d'Orléans est bien l'objectif premier de Jeanne, mais le voyage vers Reims fait-il aussi partie, dès le départ, de son « programme » ou bien s'impose-t-il en raison des événements ? On ne peut le dire avec certitude. On sait en revanche que les buts stratégiques ont fait l'objet d'authentiques débats : faut-il aller à Reims ou bien doit-on d'abord récupérer Paris, voire s'en prendre directement à la Normandie anglaise ? Des bruits ont circulé, qui peuvent représenter des manœuvres en vue de leurrer l'ennemi et de le dissuader de renforcer la garnison de Reims. Mais ils peuvent aussi bien refléter l'indécision politique. Les deux lectures sont envisageables.

Un événement majeur est intervenu, qui a grandement changé la donne…
Certes : imprévue, la bataille de Patay du 18 juin 1429 débouche sur une grande victoire française. Le dispositif militaire mais aussi politique des Anglo-Bourguignons en est ébranlé. Cela achève de persuader et Jeanne et Charles de se diriger vers Reims, une entreprise bien plus spectaculaire, mais aussi plus risquée, que d'aller à Paris. Ce choix est rapidement arrêté, ce qui surprend quand on connaît la lenteur des processus de prise de décision au Moyen Âge.

Pouvez-vous nous en faire le récit ?
L'armée française se concentre à Gien vers le 25 juin, une semaine tout juste après Patay ! L'armée royale semble avoir été nombreuse (10000 combattants ?), composite (pas mal d'Écossais) et motivée : elle compte des princes, des seigneurs, des gentilshommes, des non-nobles, à cheval et à pied. Des textes invitent à parler d'élan « national ». Cette armée présente deux faiblesses majeures : elle ne possède que peu d'artillerie et n'est préparée ni matériellement ni psychologiquement à mener une guerre de siège. Or, la dimension politique de l'entreprise impose alors de se rendre maître de villes fortifiées.

Les Français sont-ils enfin parvenus à mettre au point une ou des tactiques permettant de contrer l'archerie anglaise ?
Non, toujours pas. Mais ils sont pour le moins devenus plus prudents. De toute façon, à lui tout seul le *longbow* [*voir p. 42*] ne garantit pas la victoire. D'autant qu'il y avait aussi des gens de trait du côté français.

En dehors du déficit d'artillerie et de matériel de siège, nous avons toutefois cru comprendre que l'armée de Charles VII souffre d'une autre faiblesse, plus structurelle…
Oui, et très importante. Le système militaire et financier français est alors très désorganisé, tandis qu'il tient assez bien le coup du côté anglo-bourguignon. Mais, finalement, on a trouvé des solutions de fortune (ainsi pour le ravitaillement). L'entretien quotidien de cette armée demeure néanmoins une énigme : il y eut du pillage mais quand même…

Cela ne les empêche de se mettre en route…
Oui, et, pour obtenir le ralliement des villes, les Français vont déployer des trésors d'ingéniosité politique, le combat n'étant pas la première option. On choisit donc de frapper très fort dès le départ, pour provoquer un choc politique. Le premier obstacle est Auxerre. La ville se soumet et l'on ne sait pas vraiment pourquoi. Des textes évoquent un grand événement

À Senlis, le 15 août 1429, Français et Anglais se font face… Mais les premiers refusent de tomber dans le piège d'une bataille rangée. En dépit des victoires préliminaires d'Orléans et Patay, la campagne de Jeanne (ici dans le film de Besson, *voir p. 98*) est autant une campagne de communication politique qu'une opération militaire.

nant du conflit

militaire, un terrible désastre anglo-bourguignon… dont on ne trouve nulle trace dans les chroniques ! On est donc amené à penser que cette rumeur a été inventée, répandue et orchestrée par l'entourage de Charles VII, à des fins de propagande.

C'est du marketing politique !
Si l'on veut : un mélange de pardon et de menace a fait que les villes ont ouvert leurs portes sans coup férir. Prenons l'exemple de Troyes, la ville ennemie de Charles VII par excellence. Que faire ? Pas question de l'assiéger. On tient conseil, sous la présidence de Charles VII, qu'on imagine volontiers muet avant qu'il exprime enfin sa décision. Faut-il continuer ou rebrousser chemin ? La majorité opte d'abord pour le repli. Jusqu'à ce que Jeanne entre au conseil — jusqu'alors elle n'y était pas admise. Elle arrive à le convaincre de continuer. Les manœuvres politiques reprennent de plus belle, tant et si bien que l'évêque de Troyes accepte de négocier : grâce à lui, ses concitoyens vont changer d'obédience. Le roi s'engage à pardonner (un acte politique). Jeanne, de son côté, formule des menaces et tente un énorme coup de bluff : « *Nous entrerons de toute façon !* » J'ajoute qu'un agent français dans la ville — un frère cordelier — prêche la soumission et effectue un véritable travail de subversion. Tant et si bien que Troyes ouvre ses portes le 9 ou le 10 juillet. Ses édiles envoient même des émissaires à Châlons et à Reims pour que ces deux villes fassent de même. Il en sera ainsi en sorte que, dès le 17 juillet, le sacre peut se dérouler sans encombre.

Les Anglais ne réagissent-ils pas ?
Si. Homme de sang-froid, le duc de Bedford, régent du royaume de France pour son neveu, le jeune Henri, roi de France et d'Angleterre, ne se laisse pas abattre par cette mauvaise passe. Il lui faut à tout prix tenir Paris, une tâche qu'il confie aux Bourguignons. De son côté, il lève une nouvelle armée. Charles VII est au courant, et cela l'inquiète. Comme il est désormais couronné, il pense raisonnable de se replier au-delà de la Loire. Mais il ne parvient pas à franchir la Seine car les passages sont tenus par les Anglais. Le voilà donc prisonnier au nord du fleuve. Jeanne le pousse à se rapprocher de Paris. Un grand choc frontal est envisagé. Bedford envoie un défi à Charles VII. Une bataille rangée est prévue le 15 août près de Senlis, où l'armée anglo-bourguignonne attend les Français de pied ferme. Les Anglais se préparent comme à leur habitude, ils se placent dos à une rivière (pour ne pas être tournés) et plantent des pieux en oblique pour protéger leurs archers. Ils espèrent que l'adversaire commettra les mêmes fautes qu'à Azincourt. Pendant plusieurs heures, il y a des escarmouches. Mais, finalement, les Anglais ne sont pas sortis de leur « parc » et les Français n'ont pas attaqué. La grande bataille n'a pas eu lieu. Du côté français, l'enthousiasme persiste, les villes continuent à se rallier. Fin août, Charles VII entre dans Saint-Denis et y reçoit une sorte de second couronnement.

La partie est-elle gagnée pour autant ?
Les dissensions militaires et politiques persistent dans le camp français. Les prudents — dont le roi — veulent en rester là, mais Jeanne entend assaillir Paris, avec toute son ardeur. Elle le fait le 8 septembre avec des moyens assez limités, car le gros de l'armée reste à Saint-Denis, avec le roi. Et puis Paris est une ville énorme, très puissamment fortifiée. Jeanne tente sa chance, espérant qu'« il se passera quelque chose ». Peut-être la population changera-t-elle de bord. Mais les autorités parisiennes veillent au grain et l'assaut échouera — Jeanne est blessée à la porte Saint-Honoré, à l'emplacement actuel de la Comédie-Française. Elle s'efforce de convaincre le roi de mener un nouvel assaut le lendemain mais le cœur n'y est plus, la retraite est décidée. Le 22 septembre, le roi arrive à Gien. La campagne est finie : elle aura duré trois mois. Les immenses espérances initiales (bouter les Anglais hors de « toute France », selon la formule de la Pucelle) ont été déçues. Mais il y a eu le sacre, qui impose Charles VII comme seul roi de France légitime. L'initiative sera désormais du côté français. Malgré les efforts des Anglais, sur la défensive, ni Troyes ni Reims ni Compiègne ne repasseront dans leur camp. ■

Dix-neuf ans pour une légende

1412 Naissance à Domrémy.
1425 Entend des voix célestes lui demandant de libérer le royaume de France.
25 février 1429 Rencontre du dauphin, futur Charles VII.
8 mai Levée du siège d'Orléans.
18 juin Victoire de Patay.
17 juillet Sacre de Charles VII à Reims.
23 mai 1430 Capturée par les Bourguignons, qui la livrent aux Anglais.
21 février - 23 mai 1431 Procès à Rouen
30 mai 1431 Brûlée vive à Rouen.



IMAGES TIRÉES DE « JEANNE D'ARC » DE LUC BESSON

Sortir du Moyen Âge pour

Par Benoist Bihan

Entre le désastre d'Azincourt en 1415 et la victoire finale de Castillon en 1453, l'armée française change trois fois de visage, de l'ost féodal à une armée quasiment moderne en passant par une armée professionnelle, mais toujours médiévale. Une mutation aussi rapide qu'unique dans l'histoire, qui explique le dénouement du conflit.

Grand officier de la Couronne, le connétable est le chef suprême de l'armée – en titre, sinon en fait. Son étymologie (du bas latin *comes stabuli*, « comte de l'étable ») traduit la primauté de la chevalerie dans l'armée médiévale française.

Le 21 mars 1421, à Beaugé, près d'Angers, Thomas de Lancastre, impétueux frère d'Henri V, attaque – sans attendre le gros de son armée de 10 000 hommes –, les 6 000 Franco-Écossais dirigés par le futur maréchal de France Gilbert Motier de La Fayette et John Stewart, comte de Buchan. Lancastre est occis dans la mêlée avec 1 000 de ses hommes. John Beaufort, futur grand général anglais, est capturé.

Vingt-cinq octobre 1415, matin de la Saint-Crépin que Shakespeare n'a pas encore rendu célèbre. Les deux pieds enfoncés dans la boue, un roi-général épuisé frotte ses yeux rougis pour observer le spectacle déprimant qui s'offre à lui. Du côté de ses lignes, une armée en perdition de 6 000 à 7 000 hommes, essentiellement des archers épuisés par dix jours de poursuite, les entrailles tordues par la dysenterie. Plus question de progresser de toute façon : une force au moins deux fois plus nombreuse barre la route vers Calais et le salut. Des troupes fraîches, confiantes et pour les deux tiers constituées de la meilleure et de la plus brave chevalerie d'Europe. Henri V Plantagenêt, roi d'Angleterre, serait plus déprimé encore s'il savait que son adversaire, le connétable de France Charles d'Albret, attend encore 8 000 hommes de renfort. Le Français, en vérité, n'a même pas à combattre : étiré entre les bois de Tramecourt et d'Agincourt (aujourd'hui Azincourt, dans le Pas-de-Calais), le fruit anglais est mûr. Il suffit d'attendre qu'il tombe. Cinq heures plus tard, pourtant, c'est Charles qui gît dans la fange, vidé de son sang, avec ses chevaliers.

Des désastres, l'armée française en a subi déjà : Crécy, Poitiers, L'Écluse, Calais, Auray... Mais Azincourt n'est pas une défaite comme une autre : c'est la faillite finale d'un système militaire. La défaite sanctionne — dans le sang de ses membres, dont plusieurs milliers sont tués — la chevalerie française en tant que société militaire autonome. Après avoir bien manœuvré en amont du champ de bataille et s'être placé dans une position plus que favorable pour engager — ou refuser — le combat, les chevaliers français ne peuvent expliquer leur défaite que par l'obsolescence de leur pensée tactique. « Pensée » est d'ailleurs un terme inapproprié : « mépris » serait plus exact. Mépris pour leurs archers et les arbalétriers, disposés trop en arrière des premiers rangs pour pouvoir tirer. Mépris pour l'expérience, alors que Crécy ou Poitiers ont démontré le danger des archers et des charges frontales. Mépris pour le commandement : ducs, comtes et barons chargent sans se coordonner entre eux (et encore moins avec la piétaille), et sans en référer à un chef en titre dont ils ne reconnaissent que le rang de naissance. Mépris enfin pour l'ennemi, dont la valeur n'est pourtant plus à démontrer : les Anglais, nobles ou roturiers, sont disciplinés et font fi de la préséance. Azincourt est bien la défaite d'une armée féodale face à une armée certes médiévale, mais déjà professionnelle.

L'échec d'Azincourt sanctionne la chevalerie française en tant que société militaire autonome.



Une renaissance épaulée par les Écossais

Après Azincourt, rien n'arrête le roi Plantagenêt. La Normandie est reconquise méthodiquement en 1418, puis le Nord-Est de la France, dont la noblesse a été décimée à Azincourt. Tandis que la guerre civile (*voir p. 41*) divise le royaume, le traité de Troyes, en 1420, fait d'Henri V le régent et l'héritier du trône de France. Sauf que si Charles VI est certes fou, il n'est pas mort... Et que son fils, le dauphin Charles réfugié à Bourges, refuse le traité et continue les hostilités. Bien sûr, Charles est faible : les divisions politiques du royaume ont conduit à l'échec la dernière tentative de mobilisation de ce qui reste de noblesse attachée aux rois Valois, en mai 1418. Mais cette faiblesse est paradoxalement la cause du sursaut.

La féodalité devenue militairement inopérante, l'armée française n'a d'autre choix que de prendre — enfin ! — modèle sur l'adversaire. Ni mercenaires, ni ost féodal, ses soldats sont de plus en plus souvent des volontaires, gens de métier pour

terminer la guerre



À Castillon, en 1453, les Français font parler la poudre et ravagent les rangs des archers anglais forcés d'attaquer, rôle qui ne leur sied guère. Le temps des chevaliers et de la flèche est terminé : l'avenir appartient à l'artillerie et aux armées nationales.

ILLUSTRATION : GERRY EMBLETON/OSPREY

lesquels la guerre est avant tout une profession. Seules les proportions entre hommes d'armes et « gens de trait », archers ou arbalétriers, distinguent encore les deux armées adverses — les Anglais ayant de trois à six archers pour un seul homme d'armes, les Français deux hommes d'armes pour un archer ou un arbalétrier. Cette armée nouvelle est encore dans l'enfance, mais le dauphin Charles dispose depuis 1418 d'un utile tuteur en la personne de Robert Stewart, régent de la couronne écossaise, qui expédie au « roi de Bourges » un contingent de 6 000 soldats. En 1421, une armée franco-écossaise écrase une colonne anglaise à Beaugé, offrant au dauphin un succès dont il a bien besoin. Difficile cependant d'en tirer des conclusions : l'impétueux Thomas de Lancastre, duc de Clarence et frère d'Henri V, se fait en effet tuer stupidement en attaquant « à la française », chevaliers en tête et archers en arrière.

Verneuil, le début d'un nouvel équilibre

Le vrai changement intervient trois ans plus tard, à Verneuil (17 août 1424, *voir détail p. 53*). À première vue, la bataille semble reproduire le schéma d'Azincourt. L'armée franco-écossaise de Charles, fruit d'un gros investissement financier, fait montre des mêmes défauts que celle écrasée par Henri V neuf ans auparavant : désordonnée dans ses efforts, indisciplinée, sa suprématie numérique ne lui servant qu'à offrir davantage de prise aux coups anglais. Sans oublier la perte de près de la moitié de ses 16 000 hommes à la fin de la journée… Ici s'arrête cependant l'analogie. Car les causes de la défaite de Verneuil tiennent davantage à la difficulté de coordonner l'action des deux contingents

Agincourt

3e ligne française

1re et 2e lignes françaises

Position initiale des Anglais

Tramecourt

Hommes d'armes français

Cavaliers français

Archers anglais

Hommes d'armes anglais

0 m 250 m 500 m

leurs positions, ces derniers sont aisément balayés par des Français désormais préoccupés par l'efficacité militaire plutôt que le respect du rituel presque sportif des conventions féodales.

Ce rééquilibrage ne donne pas cependant au « roi de Bourges » la supériorité durable dont il a besoin pour « bouter les Anglais hors de France ».

La troupe que Jeanne emmène à Reims en 1429 pour faire du dauphin un roi de France (*voir p. 48*) n'est plus l'ost soumis au caprice des chevaliers et dont la levée temporaire ne peut que déboucher sur des victoires sans lendemain. Elle reste toutefois une armée médiévale. Sa composition à base de compagnies semi-privées dépend encore trop du bon vouloir de ses capitaines, et sa cohésion laisse à désirer. Semi-mercenaire, encore principaux, français (avec dans leurs rangs des cavaliers lombards et milanais) et écossais, qu'aux tares de la féodalité française. Si les Anglais célèbrent un « second Azincourt », la réalité est différente : deux armées médiévales professionnelles se sont affrontées, et l'une d'elles a gagné grâce à son commandement mieux organisé. Le beau succès du duc de Bedford coûte d'ailleurs 1 600 morts aux Anglais. C'est dix fois plus qu'à Azincourt, avec pour seule conséquence l'abandon temporaire de l'offensive franco-écossaise.

Azincourt : l'apogée du modèle anglais

Le 25 octobre 1415, l'armée anglaise commandée directement par le roi-général Henri V tente, malade et affamée, de rejoindre la base salvatrice de Calais. Sa route est barrée, après une très belle manœuvre, par l'armée française commandée (en principe) par le connétable Charles d'Albret, cousin de Charles VI. Étirée sur un kilomètre entre les bois de Tramecourt et Agincourt, l'armée anglaise aligne 6 000 à 7 000 hommes, dont 5 000 archers placés aux ailes selon l'usage et retranchés derrière des pieux pour se protéger des charges de cavalerie. En face, d'Albret dispose d'environ 5 000 à 8 000 cavaliers massés au centre, plus près de 2 000 cavaliers répartis en deux minces ailes et 5 000 archers et arbalétriers laissés à l'arrière.

La bataille qui s'engage est simple : contre l'avis de leur général et en dépit du plan établi la veille et qui conseille d'attendre, les chevaliers français perdent patience et chargent… Incapables de tourner la position anglaise, forcés de descendre de cheval à cause du terrain boueux, ils s'engluent sur un espace restreint où leur nombre ne fait que concentrer les cibles pour les archers adverses. Résultat : ceux qui ne sont pas tués par la pluie de flèches s'effondrent d'épuisement devant la ligne anglaise. C'est la boucherie : 7 000 à 10 000 Français sont tués, contre moins de 200 Anglais, d'autant qu'Henri V, désireux de gagner au plus vite Calais sans s'encombrer, fait égorger un millier de prisonniers. Conséquence : la noblesse française est exsangue et Charles VI doit concéder le désastreux traité de Troyes qui fait d'Henri V son successeur.

La victoire des Anglais à Verneuil annonce la fin de leur supériorité fondée sur l'archerie.

Verneuil, victoire en trompe-l'œil, annonce en fait la fin de la supériorité anglaise fondée sur l'archerie. Les armées qui s'affrontent à la fin des années 1420 sur la Loire sont de plus en plus similaires, les Français pouvant prendre ainsi progressivement l'ascendant.

À Patay, en juin 1429, l'armée revigorée par Jeanne d'Arc défait une armée anglaise, pour une fois supérieure en nombre, par un coup d'audace : l'avant-garde attaque sans attendre le gros des forces pour empêcher le déploiement des archers adverses. Incapables de préparer



INFOGRAPHIES : ANYFORMS DESIGN POUR « G&H »

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA

prise dans les réseaux de loyauté complexes de la société médiévale, elle n'est pas attachée directement à la personne royale mais plutôt aux coffres de la monarchie, sauf dans le cas des milices, liées à un territoire. Cette armée, qui ressemble à son homologue anglaise, rivalise désormais avec elle. Mais l'Angleterre garde l'avantage de posséder d'excellents généraux comme John Talbot (*voir p. 41*) et personne ne prend l'ascendant au cours des années 1430 et 1440. Charles VII, qui a su en 1435 défaire l'alliance anglo-bourguignonne, est certes désormais en position de force politique. Son horizon militaire est éclairci. Il n'en reste pas moins à la merci d'un nouvel Azincourt. Pour prendre le dessus de façon définitive, Charles VII doit innover. Mais il dispose déjà d'un dossier préparé : l'idée esquissée par son grand-père, Charles V, d'une armée permanente et mobile, non seulement au service de l'État royal mais lui appartenant. Cette transformation intervient en deux temps. D'abord, financer le projet : c'est chose faite en 1439 aux états généraux d'Orléans, grâce à l'institution de la taille, une taxe foncière qui devient annuelle et permanente alors qu'elle était jusque-là exceptionnelle. Ensuite, le traité de Tours en 1444, qui instaure une trêve entre les deux royaumes, lui offre l'occasion de mettre en œuvre la réforme militaire.

L'armée moderne naît des compagnies d'ordonnance

Par l'ordonnance du 26 mai 1445 (d'où leur nom) sont créées quinze « compagnies d'ordonnance », regroupant chacune cent « lances » : des unités administratives de six hommes, dont un homme d'arme (un cavalier « lourd »), deux archers à cheval, un « coutilier » (fantassin plus légèrement équipé), un page et un valet. Permanentes même en temps de paix, ces compagnies forment un noyau dur de 9000 hommes, dont 1500 cavaliers et 3000 archers montés auxquels s'ajoutent 1500 fantassins. Ces soldats sont non seulement recrutés parmi les meilleurs professionnels, mais ils sont aussi directement attachés à la Couronne qui dispose, pour la première fois, d'une force loyale. Les nouveaux « gens d'armes » (bientôt on dira simplement gendarmes, en un seul mot) royaux ne servent *que* la couronne capétienne, et déjà la France.
L'armée permanente n'est pas tout : elle est complétée en 1448 par des compagnies de « francs archers »,



Verneuil : la fin de la domination anglaise

Le 17 août 1424, l'armée franco-écossaise d'environ 16000 hommes de Jean d'Harcourt comte d'Aumale et de John Stewart (fils de Robert mort en 1420) rencontre devant Verneuil les 8000 à 10000 Anglais du duc de Bedford, rangés comme à l'habitude, avec les archers sur les ailes. Constatant que le sol durci par le soleil d'été empêche ces derniers de planter les pieux qui les protègent de la cavalerie, les chevaliers français à la gauche de l'armée alliée déclenchent une charge brusquée. Les Anglais, surpris, lâchent pied. Les Français percent… et se ruent sur les bagages anglais. Leur élan est cependant coupé net par la réserve que Bedford, prudent, a placée derrière ses lignes. Une charge des cavaliers lombards de l'aile droite française, également attirée par les bagages anglais, est de même repoussée dans la foulée. Bedford lance alors une contre-attaque qui met en fuite Français et Italiens, laissant les Écossais seuls… Encerclés, ces derniers représentent 4000 des 7600 tués parmi les alliés du jour, contre 1600 Anglais, pertes inhabituelles. Le revers, sans grande conséquence stratégique, est surtout dû au manque de coordination. En fait, la bataille a pour effet principal la fin de l'armée écossaise autonome en France, les survivants rejoignant à titre individuel les rangs français.

Gardes des bagages
Bagages anglais
Bedford
Salisbury
Français
Français
Verneuil
Écossais
Lombards
Armée anglaise
Armées française et ecossaise
Cavalerie française et lombarde
0 m 500 m 1000 m

constituées d'une portion de la population — un soldat pour 80 foyers par paroisse — levée sur convocation royale et exemptée en échange du paiement de la taille. Une première forme de conscription, même si l'on préfère si possible le volontariat… et si l'efficacité militaire reste encore symbolique, l'évasion fiscale demeurant la première motivation pour s'enrôler. À son armée refondue, Charles VII ajoute enfin l'outil de conquête redoutable qu'est l'artillerie des frères Bureau (*voir p. 35 et 36*). Armée permanente, artillerie, milice : le roi de France tient enfin le tiercé gagnant.

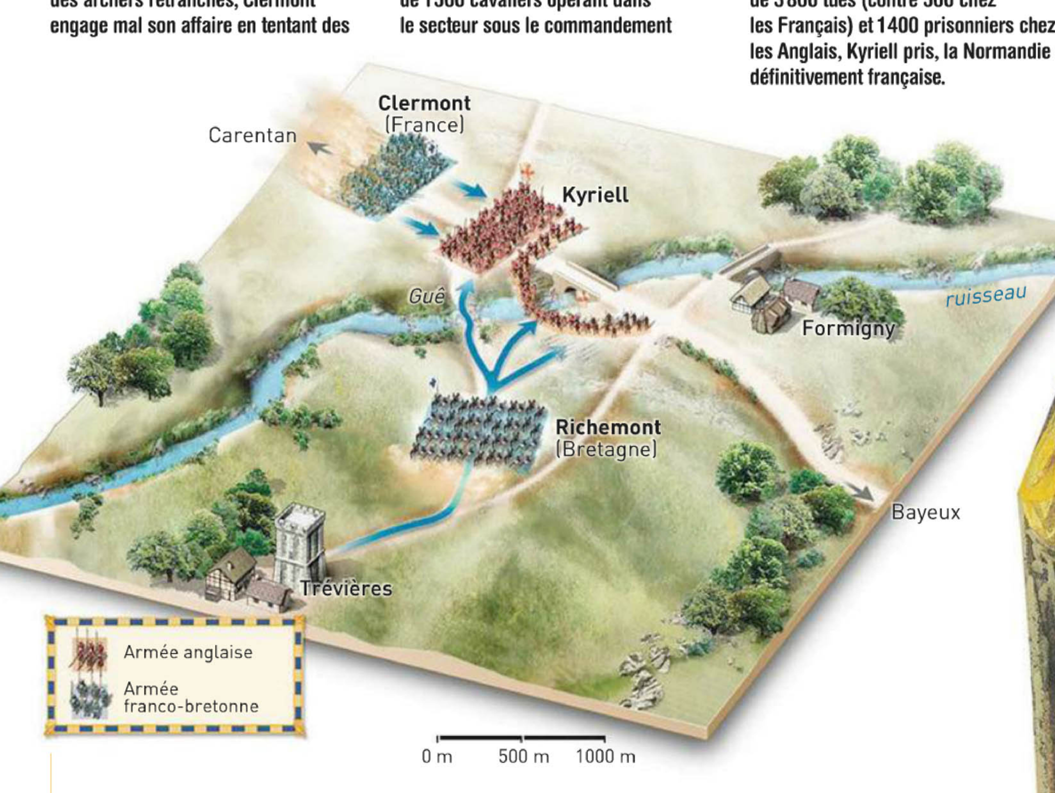
La reconquête au son du canon

Le résultat de la réforme de Charles VII ne tarde pas. Lancé en août 1449 sous la houlette du très compétent Jean II de Bourbon, comte de Clermont (*voir p. 41*), le « recouvrement » de la Normandie anglaise progresse à raison d'une place majeure par mois de campagne. Si vite que l'armée, peu usée et surtout préservée de la dysenterie associée aux longs sièges, peut continuer les opérations pendant l'hiver. Surpris, les Anglais tentent début 1450 de réagir. Mais leur armée se fait prendre en tenailles et anéantir le 15 avril 1450, près de Carentan, à Formigny. La victoire doit certes beaucoup à la chance, mais pas seulement. Si les deux couleuvrines françaises ne font probablement que des dégâts mineurs, leur bruit alerte le contingent d'Arthur de Richemont dont l'intervention sur les arrières anglais est décisive : il est sans doute le premier général de l'histoire à « marcher au canon ». À une époque où les communications circulent au pas du cheval, passer un message à la vitesse du son est un extraordinaire progrès ! En outre, les Français montrent à Formigny qu'ils ont appris les leçons de la discipline et le bénéfice de la coordination : Richemont prend le temps d'aller à la rencontre de son collègue

Armée permanente, artillerie, milice : le roi de France tient enfin le tiercé gagnant.

Formigny : les Français renversent la vapeur

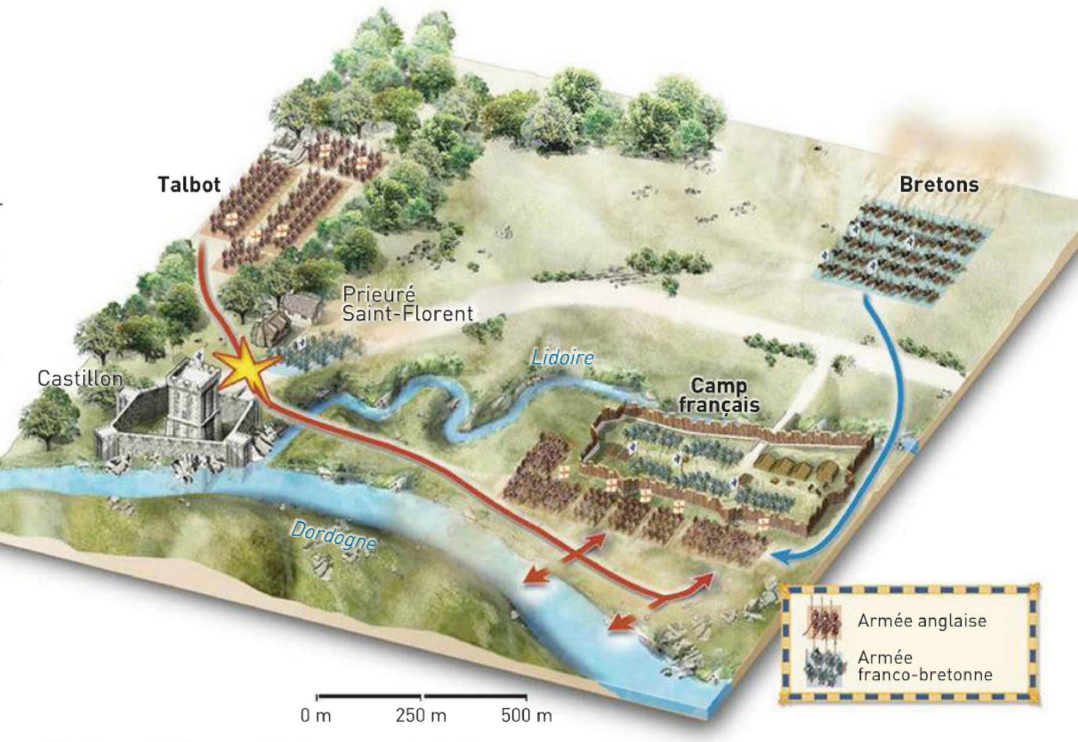
Le 15 avril 1450, les 5 000 Français (mi-fantassins, mi-cavaliers) du comte de Clermont, chargé d'achever la conquête de la Normandie, interceptent les quelque 7 000 Anglais (archers pour l'essentiel) de Thomas Kyriell, qui viennent de reprendre Valognes. Accablé sous les flèches des archers retranchés, Clermont engage mal son affaire en tentant des charges maladroites. Mais le scénario de Crécy et Azincourt ne se répète pas. Sans doute une des premières fois sur un champ de bataille, les Français ont en effet apporté deux canons sur roues (des couleuvrines) dont le tonnerre, à défaut de causer de véritables dégâts, alerte un corps franco-breton de 1 500 cavaliers opérant dans le secteur sous le commandement du Breton Arthur de Richemont. Surgissant sur les arrières anglais, Richemont, après s'être concerté avec Clermont, attaque de flanc et force l'adversaire à quitter ses retranchements pour se redéployer… Résultat : près de 3 800 tués (contre 500 chez les Français) et 1 400 prisonniers chez les Anglais, Kyriell pris, la Normandie définitivement française.



Clermont et de tenir avec lui un conseil de guerre improvisé avant d'attaquer.
En août 1450, la Normandie est française. En août de l'année suivante, à la suite d'une offensive moins militaire que diplomatique, la monarchie française se rend maîtresse de la Guyenne. Mais celle-ci, anglaise depuis trois siècles, se plie de moins bonne grâce que la Normandie à son retour dans le giron capétien. C'est là que Londres joue sa dernière carte. Révoltées en 1452, les élites aquitaines obtiennent en effet du roi Henri VI l'envoi d'un corps de 6000 hommes commandé par l'excellent Talbot. Désireux d'achever la réunification du royaume, Charles VII lance à l'été 1453 trois colonnes vers Bordeaux. L'armée française, confiée à des chefs expérimentés et toujours accompagnée de la puissante artillerie (plus de 300 pièces) des frères Bureau, s'installe le 13 juillet 1453 devant la ville fortifiée de Castillon.

La victoire finale

L'ultime bataille livrée le 17 juillet illustre à quel point l'armée française a progressé. Après avoir montré à Formigny un visage prometteur en rase campagne, elle révèle à Castillon sa maturité : planification efficace, discipline des troupes, combinaisons interarmes... Même l'unité de commandement, plaie des armées féodales françaises, est unifiée : Jean Bureau coordonne sans problème l'action de ses six capitaines. La bataille de Castillon, qui n'a pas eu l'honneur d'être immortalisée par Shakespeare, porte bien plus loin que celle d'Azincourt, infiniment plus connue. Car non seulement elle clôt la guerre de Cent Ans mais elle tonne la supériorité de l'armée moderne, quasi nationale, sur l'armée médiévale. Et la mort de Talbot, chargeant à la tête de ses hommes, est tout un symbole, celui de l'obsolescence de la vieille chevalerie. Une mutation fondamentale, irréversible, se produit. Castillon n'en est d'ailleurs que l'expression occidentale : deux mois avant, une autre armée d'État, celle du sultan ottoman Mehmet II, s'est emparée de Constantinople grâce notamment à la puissance de son artillerie (*voir n° 6, p. 78*). La guerre est véritablement en train de changer d'ère. ■



Castillon : Azincourt à l'envers

Venu secourir la Guyenne dont les habitants n'ont nullement l'intention de devenir français, John Talbot quitte Bordeaux le 16 juillet 1453 avec environ 9000 hommes pour secourir la ville de Castillon assiégée par les 10000 soldats de l'artilleur Jean Bureau. Ce dernier, qui sait à quel point son ennemi est redoutable malgré ses 70 ans passés, a fait édifier un vaste camp retranché pour abriter ses canons. Bureau a placé en outre, sur les hauteurs boisées qui surplombent le camp, le millier de cavaliers bretons du maréchal André de Lohéac, tandis que sur la route de Bordeaux, au prieuré Saint-Florent, 1000 francs archers sont disposés en avant-garde. Sage précaution, car au matin du 17 juillet, Talbot et sa cavalerie attaquent à l'issue d'une fulgurante marche forcée : 50 km en vingt-quatre heures. Les miliciens français, surpris, sont massacrés. Talbot espère bien que Bureau sortira du camp pour leur porter secours. Mais les Français, disciplinés, restent à l'abri de leur palissade. L'effet de surprise perdu, Talbot décide de reposer ses troupes au prieuré conquis et d'y attendre l'arrivée de son infanterie restée en arrière lorsqu'un rapport erroné lui annonce que l'ennemi prend la fuite. Pour profiter de l'aubaine, Talbot jette son armée sur le camp… et tombe dans le piège tendu par Bureau qui n'attendait que cette attaque : les fortifications sont conçues pour gêner le déploiement adverse et empêcher une attaque de cavalerie. Les Anglais, forcés de mettre pied à terre, rejouent Azincourt à leurs dépens : ils se font hacher vague après vague par les défenseurs, dont la puissante artillerie joue le rôle des archers. Les assaillants plient déjà quand les Bretons de Lohéac leur tombent sur le flanc… Talbot est tué et ses hommes culbutés dans la Dordogne. 4000 Anglais sont morts, blessés ou capturés. Les survivants, réfugiés à Castillon, se rendent avec la ville le surlendemain. L'Angleterre a perdu la Guyenne. Et la guerre de Cent Ans.

Pour en savoir +

- « The Military Revolution of the Hundred Years War », Clifford Rogers, in *The Journal of Military History*, Vol. 57, n° 2 (avril 1993). Disponible sur http://ww2.valdosta.edu/~raboyd/docs/military.revolution.pdf
- *La Genèse de l'État moderne – Culture et société politique en Angleterre*, Jean-Philippe Genet, PUF, 2003.
- *La Guerre au Moyen Âge*, Philippe Contamine, PUF, 2003 (rééd.).
- *La Guerre de Cent Ans*, Philippe Contamine, PUF, coll. Que sais-je ?, 2010 (rééd.).
- *La Guerre de Cent Ans, naissance de deux nations*, Georges Minois, Perrin, 2010 (rééd.).
- *Le Temps de la guerre de Cent Ans, 1328-1453*, Boris Bove, Belin, 2009.
- *La Guerre de Cent Ans par ceux qui l'ont vécue*, Michel Mollat du Jourdin, Seuil, coll. Points - Histoire, 1992.
- *The Hundred Years War, Trial by Battle/Trial by Fire/Divided Houses*, Jonathan Sumption, Faber and Faber 1999/2001/2009.
- *Infantry Warfare in the Early Fourteenth Century – Discipline, Tactics and Technology*, Kelly DeVries, The Boydell Press, 1998.
- *The Hundred Years War - A Wider Focus*, L.J. Andrew Villalon et D.J. Kagay (dir.), Brill, 2005.
- *The Oxford Encyclopedia of Medieval Warfare and Military Technology*, Oxford University Press, 2010.
- *The Medieval Archer*, Jim Bradbury, The Boydell Press, 1985.
- *The Bowmen of England*, Donald Featherstone, Pen & Sword, 2003.
- *Longbow, a Social and Military History*, Robert Hardy, Sutton Publ., 2006.
- *Histoire technique et tactique du projectile*, Gilles Bongrain, Crepin-Leblond, 2005.
- *Batailles, scènes de guerre de la Table ronde aux tranchées*, Hervé Drévillon, Seuil, 2007.

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA
INFOGRAPHIES : ANYFORMS DESIGN POUR « G&H »



LES CHEFS-D'ŒUVRE

Guerres & Histoire a sélectionné 20 films de guerre d'anthologie, des films magistraux, rares, et même parfois inédits en DVD ! Avec chaque DVD, un livret collector de 16 pages, véritable mini-magazine réalisé par la rédaction de *Guerres & Histoire* et proposant l'analyse historique du film.



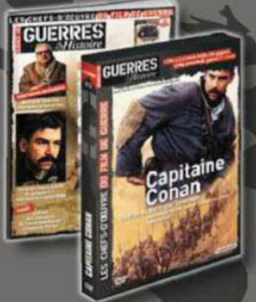
Une collection exclusive et incontournable !




N°1 MER CRUELLE



N°2 LE PONT



N°3 CAPITAINE CONAN

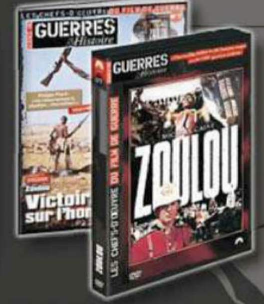


N°4 COTE 465

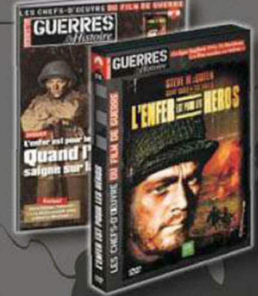


N°5 BALLADE DU SOLDAT

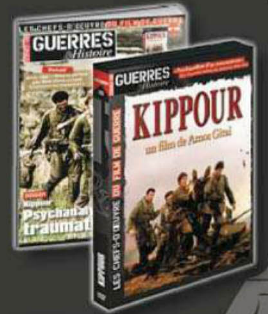

N°6 L'ODYSSÉE DU SOUS-MARIN NERKA



N°7 ZOULOU


N°8 L'ENFER EST POUR LES HÉROS


N°9 À L'OUEST RIEN DE NOUVEAU



N°10 KIPPOUR


N°11 LA BATAILLE D'ANGLETERRE



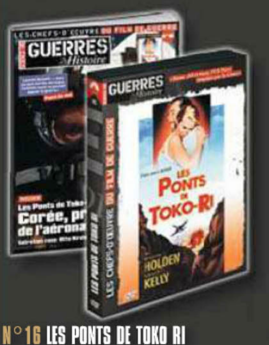
N°12 COULEZ LE BISMARCK


N°13 DIEU SEUL LE SAIT

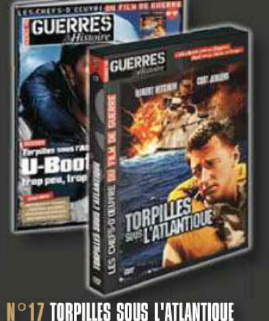

N°14 QUAND PASSENT LES CIGOGNES



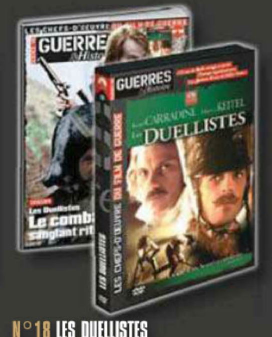
N°15 L'EXPRESS DU COLONEL VON RYAN



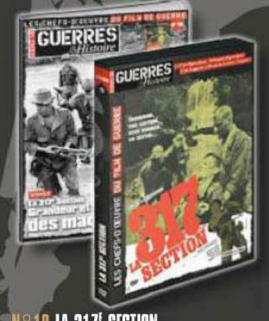
N°16 LES PONTS DE TOKO RI



N°17 TORPILLES SOUS L'ATLANTIQUE



N°18 LES DUELLISTES


N°19 LA 317E SECTION



N°20 PREMIÈRE VICTOIRE

Visuels non contractuels

DU FILM DE GUERRE

Tout sur www.Collection-GuerresetHistoire.com

- La présentation de la collection
- Le mot du rédacteur en chef
- Les résumés des films
- Des extraits des livrets
- Pratique : commande en ligne

Commandez vite !

- Par internet www.collection-guerresethistoire.com
- Par téléphone au 01 46 48 48 83
- Ou en remplissant le bon de commande ci-dessous :

BON DE COMMANDE collection complète ou volumes à l'unité

Pour éviter de découper votre magazine, vous pouvez photocopier ce bulletin

❑ **Oui**, je désire commander la collection complète des 20 volumes au prix de 199 € (frais de port compris)

- Je bénéficie de **15 % de réduction** et je reçois **en cadeau** avec mon premier colis le double DVD du film *Ils ont combattu pour la patrie* de Sergueï BONDARTCHOUK.

❑ **Oui**, je désire commander les volumes à l'unité

- Je coche ci-dessous les volumes désirés :

❑ N°1 / ❑ N°2 / ❑ N°3 / ❑ N°4 / ❑ N°5 /
❑ N°6 / ❑ N°7 / ❑ N°8 / ❑ N°9 / ❑ N°10 /
❑ N°11 / ❑ N°12 / ❑ N°13 / ❑ N°14 / ❑ N°15 /
❑ N°16 / ❑ N°17 / ❑ N°18 / ❑ N°19 / ❑ N°20

- Je remplis le tableau ci-dessous.

Je calcule le montant de ma commande :

Articles	Quantité	Prix	Sous-total
Collection complète de 20 volumes	x	**199,00 €** Frais de port offerts	= €
Volume 1 **Mer cruelle**	x	**2,95 €**	= €
Volume 2 **Le Pont**	x	**4,95 €**	= €
Volumes de 3 à 20 (Je coche ci-dessus les volumes souhaités)	x	**11,95 €**	= €
		SOUS-TOTAL	€
FRAIS D'ENVOI (cocher la case de votre choix)	❑ Envoi normal		5,90 €
	❑ Ma commande atteint 39 €		GRATUIT
	❑ Envoi Colissimo suivi (72 h)		8,90 €
	❑ Ma commande atteint 75 €		Envoi 72 h OFFERT
		TOTAL	€

Frais d'envoi offerts dès 39 € de commande !

Offre valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/06/2013. « L'éditeur se réserve le droit d'interrompre la parution en cas de mévente. »

RETOURNEZ-NOUS CE BON DE COMMANDE DANS UNE ENVELOPPE AFFRANCHIE À L'ADRESSE :
LA BOUTIQUE GUERRES & HISTOIRE - CS 30 271 - 27 092 ÉVREUX CEDEX 9

MGHG0

❑ M. ❑ Mlle ❑ Mme

Nom ______________________

Prénom ______________________

Adresse ______________________

____

____

Code postal |_|_|_|_|_| Ville ______________________

Tél |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Grâce à votre n° de téléphone (portable), nous pourrions vous contacter si besoin pour le suivi de votre commande

Email : ______________________

❑ Je souhaite bénéficier des offres promotionnelles des partenaires de *Guerres & Histoire* (groupe Mondadori)

❑ **Je règle par chèque bancaire ou postal** à l'ordre de la boutique Guerres & Histoire

❑ **Je règle par carte bancaire**

Nom / Civilité ______________________

Carte N° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

Expire à fin |_|_| |_|_|

Code crypto |_|_|_| (les 3 derniers chiffres au dos de votre CB)

Date et signature obligatoires
(Signature des parents ou tuteur pour les mineurs)

Les informations personnelles qui vous sont demandées sont nécessaires au traitement de votre commande et sont destinées au service client. À cette seule fin, elles pourront être transférées hors de l'Union européenne. Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 06/01/1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition sur vos données nominatives. Pour exercer vos droits, il suffit de nous écrire en nous indiquant vos nom, prénom, adresse et numéro de client à l'adresse suivante : La Boutique Guerres & Histoire - CS 30 271 - 27 092 Évreux Cedex 9

Lanciers contre panzers : une

Par Yacha MacLasha

Chevaliers indomptables ou Don Quichotte pathétiques ? La fameuse charge, lance au poing, des cavaliers polonais contre les panzers a servi toutes les propagandes. Sauf que ce combat légendaire… n'a pas eu lieu. Les Polonais n'étaient tout simplement pas si bêtes !

« *L'acte suicidaire le plus romantique et le plus idiot de la guerre moderne.* » C'est par cette phrase lapidaire, combinant estime et mépris, que Simon Jenkins, chroniqueur du quotidien britannique *The Guardian*, résumait en 2009 la fameuse charge des lanciers polonais contre les panzers d'Hitler, sans doute l'un des épisodes les plus célèbres de la Seconde Guerre mondiale dans le grand catalogue des clichés. Folle bravoure ou crétinisme aveugle ? Depuis la guerre, les avis ont toujours varié. Churchill rapporte ainsi comment les Polonais « *ont vaillamment chargé une masse grouillante de chars et voitures blindées, mais sans pouvoir leur faire grand mal avec leurs épées et leurs lances* ». Le général Guderian, lui, dénigre ses adversaires arriérés :



BETTMANN/CORBIS

légende germano... polonaise !

« La brigade de cavalerie Pomorska, ignorant la nature de nos chars, les avait chargés avec des épées et des lances et avait souffert de pertes énormes. » Selon leurs convictions, les historiens suivent ces deux traces. « *Apparemment persuadée que les tanks allemands n'étaient que des maquettes en fer-blanc, la cavalerie polonaise attaqua lances couchées* », se moque ainsi le négationniste britannique David Irving dans *Hitler's War* (1977), tandis que la revue de l'armée canadienne célèbre en 2005 l'esprit de résistance des Polonais qui, « *armés de leur seul courage et de lances* », ont été massacrés en attaquant les blindés. En France, l'épisode a valeur d'exemple : il illustre ainsi à lui seul la campagne de 1939 dans le documentaire *Apocalypse* (2009). « *Une bataille d'un autre âge est* [alors] *livrée par les lanciers polonais qui se font massacrer en chargeant les tanks allemands* », commente Daniel Costelle. D'un autre âge ? C'est pourtant sa vision qui est périmée. « *Plus de soixante-dix ans après, le mythe demeure largement admis, même dans les milieux militaires* », se désole l'historien Jan Szkudlinski, du musée de la Seconde Guerre mondiale de Gdansk. Car toute cette histoire n'est que légende, pur fantasme.

Construction d'un dossier à charge

Tout démarre le 1er septembre 1939, en début d'après-midi, aux premières heures d'une guerre qui n'est encore que germano-polonaise.



Cette belle démonstration des cavaliers polonais est une manœuvre photographiée en mai 1939, avant la guerre. Jamais la cavalerie polonaise n'a envisagé de charger à cheval : son rôle était de combattre à pied.

Le **uhlan** (graphie allemande du terme polonais *ulan*, lui-même emprunté au turc *oglan*, « jeune homme ») désigne un cavalier armé d'une lance. La tradition apparaît en Pologne au XVIII[e] siècle, ce n'est qu'après qu'elle est récupérée dans les armées prussienne et autrichienne.

Le **fusil wz.35** est une arme antichar légère (10 kg), dotée d'une munition de petit calibre (7,9 mm) dont la grande vitesse initiale (1000 m/s) permet de détacher, par la force de l'impact, des débris de métal à l'intérieur du blindage touché. Redoutable contre les blindés légers, l'arme est récupérée par la Wehrmacht et inspire le fusil antichar soviétique Degtyarev de 14,5 mm.

La **guerre soviéto-polonaise** démarre en février 1919 par une offensive de l'Armée rouge commandée par Toukhatchevski contre l'armée du général Pilsudski, soutenu par les Occidentaux (de Gaulle et Weygand servent de « conseillers »). Mais les envahisseurs se font étriller sous Varsovie et ce sont les Polonais qui pénètrent bientôt en territoire soviétique, forçant Moscou à la paix en mars 1921.

Alors que la Wehrmacht s'élance à l'assaut du couloir de Dantzig (aujourd'hui Gdansk), le colonel Kazimierz Mastalerz, commandant du 18[e] régiment de **uhlans** de la brigade Pomorska, surprend à découvert, près du village de Krojanty, un bataillon allemand d'infanterie sortant d'un bois. Chargeant sabre au poing, le colonel repousse dare-dare les envahisseurs stupéfaits. Mais avant que les cavaliers ne se réorganisent, surgissent quelques automitrailleuses à croix noires, accompagnées de troupes motorisées. Leur feu, dévastateur, abat une vingtaine de soldats polonais, dont le colonel Mastalerz. Mais les Allemands, échaudés, se méfient… « *Le commandant de la 2[e] division motorisée allemande avertit son supérieur, Guderian, commandant du XIX[e] corps, que son unité est attaquée par la cavalerie polonaise et, "face à la pression intense", demande la permission de reculer* », raconte Jan Szkudlinski.
Jusque-là rien d'autre qu'une escarmouche de rencontre, banale en début de conflit. Mais cette minuscule affaire va grossir dans des proportions imprévues grâce à l'apparition fortuite sur les lieux, le lendemain, du correspondant italien Indro Montanelli. Journaliste au *Corriere della Serra* en dépit de ses opinions antifascistes notoires, ce dernier rapporte comment la cavalerie polonaise a chargé des chars allemands sabre au poing, soulignant son courage et son héroïsme.
L'affaire de Krojanty ne serait sans doute jamais sortie de l'ombre sans un deuxième épisode, qui va donner du corps au mythe. « *Le 19 septembre, à Wolka Weglowa, près de Varsovie, le 14[e] régiment de uhlans charge l'infanterie allemande pour briser un encerclement,* reprend Jan Szkudlinski. *Mais il y a des chars et des mitrailleuses derrière les fantassins. Les Polonais subissent donc des pertes, ce qui ne les empêche pas de percer.* »
Le lendemain, Mario Appelius, correspondant de guerre italien lui aussi mais fasciste convaincu, décrit à son tour comment la cavalerie a chargé les panzers.
L'affaire est décidément trop belle pour la propagande allemande, ravie de trouver là l'un de ses messages ressassés avant guerre, celui de la supériorité technologique et intellectuelle du III[e] Reich sur le barbare polonais.

Suite ↓


RUE DES ARCHIVES

Dès octobre 1939, la couverture du magazine des jeunesses nazies *Der Pimpf* (« Le Mouflet ») affiche l'épisode. En 1941, les services de propagande réalisent *Kampfgeschwader Lützow* (« Escadron de combat Lützow »). Le film (*voir Pour en savoir +*) met en scène une colonne motorisée chargée par les cavaliers polonais… promptement exterminés par les seigneurs de la Blitzkrieg. Faute d'archives sur les combats de septembre 1939, ces images sont réutilisées dans plusieurs documentaires, où, mélangées à des scènes authentiques, elles gagnent en crédibilité.
L'épisode s'installe d'autant plus rapidement qu'il quitte l'histoire pour la littérature et le cinéma et recouvre ainsi un aspect positif, souligne Jan Szkudlinski. Dans *Le Tambour*, paru en 1959, le romancier allemand Günter Grass fait ainsi du cavalier une figure romantique. Surtout, les Polonais célèbrent eux-mêmes en leurs uhlans l'exemple du sacrifice de soi et du courage patriotique. Ainsi, le pseudo-épisode est-il au cœur du film *Lotna*, réalisé en 1959 par Andrzej Wajda, au message plus subtil qu'il n'apparaît : les T-34 maquillés de grossières croix blanches que chargent les cavaliers n'ont-ils pas été fabriqués en URSS ?

Ni obsolètes, ni romantiques

Le mythe ne demandait qu'à naître, donc. La réalité, pourtant, est tout autre : les centaures de la brigade Pomorska ne sont ni des chevaliers d'un autre âge ni des Don Quichotte. Pour commencer, la cavalerie polonaise de 1939 n'a rien d'un méprisable anachronisme. Il s'agit d'une composante classique de toutes les armées à l'époque (*voir encadré ci-contre*), une force puissante et autonome : ses onze brigades, totalisant près de 70 000 hommes, représentent non seulement environ 10 % de l'armée,

Suite ↓

mais aussi son élite. Distingués par leurs bottes et uniformes élégants, les cavaliers sont généralement recrutés dans la classe bien éduquée des propriétaires terriens.
Aussi attachés à leurs régiments et leurs traditions qu'ils soient, ces militaires n'ignorent rien de la guerre moderne. En 1937, l'armée polonaise a publié une directive « *sur le combat entre les unités de la cavalerie et des blindés* », laquelle prévoit, compte tenu de l'ampleur du développement des armées mécanisées tant allemandes que soviétiques, d'adapter sa tactique. Par exemple, en leurrant les engins chenillés dans des terrains rocailleux où les neutraliseront canons antichars Bofors de 37 mm (un modèle suédois très efficace contre les panzers légers alignés en 1939), artillerie à cheval (75 mm)

La cavalerie toujours en course en 1945

Les uhlans polonais, guerriers d'un autre âge ? C'est oublier que *toutes* les forces armées intègrent en 1939 de telles unités. En mai 1940, la France aligne en métropole cinq divisions légères de cavalerie (DLC semi-motorisées, dites « essence-picotin »), sans compter des unités indépendantes, qui se battent furieusement quoique sans grand résultat. Tout au long des années 1930, l'armée britannique, encouragée par le ministre de la Guerre Duff Cooper, maintient son « *attachement mystique* » à la cavalerie. Aux États-Unis, le général John Knowles Herr prône même en 1939 son développement comme atout tactique pour une guerre future (la dernière unité est démontée en mars 1944). L'Allemagne n'échappe pas à la règle, au contraire : en juin 1941, elle lance cinq divisions de cavalerie (et 625 000 chevaux) à l'assaut de l'URSS. Wehrmacht et SS, confrontées au manque de carburant, ne vont cesser de recruter jusqu'en 1945. Mais c'est surtout dans l'Armée rouge que le cheval joue un rôle. En 1938, en pleine « motorisation », cette dernière réduit certes le nombre de ses divisions de 32 à 13. Mais comme il est impossible de mettre toute l'armée sur roues, la cavalerie prolifère pendant toute la guerre, où sa mobilité « tout-terrain » rend de précieux services. Ainsi, l'Armée rouge arrive à Berlin avec sept corps de cavalerie, dont six unités de la garde !

et mitrailleuses dont sont dotées organiquement les brigades de cavalerie. Pas de place là-dedans pour la lance, bien évidemment abandonnée, mais pour une arme originale, légère et puissante : le **fusil antichar wz.35**. Quant à la charge sabre au clair, elle est formellement déconseillée au profit de l'attaque à pied.

Les œillères du haut commandement

Cette doctrine a-t-elle pour autant été appliquée ? Jan Szkudlinski l'affirme : « *Il y a eu 19 combats impliquant la cavalerie pendant la campagne de 1939, et dans 90 % des cas les hommes avaient mis pied à terre. En effet, le principal avantage de la cavalerie reposait non dans la puissance de la charge, mais dans la mobilité. Personne n'avait d'illusion sur un éventuel combat contre les chars et la cavalerie n'a nullement tenté de les charger.* » Jamais la cavalerie polonaise n'a d'ailleurs démérité pendant la campagne, insiste l'historien : « *Elle s'est révélée, au contraire, l'élite de l'armée polonaise en maintenant sa discipline et en menant des opérations performantes.* »

Suite ↓

le maréchal Jozef Pilsudski, jusqu'à sa mort en 1935. Or, le prestigieux « fondateur de l'armée polonaise », qui s'estime seul compétent en affaires martiales, vieillit et perçoit de plus en plus mal les impératifs liés à l'armement et aux doctrines. Ce retard intellectuel signalé, il faut souligner cependant que l'état-major de Varsovie, à la différence de ses équivalents occidentaux guère plus clairvoyants, n'a pas le choix. En dépit d'un gros effort financier, la Pologne pauvre et sous-industrialisée ne peut consacrer à sa défense sur la période 1935-1939 que 1/30

Suite ↓



La propagande allemande est particulièrement prompte à monter en épingle le pseudo-combat de Krojanty contre les chars, comme le montre dès octobre 1939 la couverture du magazine des jeunesses hitlériennes, *Der Pimpf* (« Le Mouflet »). Mais les Polonais eux-mêmes se prêtent au jeu : ils reprennent la légende pour glorifier leur propre bravoure, en peinture (œuvre de Jerzy Kossak, artiste contemporain de l'événement) et au cinéma (*Lotna*, de Wajda en 1959). En réalité, la campagne de Pologne n'est pas un massacre à sens unique : elle coûte 832 chars à la Wehrmacht (*ci-contre des Panzer I*), dont 341 définitivement détruits.

JERZY KOSSAK – COLLECTION PARTICULIÈRE RANDALL BYTWERK – ZESPÓŁ FILMOWY KADR

Maintenant, pourquoi les Polonais, s'ils connaissaient la menace des blindés, se sont-ils contentés de chevaux ? La réponse tient d'abord à une erreur du haut commandement polonais : le rôle inestimable joué par la cavalerie contre la tentative d'invasion russe de 1920 lors de la guerre soviéto-polonaise confirme les chefs dans la conviction erronée que le cheval reste incontournable. Beaucoup estiment que le char est surévalué et qu'il sera possible de le détruire en l'attirant en terrain difficile. Si certains généraux comme Wladyslaw Sikorski, grand vainqueur de l'Armée rouge devant Varsovie en 1920 et future âme de la Résistance en Angleterre, saisissent l'importance de la mécanisation, la malchance veut que l'État soit aux mains d'un autre militaire,

des sommes investies par le IIIe Reich. Ce manque de moyens limite à environ 300 le nombre des chars (dont une moitié est obsolète) embrigadés par Varsovie, plus 575 minuscules « tankettes » de 2,5 t à mitrailleuse.
Ni charges écervelées, ni lances, ni doctrine périmée, donc… Du vent ! Et pourtant le mythe perdure, et perdurera longtemps. *The Guardian* a certes corrigé son tir, publiant rapidement un correctif et une contre-chronique. Reste qu'en 2011 encore, la « charge de Krojanty » est reconstituée sur place, sous la forme d'un grand spectacle avec blindés, motos, chevaux et figurants en tenue… Comment donc se débarrasser de ce mensonge historique si les premiers offensés s'y complaisent ? ■

Pour en savoir +
À voir • Le film de propagande allemand *Kampfgeschwader Lützow*: www.youtube.com/watch?v=z8kmKrKUNP8

Qui a chargé le dernier ?

Si l'épisode de Krojanty est un mythe, il est clair dès 1939 que les jours de la cavalerie sont comptés. Certes, des unités prolifèrent notamment sur le front oriental, mais elles combattent à pied, comme le souligne dans ses mémoires le maréchal soviétique Konstantin Rokossovski. Ce qui n'exclut pas de (rares) charges montées – et pas contre des chars. Les Italiens sont crédités de deux charges en 1942, dans la boucle du Don (à Izbusenskij) et en Croatie contre des partisans. Il semblerait que la dernière charge à cheval ait été menée par les… Polonais de la 1re brigade de cavalerie (sous tutelle soviétique) le 1er mars 1945 à Schönfeld (aujourd'hui Zensko), en Prusse-Orientale, pas loin de Krojanty. Ce succès aurait été garanti en camouflant l'approche par de la fumée de chars en feu… Ironie de l'histoire et conditionnel de rigueur.



Guerre de 1812 : quand l'Angle

Par Farid Ameur

Ce devait être une promenade militaire pour le Président Madison. En 1812, l'orgueil du jeune aigle américain est assez grand pour attaquer l'ancienne puissance coloniale. En ligne de mire, le Canada. Jusqu'en 1815, ce conflit déchire l'Amérique du Nord, pour aboutir à un match nul. Les États-Unis démontrent toutefois qu'ils sont devenus une puissance avec laquelle il faudra compter. Et le Canada, uni face à l'agression américaine, forge là une des clés de son identité nationale.



Le 8 janvier 1815, les Écossais du 93e régiment de Highlanders attaquent la ligne de défense américaine à La Nouvelle-Orléans. Mal commandé, monté de front face à des fortifications abritées derrière un canal, l'assaut est un fiasco retentissant. Les Britanniques y perdent plus de 2000 hommes (dont leur chef, le général Edward Pakenham)... pour rien : la guerre est déjà terminée depuis la signature du traité de Gand, la veille de Noël. Mais grâce au prestige d'une victoire acquise à un contre trois, le général américain Andrew Jackson va s'ouvrir, lui, le chemin de la Maison Blanche : il est élu président en 1829.

terre brûle Washington

DON TROIANI/HISTORICAL PRINTS



Le 24 août 1814, les Britanniques brûlent la Maison Blanche. Le message de Londres est clair : il est temps pour les Américains de sortir d'une guerre qu'ils n'ont pas les moyens de gagner.

Les États-Unis naissent des 13 colonies insurgées contre George III en 1776. Après de nombreux revers, le général et futur premier président, George Washington, réussit à rallier à sa cause la France de Louis XVI en 1778, puis l'Espagne et les Pays-Bas. Battus décisivement à Yorktown en 1781, les Britanniques reconnaissent l'indépendance américaine au traité de Paris en 1783.

En 1798, la quasi-guerre oppose la jeune marine américaine aux navires français qui s'en prennent sans distinction au commerce avec l'Angleterre. US Navy et Royal Navy collaborent pour nettoyer les Antilles des corsaires adverses avant que Bonaparte s'entende avec les Américains en 1800.

Mis en place par Napoléon à partir de 1806, le blocus continental entend fermer l'Europe à l'importation de biens et denrées d'outre-Manche. Bien que son efficacité soit toute relative, le blocus porte un rude coup au commerce britannique tout en développant les exportations françaises.

Washington, mercredi 24 août 1814, 22 heures. Le ciel d'orage est lugubre à souhait. C'est de circonstance : dans un silence de cathédrale, 200 fantassins britanniques descendent Pennsylvania Avenue et se dirigent vers la Maison Blanche. Derrière eux, le Capitole est déjà en flammes. Aux aguets, le doigt sur la détente, les soldats de Sa Majesté entrent sans coup férir dans la demeure du Président des États-Unis. À l'annonce de leur approche, les lieux ont été désertés à la hâte, en fin d'après-midi. Sans hésiter, le général Ross et l'amiral Cockburn en autorisent le pillage. Tandis que leurs hommes vandalisent les lieux, les commandants de la colonne britannique invitent quelques officiers dans la salle de réception pour fêter la victoire.
Vers minuit, les tuniques rouges mettent le feu à l'édifice et se dirigent vers le faubourg de Georgetown, au nord-ouest, torches à la main. Toute la nuit, l'incendie se répand et précipite le départ des habitants qui n'avaient pu encore fuir. Certains implorent la clémence des Britanniques. En vain. Non loin de là, sur la berge opposée du Potomac, la milice de Virginie n'ose pas intervenir et, à l'aube, la capitale fédérale n'est plus qu'un vaste champ de cendres. Quelques heures plus tard, la nature se déchaîne à son tour : une tempête, brève mais violente, achève l'œuvre de destruction des conquérants. Des pluies diluviennes transforment les routes en torrents boueux. Après vingt-quatre heures d'occupation, Ross rembarque ses troupes le 30 août. Le raid sur Washington est un franc succès, cap sur Baltimore…

Difficile de rester neutre

La destruction de la Maison Blanche en 1814, humiliation pire que celle de Pearl Harbor ou du 11-Septembre, a marqué au fer rouge l'histoire américaine. Pourtant, le conflit auquel cet épisode est rattaché reste méconnu, sans doute parce qu'il n'a pas bouleversé la donne géostratégique et qu'il s'est déroulé pendant les dernières convulsions de l'Europe napoléonienne. Les origines de l'affrontement sont complexes. Elles trouvent racines dans la dégradation des relations commerciales entre États-Unis et Royaume-Uni, pimentées de rivalité continentale et de diplomatie européenne. Tout le problème des jeunes Etats-Unis — trente ans d'âge — repose sur l'attitude à adopter dans le conflit européen tout en préservant le flux vital qu'est leur commerce maritime. Réalistes, ils n'ont aucun scrupule pour le défendre, au point d'affronter entre 1798 et 1800 la France, à laquelle ils doivent leur naissance, dans une « quasi-guerre » aux Antilles. Bonaparte, tout aussi réaliste et désireux de cultiver des amitiés outre-Atlantique, vend le 30 avril 1803 à Jefferson et pour 15 millions de dollars l'immense territoire de la Louisiane, qui couvre les Grandes Plaines, des bouches du Mississippi à la frontière canadienne. Cela n'empêche pas le gouvernement américain de rester neutre. Or, celui-ci comprend bientôt que cette position est intenable. Face au blocus continental de Napoléon, les Britanniques ripostent en bloquant les navires neutres trafiquant avec la France et ses alliés. De quoi frapper durement la marine marchande des États-Unis, alors en pleine expansion.
Pour obliger les belligérants à revoir leurs choix et stimuler le commerce intérieur, Jefferson fait voter par le Congrès, en décembre 1807, une loi interdisant aux bateaux étrangers d'entrer dans les ports américains… mais aussi aux navires américains de naviguer vers les pays étrangers. Cette mesure aberrante et contre-productive pour une nation en plein essor suscite un tollé auprès des négociants de Nouvelle-Angleterre et se trouve adoucie en 1809 puis en 1810 par James Madison, successeur de Jefferson. Selon les termes du *Macon's Bill Number 2*, les États-Unis décident de reprendre les relations commerciales avec les deux puissances



WWW.WHITEHOUSEHISTORY.ORG – DON TROIANI/HISTORICAL PRINTS

européennes, tout en s'engageant à boycotter les importations britanniques si la France renonce au blocus et accepte de reconnaître le pavillon américain en mer. Napoléon, jouant la bonne volonté, laisse entendre à Madison en mars 1811 qu'il accorderait à l'avenir un traitement de faveur à la marine fédérale. Position de façade : l'Empereur cherche surtout à insérer un coin entre l'Angleterre et ses anciennes colonies. Mais Washington mord à l'hameçon.

Le Canada, une proie pour les faucons

C'est que les Américains nourrissent des griefs à l'encontre des Britanniques. La Royal Navy, notamment, est accusée d'outrepasser ses droits. Au mépris des droits des neutres, les officiers britanniques ont pris l'habitude d'intercepter et de fouiller les navires marchands battant pavillon fédéral à la recherche de déserteurs. Plus encore, leurs vaisseaux poussent l'impudence jusqu'à mouiller à l'extérieur des ports, c'est-à-dire à l'intérieur des eaux territoriales américaines, et se livrent, sous la menace des canons, à des enrôlements forcés pour compléter leurs équipages. Les incidents se succèdent, comme en juin 1807, quand le HMS *Leopard* canonne la frégate USS *Chesapeake* au large de Norfolk, en Virginie. L'émotion que suscite le combat est savamment exploitée par un parti de va-t-en-guerre, les faucons, dont les yeux sont braqués sur le Canada. Cédant à leur pression et à celle des spéculateurs fonciers, Madison lui-même semble se convaincre que la conquête de cette colonie, peu peuplée et mal défendue, ne sera qu'une promenade militaire. Ces idées résonnent parfaitement avec le nationalisme conquérant qui anime les fermiers, les industriels et les planteurs, lesquels attribuent la crise dont ils sont victimes aux dommages infligés par la marine anglaise. Le moment est venu, estime le gouvernement fédéral, de se faire respecter par l'arrogante Albion, d'où le nom de « seconde guerre d'Indépendance » souvent donné aux événements.

Dans ce contexte chargé, un banal incident peut facilement dégénérer, ce qui ne manque pas de se produire.

Le 16 mai 1811, au large de la Caroline du Nord, la frégate *President* confond la corvette *Little Belt* avec un autre navire de la Royal Navy soupçonné d'avoir saisi un marin américain. Incompréhension et combat s'ensuivent, qui font 32 victimes chez les Britanniques... Tragique méprise pour laquelle le cabinet de Washington se contente d'exprimer des regrets.
En septembre, le gouvernement de Sa Majesté impose donc en rétorsion d'importantes restrictions aux navires américains sur le marché des Indes occidentales.
Résolu devant ce qui lui paraît inévitable, Madison délivre le 5 novembre un discours enflammé au Congrès. Toute la classe politique n'adhère pas à cette stratégie agressive, les élites de Nouvelle-Angleterre ont beaucoup à perdre dans une guerre. Les débats se prolongent jusqu'au 18 juin 1812 et le Sénat finit par voter la guerre à une courte majorité... alors que le Royaume-Uni vient, le 16, d'accepter des concessions en matière de droit maritime. Mais la nouvelle met trois semaines à franchir l'Atlantique. Trop tard et insuffisant pour infléchir Madison et ses conseillers.
C'est donc la guerre et Madison se frotte les mains. Il s'imagine pouvoir bouter les Anglais hors d'Amérique du Nord en une seule campagne. C'est certain, la répartition des forces lui donne raison. En 1812, les États-Unis comptent déjà 7,5 millions d'habitants contre environ 420 000 au Canada, dont près de deux tiers de francophones installés au Bas-Canada (Québec) dont la loyauté à la couronne est, en principe, relative. La colonie n'est défendue en outre que par 7 000 soldats réguliers et 10 000 à 20 000 conscrits et volontaires, appoint imposé par la nécessité de ne pas dégarnir les forces engagées en Espagne contre la Grande Armée. Conscient de ces faiblesses, sir George Prevost, gouverneur général du Canada et excellent diplomate, conclut donc une alliance avec les Indiens de la région des Grands Lacs — Shawnees, Sauks, Fox et Potawatomis — dont il aura tout lieu de se féliciter.

Madison imagine bouter les Anglais hors d'Amérique en une campagne.

L'aigle surestime ses forces

Le déséquilibre démographique, pourtant, est une illusion. D'abord parce que la faiblesse numérique des Canadiens est compensée par une écrasante supériorité en mer où la Royal Navy aligne 11 vaisseaux de ligne, 34 frégates et 52 transports contre seulement 6 frégates et 14 navires plus légers à l'adversaire. De plus, les Américains, s'ils ont des hommes, n'ont pas d'armée. Pour engager la lutte, Madison doit en effet mobiliser des troupes au préalable : contrairement aux nations européennes, les États-Unis n'entretiennent pas d'armée nationale puissante, de crainte de renforcer le pouvoir central et de menacer ainsi les libertés individuelles et locales. Les troupes « régulières » ne comptent donc que 13 000 hommes. Peu exercés, mal rétribués et connus pour leur insubordination, ces soldats n'ont pas bonne presse. D'où le recours aux miliciens : leurs effectifs théoriques s'élèvent à près de 400 000 hommes, mais leurs services sont en réalité aléatoires et confinés à un cadre spatio-temporel restreint. Seule l'élite du corps des officiers, formée à l'Académie militaire de West Point, créée en 1802 sur le modèle français, est assez bien versée dans la pratique du métier.
Persuadés d'être supérieurs, les Américains pensent prendre l'initiative. Le 12 juillet 1812, le général William Hull quitte Detroit (*voir carte*) et franchit la frontière canadienne à la tête de 2 500 hommes. Mais les Britanniques ont anticipé la manœuvre. Ils ont fait mouvement vers Michilimackinac, au bord du lac Huron, dont ils s'emparent sans coup férir le 17. Cette opération leur assure le contrôle du commerce des fourrures dans le nord du Michigan et leur rallie les tribus indiennes. Bientôt, depuis leur base d'Amherstburg, les tuniques rouges du général Isaac



Toute l'action en 1812-1813 se concentre à la frontière nord, où les tentatives d'invasions américaines sont refoulées par les Anglo-Canadiens et leurs alliés indiens. Pour forcer la décision, Londres emploie la Navy pour bloquer les côtes et mener des raids. La bataille de Horseshoe Bend, en 1814, marque, elle, la défaite des « Bâtons Rouges », Indiens Creeks alliés aux Britanniques pour contrer la pression des colons américains.

CARTE : STÉPHANE HUMBERT-BASSET POUR « G&H »

James Madison (1751-1836) est originaire de Virginie, où il possède des plantations. Grand juriste, il est l'un des auteurs de la Constitution et négocie pour Jefferson l'achat de la Louisiane à la France. Il devient en 1809 le 4e président des États-Unis, et le reste jusqu'en 1817. Tirant les leçons du conflit, il renforce l'armée permanente grâce à une meilleure base financière.

Les faucons de guerre (*War hawks*) désignent le lobby des pionniers de l'Ouest avides de terres et dont les velléités d'expansion sont freinées par la menace amérindienne, entretenue selon eux par des agents britanniques disséminés sur la frontière canadienne. En sont issus Henry Clay, avocat du Kentucky et négociateur des accords de Gand en 1814, et John Calhoun, de Caroline du Sud, grand défenseur du Sud esclavagiste.



Le 10 septembre 1813, sur le lac Érié, les navires du commodore Oliver Hazard Perry capturent une flottille britannique. Cette victoire et celles de la frégate *Constitution* en mer fondent le mythe d'une US Navy disputant les eaux aux pairs de Nelson. La réalité est plutôt celle d'un blocus impitoyable : en 1814, la Royal Navy réduit à néant le commerce américain.

Brock lancent de fulgurantes contre-attaques. Leurs communications vers le sud menacées, les envahisseurs s'arrêtent.

Les 8 et 9 août, 1 300 Britanniques et Indiens infligent deux lourdes défaites à l'arrière-garde de Hull. Qui, victime du harcèlement permanent, panique, s'enferme dans Detroit… où il capitule après un violent bombardement ! Le gouverneur Prevost, peu favorable à la poursuite de la guerre, profite alors de la victoire pour conclure un armistice. Mais les Américains veulent une revanche. Dans la nuit du 12 au 13 octobre, les généraux Smith et Van Rensselaer attaquent par surprise les Britanniques massés à Queenston Heights, à la frontière entre Canada et État de New York. C'est un nouveau désastre pour les Américains, dont le seul bénéfice est la mort du général Brock.

Faute d'effectifs, les Canadiens ne peuvent cependant transformer leur heureux début en victoire et la guerre s'enfonce en 1813 dans une impasse sanglante. Certes, les succès du général américain William Henry Harrison et, surtout, la flottille du capitaine Perry redonnent aux États-Unis la mainmise sur le lac Érié et forcent les Britanniques à évacuer Detroit, relançant l'option d'une invasion du Haut-Canada. Mais les Britanniques et leurs alliés locaux tiennent bon sur les autres fronts et les colonnes américaines, dont la logistique est aléatoire, se font étriller régulièrement en tentant de pénétrer vers Montréal. C'est ainsi que le 26 octobre, les 4 000 hommes du général Hampton sont arrêtés sur la rivière Châteauguay par le colonel Charles de Salaberry, d'origine française comme beaucoup de ses 1 600 miliciens et soldats. Apparemment, les francophones ont choisi leur camp…

Napoléon entraîne Washington dans sa chute

C'est à grand-peine que les envahisseurs se frayent le chemin du retour — leur débâcle n'est qu'un début. Début 1814, les Britanniques ont repris la main sur la frontière, pénétrant bientôt dans l'État de New York. En mai, suite à l'abdication de Napoléon, Londres dégage pour les opérations outre-Atlantique un corps de 15 000 vétérans, endurcis contre les Français en Espagne. La menace est telle que, dans les cercles politiques américains, l'opposition à « la guerre de M. Madison » monte d'un cran. Les milieux financiers de la Nouvelle-Angleterre militent pour une cessation des hostilités sur la base du *statu quo ante bellum*. Au printemps, les succès du général Winfield sur la route du Haut-Canada redonnent confiance. Mais les sempiternels problèmes d'approvisionnement et la guérilla indienne l'empêchent de reprendre en juillet la base de Michilimackinac.



Bientôt, il n'est plus question d'offensive. C'est le cœur même des États-Unis qui est ciblé : Prevost a reçu l'ordre de tirer plein avantage de sa suprématie navale pour frapper du Vermont à la Caroline du Sud. Faute d'effectifs suffisants pour une conquête, Londres espère obliger Washington à négocier un compromis. À l'été 1814, les tuniques rouges harcèlent les côtes américaines, obligeant leurs adversaires à disséminer leurs forces et à se tenir sur le qui-vive. Boston (Massachusetts) et Hartford (Connecticut) se préparent à un assaut… Ce sera près de Bladensburg (Maryland), non loin de Washington, que les Britanniques surgissent le 24 août et chassent les miliciens américains. Le soir, le général Ross rase la capitale fédérale… Les Anglais ont-ils gagné ? Non : Ross est mortellement blessé le 11 septembre devant Baltimore, où ses troupes sont finalement repoussées. Un épisode qui inspire à Francis Scott Key, un milicien local, *The Star-Spangled Banner*, poème qui deviendra, en 1931, l'hymne national américain.

Le sursaut de Baltimore rétablit l'équilibre. Dans le Nord, le 11 septembre, les Américains regagnent à Plattsburgh le contrôle du lac Champlain, exploitant les errements tactiques et la prudence excessive de Prevost. Pour peser dans les négociations qui s'engagent, les Britanniques mettent alors la pression devant La Nouvelle-Orléans, où les 8 000 soldats d'Edward Pakenham, beau-frère de Wellington, débarquent mi-décembre. Un assaut frontal tenté le 8 janvier 1815 est décimé par les troupes bien embusquées du général et futur président Andrew Jackson. Beau succès… Mais inutile car l'arrêt des combats est déjà signé à Gand, en Belgique, depuis le 24 décembre.

Match nul ?

Lorsque le 16 février 1815 le Congrès ratifie enfin le traité de paix, c'est le soulagement dans les deux camps, résolus au match nul. De fait, les clauses ne règlent ni ne mentionnent les éléments du *casus belli* : droits des neutres ou enrôlements forcés. Il est vrai que la défaite de Napoléon rend tous ces litiges caducs. Le conflit n'a pas pour autant été vain. Les Américains, portés par un élan patriotique indéfectible, ont prouvé qu'ils avaient droit à la considération internationale. En 1815, plus qu'en 1783, les États-Unis entament la période décisive de leur accession au rang de grande puissance et le Royaume-Uni se résout à faire le deuil de ses anciennes colonies. Insensibles au discours révolutionnaire des troupes d'invasion, les Canadiens sont, eux, satisfaits d'avoir sécurisé leurs frontières (démilitarisées en 1817 d'un commun accord) en puisant dans leurs seules ressources face à des forces bien supérieures en nombre. D'où l'éclosion d'un sentiment nationaliste violemment antiaméricain. La guerre de 1812 constitue pour eux un moment fort de la construction nationale. ■

Pour en savoir +

• ***The War of 1812***, **Carl Benn, Osprey Publ., 2002.**
• ***The War of 1812***, **David Heidler, Jeanne T. Heidler, Greenwood Press, 2002.**
• ***1812 : War with America***, **Jon Latimer, Belknap Press, 2007.**
• ***Mr. Madison's War : Politics, Diplomacy and Warfare in the Early American Republic, 1783-1830***, **John Stagg, Princeton Univ. Press, 1983.**
• ***Union, 1812 : The Americans who Fought the Second War of Independence***, **A. J. Langguth, Simon & Schuster, 2006.**

Le Sten, le bras armé de

On dirait le rejeton raté d'un cric et d'une perceuse… Pourtant, l'arme est une réussite : compacte, facile à fabriquer et bon marché, elle est produite à des millions d'exemplaires. Et distribuée à tous les mouvements de résistance dont elle reste le symbole.



Emprunté à l'ennemi en toute panique

Il a démontré son efficacité dans les tranchées françaises de 1918… Mais le pistolet-mitrailleur (PM, ou encore « mitraillette ») fait cruellement défaut à l'armée britannique après l'évacuation de Dunkerque : tout l'armement léger, ou presque, est resté en France. Et il n'y a rien pour affronter l'inévitable invasion allemande. Le PM Thompson américain, avec lequel Churchill se fait tirer le portrait, est cher et il n'y en a pas assez. Les Britanniques copient du coup sous le nom de Lanchester un modèle allemand signé Schmeisser, le MP 28 (MP pour *Maschinenpistole*). Mais l'arme, à corps et crosse de bois, est trop lourde (4,34 kg) et complexe. Aussi, le major Reginald Shepherd et l'ingénieur d'armement Harold Turpin planchent-ils sur un modèle allégé (2,95 kg) et simplifié (47 pièces). Ainsi naît en juin 1941 le Sten (S pour Shepherd, T pour Turpin et En pour l'armurerie d'Enfield). Entièrement en acier, l'arme se compose d'un petit nombre d'éléments simples, dont les pièces peuvent facilement être usinées, estampées et soudées séparément dans des ateliers rustiques, partout dans le Commonwealth.

Une simplicité géniale

La pièce la plus complexe du PM Sten est un bloc usiné combinant culasse et percuteur. Sous la poussée d'un puissant ressort, cet ensemble vient extraire la cartouche du chargeur, la percute, puis repart en arrière sous l'effet du recul, éjectant la douille vide. Et le ressort repousse le bloc culasse-percuteur pour un nouveau cycle. Rien de plus simple, ce qui rend du coup le Sten facile à démonter et entretenir. L'arme utilise en outre une munition de pistolet quasi universelle, en l'occurrence du calibre 9 mm Parabellum. Son chargeur, placé sur le côté gauche de la chambre de tir, peut contenir 32 cartouches, soit 3,5 secondes de tir continu à la cadence de 550 coups à la minute. De quoi offrir une solide puissance de feu, limitée toutefois au combat rapproché. La portée théorique de 100 m est en effet illusoire : comme avec tous les PM, la précision devient aléatoire à plus de 20 m.

Le Sten offre une solide puissance de feu, limitée toutefois au combat rapproché.

la Résistance

Par Pascal Guy

Défauts en pagaille

Simple à fabriquer et à utiliser, le Sten a les défauts de ses qualités. Léger (2,95 kg), il est également fragile : le canon se fausse facilement en cas de choc et il n'est pas rare qu'une chute au sol provoque le tir accidentel, jusqu'à vidage complet du chargeur, ce qui engendre nombre d'accidents. Autre problème, et non des moindres : le levier d'armement se crochète mal en position arrière, ce qui entraîne de trop fréquents enrayements. De même, les lèvres du chargeur, trop fines, se faussent aisément. Ainsi lorsque le tireur tient l'arme par le chargeur — et non par le canon comme cela est conseillé —, le Sten s'enraye encore. Le partisan tchèque Jozef Gabcik le constate à ses dépens, le 27 mai 1942 à Prague, au moment d'abattre Reinhard Heydrich, bras droit d'Himmler... Enfin, bien que facile à nettoyer, la mitraillette anglaise ne supporte pas la saleté et rend souvent l'âme une fois soumise à la dure vie des maquis.

Une production de masse

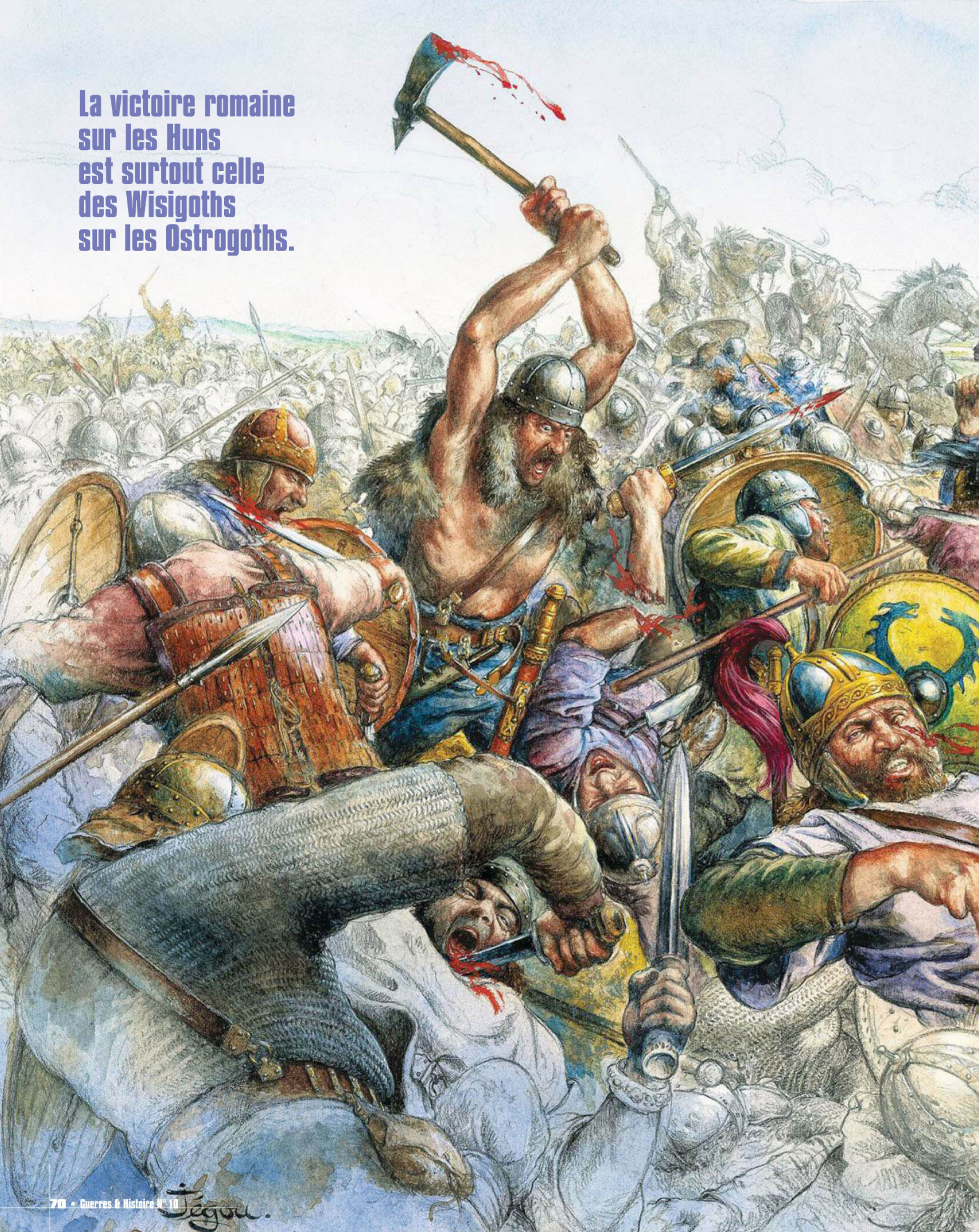
Essentiellement fabriqué à base de tôle grossièrement mise en forme, le Sten est rapide à produire : il en sort 47 000 exemplaires par semaine en 1943 au prix modique de 30 shillings pièce (environ 70 euros actuels). Le Sten est vite décliné en plusieurs versions : avec silencieux, poignée pistolet et/ou crosse de bois, etc. La production totale, tous modèles confondus, atteint environ 4,3 millions d'exemplaires, dont plus de 2 millions du seul Mk II. Ces armes sont d'abord parachutées avec parcimonie pour armer les réseaux de résistance puis, après le débarquement de Normandie, délivrées en masse : 200 000 exemplaires rien qu'en France.

Retour à l'envoyeur

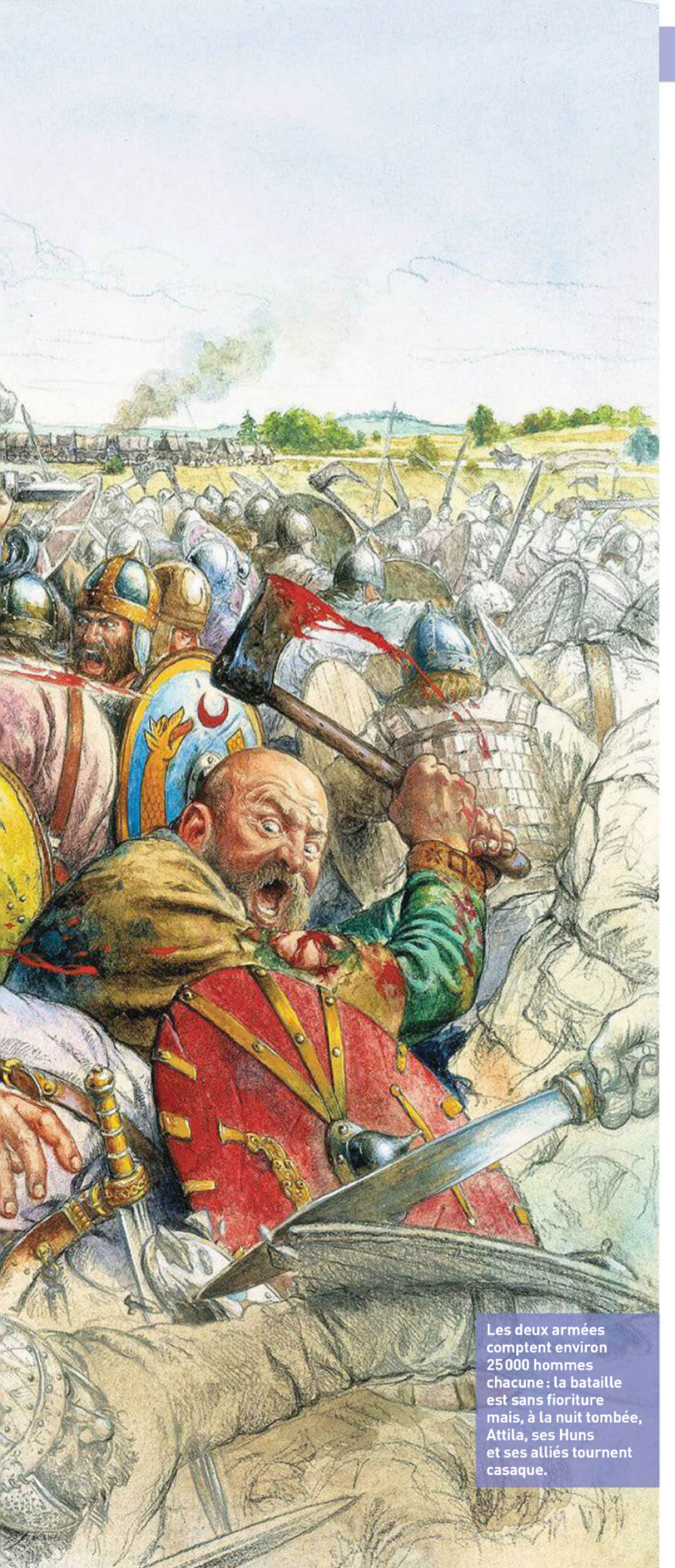
Le Sten Mk II, inspiré on l'a vu du MP 28 allemand, est copié en 1944 par... Mauser sous la forme du MP Potsdam (30 000 exemplaires), destiné aux guérillas que les nazis souhaitent développer dans les zones d'occupation alliée. Fin 1944, les chantiers navals Blohm & Voss fabriquent, eux, 10 000 modèles d'une autre version destinée au Volkssturm : le MP 3008, à chargeur placé sous la culasse. Après guerre, le Sten fait encore des petits : entre 1947 et 1948 la Haganah, armée clandestine israélienne, en produit plus de 15 000 dans ses ateliers, ce qui démontre encore une fois la simplicité de fabrication de l'arme. Le Sten Mk IIS, version dotée d'un silencieux, se fait encore apprécier au Viêtnam au sein des forces spéciales américaines. Quant aux Britanniques, ils remplacent définitivement le Sten en 1953 par une arme similaire d'aspect mais plus sophistiquée, le Sterling L2A3.

Le pistolet-mitrailleur Sten Mk II est distribué aux maquis européens par centaines de milliers, accompagné d'un petit livret « mode d'emploi » en langue locale (ici, en version franco-belge). Difficile de faire plus rustique, avec une crosse faite d'un simple tube soudé et un viseur rudimentaire, d'ailleurs rarement utilisé. Celui-ci appartenait au Lyonnais Maurice Deville.

FONDS DEVILLE/CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION (CHRD)



La victoire romaine sur les Huns est surtout celle des Wisigoths sur les Ostrogoths.



Les deux armées comptent environ 25 000 hommes chacune : la bataille est sans fioriture mais, à la nuit tombée, Attila, ses Huns et ses alliés tournent casaque.

Champs Catalauniques, un combat entre barbares

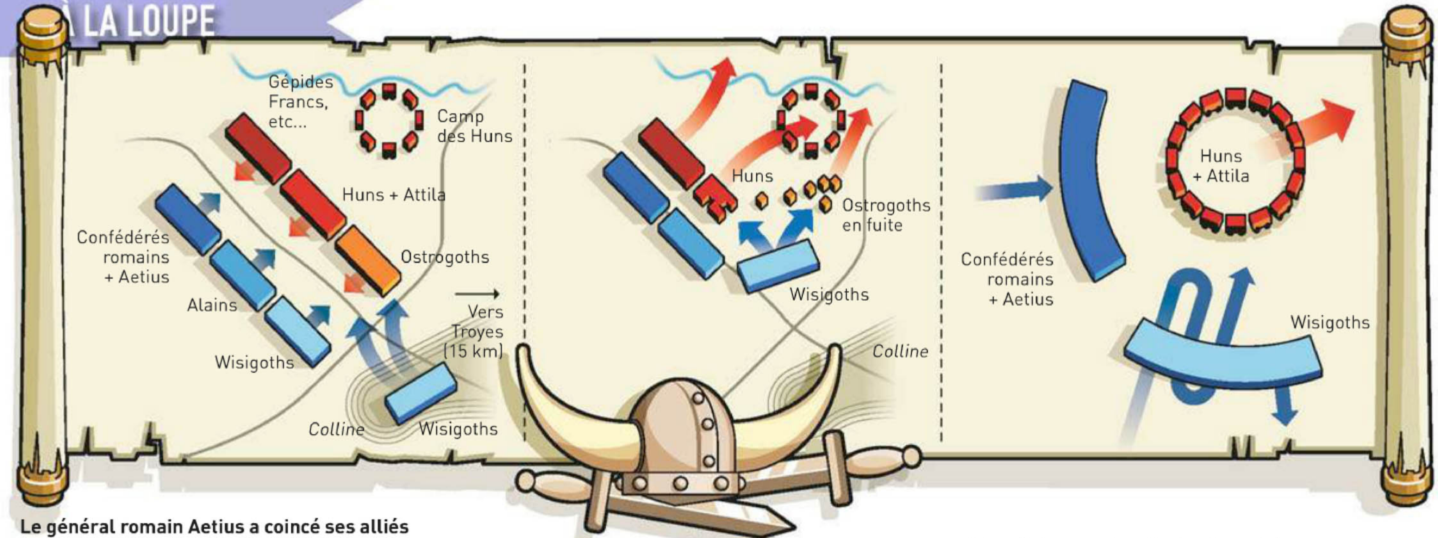
Par Éric Tréguier

On a fait de la défaite d'Attila en 451 une victoire des Européens civilisés contre les barbares des steppes. Trop simple. En fait, la bataille oppose essentiellement des Germains. Mieux : le vainqueur va sauver la mise au vaincu ! Curieuse affaire qui mérite de débroussailler à nouveau les Champs…

Il y a une quinzaine d'années encore, on enseignait aux petits Français qu'en 451, dans une plaine de Champagne appelée « champs Catalauniques », une armée romaine menée par le général Aetius avait battu le roi des Huns Attila (*voir encadré p. 74*), stoppant une immense invasion. Au pays d'Astérix, pas difficile d'imaginer les légionnaires à pilum et bouclier rectangulaire mettant en fuite une horde de barbares moustachus en fourrures brunâtres. Rien de plus faux, bien entendu, mais peut-on en vouloir à nos manuels ? Dès le lendemain de la bataille, celle-ci a pris valeur de symbole en Gaule, en Germanie et en Italie. Et au VIe siècle, la chronique religieuse la *Vie de saint Loup*, donne à Attila un surnom qui va lui rester : le « fléau de Dieu ». Au contraire, le XIXe siècle en fait un héros romantique, au point que le compositeur Richard Wagner, dans son cycle des *Nibelungen*, transforme Attila, rebaptisé Etzel, en modèle de fidélité et de droiture…
Si l'on tente de nettoyer cette lourde tapisserie épique, que reste-t-il sous la poussière ? À part la date et le lieu — corrects —, une série de grosses

Né vers 395 en Mésie à Durostorum (Silistra, en Bulgarie actuelle), Flavius Aetius est le fils d'une Romaine et d'un militaire de haut rang d'origine sarmate. Il est envoyé dans sa jeunesse à la cour du roi wisigoth Alaric et chez les Huns. Entré lui-même dans l'armée, il se taille à force de victoires une réputation qui lui vaut la reconnaissance de l'empereur d'Occident Valentinien (419-455). Sénateur, généralissime, maître des deux milices, patrice… Aetius est en 451 l'homme le plus puissant d'Occident. Trop, peut-être, car Valentinien prend peur et le fait assassiner en 453.

ILLUSTRATION : CRISTIAN JÉGOU POUR « G&H »



Le général romain Aetius a coincé ses alliés les moins fiables, les Alains, entre ses troupes et celles des bouillants Wisigoths, très impatients d'en découdre avec leurs cousins ostrogoths, fidèles alliés des Huns. La charge éclair de leur roi Théodoric, qui perdra la vie à cette occasion, fera d'ailleurs craquer les Ostrogoths. La fuite de ces derniers laissera exposé le flanc gauche des Huns qui n'auront alors comme autre solution que de se retirer dans leur camp circulaire fait de chariots.

Pour éviter que les Wisigoths ne l'investissent et ne tirent tous les avantages politiques de cette victoire, Aetius interviendra. Intervention plus diplomatique que militaire, qui permettra à Attila de filer sans (trop) perdre la face...

Chassés d'Europe centrale par les Huns, les Wisigoths entrent dans l'Empire, ravagent Rome en 410, puis le Sud de la Gaule (416), la péninsule ibérique (418) avant de se fixer en Aquitaine, en 419. Ils y fondent, ainsi qu'en Hispanie, un royaume qui dure jusqu'à sa destruction au VIII[e] siècle, sous la pression des Francs au nord et des musulmans au sud.

Le terme catalauniques vient du nom d'une tribu gauloise, alors disparue au V[e] siècle, les Catalauni, les « chefs de guerre » — du gaulois *catu* « combat » et *uellaunos* « chef ». Les fameux champs partagent la même étymologie que la ville de Châlons toute proche.

approximations frisant le mensonge. La première consiste à qualifier de « romain » et de « hunnique » chacun des deux camps, alors que, justement, Romains et Huns y sont extrêmement minoritaires. Deuxième approximation : les Huns n'envahissent pas la Gaule, ils y mènent un raid. Troisième erreur : Attila n'est pas écrasé, juste refoulé. Enfin, dernière idée fausse, Aetius ne sauve pas l'Empire ! Le général confirme au contraire la prééminence des Goths qui vont causer sa fin. Quant à savoir ce qu'il s'est passé exactement... Il n'existe qu'une source sur la bataille, les *Getica* ou *De origine actibusque Getarum* (« Des origines et des actes des Goths »), écrites en 551, soit un siècle après les faits, par l'érudit latin Jordanès d'après une œuvre perdue de l'historien Cassiodore, proche du roi wisigoth Théodoric. C'est peu mais suffisant pour appréhender une autre réalité que celle du mythe.
Que disent donc les textes ? Qu'un matin ensoleillé de septembre 451, deux armées prennent position de part et d'autre d'un simple ruisseau au milieu des champs dits Catalauniques : une plaine vallonnée placée, au gré des historiens, près de Troyes ou de Châlons-en-Champagne. Jordanès affirme que l'armée des Huns compte... 500 000 hommes. Mais il a, on le sait, tendance à gonfler ses chiffres. « *Souvent répétés sans le moindre sens critique, ils sont invraisemblables* », s'offusque Iaroslav Lebedynsky, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). « *Aujourd'hui, les historiens s'accordent sur environ 25 000 hommes de chaque côté...* », précise, de son côté, Michel Rouche, professeur émérite à la Sorbonne et auteur d'une biographie d'Attila (*voir bibliographie* *p. 74*). Ces effectifs n'en restent pas moins impressionnants : on n'a jamais vu en Gaule d'aussi puissantes armées depuis César, cinq siècles avant. Quant au champ de bataille, il a été choisi par défaut : Attila, qui venait de pénétrer dans Orléans après plusieurs semaines de siège, a dû en sortir et, pour éviter d'être pris à revers, a reculé de 150 km jusqu'en Champagne.

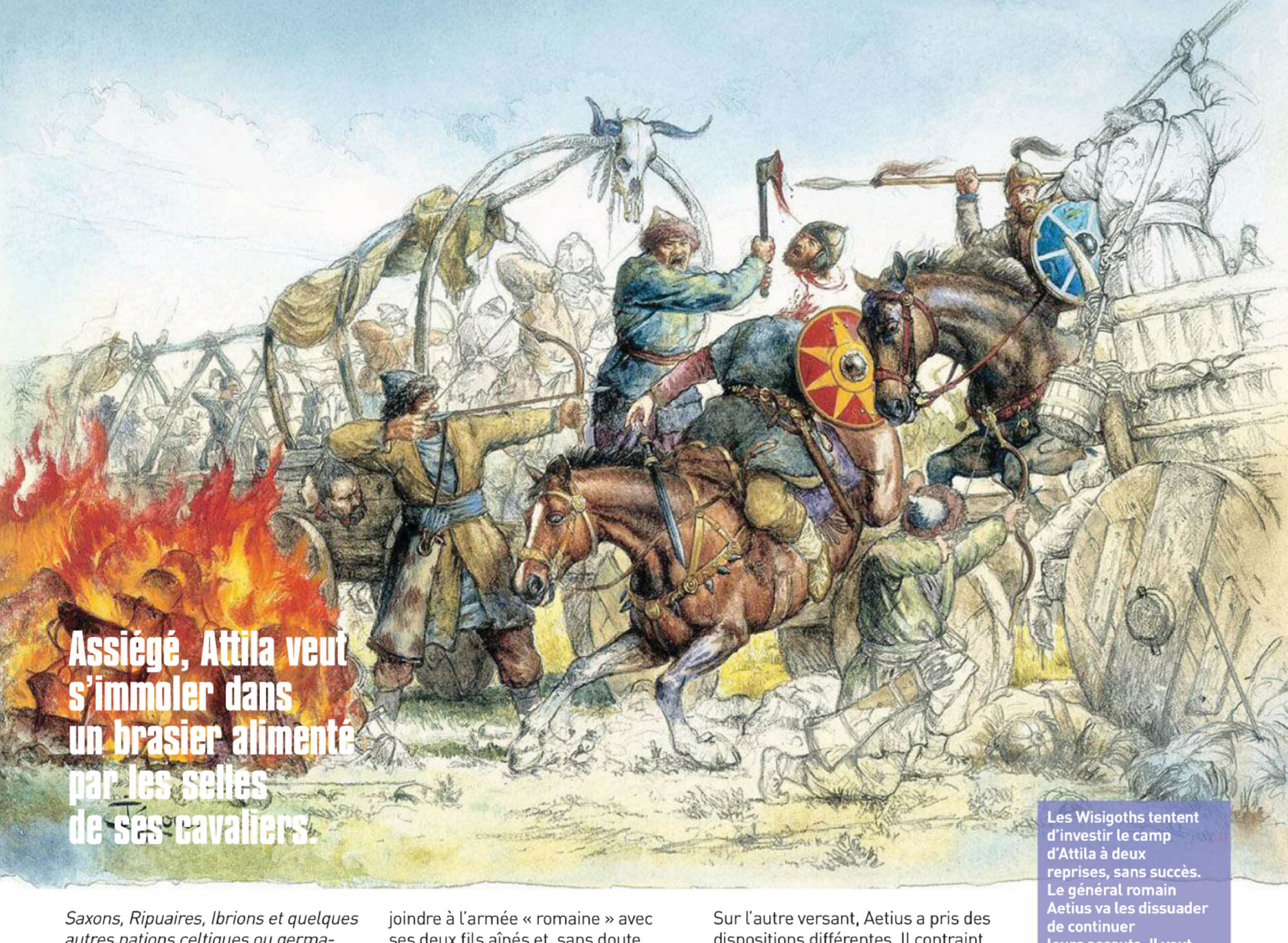
Une multinationale ethnique

Le spectacle dépeint généralement les « cavaliers hunniques » d'Attila contre les « fantassins romains » d'Aetius. De là à imaginer une horde à la mongole faisant face à un damier de légions... Il n'en est rien. Pour commencer, l'armée des Huns est, comme le souligne Michel Rouche, « *une vraie multinationale ethnique* ». Les Huns n'en constituent qu'un cinquième, leurs frères des steppes un autre cinquième. Le reste ? Une kyrielle de peuples alliés, pour ne pas dire soumis : des Ostrogoths (les plus nombreux), un gros contingent de Gépides, Thuringiens, Francs, Hérules, Skires et autres Ruges... Des Germains, donc, qui combattent volontiers à pied. En face, les « Romains » n'ont plus rien des légionnaires d'Auguste, dont ils ont abandonné l'équipement depuis deux siècles.
À la tête de cette armée, celui qu'on qualifie de « dernier Romain » ne l'est qu'en titre : Flavius Aetius, né en actuelle Bulgarie, n'est même pas italien d'origine, pas plus que ne le sont les 5 000 à 6 000 soldats qu'il amène. L'écrivain gallo-romain Sidoine Apollinaire (430-486), un des rares contemporains à évoquer la bataille, précise que ce ne sont pas des légionnaires mais « *des auxiliaires* », un corps recruté dans toutes les parties de l'Empire... et surtout en Germanie. Est-ce donc tout ce qu'il reste des légions de jadis ? Pas vraiment. Mais le corps des *Comitatenses*, une armée professionnelle d'environ 20 000 légionnaires créée par les réformes militaires de Dioclétien et de Constantin, est déployé en Italie face aux Alpes et aux Balkans.
Pour égaler la taille de l'armée d'Attila, Aetius doit donc quadrupler ses effectifs et faire appel, pour cela, à ses alliés d'origine germanique. Les réunir n'est pas facile... Quelques jours avant la bataille, Aetius s'arrête à Arles, alors capitale de la Gaule romaine, et y convoque tout ce qui porte épée : « *Francs, Sarmates, Armoricains, Litiens, Burgondes,*

Les Huns, un empire sans lendemain

Leur langue étant restée orale, les seuls témoignages sur les Huns émanent d'Occidentaux *a priori* peu favorables. L'origine de ce peuple est inconnue : on les apparente souvent aux Xiong Nu, tribu turco-mongole vaincue par les Chinois. Leur expansion commence vers 370, lorsqu'ils poussent les Alains, les Ostrogoths, puis les Wisigoths dans l'Empire romain. L'Empire hunnique est organisé comme un clan : au sommet Attila, le khan, règne avec une administration rudimentaire – un ministre hunnique, Onegese, un secrétaire romain, Flavius Oreste, et un conseil restreint d'alliés, comme Ardaric et Valamir, rois des Gépides et des Ostrogoths. Les Huns n'aiment pas la terre, qu'ils refusent, et lui préfèrent l'or, dont ils assèchent les deux empires en quelques années. Mais le métal fait de piètres fondations aux Etats. Et celui des Huns disparaît vers 455, peu après la mort d'Attila.

INFOGRAPHIE : STÉPHANE JUNGERS POUR « G&H »



Assiégé, Attila veut s'immoler dans un brasier alimenté par les selles de ses cavaliers.

Saxons, Ripuaires, Ibrions et quelques autres nations celtiques ou germaniques », énumère Jordanès. Oui, des Francs, qui combattent aussi dans les rangs d'en face à cause d'une querelle de succession ! L'ennui est, qu'avec ce groupe hétéroclite, Aetius n'a encore que la moitié des effectifs d'Attila.
Il est donc contraint de négocier l'aide du roi wisigoth Théodoric Ier.
Les deux hommes se détestent : bien que chassés d'Europe centrale par les Huns, les Wisigoths ont ravagé l'Occident et c'est Aetius qui les a freinés par deux fois (avec l'aide de mercenaires hunniques !) à Arles et à Narbonne. Attila, rusé renard, a envoyé à Théodoric un courrier l'assurant de ses meilleures intentions — tout en envoyant à l'empereur d'Occident Valentinien une autre missive jurant qu'il ne veut que ramener les Wisigoths dans son giron. Le vieux roi (plus de 60 ans) commence donc par refuser l'offre d'Aetius. Celui-ci joue alors son dernier atout : Avitus. Ce noble gallo-romain, négociateur du dernier traité de paix de 439 et très respecté des Wisigoths, parvient à fléchir Théodoric. Qui consent à se joindre à l'armée « romaine » avec ses deux fils aînés et, sans doute, une dizaine de milliers d'hommes, pas mécontents de se frotter à ceux qui les ont chassés de leurs terres un quart de siècle plus tôt. La voilà donc, l'armée d'Aetius : un patchwork constitué aux trois quarts de tribus d'outre-Rhin. Loin d'être la dernière « victoire officielle » de l'armée romaine, la bataille qui s'annonce est, en fait, souligne Michel Rouche, « *le premier conflit d'envergure entre tribus germaniques* ».

La partie de Goths s'engage

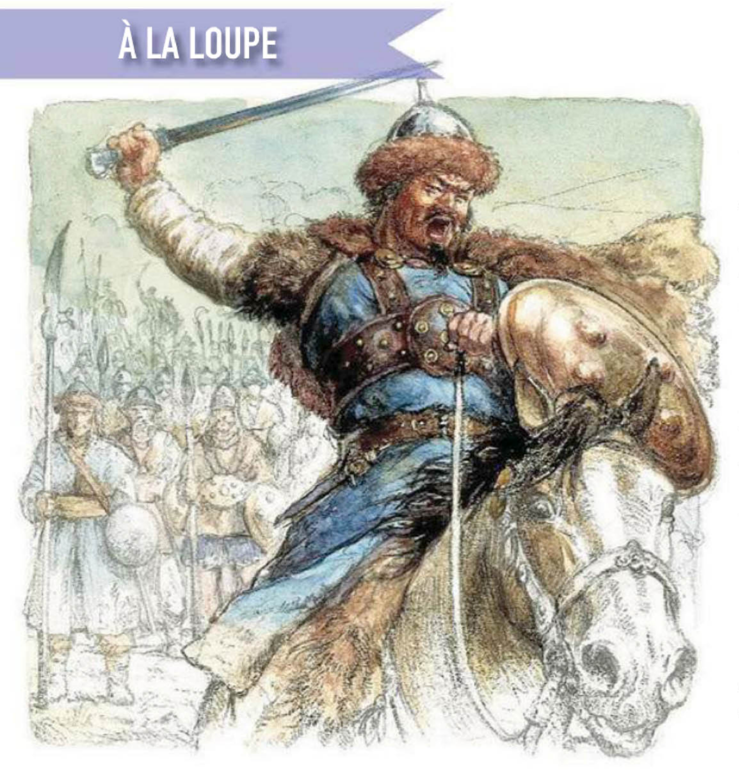
Voila donc les deux armées face à face. Attila, à qui ses shamans prédisent la mort du « *chef suprême des ennemis* », espère bien se débarrasser de l'encombrant Aetius. Mais comme les auspices lui prédisent aussi sa propre défaite, il fait, par précaution, ranger ses chariots de bagages en cercle, sur ses arrières. À sa gauche, il place ses formidables Ostrogoths, à sa droite, les autres contingents alliés. Lui et ses Huns prennent position au centre.

Sur l'autre versant, Aetius a pris des dispositions différentes. Il contraint les Alains, tribu nomade stationnée autour d'Orléans mais à la fidélité incertaine, d'occuper le centre de la ligne de bataille. Avec ses propres troupes, il les serre à gauche, tandis que les Wisigoths se placent à droite, face aux Ostrogoths.
Au milieu de l'après-midi, après plusieurs heures de face à face sous le soleil, commencent les premières escarmouches. Du côté des Huns, les Gépides veulent se rendre maîtres d'une petite colline, à la limite de la ligne de front. Ils en sont repoussés et dispersés par les hommes d'Aetius et de Thorismond, un des fils de Théodoric. Furieux, Attila harangue alors ses troupes et ordonne l'attaque générale. Contrairement à la tactique habituelle des Huns, ce ne sera pas une bataille de mouvement, d'esquive et d'enveloppement, mais un assaut frontal, sans fioriture : les Huns se ruent sur les Alains qui leur font face, les Ostrogoths tentent d'enfoncer les Wisigoths et, sur l'aile droite, les contingents alliés d'Attila fondent sur Aetius et sa coalition puzzle.

Les Wisigoths tentent d'investir le camp d'Attila à deux reprises, sans succès. Le général romain Aetius va les dissuader de continuer leurs assauts. Il veut préserver les Huns, seul contrepoids, dans un empire affaibli, à la montée en puissance des peuples germains.

Les Alains constituent le dernier ensemble de nomades d'origine iranienne dans les steppes européennes, après les Scythes et les Sarmates. Implantés dans le Caucase et sur les bords de la mer d'Azov, ils sont dispersés par les Huns aux IVe siècle et migrent vers l'ouest de l'Europe. À l'époque d'Aetius, ceux qui se trouvent en Gaule sont acculturés depuis au moins deux générations et sont employés par l'armée romaine comme cavaliers lourds ou fantassins.

ILLUSTRATION : CHRISTIAN JÉGOU POUR « G&H »



Attila, éphémère « petit père » des steppes

Attila, fils de Mundzuk, naît vers 400. Il partage d'abord la direction du clan avec son frère Bléda vers 434 puis règne seul en 445, après la mort de Bléda dans des circonstances mystérieuses. Il est décrit comme trapu, avec une très grosse tête et une petite barbiche. Mais on ignore son vrai nom: Attila n'est qu'un surnom, qui signifie « petit père » en vieux gothique. Bon général, il ne s'intéresse aux villes que pour le pillage, ce qui lui coûte parfois cher. Après avoir échoué devant Paris (sauvée, dit la légende, par sainte Geneviève), il s'obstine à assiéger Orléans, laissant à Aetius le temps de réunir une armée. Attila s'en tire et ravage l'Italie en 452. Le « petit père » meurt en 453, d'une hémorragie nasale suspecte (empoisonnement ?), pendant sa nuit de noces avec la Germaine Ildico. La succession est chaotique: son aîné, Ellac, se bat avec ses frères. Il disparaît au combat en 454 ou 455… Et l'Empire hunnique avec lui.

ILLUSTRATION: CHRISTIAN JÉGOU POUR « GUERRES & HISTOIRE »

Le choc est rude. La confusion totale. Et le massacre, général. Alors que la nuit s'annonce, la bataille bascule: les Wisigoths finissent par culbuter les Ostrogoths, puis tombent sur les flancs des Huns, déjà aux prises avec les fantassins alains. Coincés dans l'étau, les hommes d'Attila craquent et refluent. Les Wisigoths réalisent alors que leur roi Théodoric a disparu: on retrouve son cadavre au milieu des chevaux. Est-il tombé de cheval, piétiné par ses propres hommes? Selon Jordanès, c'est peut-être aussi un Ostrogoth, un certain Andag, qui l'a tué. Affirmation à prendre avec précaution: Jordanès a servi dans sa jeunesse de secrétaire au fils d'Andag, Gunthigis, et a peut-être repris une légende familiale.

Aetius sauve la peau du Hun

Pour les Wisigoths, en tout cas, le roi est mort glorieusement au combat, et ses héritiers crient vengeance: ils se ruent sur le cercle de chariots derrière lequel s'abritent les Huns, repliés à la faveur d'une nuit sans lune. Attila s'apprête à vivre sa dernière heure: ses alliés ont été massacrés ou dispersés; les Wisigoths, ses pires ennemis, affûtent leurs épées. Le roi est si persuadé qu'il va mourir qu'il fait empiler des dizaines de selles — celles des Huns ont une armature de bois — pour en faire un brasier dans lequel il se jettera, le moment venu. Pendant ce temps-là, Aetius, ferraillant au milieu de ses troupes, a perdu le fil de la bataille et a passé la nuit au milieu de Germains, sans même connaître l'issue de la bataille.

Aetius n'émerge à nouveau qu'aux premières heures de l'aube, et, fin stratège, mesure immédiatement le danger. Les Wisigoths sont déjà une épée dans le dos de l'Empire… Leur victoire totale bouleverserait le fragile équilibre qu'essaie de maintenir Rome entre ses (trop) puissants sujets. Aetius va donc — affirment en tout cas Jordanès, puis les tardifs Grégoire de Tours (VIe s.) et Frédégaire (VIIe s.) — dissuader son principal allié d'en finir avec Attila. Le général romain prend à part l'héritier du défunt Théodoric, Thorismond, et lui rappelle subtilement que le trésor royal wisigoth est à Toulouse, sous la garde de ses quatre frères. S'il veut conserver sa couronne, mieux vaut ne pas laisser d'autres que lui en disposer. Reconnaissant (et un peu naïf), le nouveau roi file préserver son bien. Dans la foulée, selon certaines sources, le général romain prend discrètement contact avec Attila.

Attila est à la fois une menace, un allié et un contrepoids à la montée des Germains.

Les deux hommes se connaissent: Aetius et, après lui, son fils, ont séjourné à la cour des Huns. Que propose Aetius? Tout simplement de laisser filer Attila. Qui décampe en abandonnant son butin… Rien de choquant à cela: « *Depuis des années, les Huns servent aux Romains de contrepoids à la pression germanique* », explique Edina Bozoky, maître de conférences en histoire médiévale à l'université de Poitiers.

Rome sauvée par l'invasion marcienne

Attila a perdu une bataille. Mais prouve bien vite qu'il n'a pas perdu la guerre: six mois plus tard, le voilà qui ravage le Nord de l'Italie. Aquilée, Padoue, Vérone, Milan, Pavie… Rien ne lui résiste, pas même Aetius, appelé à la rescousse avec — c'est une habitude — une poignée d'hommes. Attila descend vers le sud. Mais il ne va pas mettre Rome à sac, comme les Wisigoths. D'abord, parce que la maladie (sans doute le paludisme répandu alors sur le littoral italien) ravage ses troupes. Ensuite, parce que le nouvel empereur d'Orient, Marcien, a pénétré sur ses terres de Hongrie. Enfin, parce que le pape Léon est venu le supplier d'épargner sa ville. Les historiens de l'époque, tous religieux, expliqueront qu'Attila a été impressionné par le Saint-Père. Il se peut aussi qu'Attila ait apprécié les chariots d'or que le pape a amenés avec lui.

Attila quitte donc l'Italie les poches pleines. À peine revenu à son palais de bois et de tissu de la région de la Tisza, à l'est de la Hongrie actuelle, sa colère se tourne contre Constantinople. Les Grecs avaient pris l'habitude de verser ce qu'ils appelaient des « cadeaux » aux Huns (mais qu'Attila appelait un « tribut ») pour maintenir la paix. Cependant, Marcien et ses conseillers sont du genre réticent. Attila convoque alors ses alliés et se prépare à attaquer. Mais, en 453, il meurt.

En moins d'un an, l'empire des Huns va s'évanouir sans traces. Et pourtant, Attila a marqué l'Occident de son empreinte: plus que le « fléau de Dieu », il aura été un « catalyseur » des peuples. Aux champs Catalauniques, Rome n'est plus que l'ombre d'elle-même: ce sont les Goths qui mènent la bataille. Bientôt, ils s'émanciperont de la tutelle impériale. En 476, un quart de siècle après la bataille, un tout petit chef à la tête d'une poignée de cavaliers hérules, Odoacre, dépose à Ravenne Romulus Augustule, le dernier empereur. Il est bien vite éliminé par l'Ostrogoth Théodoric le Grand, dont le père Thiudimir combattait avec Attila aux champs Catalauniques. La fin d'un monde, le début d'un autre. ■

Pour en savoir +

- ***Le Dossier Attila*, Iaroslav Lebedynsky et Katalin Escher, Actes Sud, 2007.**
- ***L'Empire romain et les barbares d'Occident (IV-VIe)*, Émilienne Demougeot, Presse de la Sorbonne, Paris, 1988.**
- ***Attila, la violence nomade*, Michel Rouche, Fayard, 2009.**
- ***Attila the Hun*, C. Kelly, Vintage, 2009.**
- ***Aezio, l'ultima difesa dell'Occidente romano*, Guiseppe Zecchini, Rome, 1983.**
- ***Aetius*, David Coulon, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2000.**
- ***Getica, histoire des Goths*, Jordanès, traduction d'Olivier Devillers, Les Belles Lettres, Paris, 1995.**
- ***The Huns, Scourge of God AD375-565*, Nick Fields, Osprey, série Warrior 111, 2006.**

[À LIRE D'URGENCE !]



Ardant du Picq, l'officier à l'écoute du soldat

Par Michel Goya

En août 1870, face à l'armée prussienne, le colonel Charles Ardant du Picq meurt au combat. Tout un symbole pour cet homme de terrain autant que théoricien qui a fait du soldat au combat et notamment sous le feu son champ d'étude. Il est ainsi le premier à analyser le paramètre de la peur dans l'esprit scientifique de son temps, en se fondant sur des témoignages et des descriptions réalistes. Un autre colonel, Michel Goya, nous livre sa vision personnelle de l'homme.

A. AVRAMOV/COLLECTION PARTICULIÈRE

L'expédition française en Syrie (août 1860-juin 1861) est entreprise par Napoléon III afin d'arrêter le massacre de chrétiens maronites par les Druzes dans le Mont-Liban. Un corps de 6000 hommes est envoyé sur place mais ne combat pas — les Ottomans, jusque-là passifs, ayant décidé enfin de réagir. L'affaire aboutit à une plus grande autonomie du Mont-Liban par rapport à la Syrie, consacrant la représentation politique des diverses communautés.

1 – Qui est Ardant du Picq ?

Charles Ardant du Picq est né en 1821 à Périgueux en Dordogne, dans une famille de la moyenne bourgeoisie sans tradition militaire. Il sort de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1842 et sert d'abord au 67e régiment d'infanterie puis au 9e bataillon de chasseurs à pied, au sein duquel il participe à la guerre de Crimée de mars 1854 à mai 1856. Il est fait prisonnier le 8 septembre 1855 lors de l'assaut sur le bastion de Sébastopol (*voir notre portfolio p. 20*). Il est affecté ensuite au 100e régiment d'infanterie puis au 16e bataillon de chasseurs à pied qu'il commande de 1858 à 1863 et avec lequel il participe à l'expédition française en Syrie en 1860. À la tête du 55e régiment d'infanterie, il combat la révolte de 1864 en Algérie. Le 27 février 1869, alors colonel, il prend le commandement du 10e régiment d'infanterie de Limoges. Le 15 août 1870, au début de la guerre franco-prussienne, il est grièvement blessé par un éclat d'obus à Longeville-lès-Metz et meurt trois jours plus tard. En vingt-huit ans de carrière, Ardant du Picq a ainsi accumulé une très grande expérience du commandement mais aussi du combat contre des adversaires très différents.

2 – Pourquoi se met-il à écrire ?

Il commence à écrire en 1865 alors que l'armée française sort de sa torpeur intellectuelle et s'inquiète d'un conflit contre la Prusse. Le général Trochu publie *L'Armée française* en 1867 où il est déjà question de la manœuvre d'infanterie face à la puissance de feu moderne, problème connu depuis la généralisation des fusils à âme rayée mais rendu encore plus aigu avec des armes comme le fusil Dreyse des Prussiens ou le Chassepot des Français. La zone à parcourir sous le feu est désormais quatre fois plus large qu'à l'époque



L'exaltation du courage individuel est finalement moins efficace qu'une bonne gestion de la peur.

Prusse-Orientale, 1914 : une charge de cosaques met en fuite des soldats allemands. Ardant du Picq est l'un des premiers à proposer un encadrement psychologique afin d'éviter la panique, gros facteur de défaite.



Ardant du Picq n'est pas qu'un théoricien : il combat en Crimée puis en Algérie de 1864 à 1866. Le 15 août 1870, il est colonel du 10e régiment d'infanterie de ligne engagé près de Metz contre les Prussiens lorsque sa jambe est labourée par un éclat d'obus. Il meurt trois jours plus tard.

Le chasseur, ancêtre du para

Né au début du XVIIe siècle en Allemagne sous l'appellation de *Jäger*, le chasseur à pied est un fantassin combattant non pas en ordre serré, comme l'infanterie de ligne, mais en ordre lâche. Voués à la reconnaissance, au harcèlement, aux actions rapides et discrètes, ils sont au début du XIXe siècle choisis pour leur esprit d'initiative et entraînés au tir couché et aux armes à canon rayé, plus précises. En France, les premiers chasseurs à pied (pour les distinguer de leurs homologues dans la cavalerie) apparaissent vers 1750. Troupe d'élite adaptée aux guerres coloniales, ils s'y taillent une belle réputation et essaiment en chasseurs alpins, cyclistes, parachutistes… Une partie de leurs traditions (et missions) sera d'ailleurs reprise par les troupes aéroportées. Les chasseurs ne sont pas une spécificité française : chasseurs ardennais belges, *Bersaglieri* italiens ou *Rifles* britanniques ont la même origine.

napoléonienne. C'est cette nouvelle donne qui motive la plume d'Ardant du Picq. Il l'aborde à la manière d'un Claude Bernard, qui publie en 1865 son *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, application de la méthode expérimentale à une discipline pratique. Dans le même esprit, Ardant du Picq entreprend de rédiger un « *guide-âne du chef ordinaire, qui n'exige pas de dons exceptionnels* », fait de « *quelques règles claires et nettes, frappées au coin de la pratique* ». Cette approche pragmatique, fondée sur « *l'étude du réel* » et de l'homme, « *instrument premier du combat* », est donc aussi éloignée de l'anti-intellectualisme dont sort à grand-peine l'armée du Second Empire que de l'esprit mécaniste hérité du XVIIIe siècle, où le soldat n'est qu'un rouage inconscient d'une vaste machinerie. Ardant du Picq fustige « *les grands principes, la géométrie, le pédantisme des ordres de bataille et le fameux ordre oblique* ».

3 – Quelle est son œuvre théorique ?

On lui doit, entre 1865 et 1869, plusieurs mémoires tactiques dont *Mémoires sur les feux d'infanterie*, *De l'emploi de la carabine et des chasseurs*, *Note sur les feux à commandement*. Son étude la plus achevée est *Le Combat antique*, publiée à Besançon en 1868 et tirée à seulement cent exemplaires.
Il laisse aussi de nombreuses notes et une correspondance. *Le Combat antique* et plusieurs mémoires et notes sont regroupés par le capitaine Letellier sous le titre *Combat moderne* pour former la première version d'*Études sur le combat* publiée en 1880 chez Hachette et Dumaine. Une nouvelle mouture, exhaustive cette fois avec un exemplaire de son questionnaire, est publiée chez Chapelot en 1902. La partie consacrée au combat moderne y passe ainsi de 83 à 170 pages.

Ardant insiste sur la nécessaire cohésion entre combattants qui se doivent d'être des amis.

4 – En quoi *Études sur le combat* est-il un texte novateur ?

Ardant du Picq fait du soldat son objet d'étude. C'est en soi remarquable car du soldat l'on disait encore peu de temps avant qu'il devait être le juste milieu entre l'homme et la chose.
Notons toutefois que le soldat du Second Empire est encore souvent un homme tiré au sort pour effectuer un service de plusieurs années. Il n'est généralement pas volontaire et est recruté dans les milieux les moins instruits car la bourgeoisie s'exempte du service en payant. Comme la plupart des officiers français de son temps, Ardant du Picq est donc persuadé qu'il faut des années pour former un bon soldat et il restera toujours hostile à l'idée d'une armée de masse de conscrits.
Par ailleurs, il innove dans sa capacité à concevoir un cadre conceptuel cohérent en inversant les évidences du moment. Pour lui en effet, la peur n'est pas un phénomène honteux qu'il importe de cacher car synonyme de lâcheté. Au contraire, elle est le paramètre universel et premier qui structure tout le comportement individuel et collectif au combat. Il donne ainsi un sens à des phénomènes tenus jusque-là pour aberrants : les milliers de cartouches nécessaires pour toucher une cible sur le champ de bataille là où une seule suffit sur le champ de tir ; les 17 000 hommes de la colonne Macdonald manquants à l'arrivée de l'assaut sur la ligne autrichienne, à Wagram, alors que pas plus de 4 000, au maximum, ont pu être touchés par un projectile ; ou encore ces deux partis ennemis qui se rencontrent par hasard et se replient en même temps en se jetant des pierres mais sans tirer un coup de feu. Tout cela prend désormais un sens. Or, ce ne sont pas ces actions qui sont mises en avant habituellement mais au contraire les actes de bravoure, souvent transformés pour servir de modèle ou susciter l'admiration des non-combattants. On s'imprègne ainsi d'une image faussée du combat qui rend difficile toute analyse et donc toute évolution.
Bien entendu, Ardant du Picq n'est pas le seul à remarquer que les hommes ont peur au combat mais il est le premier à avoir entrepris de l'analyser dans l'esprit scientifique de son temps. Il s'appuie pour cela sur toutes les descriptions réalistes du combat dont il peut disposer — comme la relation de la bataille d'Isly de 1844 face aux Marocains par le général Bugeaud, qu'il admire —, mais aussi sur les écrits antiques de Xénophon, Polybe ou César. Ce qui



suppose dans son esprit qu'il existe une autonomie du comportement humain par rapport aux paramètres techniques ou sociaux toujours changeants. Cette idée que « *le cœur de l'homme ne change pas* » lui sera reprochée. Ardant du Picq a aussi essayé d'obtenir des témoignages d'officiers de son temps, ayant comme lui commandé au feu, à partir d'un questionnaire très précis que seul un praticien averti pouvait avoir écrit. Cette enquête sociologique avant l'heure a certainement surpris plus d'un officier et tout semble indiquer que les réponses ont été rares mais très instructives.

5 – Quelles sont les idées majeures d'Ardant du Picq et comment les adapte-t-il à la tactique de son temps ?

Le principe premier qu'établit Ardant du Picq est que l'homme « *n'est capable que d'une certaine quantité de terreur* » et qu'il « *ne combat point pour la lutte, mais pour la victoire* ». Le soldat fera tout pour obtenir la seconde en évitant la première. La préoccupation du commandement doit donc d'être de faire en sorte que le soldat puisse supporter la peur jusqu'à l'obtention de la victoire, qui est elle-même bien plus souvent l'établissement d'une supériorité psychologique que d'une destruction physique. Comme en témoignent

DR

les nombreuses blessures observées dans le dos, les pertes sont au moins autant la conséquence de la rupture du moral que leur cause. Pour Ardant, l'exaltation du courage individuel qu'il constate chez les peuples guerriers est finalement moins efficace qu'une bonne gestion de la peur.
Il explique ainsi la supériorité des Romains antiques sur les barbares par la mise en place d'une organisation, la légion, entièrement fondée sur l'encadrement psychologique : les soldats les plus anciens, et donc *a priori* les plus solides, sont placés à l'arrière car c'est de là que débutent les paniques, les légionnaires sont bien protégés et ils sont surveillés par un corps de centurions.
Ardant du Picq tente ensuite d'adapter ce principe d'organisation de la gestion de la peur au problème de la manœuvre sous le feu sur plusieurs centaines de mètres.
Deux écoles de pensée s'affrontent sur cette question depuis les années 1830 : la première, qui a présidé à la création des chasseurs à pied (*voir encadré p. 78*), considère que la nouvelle puissance de feu de l'infanterie impose de faire combattre les hommes de manière isolée ; les tenants de la seconde constatent que la dispersion entraîne souvent la stérilité car les hommes échappent au contrôle des officiers et ils proposent de passer outre les pertes et de charger de manière groupée.
Ardant du Picq, qui a passé la majeure partie de sa carrière dans les chasseurs à pied, se situe très clairement dans la première tendance, niant même la possibilité de la seconde avec l'amélioration des fusils.
Son problème est donc de savoir comment faire combattre de manière efficace des hommes isolés. Il propose pour cela une sorte d'endoctrinement individuel et surtout la création de liens entre les soldats, d'autant plus forts qu'ils combattent éloignés les uns des autres. Ardant du Picq a compris que la connaissance et l'estime mutuelles introduisaient aussi des obligations des uns envers les autres. Il faut donc que les combattants soient aussi des amis. La mini-patrie, que constitue le régiment ou même le corps d'appartenance comme l'infanterie de marine ou les chasseurs à pied, doit créer aussi une culture qui impose de nouvelles obligations morales. Ardant met l'accent également sur le soin à apporter aux conditions de vie du soldat, largement négligées à son époque.
La manœuvre elle-même doit s'efforcer d'amener le contact avec l'ennemi dans des conditions favorables, la meilleure de ces conditions étant la surprise car « *l'adversaire surpris ne se défend pas, il cherche à fuir* ». Une fois le contact établi, Ardant du Picq préconise la coordination de lignes de « *tirailleurs qui font l'action destructrice* » et de lignes d'assaut pour obtenir la décision une fois l'ennemi affaibli.

6 – Ardant du Picq avait pour ambition de servir à l'armée de son temps. A-t-il été lu et écouté en France ?

La preuve de la justesse de ses vues est fournie par la commission de rédaction du Règlement de manœuvre de 1875, qui, à partir de l'analyse des combats de 1870, érige un modèle tactique proche de celui prôné par Ardant. Pour autant, ce règlement n'est jamais mis en œuvre car l'armée de la IIIe République n'est plus celle du Second Empire. Son accroissement en volume du fait de la conscription n'autorise pas, au moins avec les moyens d'entraînement du moment, l'apprentissage de méthodes aussi « sophistiquées ». De plus, ce combat d'« Apaches », ce « jeu de cache-cache » déplaît à nombre d'officiers influents comme Cardot ou Dragomirov. *Études sur le combat* paraît en 1880 alors que l'infanterie revient progressivement à des méthodes dites napoléoniennes, avec compagnies et mêmes bataillons groupés pour le choc au son des fifres et tambourins, soit à peu près l'inverse de toutes les idées tactiques d'Ardant du Picq.



Le 2 décembre 1870, au four à chaux de Champigny, des soldats prussiens mettent la crosse en l'air en signe de reddition à la suite d'une contre-attaque de Français apparemment battus. Ardant du Picq insiste sur le facteur moral, ce qui le fera accuser plus tard d'avoir sous-estimé l'importance du feu.



Né le 19 avril 1962 à Montaut (Pyrénées-Atlantiques), Michel Goya s'engage en 1980. Sergent en 1984, puis lieutenant en 1990 après l'École militaire interarmes, il accomplit chez les marsouins plusieurs opérations extérieures, au Rwanda (1992), à Sarajevo (1993-1994, puis 1996-1997) et en République centrafricaine qui lui valent Légion d'honneur et croix de la Valeur militaire. Aujourd'hui colonel, il est directeur de recherche à l'Irsem et titulaire de la chaire d'action terrestre du Centre de recherche des écoles de Coëtquidan. Il est collaborateur régulier de *Guerres & Histoire*.

ALPHONSE-MARIE DE NEUVILLE (DÉTAIL DE « BATAILLE DE CHAMPIGNY ») – MANUEL COHEN

Professeur à l'École supérieure de guerre, Louis Ernest de Maud'huy (1857-1921) publie en 1910 son cours d'infanterie au moment où il prend le commandement du 35e régiment d'infanterie. Fondé sur les connaissances de l'époque en matière de psychologie, cet ouvrage a une grande influence.

Avant de devenir un des principaux chefs français de la Grande Guerre puis chef d'état-major de l'armée, Marie-Eugène Debeney (1864-1943) a succédé en 1913 à Pétain à la tête du cours de tactique d'infanterie de l'École supérieure de guerre où il s'est inscrit dans la même ligne tactique réaliste.

L'offensive à outrance est la doctrine de base de l'armée française en 1914, élaborée après la défaite de 1871 à l'École supérieure de guerre par le colonel de Grandmaison et le général Foch, puis formalisée en 1911 sous la forme d'un plan d'opérations, le « plan XVII », par le commandant en chef, le général Joffre. Son idée est de profiter de l'élan combatif et de la supériorité morale supposés du fantassin français pour se jeter sur l'ennemi et le culbuter, au besoin à la baïonnette.

Pour en savoir +

- ***Études sur le combat*, Charles Ardant du Picq, Economica, coll. Stratégies & Doctrines 2004.**
- ***Ardant du Picq, présenté et annoté*, Lucien Nachin, Berger-Levrault, 1948.**
- ***Sous le feu, réflexions sur le comportement au combat*, Michel Goya, étude disponible sur : www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers_drex/cahier_reflexion/sous_le_feu.pdf**

Une nouvelle édition, en 1902, a beaucoup plus de succès. D'abord parce que les observations effectuées de 1899 à 1901 pendant la guerre des Boers corroborent une nouvelle fois les idées d'Ardant du Picq. Ensuite parce que les brevetés de la récente École supérieure de guerre se passionnent pour les jeunes sciences humaines. Ardant du Picq apparaît alors comme un précurseur auquel on associe désormais souvent l'ouvrage de Gustave Le Bon paru en 1895, *La Psychologie des foules*. Ceux qui enseignent le combat d'infanterie à l'École supérieure de guerre, Maud'huy, Pétain puis Debeney, sont tous des chasseurs à pied qui écrivent dans la droite ligne des *Études sur le combat*. Ils sont rejoints par l'artilleur Jean Colin dont le livre *Les Transformations de la guerre* (1911) a une grande influence. Ardant du Picq est revendiqué également par les tenants du service long de trois ans.

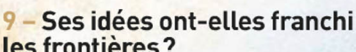
Études sur le combat est réédité à plusieurs reprises et, en 1915, la nouvelle version du *Livre du gradé* débute encore sur une phrase d'Ardant du Picq : « *L'étude du combat doit être fondée sur la connaissance de l'homme ; ce n'est pas l'arme, c'est le cœur humain qui doit être le départ de toutes choses à la guerre.* »

7 – On accuse Ardant du Picq d'avoir inspiré les théories meurtrières de « l'offensive à outrance ». Qu'en est-il ?

Plusieurs courants de pensée s'affrontent alors dans l'armée française et chacun s'inspire d'Ardant du Picq pour des raisons différentes. Les tenants de « l'offensive à outrance », soutenus par un courant spiritualiste très fort dans les années qui précèdent la Grande Guerre, en retiennent l'idée que le combat est d'abord un affrontement moral. Ces officiers, contrairement à Ardant du Picq, n'ont cependant pas connu le combat et négligent la puissance des armes modernes, pourtant encore augmentée par les mitrailleuses et canons à tir rapide. Dans *Témoins*, analyse critique implacable des écrits de la Première Guerre mondiale parue en 1929, Jean-Norton Cru fustige les « offensifs » mais estime qu'Ardant du Picq est « *celui qui a le mieux prévu, compris et décrit la vérité de la guerre* ».

8 – Pour certains critiques, il pense en réalité le combat de type « napoléonien », mais pas – ou trop peu – la nouvelle guerre industrielle et mécanisée qui commence alors à se déployer et va nécessiter un complet changement des formes comme des modalités du combat. Qu'en est-il ?

La Première Guerre mondiale avec ses armements nouveaux introduit un saut dans la « quantité de terreur » que doit endurer le soldat. Les fantassins sont bien plus victimes des obus que des balles, et les pertes atteignent des niveaux inconcevables jusque-là. Pour autant, si la plupart des descriptions du « combat moderne » d'Ardant du Picq sont caduques, le noyau dur de ses idées — la prédominance de la peur et la nécessité d'y faire face — est encore et même plus que jamais valable. Toutes ses préconisations sur la nécessité de la cohésion demeurent d'actualité. Il n'a pas prévu cependant deux nouveaux moyens de « coudre » les hommes ensemble et qui apparaissent alors : l'interdépendance des rôles au sein d'un groupe (mitrailleurs, grenadiers, etc.) qui crée des obligations supplémentaires et l'idée qu'un sous-officier pouvait prendre des décisions tactiques de manière autonome et donc commander ce groupe isolé.



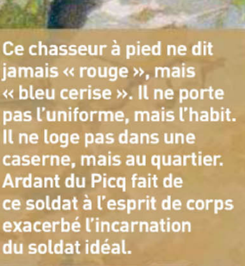
9 – Ses idées ont-elles franchi les frontières ?

Celles sur l'autonomisation du soldat reçoivent un écho favorable en Allemagne et au Royaume-Uni mais c'est surtout aux États-Unis, où *Études sur le combat* est édité en 1921 sous le titre *Battle Studies*, qu'il connaît le plus grand succès. L'accent mis sur le simple soldat, le souci de son environnement matériel, de sa reconnaissance, rencontrent les valeurs d'une US Army conçue comme une association d'hommes libres défendant la patrie. L'influence d'Ardant du Picq a donné naissance à une école américaine de l'étude du combat dont le membre le plus connu est le colonel Samuel L. A. Marshall avec, entre autres, son fameux ouvrage *Men against Fire* en 1947. *The Face of Battle* du Britannique John Keegan (*voir n° 9, p. 17*), qui a renouvelé l'étude de l'histoire militaire en 1976, est aussi un héritage direct d'Ardant du Picq.

10 – Que reste-t-il de lui aujourd'hui ?

Ardant du Picq demeure une référence pour ceux qui s'intéressent au combat car en effet « *le cœur de l'homme ne change pas* » et les principes décrits dans *Études sur le combat* restent incontestablement très utiles pour les chefs des petits échelons. L'Académie militaire de West Point, le Saint-Cyr américain, ne s'y trompe pas, elle qui vient encore de classer *Battle Studies* au cinquième rang des grands classiques militaires à lire absolument par tout officier. L'armée de terre française, qui a négligé les réflexions « psycho-tactiques » depuis 1945, y revient avec la multiplication des combats où ce type de réflexion a sa place, notamment en Afghanistan. Mais Ardant du Picq reste à mon sens trop méconnu. On notera que le modèle d'armée qu'il proposait, professionnelle, bien équipée et entraînée, avec une forte cohésion autour de l'esprit de corps, est celui que nous connaissons aujourd'hui… ■





Ce chasseur à pied ne dit jamais « rouge », mais « bleu cerise ». Il ne porte pas l'uniforme, mais l'habit. Il ne loge pas dans une caserne, mais au quartier. Ardant du Picq fait de ce soldat à l'esprit de corps exacerbé l'incarnation du soldat idéal.

Par Pierre Grumberg



LE GRAND CIRQUE FAIT ESCALE À REMAGEN

Le 14 mars, les Allemands se heurtent aux Hawker Tempest Mk V du 274 Squadron de la RAF, basé à Volkel, aux Pays-Bas, et assez proche pour couvrir le pont. L'as français Pierre Clostermann, qui vole avec l'unité, raconte dans *Le Grand Cirque* (1948) comment il se retrouve nez à nez avec « *une armada de sept ou huit Arado 234 escortés par une trentaine de Me 262* ». Le pilote, qui tente sans succès de rattraper un Arado, est chahuté par l'explosion d'une bombe (qu'il imagine à tort toucher le pont) et reprend *in extremis* le contrôle de son avion à 50 m du sol… avant d'être tiré par la DCA américaine.

Remagen, un pont trop tôt

« N*ous avons passé le Rhin…* » Le général Eisenhower en tombe presque de sa chaise, en cette soirée du 7 mars 1945. La nouvelle est pourtant vraie : la section du lieutenant Timmerman, de la 9e division blindée, a saisi le pont de Remagen, entre Bonn et Coblence, dont les Allemands ont manqué la destruction. Et voilà les Sherman sur la rive est du Rhin… Hitler, furieux, donne l'ordre de les rejeter dans le fleuve. Mais avec quoi ? La Wehrmacht n'a rien pour contre-attaquer. Et la Luftwaffe, chargée de détruire le pont à tout prix, épuise en vain ses ressources les plus modernes, comme lors du raid dépeint ici, le 14 mars, un des premiers entièrement mené par des avions à réaction.

Les Allemands, pourtant, paniquent à tort. Car la tête de pont imprévue n'arrange guère les Alliés : ouvrant sur les montagnes du Westerwald, elle est quasiment inexploitable pour les chars. Eisenhower n'y exporte du coup que sept divisions, de quoi inquiéter l'ennemi sans affaiblir les forces prévues pour le grand franchissement du 23 mars près de Wesel, face aux grandes plaines du Nord. Sans être aussi décisive qu'on l'a dit, l'affaire de Remagen a tout de même fixé des réserves allemandes et facilité le passage du Rhin. Que, de toute façon, la Wehrmacht n'avait plus la force d'empêcher. ■



UN PONT INDÉBOULONNABLE

Construit en 1916, le pont Ludendorff est un viaduc ferroviaire de 325 m de long. Le génie allemand tente de le faire sauter le 7 mars 1945, mais la charge est insuffisante… Et l'ouvrage échappe à tout : à l'artillerie lourde (un obus toutes les deux minutes les 8 et 9 mars), au pilonnage aérien, à onze missiles V2, aux obus de 540 mm du super-mortier Karl, aux hommes-grenouilles… Endommagé cependant par la démolition manquée et ébranlé par le passage des chars, le pont, fermé pour réparations, finit par s'écrouler le 17 mars, tuant 23 soldats. Sans autre conséquence, car le génie américain a déjà édifié deux ponts de remplacement.

LE JET ULTRAMODERNE NE FAIT PAS MIEUX QUE L'ANTIQUE STUKA

Sommée de détruire le pont, la Luftwaffe tarde : elle n'attaque que le 8 mars à 16 h 45, une journée après la prise du pont. La densité de DCA est alors déjà effarante et les onze Ju 87 Stukas envoyés, bombardiers précis mais lents, sont abattus. Une bombe tombe à l'entrée ouest du pont. Ce sera le meilleur résultat obtenu en 367 attaques, menées avec tous les avions disponibles : Me 109 et 410, FW 190…
Afin de limiter leur vulnérabilité, les Allemands engagent dès le 9 mars les tout nouveaux biréacteurs Arado Ar 234, silencieux et rapides (740 km/h). Mais la vitesse nuit à la visée… Le *Kampfgeschwader* 76 (« escadre de bombardement »), seule unité équipée, perd au moins sept Arado sans résultat. Fin mars, la Luftwaffe n'a plus que 12 de ces bombardiers.

LE ME 262, DERNIER ATOUT DE LA LUFTWAFFE

Le *Kampfgeschwader* 51 mène l'attaque du 14 mars, la dernière sortie en force de la Luftwaffe sur Remagen, avec 80 missions de jour et 14 de nuit. Le KG 51 est équipé du Messerschmitt Me 262 en version chasseur-bombardier, le plus rapide (852 km/h) et le mieux armé (quatre canons de 30 mm, 500 kg de bombes) de l'époque. Mais la présence de la RAF et la DCA forcent les aviateurs allemands à voler trop vite pour viser efficacement. Aucun Me 262 n'est perdu ce jour-là semble-t-il. Profitant de la vitesse de piqué élevée de son Tempest (près de 1 000 km/h), Pierre Clostermann affirme cependant en avoir rattrapé un, qu'il endommage avant que ses canons ne s'enrayent.

UNE MURAILLE D'ACIER PROTÈGE LE PONT

Les Américains jettent autour de Remagen la totalité de la DCA disponible. Le 14 mars, pas moins de 49 batteries – combinant 1 404 tubes de tous calibres dont 64 de 90 mm et 216 de 40 mm – sont déployées, couvrant une zone de 15 km de rayon jusqu'à 3 000 m d'altitude. Le tout est étayé par 25 ballons captifs dont les câbles gênent les approches. Le volume de métal qui sature le ciel est tel que les balles de 12,7 mm (42 g) qui retombent font 200 tués ou blessés chez les GI's ! Affronter ce mur est suicidaire et la Luftwaffe le constate dès le début : du 8 au 10 mars, 68 % des attaquants sont déjà descendus par la DCA. Au total, les artilleurs américains revendiquent 142 appareils abattus, 59 probables… et 20 des ballons déployés.

NICOLAS TRUDGIAN/WWW.NICOLASTRUDGIAN.COM

New Model Army : la Bible au bout du mousquet

Par Joanne Taaffe

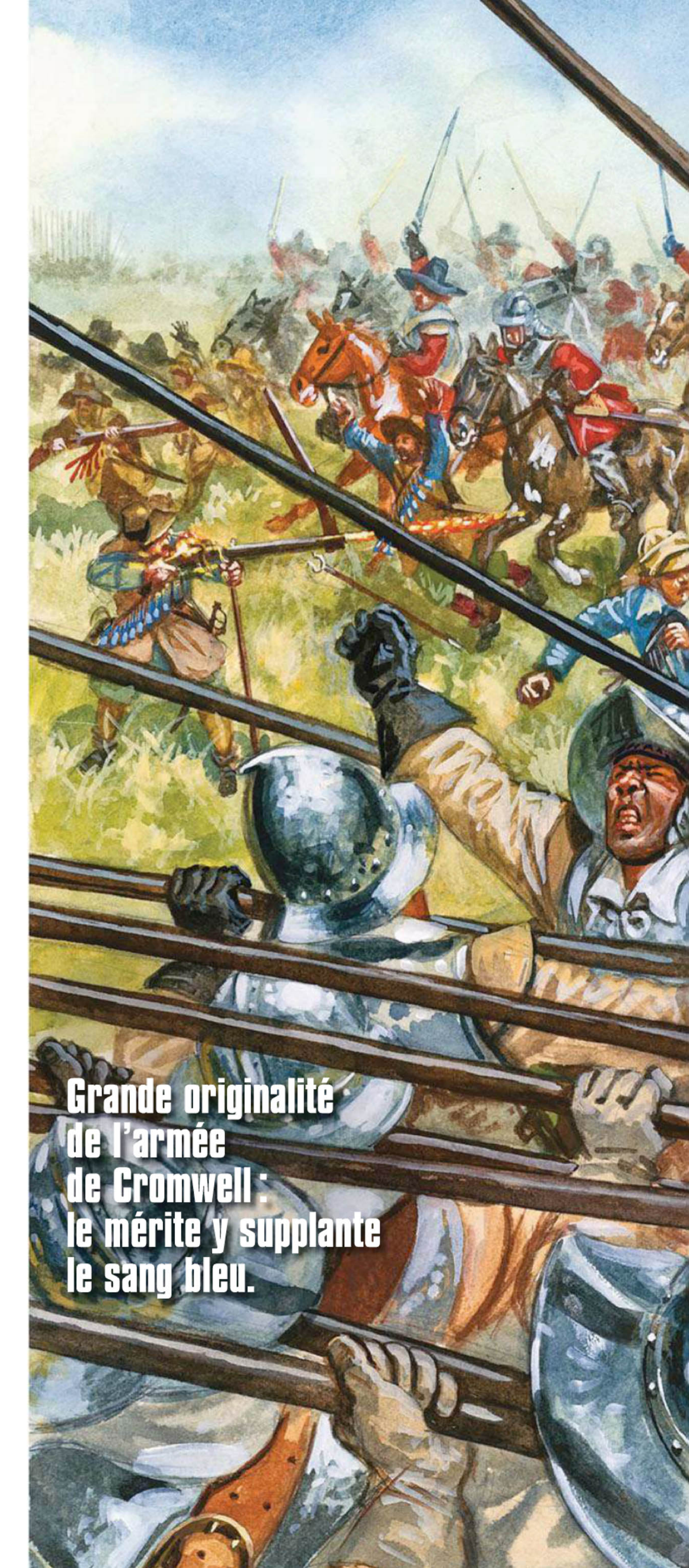
Avant Cromwell, les armées européennes étaient le bras armé des rois et des nobles. S'il n'innove guère du côté de la tactique, le dictateur britannique révolutionne la guerre au milieu du XVIIe siècle avec la New Model Army : une force nationale, populaire et motivée par un idéal politico-religieux.

Issu de la petite noblesse puritaine, Oliver Cromwell (1599-1658) commence une carrière d'obscur parlementaire avant de recruter une troupe de cavalerie au début de la guerre civile. Il se distingue ainsi en 1643, puis joue un rôle décisif à Marston Moor en 1644. Avocat de la New Model Army, il commande sa cavalerie, puis devient son leader politique. Dictateur en 1649, Cromwell élimine le roi et s'autoproclame en 1653 « *Lord Protector* » du Commonwealth.

Tous les ans, les souverains britanniques ouvrent la nouvelle session parlementaire en grande pompe. Pourtant, la statue qui monte la garde devant le palais de Westminster rappelle un temps où une révolution a fait du Parlement — et non du monarque — la seule autorité suprême au Royaume-Uni. Ce personnage de bronze, c'est Oliver Cromwell. Entre son ascension au pouvoir en 1640 et sa mort en 1658 (*voir chronologie p. 88*), ce personnage exceptionnel a survécu à deux guerres civiles, décapité un roi, transformé un royaume quasi séculaire en république religieuse et créé le concept d'armée politique, la « *New Model Army* ».

Un parlement, un chef, une armée

Tout démarre à cause de l'obstination d'un roi, Charles Ier. Très imbu de son pouvoir et de lui-même, le monarque Stuart cache à peine ses penchants



Grande originalité de l'armée de Cromwell : le mérite y supplante le sang bleu.

ILLUSTRATION: GIUSEPPE RAVA POUR « G&H »



À Naseby en 1645, la cavalerie parlementaire prend de flanc les piquiers de Charles Ier à qui elle inflige une défaite décisive. Surnommés *roundheads* (« têtes rondes ») du fait de leur casque, les cavaliers commandés par Oliver Cromwell ou son gendre Henry Ireton, forment autant une élite militaire que l'avant-garde révolutionnaire des sectes protestantes.

Thomas Fairfax (1612-1671) est le fils d'un militaire de renom, Ferdinando Fairfax. Les deux se battent en Hollande, puis épousent la cause parlementaire en 1642. Thomas se distingue vite par son habileté militaire et sa modération tant politique que religieuse. Commandant de la NMA en 1645, il refuse le procès de Charles Ier et cède sa place à Cromwell en 1650. Il appuie en 1660 le retour de Charles II.

À la bataille des Dunes (Dunkerque, 14 juin 1658), l'armée de Turenne associée aux protestants néerlandais et anglais écrase un contingent de catholiques anglo-espagnols commandé par Don Juan José d'Autriche et le Grand Condé. L'infanterie de la NMA pulvérise d'un assaut furieux l'aile gauche adverse, emportant d'emblée la victoire.

absolutistes et procatholiques. Et lorsque son Parlement, garant des libertés et du protestantisme, lui en fait remontrance, il s'abstient tout simplement de le convoquer. Pendant onze ans, de 1629 à 1640, Charles gouverne seul. Mais voilà, les protestants écossais évincent les évêques anglicans chargés par le roi de leur imposer un nouveau livre de prière. Charles a besoin d'argent pour châtier les rebelles et doit faire appel au Parlement… Lequel reprend de plus belle ses remontrances. Et la situation s'envenime jusqu'à l'affrontement. En août 1642, les deux partis lèvent des armées et la guerre civile éclate. Sans résultats décisifs : le succès parlementaire de Marston Moor, le 2 juillet 1644, est contrebalancé par la défaite de Lostwithiel, le 2 septembre… Incapable de vaincre, le Parlement décide fin 1644 d'une réforme militaire. L'échec tient en effet à une armée composée de milices régionales, rechignant à combattre hors de leurs terroirs et obéissant à de grands nobles, souvent parlementaires eux-mêmes, indisciplinés. Tout cela empêche des opérations coordonnées. C'est pour remplacer ce système inefficace qu'est fondée, le 6 janvier 1645, la New Model Army (ou NMA). « *À la base, elle est juste composée d'anciens soldats des troupes parlementaires, elle n'a rien d'innovant dans la composition* », explique John Morrill, le grand spécialiste de la période à l'université de Cambridge. Ce qui change en revanche, c'est que la NMA devient une force nationale, destinée à combattre partout dans le pays. Surtout, afin de rendre les forces indépendantes des notables, l'assemblée de Westminster vote la *Self-Denying Ordinance* (la « loi d'auto-exclusion ») qui interdit aux membres du Parlement de détenir des charges militaires. Ainsi neutralise-t-on deux « généraux-députés » partisans d'un compromis avec le roi, les comtes de Manchester et d'Essex. Leurs régiments régionaux deviennent le noyau d'une force de 22000 hommes, portant l'uniforme rouge et financée par une contribution mensuelle levée dans chaque comté. Le tout est placé sous le commandement unique de Thomas Fairfax, un vrai professionnel de la guerre.

En 1645, l'armée parlementaire se mue en une force nationale, déployée dans tout le pays.

Cromwell prend les commandes

En principe, le parlementaire Oliver Cromwell, commandant de la cavalerie de Fairfax et auréolé, comme son chef, du succès de Marston Moor, devrait quitter l'armée. Mais Fairfax l'y rappelle bien vite et le Parlement lui accorde une dispense spéciale sous la forme d'un « commandement à durée déterminée »… systématiquement renouvelé.

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA



En campagne, l'artillerie de la NMA fait large usage du *saker*, une pièce légère portant à quelques centaines de mètres et tirant quinze boulets de 3 kg à l'heure.



UNE INFANTERIE DÉPLOYÉE « À LA SUÉDOISE »

La tactique utilisée par la New Model Army s'inspire surtout de celle du roi de Suède Gustave II Adolphe, importée par les officiers protestants écossais qui ont combattu avec lui pendant la guerre de Trente Ans. Plus souple et moins profond que les énormes carrés des Tercios espagnols défendus tous azimuts, le système suédois favorise le déploiement en ligne afin d'augmenter la puissance de feu sur un front unique.

LES CARRÉS DE PIQUIERS
Au début de la guerre, les piquiers constituent les deux tiers du millier d'hommes rassemblés dans un régiment d'infanterie. Rangés en carrés, ils forment une phalange pour attaquer les piquiers adverses et, surtout, protègent les mousquetaires, vulnérables quand ils rechargent. La NMA favorisant la puissance de feu, le nombre de piquiers décline régulièrement au profit des mousquetaires.

LES MOUSQUETAIRES
Ils sont organisés en six rangs de profondeur, tirant puis se repliant pour recharger à tour de rôle afin de fournir un feu continu. Au besoin, ils peuvent être déployés sur trois rangs, profitant des interstices laissés entre les formations, tirant par salves pour obtenir un effet concentré et dévastateur.

DES CANONS LÉGERS
Inspirée par la guerre de Trente Ans, la NMA attache des canons légers à ses régiments. Ces pièces, intercalées entre les formations, en augmentent la puissance de feu, tout en restant capables d'avancer avec elles.

Difficile de contester la légitimité de cette exception : dès le 14 juin 1645, le trio Fairfax-Cromwell-NMA détruit l'armée royale à Naseby, près de Northampton. Il vole ensuite de victoire en victoire. En mai 1646, Charles Ier n'a plus qu'à se rendre aux Écossais. Sa nouvelle et maladroite tentative de profiter des dissensions au sein du Parlement en 1648 aboutit à une autre série de défaites où il perd son trône. Invincible, la NMA soumet ensuite en moins de trois ans les nations irlandaise et écossaise, « *exploit que la couronne n'avait jamais réussi* », remarque Ian Gentles, professeur au Tyndale University College and Seminary (Canada). La NMA s'exportera aussi sur le continent au service de… Louis XIV : ce sont les piquiers anglais qui décident de la victoire de Turenne sur les Espagnols à la bataille des Dunes en 1658.
Comment expliquer ce passage de l'inefficacité à l'invincibilité ? Pas par la tactique, en tout cas : la NMA et ses chefs appliquent juste les recettes des grands capitaines protestants de l'époque, le roi de Suède Gustave II Adolphe et le prince néerlandais Maurice de Nassau, auprès desquels maints officiers parlementaires, dont Fairfax, ont fait leurs classes. Cromwell ajoute pour sa part un talent personnel dans le maniement de la cavalerie. Sa capacité à la rallier rapidement après une charge offre les deux succès décisifs de Marston Moor et Naseby, quand, après avoir culbuté l'aile qui lui fait face, il se rabat sur le flanc de l'infanterie adverse. Mais le camp royaliste est encore plus riche en officiers expérimentés, et le neveu de Charles, le prince Rupert du Rhin, est lui-même un tacticien expert. Alors ?

Discipline et mérite

En fait, le succès de la NMA est à chercher en dehors du champ de bataille, au moins au début, car les victoires engendrent un cercle vertueux où l'expérience s'ajoute à la supériorité morale. D'abord, plus que tout autre général de l'époque, Cromwell apporte une attention soutenue à l'entretien des troupes, la logistique et la discipline. « *Il s'arrête ainsi plusieurs jours avant d'aller livrer bataille à Worcester en 1651 afin de s'assurer que ses troupes soient chaussées de neuf* », illustre Ian Gentles. Si ses troupes vouent du coup à leur chef une affection sans faille, ce dernier insiste sur un comportement impeccable envers les civils : tout coupable de violence est passible de la potence, à la différence des soldats royaux ou des mercenaires. Les réquisitions inévitables sont payées en liquide ou en bons valant indemnités (en principe, car il n'est pas certain que l'argent ait été versé), méthode qui concilie les contrées traversées. Même en Irlande en 1649, Cromwell contrôle ses troupes : le massacre suivant la prise de Drogheda (3 500 morts environ, dont 700 à 800 civils) n'est pas un dérapage mais un exemple terroriste délibéré.
Deuxième originalité de la NMA, le mérite y supplante le sang bleu. Cromwell le revendique en 1643 : « *Je préfère un simple capitaine vêtu de brun* [couleur rustique et bon marché, NDLR] *qui sait et aime ce pour quoi il se bat plutôt qu'un soi-disant gentleman et qui n'est rien d'autre.* » Bien des colonels de la NMA sont issus de milieux très modestes, cordonniers, cochers, brasseurs… Pour Cromwell, la qualité primordiale du soldat reste cependant la dévotion. Et le puritanisme (*voir encadré p. 88*) devient le ciment de la New Model Army. Certes, elle n'est pas la première armée à se chauffer à

Maurice de Nassau (1567-1625), prince d'Orange, est le grand architecte de l'indépendance des Provinces-Unies protestantes vis-à-vis de la tutelle des Habsbourg d'Espagne. Théoricien de la tactique, il invente les solutions qui viennent à bout de la suprématie militaire espagnole et sert de mentor à de nombreux militaires protestants.

Une révolution politique avant tout

À la mort en 1603 d'Élisabeth Ire, dernière représentante de la dynastie des Tudors, le royaume semble stable. Côté religion, l'Église anglicane, fille à peine réformée du catholicisme mais farouchement indépendante de Rome, est assimilée depuis Henri VIII au protestantisme. Elle cohabite avec différents mouvements plus radicaux, inspirés par le calvinisme et réunis sous l'appellation de « puritanisme » (*voir encadré p. 88*). Le catholicisme, lui, est en pratique interdit et sévèrement réprimé. Côté politique, le roi partage une partie du pouvoir avec le Parlement (Communes et Chambre des lords, soit en tout 462 élus en 1601) fondé par la Grande Charte de 1215 et chargé de voter impôts et lois. Rien à voir toutefois avec la démocratie : le Parlement ne représente que les classes les plus riches, bourgeois et nobles. Cet équilibre religieux et politique est remis en cause en 1603 par l'accession au trône d'un roi d'origine écossaise, Jacques Ier Stuart. Conciliant en matière de religion, il défend la supériorité de la royauté de droit divin sur le Parlement, tenant, lui, d'une relation d'égal à égal. Le conflit larvé s'aggrave avec Charles Ier, qui succède à son père en 1625. Anticalviniste affirmé et soupçonné de sympathies catholiques, il reprend le bras de fer avec le Parlement. S'il est forcé d'accepter en 1628 une « pétition des droits » qui limite son pouvoir en matière de fiscalité et d'arbitraire légal, il gouverne seul de 1629 à 1640, à l'aide d'emprunts et expédients divers. Mais le coût de la guerre qu'il prépare contre la rébellion des calvinistes écossais le force à demander des subsides au Parlement en 1640… Qui refuse, menant tout droit à la crise. C'est en fait un conflit politique, plus que religieux, qui engendre la guerre civile : « *Le radicalisme est né de la guerre, et non l'inverse* », écrit ainsi l'historien Mark Kishlansky (*voir biblio p. 89*).

ILLUSTRATION : STÉPHANE HUMBERT-BASSET POUR « G&H »

De la révolution à la restauration

28 février 1638 Les Écossais refusent d'accepter le livre de prières imposé par Charles Ier. Le roi prépare une armée.
13 avril 1640 Charles Ier convoque le Parlement pour lever des subsides en vue de la guerre en Écosse. Refus du Parlement qui répète ses remontrances sur les taxes et la liberté religieuse.
4 janvier 1642 Charles Ier tente de faire arrêter cinq leaders parlementaires.
22 août 1642 Première escarmouche entre royalistes et parlementaires à Nottingham.
Septembre 1643 Les royalistes s'allient aux Irlandais, les parlementaires aux Écossais.
Été 1644 La victoire parlementaire de Marston Moor le 2 juillet est effacée par la défaite de Lostwithiel le 2 septembre.
15 février 1645 Le Parlement fonde la New Model Army.
14 juin 1645 À Naseby, la NMA écrase l'armée royale.
30 juillet 1646 Le roi refuse l'offre de paix du Parlement. Il se rend aux Écossais, qui le livrent au Parlement.
30 mars 1647 Une faction parlementaire tente de dissoudre la NMA sans compensations. Les soldats s'organisent pour faire respecter leurs droits.
Octobre-novembre 1647 Débats de Putney où les soldats radicaux de la NMA, désireux de passer le roi en jugement, s'opposent aux chefs militaires parlementaires, partisans d'une restauration de Charles.
Juillet 1648 Une armée de royalistes écossais descend sur l'Angleterre. Elle est écrasée par Cromwell le 17 août à Preston.
6 décembre 1648 La NMA chasse du Parlement les députés opposés au jugement du roi.
30 janvier 1649 Charles Ier, condamné à mort, est décapité.
16 mai 1649 Proclamation de la république du Commonwealth.
1er janvier 1651 Charles II Stuart, fils de Charles Ier, couronné roi d'Écosse.
3 septembre 1651 Son armée anéantie à Worcester, Charles II s'échappe en se cachant dans un chêne et se réfugie en France.
16 décembre 1653 Cromwell se déclare « *Lord Protector* ».
3 septembre 1658 Mort de Cromwell.
29 mai 1660 Restauration des Stuarts, avènement de Charles II.

Sectes puritaines, les communistes de Dieu

La New Model Army appuie son élan sur le puritanisme, mouvement protestant né du sentiment que l'Église anglicane n'a pas suffisamment pris ses distances avec les pratiques catholiques. Le puritanisme présente un côté répressif (interdiction des fêtes comme Noël, adultère puni de mort…) tout en proposant, à travers ses multiples mouvements, un étonnant programme sociopolitique. Ainsi, les **Levellers** (niveleurs) prêchent-ils la souveraineté populaire, le suffrage universel, l'égalité devant la loi, la tolérance religieuse… Et leurs épouses réclament même avec quelque retentissement l'égalité des droits pour les femmes. Les **Diggers** (« creuseurs ») exigent, eux, la mise en commun des biens et dénoncent le travail salarié et la propriété privée. Aux extrêmes, les **Fifth Monarchists** (partisans du Cinquième Royaume annoncé par le prophète Daniel et précédant le retour du Messie) veulent remplacer les lois anglaises par celles de Moïse tandis que les **Ranters** (vociférants) jurent des serments impies, refusent toute autorité et pratiquent l'amour libre.

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA POUR « G&H »

la Bible : les généraux des guerres de religion ont déjà tenté d'user de cette énergie. Mais la NMA l'intègre comme une composante indissociable. « *Elle innove en l'utilisant comme un moyen d'élever et de maintenir le moral*, complète Ian Gentles. *Elle a introduit à ce propos les séances d'étude de la Bible, les chants après les victoires, les prières collectives entre officiers, les jours de mortification pour la repentance et le pardon.* »

Bouillon de culture nourri au papier

Cromwell peut de plus, à la différence de ses prédécesseurs, décupler l'impact de l'éthique militaire protestante en utilisant les centaines de presses qui fleurissent alors à Londres et impriment par milliers tracts, livrets religieux et bibles pour des soldats partageant une nationalité et un langage commun (*voir encadré* *p. 89*). L'arme nouvelle de la propagande alimente les peurs, décrivant le roi comme un crypto-catholique prêt à tous les compromis avec les puissances continentales — et même, horreur, avec les Irlandais — aux dépens du bon Anglais, vrai et dévot.

La NMA innove en utilisant la Bible comme un moyen d'élever le moral de ses troupes.

Le virus puritain n'infecte pas pareillement tous les membres du corps militaire parlementaire. Seule une minorité de l'armée est religieuse, estiment les historiens. « *La tendance pénètre en outre bien plus profondément les rangs de la cavalerie que de l'infanterie*, explique John Morrill. *D'abord, parce que Cromwell sélectionne de longue date ses subordonnés pour leur dévotion. Et aussi parce que les simples cavaliers sont mieux instruits que les piquiers de l'infanterie.* » C'est malgré tout cette minorité — un noyau agissant que John Morrill compare aux bolcheviks — qui a nourri les notions révolutionnaires sur la nature de la hiérarchie, du gouvernement et de la démocratie, menant à une radicalisation rapide.
Une armée nationale, indépendante, fanatisée, dirigée par un chef charismatique… « *Le paradoxe est que le Parlement pensait créer une armée non politisée, mais en développant un tel esprit de corps, elle a produit exactement l'opposé* », résume John Morrill. En 1647, l'instrument militaire devient instrument de pouvoir à cause du contexte économique calamiteux. À la fin de la décennie 1640, en effet, les années de guerre ont ruiné le pays (180 000 hommes sont morts, soit 12 % des mâles) et les récoltes se révèlent les pires du siècle. Or, malgré ses maigres effectifs, la NMA coûte cher, et le Parlement désespère de la licencier en 1647, quitte à négocier avec les royalistes. Mais les soldats n'entendent pas devenir les dupes de ce marché.

Un putsch militaire unique

Tout en réclamant les arriérés de solde qui leur sont dus, les soldats nomment bientôt des « agitateurs » (*agitators*, signifiant simplement « agents » à l'époque) pour appuyer leurs droits. À l'automne 1647, ces représentants de la troupe débattent à Putney avec leurs généraux de la future constitution du pays. Contre la version modérée des grands officiers encore attachés à la couronne, *L'Accord du Peuple*, publié en mai 1649 par les Levellers (*voir encadré ci-contre*) affirme la souveraineté du peuple un siècle et demi avant la chute de Louis XVI. Parallèlement, émergent des tentations régicides alors que le Parlement, pressé de terminer la guerre, offre à Charles des concessions exceptionnelles.
Le bouillonnement qui agite les rangs finit par déborder. Le 6 décembre 1648, les régiments londoniens de la NMA purgent le Parlement de deux tiers de ses membres, ceux jugés trop tièdes. Le « Parlement croupion » qui en résulte fait exécuter le roi le 30 janvier et, le 19 mai, une république appelée *Commonwealth* (« Richesse commune ») est proclamée. Sans avoir semble-t-il souhaité réellement la fin de la monarchie, Cromwell, devant qui le modéré Fairfax s'efface, se retrouve seul maître du pays.
S'il n'est pas roi, ce nouveau dictateur à la romaine est couronné de succès. La NMA vole, on l'a vu, de victoire en victoire. La marine, rénovée, vient à bout en 1653 des Néerlandais réputés invincibles. France et Espagne reconnaissent même le nouveau régime.



Les piquiers de la NMA portent la cuirasse appelée « corselet » sur l'uniforme rouge devenu standard. Ils manient une pique de frêne longue de 4,5 à 5,5 m, tenue à hauteur d'épaule pour le contact. Le mousquetaire (*à gauche*) porte un mousquet à mèche, d'une portée de 300 m mais imprécis au-delà de 50 m.

ILLUSTRATION : GIUSEPPE RAVA

Mais le problème financier subsiste : l'armée coûte 90 000 livres sterling par mois, alors que le déficit annuel qu'affronte le Commonwealth en atteint 700 000 (non compris une grosse part d'arriérés militaires), selon l'historien Mark Kishlansky. Cromwell paye une partie de son armée d'Irlande en terres saisies sur place, mais ne peut éviter le recours à d'impopulaires impôts. En outre, incapable de se mettre d'accord sur une constitution, se querellant entre eux, les appuis du régime dérivent vers l'affrontement sectaire.

Un habit et une phobie en héritage

Comme le feront les révolutionnaires français et russes, Cromwell se voit obligé de louvoyer entre son aile droite, la petite noblesse et la bourgeoisie, et son aile gauche, les mouvements populaires radicaux. Début 1649, les mutineries fomentées par les Levellers sont réprimées. Puis, en avril 1653, Cromwell dissout à la pointe des piques ce qui reste d'un Parlement trop encombrant. Il gouverne ensuite assisté par l'armée et un conseil de dévots jusqu'à sa mort en 1658, à 59 ans. Bien que solide en apparence, le régime ne lui survit pas. Las des excès du puritanisme, gentlemen et bourgeois modérés appellent de leurs vœux la restauration des Stuarts.
C'est encore un général de la NMA, George Monck, qui cloue le cercueil du Commonwealth en 1660 en rappelant Charles II. Le fils du roi décapité s'empresse de licencier l'armée qu'il hait, non sans avoir pris la précaution de payer les arriérés de solde… Qu'est-il resté de la New Model Army ? Bien peu en apparence : le légendaire habit rouge et deux régiments de la garde royale. En creux, l'expérience du Commonwealth a engendré à Westminster une sainte méfiance vis-à-vis des grands capitaines. Seul Wellington, le prestigieux vainqueur de Napoléon, est parvenu à se hisser au poste de Premier Ministre. Il y est resté moins de trois ans. ■

■ Une guerre à feuillets tirés

L'abolition en 1641 par le Parlement de la censure engendre une floraison inédite de la presse : « *Au moins 300 nouvelles publications auraient ainsi vu le jour à Londres entre 1641 et 1660, profitant d'un taux d'alphabétisation de 90 % dans la population mâle adulte de la ville, plus élevé qu'aux XVIIe et XIXe siècles* », explique Jason Peacey, historien de la propagande à l'University College (Londres). Si les deux camps utilisent l'imprimé à des niveaux sans précédents, les royalistes se révèlent plus lents à s'en servir, Charles Ier répugnant à faire appel aux masses. En revanche, la NMA comprend vite l'intérêt de la propagande et l'intègre dans sa stratégie. Elle entame une campagne de relations publiques, en s'appuyant sur de grandes plumes. John Milton, géant de la poésie anglaise, est ainsi chargé de « vendre » la révolution à l'Europe. Chaque semaine, la NMA destine aux Londoniens et aux parlementaires un bulletin présentant ses hauts faits, dans des textes de qualité. Et ça marche : « *La correspondance des soldats montre que les tracts circulent et sont lus* », affirme Jason Peacey. Avec l'inconvénient que nourrir la réflexion des soldats les encourage aussi à questionner leur hiérarchie.

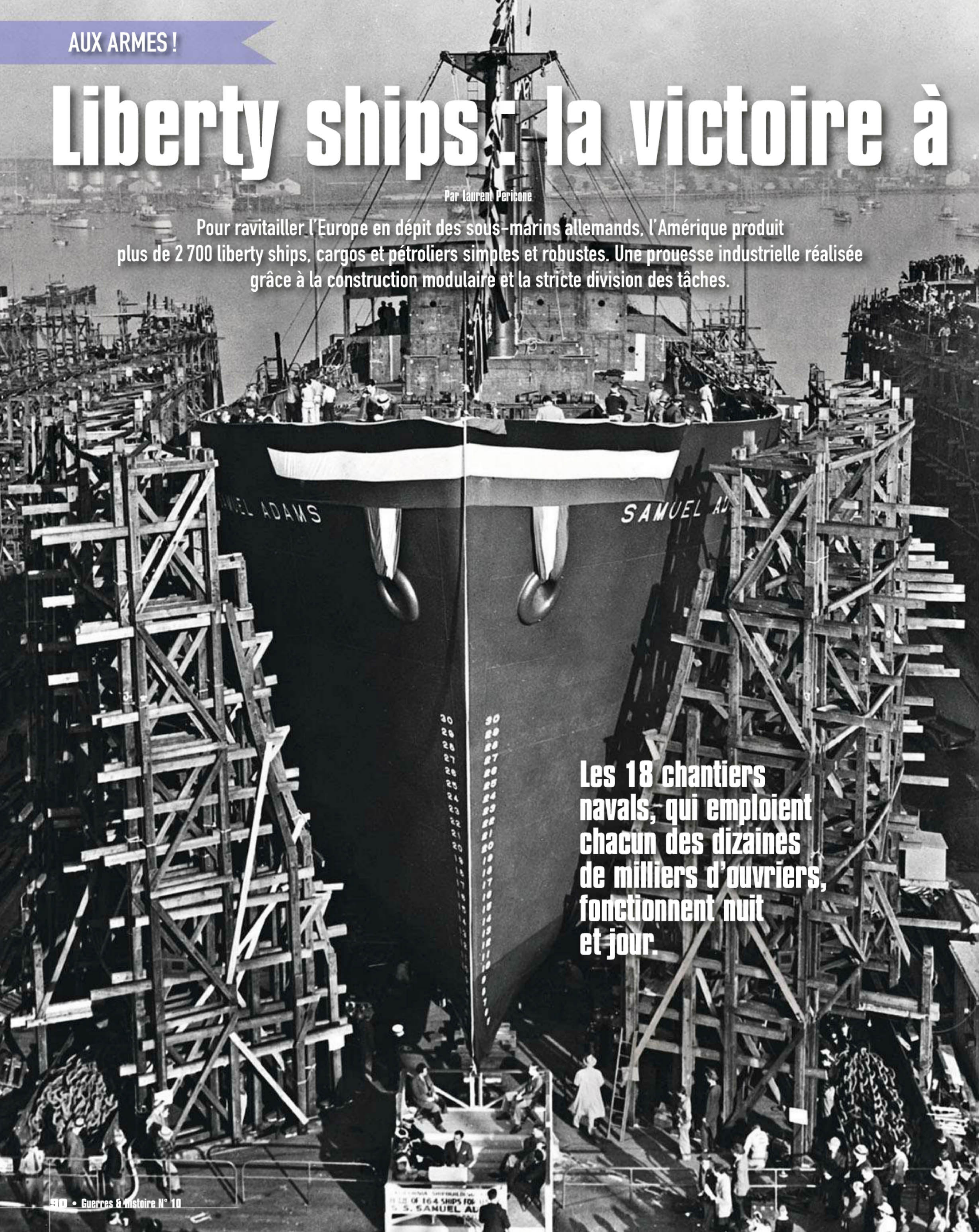
Pour en savoir +

- ***The New Model Army in England, Scotland and Ireland,*** **Ian Gentles, Wiley-Blackwell, 1994.**
- ***The Rise of the New Model Army*****, Mark Kishlansky, Cambridge Univ. Press, 1983.**
- ***Oliver Cromwell*****, John Morrill, Oxford University Press, 2007.**
- ***Politicians and Pamphleteers: Propaganda during the English Civil War and Interregnum*****, Jason Peacey, Ashgate, 2004.**
- ***Cromwell's War Machine, the New Model Army, 1645-1660*****, Keith Roberts, Pen&Sword, 2009.**
- ***New Model Army 1645-1650*****, Stuart Asquith, Chris Warner, Osprey, 1981.**

Liberty ships : la victoire à

Par Laurent Pericone

Pour ravitailler l'Europe en dépit des sous-marins allemands, l'Amérique produit plus de 2 700 liberty ships, cargos et pétroliers simples et robustes. Une prouesse industrielle réalisée grâce à la construction modulaire et la stricte division des tâches.



Les 18 chantiers navals, qui emploient chacun des dizaines de milliers d'ouvriers, fonctionnent nuit et jour.



fond de cale

Le *Samuel Adams* (*à gauche*), 71e liberty ship construit, est terminé le 31 janvier 1942 après six mois de chantier. Durée exceptionnellement longue : en 1943, grâce à la préfabrication massive de pièces standardisées, la construction prend moins d'un mois !

BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS - CORBIS

Le New Deal (« nouvelle donne ») est une politique interventionniste engagée par Roosevelt entre 1933 et 1936 dans les secteurs économiques, financiers et sociaux afin de relancer l'activité après la crise de 1929. Il a été marqué notamment par une série de grands travaux d'infrastructures comme le barrage Hoover au Nevada ou celui de Grand Coulee, dans l'État de Washington, dans le Nord-Ouest : sa capacité de production de 7 gigawatts en fait toujours la plus puissante centrale américaine.

La soudure à l'arc permet d'assembler des pièces en acier par fusion, la température pouvant dépasser les 3 000 °C. Ce type de soudure, par production d'un arc électrique grâce à une électrode, garantit une continuité de la nature des métaux joints, à la différence des techniques d'assemblage mécaniques tels le rivetage ou le boulonnage.

« J*e pense que ce bateau nous ira parfaitement. Évidemment, il n'est pas bien beau… On dirait un vilain petit canard* », observe Franklin D. Roosevelt en découvrant les plans du nouveau cargo que l'Amérique s'apprête à produire à la chaîne. Ce n'est que quelques mois plus tard, le 27 septembre 1941, que ce « vilain petit canard » prendra le nom plus évocateur de « *liberty ship* ». Ce jour-là, le Président américain inaugure à Baltimore le *Patrick Henry* (du nom d'un héros de l'indépendance américaine), premier navire de la série. Un événement déclaré « *Liberty Fleet Day* » par l'amiral Land, président de la Commission maritime américaine qui supervise cet ambitieux programme. Il s'agit en effet rien moins que de conjurer la menace des U-Boote dans l'Atlantique en produisant plus de navires qu'ils ne peuvent en couler. L'approvisionnement — et la survie — de l'Europe face au nazisme en dépend… L'Amérique va relever le défi grâce à un effort unique dans l'histoire de la construction navale : de septembre 1941 à septembre 1945, 2 709 liberty ships et 534 dérivés dits « victory ships » ont été construits, soit 56 % des 5 777 navires marchands produits aux États-Unis. De quoi laisser le pays avec 40 millions de tonnes de navires en 1945, deux fois la capacité de la marine marchande britannique à son apogée de 1939 !

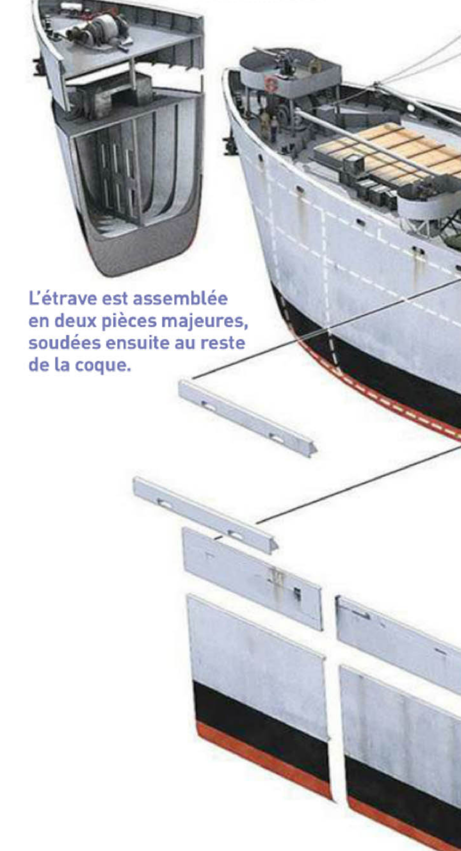
Kaiser, l'empereur du cargo jetable

Le cahier des charges du programme Liberty ship est extrêmement simple : fournir un gros cargo rudimentaire (14 200 t à pleine charge, soit de quoi embarquer 2 840 Jeep ou 260 chars Sherman), facile à construire et capable de transporter sa cargaison au moins une fois à travers l'Atlantique. Pas évident, mais l'Amérique peut compter sur un maître d'œuvre exceptionnel, l'industriel Henry John Kaiser (1882-1967). Spécialisé dans les grands programmes d'infrastructures (tel le barrage Hoover sur le Colorado), cet entrepreneur a été choisi par l'administration Roosevelt fin 1940 pour honorer une commande anglaise de 60 navires cargos de type *Ocean*, qui servira de base au liberty ship. Les chantiers britanniques, harcelés par la Luftwaffe, sont incapables en effet de remplacer les unités coulées par la Kriegsmarine.
Kaiser est un spécialiste des travaux publics — il a fait fortune grâce au revêtement routier — et ne connaît rien à la construction navale. Mais il a démontré sa capacité d'adaptation lors des grands travaux du New Deal et Roosevelt compte sur lui pour surmonter l'insuffisance des chantiers américains. Pour bâtir en hâte des cales sèches — premier défi à relever —, Kaiser réaffecte les ouvriers et les ingénieurs travaillant au barrage de Grand Coulee, près du Canada, à la construction d'un immense chantier naval à Richmond, en baie de San Francisco. En moins de trois mois, au printemps 1941, l'assemblage du premier cargo peut commencer. À terme, le chantier comprendra douze cales permettant d'assembler simultanément autant de liberty ships et emploiera jusqu'à 30 000 personnes.
Ce début de mobilisation, déjà considérable, s'emballe avec l'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941. Il ne s'agit plus seulement de sauver l'Angleterre mais de l'emporter. Ce vaste programme implique la production de cargos par centaines. Kaiser, seul, ne peut y parvenir. Mais il a donné l'élan. « *Il n'est pas l'unique entrepreneur à s'être lancé dans la bataille de la productivité*, souligne l'historien français Gérald Guétat. *Toutefois son influence technique et financière en fait le symbole de l'épopée des liberty ships. Ses sociétés contrôlent directement sept grands sites nouveaux et sont associées à trois chantiers existants qui vont adopter les méthodes nouvelles d'assemblage standardisées.* »
Au total, 18 chantiers navals participent au programme Liberty ship, répartis sur les côtes Est et Ouest et autour du golfe du Mexique. Chacun emploie des dizaines de milliers d'ouvriers et fonctionne nuit et jour. Un véritable transfert de population est nécessaire pour amener cette main-d'œuvre à bon port. Des villes entières voient le jour en même temps que les chantiers. Vanport City est ainsi construite par le groupe Kaiser en moins de quatre mois sur des marais asséchés à côté de Portland, la capitale de l'Oregon. La nouvelle cité abrite plus de 40 000 personnes et dispose d'écoles, de supermarchés, d'hôpitaux. Elle devient même la deuxième ville de l'État.
Pour motiver la force de travail, Kaiser imagine deux moteurs. Le patriotisme, d'abord : à l'entrée des cales

UNE PRODUCTION EFFRÉNÉE
Les dix-huit chantiers navals du programme Liberty ship ont construit plus de 2 700 navires tout au long du conflit. En 1943, le pic de production est atteint : près de 1 300 cargos sont livrés, contre 543 en 1942.

Nombre de bateaux construits
120
100
80
60
40
20
1942 1943 1944 1945
DJFMAMJJASONDJFMAMJJASONDJFMAMJJASONDJFMAMJJASO

UN MARCHAND LOURDEMENT ARMÉ
Le liberty ship standard reçoit huit canons antiaériens de 20 mm, un canon de 76 mm à l'avant et un de 127 mm à l'arrière. Cet armement peut encore être renforcé, notamment pour les navires opérant dans le Pacifique, soumis à la menace des kamikazes.

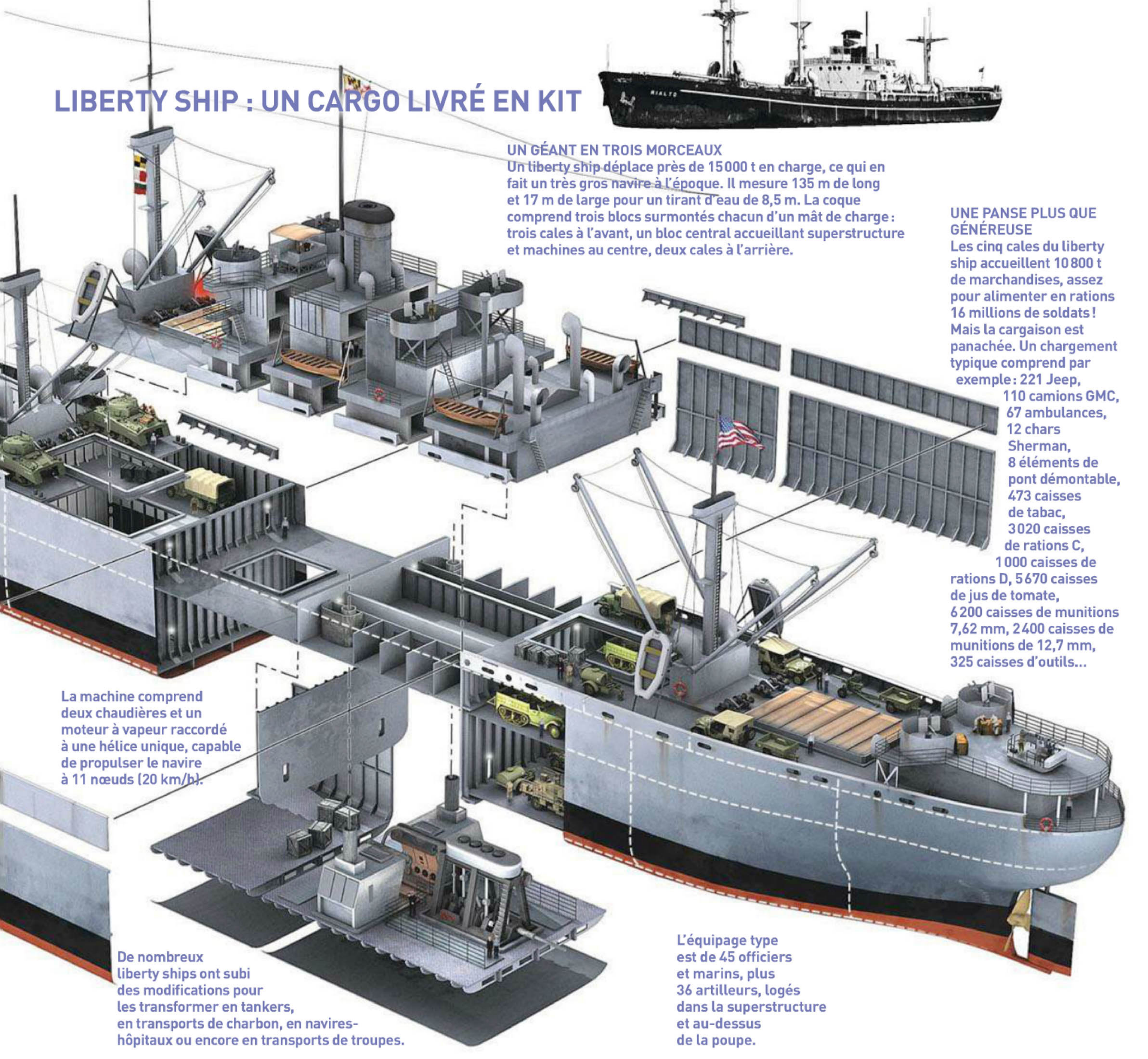


L'étrave est assemblée en deux pièces majeures, soudées ensuite au reste de la coque.

UN PUZZLE À 250 000 PIÈCES
Un liberty ship est construit en 120 sous-modules préfabriqués, eux-mêmes assemblés en gros éléments : quatre pour la superstructure, deux pour la proue, trois pour la poupe… Le tout est amené par grue sur une quille également modulaire.

INFOGRAPHIE : STÉPHANE HUMBERT-BASSET POUR « G&H »

LIBERTY SHIP : UN CARGO LIVRÉ EN KIT



UN GÉANT EN TROIS MORCEAUX
Un liberty ship déplace près de 15000 t en charge, ce qui en fait un très gros navire à l'époque. Il mesure 135 m de long et 17 m de large pour un tirant d'eau de 8,5 m. La coque comprend trois blocs surmontés chacun d'un mât de charge : trois cales à l'avant, un bloc central accueillant superstructure et machines au centre, deux cales à l'arrière.

UNE PANSE PLUS QUE GÉNÉREUSE
Les cinq cales du liberty ship accueillent 10800 t de marchandises, assez pour alimenter en rations 16 millions de soldats ! Mais la cargaison est panachée. Un chargement typique comprend par exemple : 221 Jeep, 110 camions GMC, 67 ambulances, 12 chars Sherman, 8 éléments de pont démontable, 473 caisses de tabac, 3020 caisses de rations C, 1000 caisses de rations D, 5670 caisses de jus de tomate, 6200 caisses de munitions 7,62 mm, 2400 caisses de munitions de 12,7 mm, 325 caisses d'outils…

La machine comprend deux chaudières et un moteur à vapeur raccordé à une hélice unique, capable de propulser le navire à 11 nœuds (20 km/h).

De nombreux liberty ships ont subi des modifications pour les transformer en tankers, en transports de charbon, en navires-hôpitaux ou encore en transports de troupes.

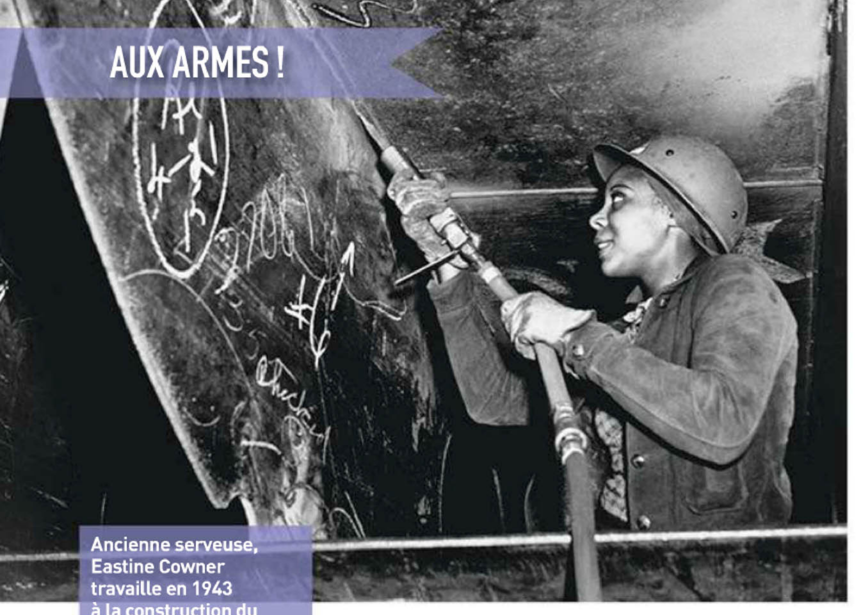
L'équipage type est de 45 officiers et marins, plus 36 artilleurs, logés dans la superstructure et au-dessus de la poupe.

de Richmond, une bannière clamant « *Remember Pearl Harbor* » accueille les ouvriers. L'émulation, ensuite : les chantiers font la course entre eux. Des records tombent tous les mois. Dans l'Oregon, en octobre 1942, le *John T. Neal* est lancé dix jours après sa mise en chantier. Mieux : à Richmond, le *Robert E. Peary* est assemblé en quatre jours et quinze heures ! Le navire est mis ensuite à quai pour les travaux de finition (pose des canons, accastillages, canots de sauvetage, câblage électrique…). Le 22 novembre, quinze jours après le début de sa construction, le *Peary* s'élance au sein d'un convoi pour sa traversée inaugurale de l'Atlantique. Durant sa première année d'exploitation, il parcourra 78000 km sans le moindre incident technique.

Comme un Lego géant

Ces records tiennent à l'émulation, mais surtout à la nouvelle méthode de production modulaire développée par les ingénieurs de Kaiser début 1942. « *Environ 250000 pièces entrent dans la fabrication d'un seul liberty ship*, explique Peter Elphick, ancien officier de marine passionné d'histoire. *La plupart d'entre elles sont pré-assemblées dans des zones périphériques du chantier pour former environ 120 modules qui doivent ensuite être tractés et grutés pour être mis en position dans la cale.* »
Ainsi, proue et poupe du navire sont entièrement préfabriquées et soudées aux extrémités de la coque (*voir schéma*). Le pont principal du cargo — long de 130 m — est désormais constitué de 7 grands tronçons contre 23 pour les premiers liberty ships. Les châteaux (passerelle, cabines des matelots…) sont assemblés dans de gigantesques hangars à proximité des cales. Mais les grues ne pouvant soulever ces structures de 250 t, celles-ci doivent être découpées en quatre

ILLUSTRATION : LAURENT HINDRYCKX POUR « G&H » – PHOTO : RUE DES ARCHIVES.



Ancienne serveuse, Eastine Cowner travaille en 1943 à la construction du *SS George Washington Carver* à Richmond (Californie). Symbole de la femme, main-d'œuvre peu qualifiée abondamment employée sur les chantiers, elle reflète aussi la condition des Noirs, cantonnés aux tâches subalternes. La soudure est réservée aux Blanches.

BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS

Pour en savoir +

- ***Liberty ship, l'épopée***, **Gérald Guétat, ETAI, 2001.**
- ***Les Liberty ships***, **Jean-Yves Brouard, Glénat, 1993.**
- ***On the Swing Shift: Building Liberty Ships in Savannah***, **Tony Cope, Naval Institute Press, 2009.**
- ***Liberty, the Ships that Won the War***, **Peter Elphick, Naval Institute Press, 2001.**

sections pour être ensuite ressoudées sur le pont du navire. Le temps de production moyen tombe ainsi à 42 jours, contre de 244 pour la tête de série *Patrick Henry*.
Loin des chantiers, des équipes d'acheteurs sillonnent le pays pour assurer un approvisionnement continu en acier. Pour éviter de solliciter des sites déjà mobilisés par l'effort de guerre, de nombreux éléments sont commandés à des entreprises non spécialisées dans la construction navale. Ainsi, les moteurs proviennent d'établissements fabricant normalement des locomotives. Au total, 500 usines dans 32 États seront mises au service de la production des liberty ships. En 1943, le pic de production est atteint : près de 1 300 cargos sont livrés, contre 543 en 1942 (*voir graphe p. 92*). Un exploit sans équivalent dans l'histoire : « *La production de la seule année 1943 représente 41 % de l'ensemble des navires lancés aux États-Unis en trente ans, entre 1915 et 1945 !* », résume Peter Elphick.

Les femmes font la soudure

Avec la construction modulaire, l'emploi massif de la soudure à l'arc est l'autre avancée technique majeure mise en œuvre dans ces chantiers. Facilitée par la simplicité des formes de la coque, cette méthode est plus rapide et moins gourmande en métal que le rivetage : il ne reste « que » 25 000 rivets (et 60 km de jointures soudées) sur un liberty ship contre 650 000 pour un cargo équivalent. Certes, la nouveauté du procédé engendre quelques déboires et les premières unités lancées subissent de grosses avaries, sans compter trois naufrages. « *On ne maîtrise pas encore les effets mécaniques dus à la rigidité structurelle des coques soudées, moins souples que les rivetées. Il arrive qu'en pleine mer des liberty ships cassent net par le milieu, au niveau du château* », explique Jean-Yves Brouard, historien spécialiste de la marine marchande. Pour éviter ces désagréments, des ceintures métalliques rivetées renforcent les parties sensibles de la coque.
En plus de la soudure, les ingénieurs du groupe Kaiser adoptent le principe de division du travail pratiqué dans l'industrie automobile. « *Pour produire très vite le nombre de navires nécessaires à l'Amérique, l'emploi des milliers de travailleurs sans qualification est essentiel. Chacun a une tâche très simple à mémoriser et à répéter tout au long de la journée. C'est cette division stricte du travail qui a permis d'atteindre ces quotas records* », souligne Tony Cope, enseignant à Savannah en Géorgie et dont le livre (*voir ci-contre*) est issu d'une centaine d'entretiens avec d'anciens ouvriers du chantier naval de sa ville. Ces méthodes permettent en outre de palier le manque de main-d'œuvre spécialisée en faisant appel aux femmes, à qui l'on confie volontiers les opérations de soudure. « Rosie the riveter » (Rosie la riveteuse), l'icône publicitaire vantant le travail des femmes dans l'industrie militaire, se mue alors en « Wendy the welder » (Wendy la soudeuse) ! Au total, les chantiers navals emploieront environ 25 % de femmes. Tout est fait pour réduire les temps de formation. Ainsi, dans la baie de San Francisco, les ferry-boats qui transportent les travailleurs sont équipés d'ateliers d'apprentissage rapide aux techniques de base de la soudure.

Un cargo est prêt en 42 jours avec la méthode de production modulaire.

Liberty… mais pas pour tout le monde

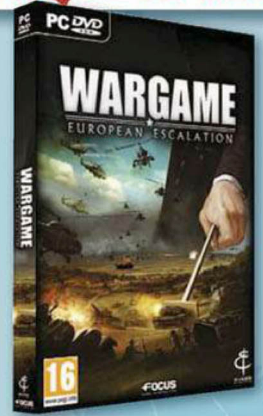
Comme les femmes, les Noirs eux aussi devraient bénéficier de l'appel de main-d'œuvre non qualifiée — d'autant que l'administration Roosevelt édicte, dès juin 1941, l'*Executive Order n° 8802* interdisant toute discrimination raciale dans les usines participant à l'effort de guerre, ces sites stratégiques relevant de la loi fédérale. C'est sans compter le conservatisme qui imprègne le Sud. Ainsi, à Savannah, les Noirs sont cantonnés aux tâches subalternes et subissent une stricte ségrégation dans les transports publics comme à la cantine. « *Certains chantiers sudistes ont bien accepté de former des Noirs à des emplois plus qualifiés que ceux de manœuvres, mais c'était pour les faire travailler ensuite sur des lignes de production complètement séparées des ouvriers blancs* », observe Tony Cope. Un comble pour des entreprises fabricants des « cargos de la liberté » !
Sur la côte Ouest, plus libérale, la situation évolue autrement. À Vanport City, l'afflux de 15 000 travailleurs noirs va obliger les responsables du chantier à tester des mesures d'intégration des différentes communautés.
Ces efforts sociaux — et les mouvements revendicatifs d'une communauté noire plus consciente de son poids économique — vont marquer durablement le paysage industriel américain, plus en tout cas que les gigantesques chantiers navals, démantelés sitôt la guerre finie. Quant aux 2 709 liberty ships produits, leur sort est varié. 253 ont sombré, dont 125 du fait de sous-marins. Sans emploi, 434 rejoignent la flotte de réserve de l'US Navy qui les amarre bord à bord dans de larges estuaires. Rachetés à bas prix par des armateurs grecs — Onassis, Niarchos et autres — plus de 500 liberty et victory ships vont lancer sur les mers la marine marchande grecque. La France reçoit, elle, 75 navires. Bâtis en toute hâte, ces bateaux navigueront encore quinze à vingt ans. Pas mal pour des coques conçues pour durer cinq ans tout au plus ! ■

■ La robustesse au détriment de la rapidité

À côté de nombreuses innovations dans l'assemblage, le programme Liberty ship se caractérise par le choix, qui va se révéler judicieux, d'un moteur techniquement obsolète. Tous les liberty ships sont en effet équipés d'une machine à vapeur de type *Dorrington Court* (un cargo anglais des années 1930) présentant bien des avantages : rapidité de fabrication, entretien facile, économie de carburant. Seul défaut majeur de cette machine de 2 500 ch pesant 120 t : la vitesse du navire est limitée à 11 nœuds (20 km/h). La robustesse et la fiabilité se font au détriment de la rapidité… En 1942, un programme complémentaire de 500 « victory ships » est lancé. Légèrement plus longs que leurs aînés, ces cargos sont surtout équipés d'une turbine à vapeur plus puissante permettant aux navires de filer à 15 nœuds (28 km/h).

ENQUÊTE LECTEURS





RÉPONDEZ À CETTE ENQUÊTE
ET PARTICIPEZ À L'AMÉLIORATION DE GUERRES & HISTOIRE !

Pour vous remercier de prendre le temps de répondre à ce questionnaire, un tirage au sort sera organisé. Vous aurez ainsi la possibilité de remporter :

➤ **L'UN DES 40 JEUX "WARGAME EUROPEAN ESCALATION", le jeu événement de la stratégie temps réel !**

Une fois rempli, ce questionnaire est à nous retourner, **au plus vite, sans l'affranchir,** à l'adresse suivante :

SCIENCE & VIE, LIBRE RÉPONSE 23016 – 92125 MONTROUGE CEDEX

Nous tenons à vous préciser que les réponses que vous apporterez à ce questionnaire sont strictement anonymes.

Chers lecteurs,

Vous venez de découvrir ce dixième numéro de Guerres & Histoire et nous faisons appel à vous pour recueillir vos réactions. Nous souhaiterions vous associer à notre réflexion dans le but de réaliser des numéros qui correspondent aussi parfaitement que possible à vos attentes et à celles de tous les lecteurs. Nous souhaitons donc vous donner la parole : que pensez-vous de ce numéro ? Quels articles vous ont attirés et comment les avez-vous appréciés ?

Pour répondre aux questions, il suffit d'entourer le code correspondant à la réponse que vous avez sélectionnée. Ayez la gentillesse de nous retourner très vite votre questionnaire. Il n'est pas nécessaire de l'affranchir. Nous avons vraiment besoin de vos réponses, qu'elles soient critiques ou élogieuses, que vous ayez lu beaucoup d'articles dans ce numéro ou très peu.

Votre aide nous est précieuse !

Bien à vous,

Jean Lopez
Rédacteur en chef

Q1. Où avez-vous entendu parler de Guerres & Histoire ?
- ➤ Dans un magazine 1
- ➤ À la télévision 2
- ➤ À la radio 3
- ➤ Sur des affiches 4
- ➤ Sur un blog 5
- ➤ Sur Facebook 6
- ➤ Sur Twitter 7
- ➤ Vous l'avez vu chez votre marchand de journaux et la couverture vous a donné envie de l'acheter 8
- ➤ Quelqu'un vous en a parlé 9
- ➤ D'une autre manière, préciser : 10

Q2. Comment vous êtes-vous procuré ce numéro de Guerres & Histoire ?
- ➤ Vous l'avez acheté vous-même chez votre marchand de journaux 1
- ➤ Une autre personne de votre foyer l'a acheté chez un marchand de journaux 2
- ➤ On vous l'a prêté / donné 3
- ➤ Vous (ou une autre personne de votre foyer) êtes abonné 4

Q3. Avez-vous acheté les précédents numéros de Guerres & Histoire ? (le numéro que vous avez en main est le 10ème numéro)

	Oui	Non
➤ N°1 - Dossier Napoléon	1	2
➤ N°2 - Dossier Barbarossa	1	2
➤ N°3 - Dossier Les Paras	1	2
➤ N°4 - Dossier Pearl Harbor	1	2
➤ N°5 - Dossier 1918 l'Armée Française à son zénith	1	2
➤ N°6 - Dossier La légion romaine	1	2
➤ N°7 - Supériorité militaire allemande ? Le mythe du siècle !	1	2
➤ N°8 - Viêtnam 20 idées fausses qui ont la vie dure	1	2
➤ N°9 - Le pétrole, l'arme noire qui a fait gagner les Alliés	1	2

Q4. Pour quelle(s) raison(s) avez-vous acheté/lu ce numéro de Guerres & Histoire ? N'hésitez pas à détailler votre réponse.

....

Q5. D'autres personnes ont-elles lu votre numéro de Guerres & Histoire ?
- ➤ Oui, votre conjoint 1
- ➤ Oui, vos enfants 2
- ➤ Oui, vos parents 3
- ➤ Oui, des amis 4
- ➤ Oui, une/d'autre(s) personne(s) 5
- ➤ Non 6

Q6. Que pensez-vous faire de ce numéro une fois que vous l'aurez lu ?
- ➤ Vous allez le conserver 1
- ➤ Vous allez le prêter, le donner à quelqu'un d'autre 2
- ➤ Vous allez le jeter 3

Q7. Quelle note de 0 à 10 donneriez-vous à la couverture de ce numéro de Guerres & Histoire ? 10 signifiant que vous l'appréciez beaucoup, 0 signifiant que vous ne l'appréciez pas du tout, les notes intermédiaires vous permettant de nuancer votre jugement.

|__|__| sur 10

Q8. Parmi les sujets figurant en couverture de Guerres & Histoire, lesquels vous ont donné le plus envie de lire ou d'acheter le magazine ?

	En 1er	En 2ème	En 3ème
➤ A La guerre de Cent Ans	1	1	1
➤ B Golan 1973 : "Seul face à une division blindée"	2	2	2
➤ C Le tankiste israélien Zvika Gringold témoigne	3	3	3
➤ D Champs Catalauniques : La Gaule sauvée d'Attila... par les Goths	4	4	4
➤ E Liberty Ships, la victoire à fond de cale	4	4	4
➤ F New Model Army, La Bible au bout du mousquet	4	4	4

Q9. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec chacune des phrases suivantes à propos de la couverture de Guerres & Histoire...

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
➤ Cette couverture reflète bien le contenu du magazine	1	2	3	4
➤ Cette couverture donne envie d'acheter le magazine	1	2	3	4
➤ Cette couverture est moderne	1	2	3	4

Q10. Pour chacun des articles de ce magazine, indiquez dans le tableau ci-dessous :
a - si vous l'avez lu, en entier, en partie, parcouru sans vraiment le lire ou pas lu du tout.
b - et si vous l'avez au moins parcouru, s'il vous a intéressé, assez, peu ou pas du tout.

	a-Lecture				b-Intérêt			
	En entier	En partie	Seulement parcouru	Pas lu du tout	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout
➤ Édito (p. 5)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Sommaire (p. 6 et 7)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Zvika Gringold, seul face à une division blindée (p. 8 à 14)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Brèves Actu (p. 16 à 19)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Crimée, la première guerre photographiée (p. 20 à 26)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Questions/Réponses (p. 28 à 31)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ La guerre de Cent Ans, les clés d'une révolution militaire (p. 32 et 33)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Cent ans pour accoucher de la guerre moderne (p. 34 à 39)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Cent et autant de guerres (p. 40 et 41)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Le grand Arc, une arme de destruction massive (p. 42 à 47)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ La campagne de Jeanne, tournant du conflit (p. 48 et 49)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Sortir du Moyen Age pour terminer la guerre (p. 50 à 55)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Lanciers contre Panzers : une légende germano... polonaise ! (p. 58 à 61)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Guerre de 1812, quand l'angleterre brûle Washington (p. 62 à 66)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ La Sten, le bras armé de la résistance (p. 68 et 69)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Les champs Catalauniques, un combat entre barbares (p. 70 à 74)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Ardant du Picq, l'officier à l'écoute du soldat (p. 76 à 80)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Ramagen, un pont trop tôt (p. 82 et 83)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ New Model Army : la Bible au bout du mousquet (p. 84 à 89)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Liberty Ships, victoire à fond de cale (p. 90 à 94)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Chronique Merchet (p. 97)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ L'œil du cinéma (p. 98 et 99)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ A lire, à voir, à jouer (p. 100 à 111)	1	2	3	4	1	2	3	4
➤ Chronique Turquin (p. 114)	1	2	3	4	1	2	3	4

ENQUÊTE LECTEURS



Q11. Quelle note d'appréciation globale de 0 à 10 donneriez-vous à ce numéro de Guerres & Histoire ? 10 signifiant que vous l'appréciez beaucoup, 0 signifiant que vous ne l'appréciez pas du tout, les notes intermédiaires vous permettant de nuancer votre jugement.

|__|__| sur 10

Q12. Voici plusieurs phrases à propos du magazine Guerres & Histoire. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec chacune d'entre elle ?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
➤ A J'ai beaucoup appris à la lecture de ce magazine	1	2	3	4
➤ B Ce magazine contient des informations que je n'avais jamais trouvées ailleurs	1	2	3	4
➤ C Ce magazine est bien illustré	1	2	3	4
➤ D Les articles de ce magazine sont clairs, faciles à comprendre	1	2	3	4
➤ E Les articles de ce magazine sont rédigés par des experts	1	2	3	4
➤ F Ce magazine est différent des autres	1	2	3	4
➤ G Ce magazine est moderne	1	2	3	4
➤ H Ce magazine peut être lu par tout le monde	1	2	3	4
➤ I Je pourrais recommander ce magazine à quelqu'un	1	2	3	4
➤ J Ce magazine est agréable à lire	1	2	3	4
➤ K Ce magazine peut être lu par des experts de guerres et de stratégie	1	2	3	4
➤ L Ce magazine correspond au style des autres magazines Science & Vie	1	2	3	4

Q13. Trouvez-vous que dans ce numéro de Guerres & Histoire il y a trop, suffisamment ou pas assez...

	Trop	Bon équilibre	Pas assez
➤ A De textes	1	2	3
➤ B De photos/d'illustrations	1	2	3
➤ C De sujets sur la Seconde Guerre mondiale	1	2	3

Q14. Le magazine Guerres & Histoire est vendu au prix de 5,95 €. Ce prix vous paraît-il...

➤ Cher 1
➤ Raisonnable 2
➤ Bon marché 3

Si vous n'êtes pas abonné

Q15. Pensez-vous que vous achèterez le prochain numéro de Guerres & Histoire ?

➤ Oui, certainement 1
➤ Oui, probablement 2
➤ Non, probablement pas 3
➤ Non, certainement pas 4

Q16. Si demain vous pouviez acheter régulièrement le magazine Guerres & Histoire, vous aimeriez le retrouver chez votre marchand de journaux...

➤ Tous les mois 1
➤ Tous les 3 mois 2
➤ 2 fois par an 3
➤ Moins souvent 4

Si vous n'êtes pas abonné

Q17. Suite à la lecture de ce numéro, avez-vous l'intention de vous abonner à Guerres & Histoire (au prix de 19 € les 4 numéros) ?

➤ Oui, certainement 1
➤ Oui, probablement 2
➤ Non, probablement pas 3
➤ Non, certainement pas 4

Q18. Et si demain le magazine Guerres & Histoire était vendu au prix de 6,95 €, l'achèteriez-vous...

➤ Oui, certainement 1
➤ Oui, probablement 2
➤ Non, probablement pas 3
➤ Non, certainement pas 4

Q19. Seriez-vous intéressé pour discuter sur Internet avec d'autres lecteurs de Guerres & Histoire ?

➤ Très intéressé 1
➤ Plutôt intéressé 2
➤ Plutôt pas intéressé 3
➤ Pas du tout intéressé 4

Q20. Quel(s) autre(s) magazine(s) lisez-vous ne serait-ce qu'occasionnellement ?

	Très souvent	Assez souvent	Rarement	Jamais
➤ A Le magazine mensuel Science & Vie	1	2	3	4
➤ B Les hors-séries de Science & Vie	1	2	3	4
➤ C Les Cahiers de Science & Vie	1	2	3	4
➤ D Histoire	1	2	3	4
➤ E Historia	1	2	3	4
➤ F Les grandes batailles de l'Histoire	1	2	3	4
➤ G La Nouvelle revue d'histoire	1	2	3	4
➤ H Mémo Ça m'intéresse	1	2	3	4
➤ I Géo Histoire	1	2	3	4
➤ J Histoire & Stratégie	1	2	3	4
➤ K DSI	1	2	3	4
➤ L Vae Victis	1	2	3	4
➤ M Cols Bleus	1	2	3	4
➤ N Armées d'aujourd'hui	1	2	3	4
➤ O Terre information magazine	1	2	3	4
➤ P Air Actualités	1	2	3	4
➤ Q Autres, merci de préciser :	1	2	3	4

Q21. Parmi les activités suivantes, quelles sont celles dont vous pourriez dire qu'elles vous passionnent ?

	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout
➤ A Regarder des films de guerre/de stratégie	1	2	3	4
➤ B Lire des livres d'histoire militaire	1	2	3	4
➤ C Participer à des reconstitutions historiques	1	2	3	4
➤ D Modélisme	1	2	3	4
➤ E Figurines	1	2	3	4
➤ F Jeux d'échecs	1	2	3	4
➤ G Jouer à des jeux vidéo de tir (First Person Shooting)	1	2	3	4
➤ H Jouer à des jeux vidéo de stratégie simulant des situations de conflit (Wargame)	1	2	3	4
➤ I Jouer à des jeux de figurines dans un univers imaginaire (Warhammmer)	1	2	3	4
➤ J Autres, merci de préciser :	1	2	3	4

Q22. Quels sites d'histoire ou de stratégie militaire consultez-vous sur internet ?

....

....

....

POUR FINIR, VOICI QUELQUES DERNIÈRES QUESTIONS DESTINÉES À MIEUX VOUS CONNAÎTRE.

P1. Vous êtes...

➤ Un homme 1
➤ Une femme 2

P2. Votre âge : |__|__| ans

P3. Dans quelle catégorie professionnelle vous situez-vous/le chef de famille ?

	Vous-même	Le chef de famille
➤ Agriculteur	1	1
➤ Profession libérale	2	2
➤ Artisan, petit commerçant	3	3
➤ Chef d'une entreprise de plus de 10 salariés	4	4
➤ Cadre supérieur	5	5
➤ Cadre moyen	6	6
➤ Employé / Ouvrier	7	7
➤ Professions de l'enseignement	8	8
➤ Militaire, profession de l'armée	9	9
➤ Elève, étudiant	10	10
➤ Retraité	11	11
➤ Chômeur	12	12
➤ Autre inactif	13	13

P4. Quel est votre département de résidence? |__|__|

P5. Il y a bien des façons d'aborder l'histoire militaire tout simplement parce que la guerre est un phénomène complexe et qui touche à tous les domaines. Voici différents types de sujets, indiquez-nous dans quelle mesure chacun d'entre eux vous intéresse.

	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout
➤ A L'histoire d'une bataille : le récit des événements. Ex. : Crécy, le 26 août 1346.	1	2	3	4
➤ B L'analyse d'un conflit. Ex. : qui a vraiment gagné la guerre de Corée ?	1	2	3	4
➤ C Les thèmes généraux. Ex. : les femmes et la guerre, le sexe et la guerre, les prisonniers.	1	2	3	4
➤ D L'économie. Ex. : comparaison de l'effort économique des belligérants de la Seconde Guerre mondiale.	1	2	3	4
➤ E Les sujets armes. Ex. : le match Panther – T34	1	2	3	4
➤ F L'histoire des unités. Ex. : les régiments de zouaves dans l'armée française.	1	2	3	4
➤ G La "psychologie". Ex. : comment prépare-t-on les combattants à tuer ?	1	2	3	4
➤ H Les biographies des grands chefs. Ex. : Joukov, l'homme qui a gagné la Seconde Guerre mondiale.	1	2	3	4
➤ I Les reportages photo. Ex. : le reportage de Capa sur le Jour J.	1	2	3	4
➤ J Les interviews de vétérans. Ex. : comment j'ai coulé un U-Boot dans l'Atlantique ?	1	2	3	4

SI VOUS DÉSIREZ PARTICIPER AU TIRAGE AU SORT POUR TENTER DE GAGNER UN CADEAU, merci de nous indiquer vos coordonnées :

Nom : .... Prénom : ....

Adresse : ....

Code Postal - Ville : ....

Téléphone : .... Email : ....

Pour rappel, vos coordonnées ne serviront que pour l'envoi des lots et ne seront pas associées à vos réponses à ce questionnaire.

Si vous souhaitez nous faire part d'autres commentaires, vous pouvez nous envoyer, en plus de ce questionnaire à retourner par courrier, un email à l'adresse suivante : guerres.histoire@mondadori.fr ou ajouter à ce questionnaire rempli, vos commentaires sur papier libre. De la même manière, si vous souhaitez consulter le règlement du tirage au sort, n'hésitez pas à nous contacter par courrier ou email.

Un outil de pauvre

Par Jean-Dominique Merchet

Coups tordus, opérations commandos… C'est du classique. Mais les forces spéciales ont reçu souvent dans l'histoire une autre mission occulte : masquer au moindre coût le délabrement de l'outil militaire classique.

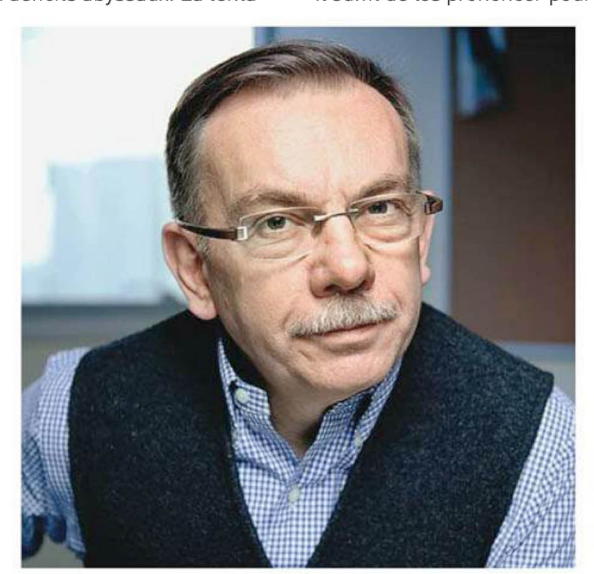
Les forces spéciales sont un remède miracle à la disparition des grandes armées. C'est en quelque sorte un outil de pauvre, que cette disparition soit subie ou volontaire. Alors que la France s'apprête à donner un nouveau coup de rabot budgétaire à sa Défense, les forces spéciales (FS) ont plus que jamais les faveurs des dirigeants politiques et des médias. Ne sont-elles pas le *nec plus ultra* militaire au point que certains imaginent qu'elles pourraient remplacer l'essentiel des forces terrestres ? D'autant que dix ans d'intervention en Afghanistan incitent à ne pas renouveler l'expérience…

La ficelle, on le voit, est assez grosse : supprimons encore quelques régiments d'infanterie, d'artillerie ou de cavalerie et, du coup, réduisons les crédits de la Défense pour faire face aux déficits abyssaux. La tentation est là, bien palpable. Résultat : moins on aura d'armée et plus on aura de forces spéciales ! Un fantasme ? Regardons l'histoire de plus près.

Nous sommes le 4 juin 1940. À Londres, Winston Churchill prend la parole devant la Chambre des communes. La situation militaire est catastrophique et les mots du Premier Ministre marqueront à jamais les mémoires : « *Nous défendrons notre île quel qu'en soit le prix, nous nous battons sur les plages, nous nous battrons dans les champs et dans les rues, nous nous battrons dans les collines, nous ne nous rendrons jamais.* » Faisant référence à l'évacuation de la poche de Dunkerque, qui vient de s'achever avec succès (330 000 militaires en dix jours), Churchill ajoute que « *les guerres ne sont pas gagnées par des évacuations* ». Dans son esprit, les choses sont claires : il faut continuer à porter des coups à l'ennemi et le plus tôt sera le mieux.

Bien. Mais avec quoi ? Si les hommes ont pu être sortis de Dunkerque, ils ont laissé l'essentiel de leur matériel derrière eux. Face à la Wehrmacht, la British Army n'a plus que 500 canons — « *dont certains ont dû être extraits des musées* » comme le note l'historien François Kersaudy —, 450 tanks et trois divisions d'infanterie. « *Toutes les autres divisions sont en cours d'instruction et elles n'ont pratiquement pas d'armes* », ajoute l'historien.

De ce constat terrible et de la volonté de Churchill va naître un outil militaire promis à un bel avenir : les commandos, c'est-à-dire ce que l'on appelle aujourd'hui les forces spéciales. En attendant de pouvoir en découdre sérieusement, après le D-Day, ces nouvelles unités permettront, avec le Bomber Command, de conserver une attitude offensive. Ne nous trompons pas : les FS ne sont pas un produit de luxe que l'on s'offrirait en plus de divisions d'infanterie ou de brigades blindées. C'est bien au contraire parce qu'ils n'avaient plus rien d'autre pour faire la guerre que les Britanniques, les maîtres en la matière, ont inventé, parfois bricolé, de telles unités. Elles ne furent pas le résultat de savantes réflexions d'état-major, mais une nécessité de première urgence.



« Les unités commandos britanniques ne furent pas le résultat de savantes réflexions d'état-major, mais une nécessité de première urgence. »

Toutes proportions gardées, la France est aujourd'hui dans une situation assez proche. Les effectifs militaires de son armée de terre sont à un minimum historique depuis le XVIIe siècle, de l'ordre de 100 000 hommes. Et sans doute moins dans quelques mois, ce qui fait dire à ses chefs, avec une forme d'humour un peu désespérée, que l'armée de terre tiendra bientôt tout entière dans le Stade de France…

Alors, il faut bien compenser. Militairement, mais surtout symboliquement. Cela tombe bien, car les mots « forces spéciales » semblent avoir des vertus magiques, entretenues par le cinéma et toute une littérature. Il suffit de les prononcer pour produire un effet. Annoncer leur envoi — quelques dizaines d'hommes, pas plus —, c'est dire aux citoyens français et aux pays alliés : « Regardez comme nous prenons les choses au sérieux ». Cela ne coûte pas cher et ça marche presque à tous les coups. La communication est, ne l'oublions pas, un élément permanent de l'action politico-militaire. Or, « *les forces spéciales sont un signe extérieur de richesse et de puissance* » explique un de leurs officiers. Un « *signe extérieur* » qui peut, parfois, masqué un délabrement intérieur.

Cette mythologie des FS trouve un terrain particulièrement favorable en France, en premier lieu dans l'armée. Là encore, revenons à mai-juin 1940. À la suite de la défaite, les armées et l'industrie françaises sont restées, pendant cinq ans, à l'écart des immenses innovations techniques et militaires de la guerre : radars, avions à réaction, sous-marins et blindés de nouvelle génération, porte-avions, bombardiers stratégiques, arme nucléaire, etc. Pendant ces cinq années, tout ce que la France aura à offrir à l'effort de guerre de ses alliés, ce sont ses hommes et leur courage. C'est beaucoup, mais insuffisant. Cela va profondément marquer la culture militaire française.

La figure du « para » va s'imposer comme nulle part ailleurs, dans une sorte, là encore, de compensation symbolique. Faute d'avoir pu briller dans des armes essentiellement techniques, les combattants « *à la poitrine nue* » vont devenir les nouvelles figures de l'héroïsme militaire. Il y a là comme une revanche de la virilité, malmenée par l'arrivée des soldats allemands puis américains sur le sol du pays. « *Souple, félin, manœuvrier* », comme le veut la tradition, le para doit aussi être « *rustique* ». Il s'agit plutôt de faire de nécessité vertu. Car la France de l'après-guerre n'avait pas les moyens matériels de proposer à ses soldats autre chose que la rusticité. C'est sur ce terreau culturel que va s'épanouir, en France, le « *mythe du para* », inséparable désormais de celui des forces spéciales.

Un mythe qui pourrait aujourd'hui se retourner contre son armée. ■

LÉA CRESPI POUR « G&H »

L'ŒIL DU CINÉMA

Par Isabelle Delpech

JEANNE, HEROINE

Figure religieuse, symbole politique, guerrière farouche… Personnalité composite, Jeanne a été moult fois filmée mais sans que quiconque parvienne à la cerner entièrement. Ceux qui voient en elle une sainte la décrivent comme une martyre de l'intolérance religieuse. Ils s'intéressent alors à son procès, dont ils soulignent l'absurdité et la médiévale iniquité. Approchée sous l'angle politique, Jeanne renvoie une image bien plus contemporaine : fille du peuple trahie par son roi, elle devient un symbole de l'instrumentalisation par les puissants. Enfin, Jeanne héroïne est guerrière avant tout. Ses voix, qui apparaissent alors à l'écran à grand renfort de lumière, de coups de tonnerre et de ralentis dramatiques, sont autant de manifestations surnaturelles destinées à convaincre le spectateur de la dimension fantastique de la geste. Quant à la synthèse… L'heure du miracle n'a pas encore sonné. ■

1928 La Passion de Jeanne d'Arc

De Carl Theodor Dreyer – Avec Renée Falconetti, Michel Simon, Antonin Artaud – DVD N&B muet.

Le film devait être parlant, il sera muet pour des raisons techniques. Mais ce qu'il perd en son, il le gagne en force. Filmée au plus près, cette magnifique galerie de visages aux lèvres figées prend une grande puissance. Jeanne semble sourde, ses yeux interrogent ses accusateurs, à la recherche de sens. Et quand elle prend la parole, elle est comme muette : personne ne l'entend. Lâches, colériques ou bouffis d'orgueil, les prêtres ne sont d'ailleurs pas là pour l'écouter mais pour dire leur vérité, et leur mépris. Le procès n'est qu'une mascarade destinée à satisfaire une institution intolérante, qui ne peut accepter qu'une femme communique avec Dieu sans passer par son entremise. Ici, pas de batailles, pas d'héroïsme, mais la souffrance nue d'une sainte persécutée.

1948 Jeanne d'Arc

De Victor Fleming – Avec Ingrid Bergman, Francis L. Sullivan – DVD VO (sous-titres en espagnol uniquement).

Ingrid Bergman, sublime et ultra-féminine (elle a plus de 30 ans lors du tournage), n'était peut-être pas le choix le plus évident pour incarner une fille de 16 ans. Si les gros plans en Technicolor sur son visage tartiné de fond de teint demandent un effort d'imagination, elle convainc lorsqu'elle enfile l'armure. Ingrid devient une Jeanne déterminée, une guerrière dont les ambitions se heurtent à la vénalité d'un dauphin puis d'un roi égocentrique. Le film choisit de souligner l'humanité de Jeanne, il y parvient mais livre une épopée assez dénuée de profondeur. La bataille d'Orléans est bien rendue, avec force figurants et une belle variété d'armes. Dommage que les décors soient si artificiels et le tout tellement « joué » au point, là encore, de passer à côté de l'émotion.

1957 Sainte Jeanne

D'Otto Preminger – Avec Jean Seberg, Richard Widmark, Anton Walbrook – DVD N&B VOST.

« *Jean Seberg n'est pas Jeanne d'Arc, elle joue à l'être* », écrit Jacques Rivette à la sortie du film. Il est vrai qu'il s'agit de son tout premier rôle. Les autres acteurs, d'illustres comédiens anglais, sont heureusement excellents. Preminger reprend la pièce de George Bernard Shaw. On peut regretter qu'il en tire un récit si confus. Jeanne y multiplie les miracles (les poules se remettent à pondre, le vent change…), appelle le dauphin – personnage ridicule, puéril et geignard – « Charly » et ne livre aucune bataille. Elle vendrait le *Herald Tribune* à Chinon qu'on ne serait pas surpris. Seule la vision des ecclésiastiques est intéressante : ces hommes pragmatiques, pour lesquels « *un miracle est un événement qui crée la foi* », se réjouissent des irrégularités du procès comme autant de chances pour l'Église de se blanchir par la suite.

Toutes les Jeanne entendent des voix mais ne se valent pas. Allongée dans l'herbe, l'héroïne de Besson se laisse guider par ses visions et sa « Conscience » (incarnée par Dustin Hoffman). Quitte à s'égarer dans un mauvais conte psychanalytique. Et « Jeanne » Seberg ne réussit pas à faire de miracles à l'écran : la jeune première peine à être crédible dans le récit confus tourné par Preminger.

AUX VOIX MULTIPLES

1962 Procès de Jeanne d'Arc

De Robert Bresson – Avec Florence Delay, Jean-Claude Fourneau, Roger Honorat – DVD N&B.
Pas d'acteurs dans ce procès : Jeanne est une étudiante, Cauchon est un peintre, les juges sont professeurs, avocats ou médecins. Dans cette absence de jeu, Bresson puise la sincérité. Le texte, lui, est exclusivement tiré des procès en condamnation et en réhabilitation de Jeanne d'Arc. La rigueur est aussi au rendez-vous dans les décors nus et les costumes sobres. Florence Delay est une Jeanne contemporaine, fière et insolente, qui ne s'effondre que dans l'intimité de sa cellule. Comme l'actrice l'explique dans un bonus (le DVD en compte trois, qui sont excellents) filmé vingt ans plus tard, « *Jeanne n'est pas une sainte, c'est un jeune capitaine enfermé qui fait ce que ses voix lui demandent* ». Ni sainte ni héroïne, la femme la plus connue du XVe siècle est pourtant un mystère.

1994 Jeanne la Pucelle

De Jacques Rivette (1994) – Avec Sandrine Bonnaire, André Marcon, Tatiana Moukhine, Bruno Wolkowitch – DVD.
En plus de cinq heures d'un film en deux parties (« Les batailles », « Les prisons »), Rivette choisit de suivre Jeanne (Sandrine Bonnaire, inégale) pas à pas. Il faut accepter de prendre son temps pour rentrer dans cette belle évocation de la vie d'une femme simple, déterminée et intrépide. Les intérieurs sont somptueux, les costumes magnifiques (l'armement de Jeanne, dont on voit les détails, est un très beau moment), les dialogues modernes mais fidèles à l'époque. Belle trouvaille que ces « interviews » de témoins de la vie de la Pucelle qui reprennent les minutes du procès en réhabilitation de Jeanne pour esquisser d'elle un portrait plus intime. Pour une fois, Jeanne n'évolue pas que dans un monde d'hommes, les femmes, protectrices ou intrigantes, ont leur place dans l'Histoire. Quant aux scènes de bataille, elles sont réussies, bien qu'un peu dégarnies.

1999 Jeanne d'Arc

De Luc Besson – Avec Milla Jovovich, John Malkovich, Faye Dunaway, Vincent Cassel, Dustin Hoffman – Blu-ray VOST.
La première partie, l'enfance de la Pucelle, est décevante. Jeanne est traumatisée par le viol de sa sœur aînée par un affreux bourguignon. Pour survivre, la fillette se réfugie dans son imaginaire et se persuade qu'elle doit sauver le monde (la France, donc) comme sa sœur l'a sauvée, elle, en la cachant. Une interprétation psychanalytique bien simplette. Quant au jeu de Milla Jovovich, il paraît limité. Mais à voir celui de ses partenaires, des acteurs confirmés, qui multiplient les caricatures, on peut se demander s'il ne s'agit pas plutôt d'un problème de direction. Côté bataille, le budget est là : canons, figurants et du sang en paquet sous lequel Nikita-Jeanne, hallucinée, découvre une vérité fondamentale : la guerre tue ! Sans blague.

1999 Jeanne d'Arc

De Christian Duguay – Avec Leelee Sobieski, Jacqueline Bisset, Peter O'Toole – DVD VOST.
Passé les décors limités, le côté pédagogique maladroit et la musique pénible, ce téléfilm a l'avantage de donner une vision assez complète et accessible de l'histoire de Jeanne. Et puis les chevaux jouent très bien ! Leurs cascades sont impressionnantes dans les scènes de batailles, qui sont nombreuses et réussies, avec de beaux corps à corps. Chez Duguay, Jeanne n'a rien d'une sainte. Elle est une héroïne nord-américaine contemporaine qui glorifie la volonté. On l'imagine volontiers galvanisant ses soldats au cri de « *Donnez tout ce que vous avez !* », plutôt qu' « *À la gloire de Dieu !* ».

2011 Jeanne captive

De Philippe Ramos – Avec Clémence Poésy, Mathieu Amalric, Thierry Frémont, Liam Cunningham – DVD.
Philippe Ramos porte un regard original sur Jeanne captive des Bourguignons puis des Anglais, mais surtout enfermée en elle-même. C'est un curieux film, nu et silencieux, mais aussi fortement sensuel, éminemment poétique. À travers quatre personnages qui l'ont côtoyée, ce sont quatre regards sur Jeanne (Clémence Poésy, brute et délicate) qui donnent à voir une femme, un corps blessé, transporté, abusé, réduit en cendres, une détermination formidable. Le réalisateur a beaucoup travaillé sur les peintures d'époque et recrée des scènes magnifiques. Les costumes, en particulier, et le travail sur la lumière des bougies sont assez époustouflants.





INTERVIEW

« Le plan Schlieffen n'a pas été conçu pour éviter la guerre sur deux fronts »

Propos recueillis par Pierre Grumberg

Aucun plan militaire n'a autant suscité de commentaires que celui élaboré en 1905 par le comte Alfred von Schlieffen, chef du Grand État-Major allemand, pour défaire la France en une campagne rapide et décisive. Et pourtant affirme l'économiste français Pierre-Yves Hénin, auteur d'une nouvelle synthèse sur le sujet, tout n'a pas été dit, loin de là.

Le plan Schlieffen est un document quasiment officiel, que l'on croit fort bien connu. Et pourtant il ne cesse de susciter des polémiques entre historiens. Pourquoi ?
Les archives militaires allemandes, qui étaient entreposées à Potsdam, ont brûlé en 1945, privant ainsi les historiens de sources irremplaçables. La perception que l'on a du sujet est de ce fait très influencée par l'historiographie, un peu comme dans le cas des batailles de l'Antiquité. Les interprétations du plan ont beaucoup varié, entre le mythe de la recette infaillible pour la victoire de l'immédiat après-Première guerre à la vision beaucoup plus critique imposée par l'historien Gerhard Ritter après 1945. Mais le « troisième après-guerre » qui a suivi la chute du mur de Berlin a ouvert l'accès à des documents inédits. Grâce à ces nouvelles sources – détails des plans de déploiement et instructions initiales - on peut mieux comprendre la naissance du plan. Et réfuter un certain nombre de mythes.

La datation précise de l'adoption du plan, vous a permis par exemple d'éliminer un vieux cliché, celui du plan destiné à éviter à l'Allemagne une guerre sur deux fronts. Comment cela ?
Le général Hermann von Staabs, responsable des chemins de fer au Grand État-Major, raconte que c'est à la mi-novembre 1904 que Schlieffen, conformément au calendrier habituel, lui sort des notes manuscrites dans lesquelles il prescrit le mouvement de grande ampleur à travers la Belgique. Schlieffen a donc décidé de son nouveau plan en octobre ou début novembre.
Or, à cette époque-là, Guillaume II imagine — brièvement — de profiter de la faiblesse de la Russie, engagée face au Japon, pour s'en faire une alliée. L'idée est de concentrer toutes les forces allemandes contre l'Angleterre et c'est dans cette optique que Schlieffen travaille. Il est d'accord cependant avec Tirpitz, le chef de la marine, pour torpiller les projets d'opérations combinées. Schlieffen se rabat donc sur une stratégie indirecte en attaquant l'Angleterre à travers sa partenaire continentale dans l'Entente Cordiale, la France. De façon

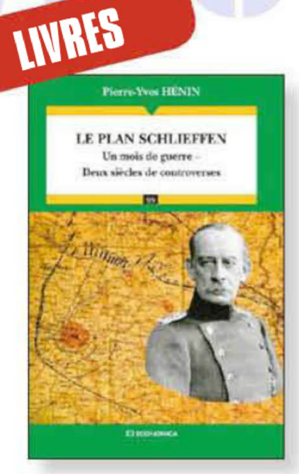
PHOTO 12/ULLSTEIN BILD

LIVRES

symptomatique, 4 des 6 variantes du célèbre mémoire de présentation du plan sont ainsi baptisées *« Guerre contre la France, alliée à l'Angleterre »*. Pas question ici de Russie ou de guerre sur deux fronts. Le paradoxe est que le redressement de la Russie et l'échec des plans diplomatiques de Berlin ont rendu le plan de plus en plus incontournable. Moltke le Jeune, le successeur de Schlieffen, allant jusqu'à abandonner en 1912 le plan d'offensive à l'est conservé jusque-là comme une possible alternative.

Le plan aurait-il pu réussir ?

Les chances du plan Schlieffen modifié par Moltke étaient minces, mais pas nulles. Les Allemands, cependant, n'ont pas bien coordonné leur bataille en Belgique, ce qui leur aurait permis de bousculer plus sérieusement la 5e armée de Lanrezac et le Corps expéditionnaire britannique de French, rendant ainsi impossible leur rétablissement sur la Marne. Cela dit, même un rejet des armées alliées au-delà de la Seine n'assurait pas la signature d'une paix avantageuse et la possibilité d'éviter une guerre longue. En outre, comme je le montre en examinant quelques scénarios uchroniques, l'affaire aurait pu plus mal tourner pour les Allemands, qui ont bénéficié des erreurs adverses. Comme par exemple, fait peu connu, le fait que l'état-major belge, en conflit avec l'entourage du roi Albert, ait retiré en 1912 son plan de destruction des infrastructures ferroviaires. Qui sont ainsi tombées intactes aux mains des envahisseurs. ■



Le Plan Schlieffen. Un mois de guerre – Deux siècles de controverses

Pierre-Yves Hénin

Economica, 570 p., 33 €.

Un gros livre pour un plan kolossal ! Le projet élaboré par Schlieffen en 1905 a généré une masse bibliographique impressionnante dans laquelle l'ouvrage de Pierre-Yves Hénin, le premier du genre en français, permet de s'orienter. L'analyse est systématique, rappelle la part qu'a prise l'amiral Tirpitz à la définition du plan et la logique politique qui préside à son adoption (priver l'Angleterre de son épée continentale, la France). L'auteur note à quel point le Plan Schlieffen s'inscrit dans la continuité et, en même temps, en rupture avec l'héritage clausewitzien. Schlieffen, comme Hitler après lui, et Frédéric II avant lui, témoigne de toutes les faiblesses de la pensée militaire germanique : mégalomanie, survalorisation du risque, croyance en l'existence de « la bataille décisive ». Le tout porté au point le plus explosif par un pouvoir politique incohérent (ah, dira-t-on jamais assez la responsabilité de Guillaume II dans la catastrophe de 1914 !) qui, pourtant, pouvait se référer à l'héritage de Bismarck. On liera sans difficulté le plan Schlieffen au Plan Jaune de Manstein qui liquide la France comme puissance militaire en 1940. Dans les deux cas, il est postulé à Berlin que l'adversaire commettra toutes les fautes, se mettant, en quelque sorte, en position d'actionner lui-même le piège tendu. Gamelin tiendra ce rôle à la perfection. Joffre, en revanche, s'apercevra de son erreur, tardivement il est vrai. L'ouvrage de P-Y Hénin conforte complètement les positions développées par Guerres&Histoire dans son numéro 7 sur le mythe de la supériorité militaire allemande. ■ **J.L.**

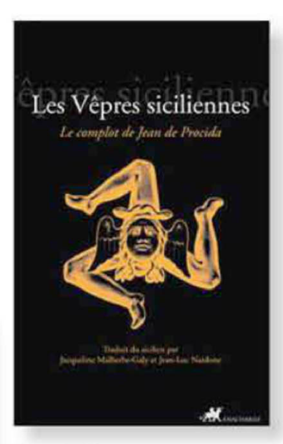


Algérie, des « événements » à la guerre. Idées reçues sur la guerre d'indépendance algérienne

Sylvie Thénault

Le Cavalier Bleu, 200 p, 18 €.

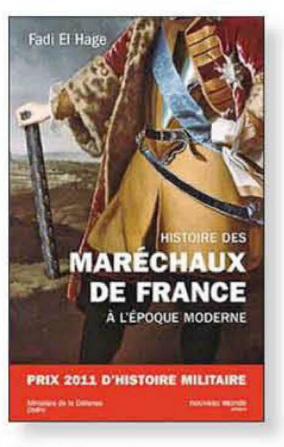
Avec un titre pareil, on s'attend à une bonne dose d'anticonformisme. Hélas, c'est trop peu le cas. Sur le problème du fardeau financier que représentait l'Algérie pour la France, par exemple, l'auteure tente d'écorner la thèse de Daniel Lefeuvre (« Chère Algérie ») mais ses arguments tombent à plat. Le mythe des mythes, le « million de martyrs » tombés côté FLN, aurait mérité mieux que l'encadré qui lui est consacré. En revanche, l'analyse du double jeu algérien sur l'application (en fait la non-application) des accords d'Évian est de qualité. Utile malgré tout pour se faire une idée des derniers développements sur un sujet qui n'est pas près de se refroidir. ■ **J.L.**



Les Vêpres siciliennes – le complot de Jean de Procida

Anarchasis, 89 p., 14 €.

Heureuse initiative de ce petit éditeur décidément bien audacieux tout autant que bien inspiré puisqu'il ne cesse de rééditer des textes anciens tombés dans l'oubli et méritant d'en sortir. Celui-ci nous raconte l'histoire d'une conspiration qui, le 31 mars 1282, aboutit à la révolte de la Sicile contre l'occupation française et Charles d'Anjou, frère de saint Louis. Cet épisode sanglant, véritable Saint-Barthélemy avant l'heure, passera à la postérité sous le nom de « Vêpres siciliennes » et inspirera même un opéra à Verdi. Le souffle haletant, on y voit se déployer un complot particulièrement retors et subtil, mais qui fit 8000 morts au final ! Un récit d'aventure surprenant, mais aussi un épisode majeur de l'histoire du monde méditerranéen puisqu'à l'issue de ce drame, ce furent les Espagnols qui prirent pied en Italie du Sud pour près de six siècles. ■ **L.H.**



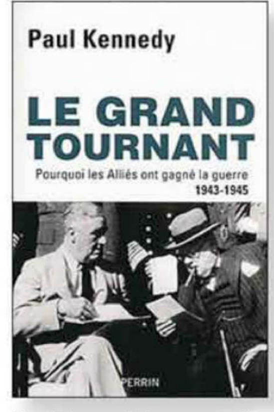
Histoire des maréchaux de France à l'époque moderne

Fadi El Hage

Nouveau Monde Éditions, 2012, 601 p., 24 €.

Tiré de sa thèse, qui a obtenu en 2011 le Prix d'histoire militaire du ministère de la Défense, l'*Histoire des maréchaux de France à l'époque moderne* de Fadi El Hage est sans conteste le travail définitif sur cette institution méconnue sous l'Ancien régime. Chefs militaires, relais du pouvoir royal, investis de responsabilités administratives et judiciaires, les maréchaux sont des hommes clés dans la France moderne. De leur nomination et des modalités de celles-ci à leur décès et à l'événement politique que celui-ci peut représenter, en passant par leur place dans la conduite des opérations militaires, Fadi El Hage ne manque pas un aspect de la carrière de ces hommes : ce qu'ils gagnent, l'étendue de leur autorité, leurs origines… Les réponses

éclairent non seulement le fonctionnement de l'armée du roi mais surtout le poids du fait militaire dans la création de l'État moderne. ■ **B.B.**



Le Grand tournant. Pourquoi les Alliés ont gagné la guerre, 1943-1945

Paul Kennedy

Perrin, 462 p., 25 €.

L'historien britannique Paul Kennedy, connu en France grâce à son maître ouvrage sur les grandes puissances (Payot, 2004), nous revient avec un nouveau livre consacré, en autant de chapitres, aux cinq clés de la victoire alliée : traversée de l'Atlantique par les convois, conquête de la maîtrise des airs, échec à la *Blitzkrieg,* débarquement sur un rivage tenu par l'ennemi, abolition de la distance dans le Pacifique. En analysant dans le détail des problématiques que l'on pourrait juger étroitement militaires, Kennedy nous offre une démonstration quasi parfaite de la multiplicité des liens étroits qui relient ces questions « techniques » à la grande stratégie. Comme quoi, pour comprendre les guerres – *a fortiori* contemporaines – il ne faut négliger ni l'une, ni les autres, tout en ne perdant jamais de vue les fondamentaux stratégiques. Notons que la 3e partie sur la guerre terrestre est la plus faible : l'auteur ne semble pas avoir suffisamment pris connaissance des travaux de ces vingt dernières années sur l'art opératif et sur le mythe de la guerre éclair. Le livre n'en reste pas moins passionnant et agréable à lire. ■ **L.H.**



Ishiwara, l'homme qui déclencha la guerre

Bruno Birolli

Armand Colin/Arte éditions, 252 p, 20 €.

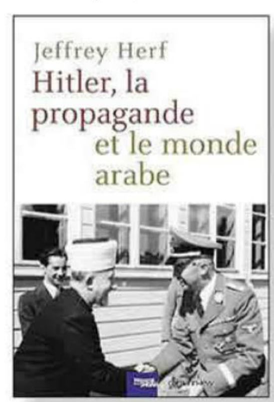
En 250 pages enlevées et bienvenues vu le manque de biographies consacrées aux hommes clés du Japon des années 1930-1940, Bruno Birolli retrace le parcours d'Ishiwara Kanji, l'un des artisans de l'expansionnisme nippon des années 1930. Descendant de samouraïs, formé en Allemagne, fortement politisé, Ishiwara est le principal architecte de l'incident de Moukden en 1931, qui voit le Japon s'emparer de la Mandchourie et qui est la première étape vers l'invasion de la Chine, puis la guerre du Pacifique : le type même de ces officiers de l'entre-deux-guerres qui font basculer le Japon dans une idéologie qui, travestie derrière le Bushido, a en réalité plus à voir avec l'Allemagne nazie qu'avec le Japon d'avant 1920. Cette schizophrénie au cœur du fascisme nippon a d'ailleurs pour écho les innombrables contradictions intérieures d'Ishiwara, qui font de celui-ci comme conclut l'auteur « *un personnage romanesque, pas parce qu'il a accompli quelque chose de grandiose, mais au contraire parce qu'il n'a pas cessé de se tromper.* » ■ **B.B.**

Hitler, la propagande et le monde arabe

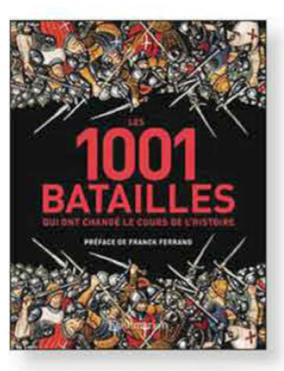
Jeffrey Herf

Calmann-Levy, 352 p., 24,50 €.

Comment Hitler, qui qualifiait les quelques Arabes qu'il avait rencontrés de « singes coiffés », en est-il venu à s'intéresser aux Égyptiens, Irakiens et autres Palestiniens ? L'ambition était plus stratégique qu'idéologique, répond Jeffrey Herf dans cet ouvrage très documenté. En encourageant les révoltes (comme celle de 36-39 en Palestine) dans les protectorats britanniques, Berlin visait



à contraindre le haut commandement anglais à mobiliser des troupes dans ces zones pour avoir les mains libres en Afrique du Nord. L'idée lancée dès 1933 par quelques orientalistes allemands mène à la diffusion pendant la guerre d'émissions de radio en arabe, étrange galimatias mêlant djihad contre l'Occident enjuivé, appels au retour à l'islam traditionnel et nationalisme arabo-musulman. L'ouvrage est intéressant, en dépit d'une conclusion discutable, où Herf fait du nazisme le géniteur de l'islamisme radical d'après guerre, explicable par bien d'autres facteurs : relecture du Coran, dégoût inspiré par l'Occident, impuissance face à la création d'Israël… ■ **P. Guy**

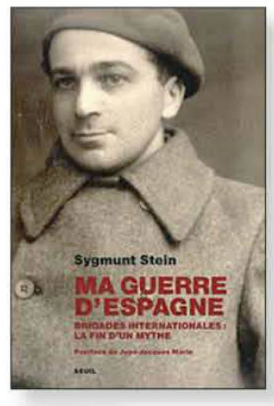


Les 1001 batailles qui ont changé le cours de l'histoire

Sous la dir. de R. G Grant

Flammarion, 960 p., 32 €.

Alésia, Marignan, Austerlitz, tout le monde connaît (ou croit connaître) mais avez-vous jamais entendu parler de la Rivière Fei (383), Crema (1159), Wayna Daga (1543) ? Le grand intérêt de ce pavé est d'offrir un paysage historique varié, puisque le catalogue de batailles, rangé par ordre chronologique, démarre en 2450 av. JC pour s'achever en 2010 (au Moyen-Orient dans les deux cas…). À défaut d'une impossible exhaustivité, ce voyage historique est richement illustré et agréable à lire : ce n'est pas un dictionnaire, mais un ouvrage « de salon » à picorer au hasard. En dépit de quelques approximations, voilà un bon cadeau à offrir. ■ **P.G.**



Ma Guerre d'Espagne

Sygmunt Stein

Seuil, 265 p., 19 €.

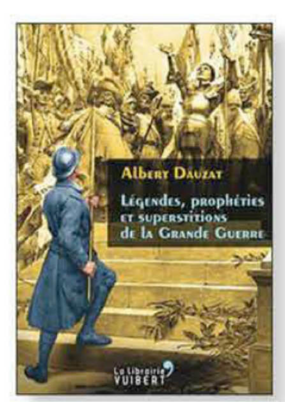
Après la guerre d'Espagne d'Anthony Beevor, les mémoires du Polonais Sygmunt Stein (jamais traduites en français) viennent clouer le cercueil du mythe romantique des Brigades internationales. Avec une foi communiste fervente mais déjà ébranlée par les procès de Moscou, Stein part en Espagne en espérant y fortifier ses convictions ; elles y voleront en éclats. Au fil des pages, Stein nous décrit un appareil politique cruel, brutal et stupide qui se préoccupe plus d'épurer ses rangs des *infidèles* que de vaincre les armées de Franco. Mais le pire est bien cette lâcheté larvée que ces exaltés de la première heure laissent s'installer pour finalement pourrir jusqu'à la moelle leurs magnifiques idéaux de départ. ■ **P. Guy**

Légendes, prophéties et superstitions de la Grande Guerre

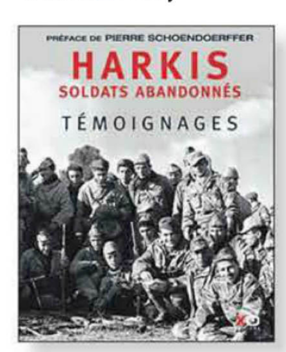
Albert Dauzat

La librairie Vuibert, 310 p., 19 €.

Le linguiste Albert Dauzat (1877-1955) n'a connu de la grande guerre que le service des hôpitaux, et encore que quelques mois puisqu'il est réformé à titre définitif en janvier 1915.



C'est certainement parce qu'il s'est tenu en dehors du chaudron qu'il a pu analyser avec clairvoyance ces rumeurs et fausses nouvelles en tout genre qui ont, durant quatre années de conflits, empoisonné le moral des combattants des tranchées et ce, des deux côtés du front. Nous avons tous en mémoire l'image d'Épinal du boche cruel, massacreur de civils et rôtisseur de marmots; mais l'étude de Dauzat (écrite juste après le conflit) apporte un éclairage lumineux sur l'impact de ces fadaises sur et derrière le front. ■ **P. Guy**



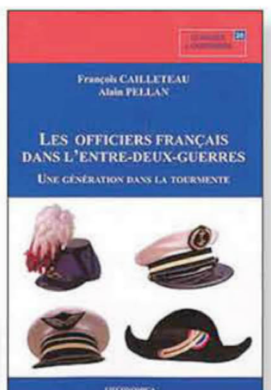
Harkis. Soldats abandonnés

XO éditions, 235 p., 29,90 €.
Un beau livre, fort et émouvant, préfacé par Pierre Schoendoerffer, qui consiste en un collage de témoignages de harkis. Les photos sont magnifiques. Lisez cet ouvrage pour comprendre à quel point l'histoire a joué un mauvais tour à ces supplétifs musulmans. Et à quel point la France aurait dû prendre soin de ceux qui ont pu échapper aux tueurs du FLN. C'est la pire tâche que nous a laissée la guerre d'Algérie parce que celle-là ne pouvait se justifier par aucune nécessité. ■ **J. L.**



L'Offensive blindée alliée d'Abbeville

Henri de Wailly
Economica, 176 p., 26 €.
Henri de Wailly nous livre ici une intéressante étude des trois offensives alliées contre la tête de pont allemande d'Abbeville, du 27 mai au 4 juin 1940. En un peu plus d'une centaine de pages, cet ouvrage précurseur et même « exemplaire » écrit Benoist Bihan dans sa préface, explique de manière claire les raisons de l'échec allié. Malgré 500 chars et 200 pièces d'artillerie, les Franco-Britanniques sont incapables de réduire une tête de pont allemande qui n'avait ni blindés ni aviation pour la soutenir… S'appuyant sur une importante documentation et de nombreux témoignages, l'auteur fait revivre ces journées capitales en alliant rigueur scientifique et style vif et vivant. On regrettera juste des coquilles et des cartes peu explicites.
■ **J.-B. Murez**

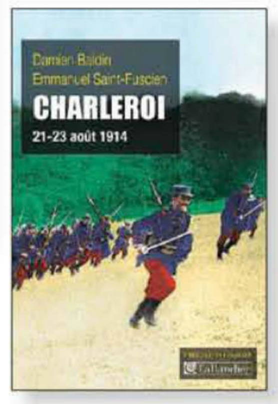


Les Officiers français dans l'entre-deux-guerres

François Cailleteau et Alain Pellan
Economica, 160 p., 23 €.
Habitué des éditions Economica, François Cailleteau nous livre, en collaboration avec Alain Pellan, un ouvrage au titre un peu trompeur. En effet, *Les Officiers français dans l'entre-deux-guerres* s'intéresse au parcours des hommes sortis des écoles militaires durant cette période (il ne parle donc pas des officiers sortis du rang). Comment leur carrière fut-elle affectée par une période de service marquée par la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Indochine puis la guerre d'Algérie? Quels furent leurs choix et leurs actions face à ces événements marquants? À ces questions, des réponses intéressantes sont apportées, mais on regrette tout de même la disproportion entre les pages consacrées à l'armée de terre (57), à l'armée de l'air (20) et à la Marine (15).
■ **J.-B. Murez**

Charleroi, 21-23 août 1914

Damien Baldin et Emmanuel Saint-Fuscien
Tallandier, 222 p., 18,50 €.
Écrit par des spécialistes de 14-18, ce travail revient sur la bataille de Charleroi, soit les premières journées de combat de l'armée française en 1914. Bataille confuse, meurtrière, et au final défaite française

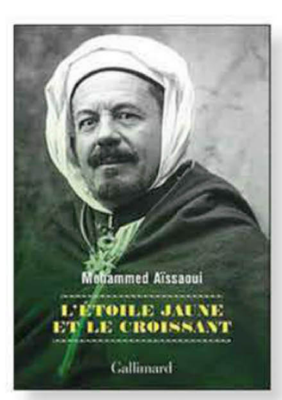


peu étudiée, elle sort ici de l'oubli. On y voit des méthodes de combat et de pensée héritées d'un autre temps se heurter de plein fouet aux réalités de la guerre moderne, avec pertes et fracas des deux côtés. Dernière bataille du XIXe siècle, elle est aussi la première du XXe. Tout passe au crible des auteurs: les combats, l'armement, la crise du commandement français, l'importance des civils belges pris sous le feu… Alliant archives, ouvrages et témoignages (dont celui d'un certain de Gaulle, alors lieutenant), *Charleroi* est un bon livre sur le début un peu oublié de la Première Guerre.
■ **J.-B. Murez**

L'Étoile jaune et le croissant

Mohammed Aïssaoui
Gallimard, 172 p., 17,50 €.
Passionnante enquête autour de Kaddour Benghrabit, fondateur de la Grande Mosquée

A LIRE A VO



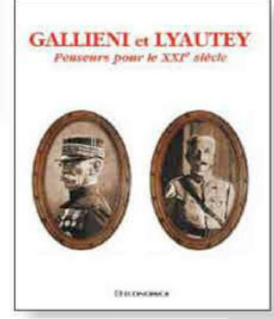
de Paris en 1926. L'objectif de l'auteur est clair : *« Montrer qu'un jour, au moins une fois, des Arabes et des Juifs ont marché main dans la main »*. Où l'on apprend que le recteur a sauvé des Juifs de la déportation. Il reste à souhaiter que son nom arrive jusqu'aux responsables qui tiennent la liste des « Justes » à Yad Vashem, en Israël. ■ **J. L.**

Gallieni et Lyautey : penseurs pour le XXI[e] siècle

Claude Franc

Economica, 123 p., 22 €.

Gallieni et Lyautey : deux maréchaux restés célèbres pour leur carrière coloniale. Ils furent tout à la



fois « pacificateurs », expression euphémique de l'époque, et administrateurs de vastes territoires, au point, pour Gallieni, de créer un pays de toutes pièces. L'auteur décrit successivement l'action de ce dernier à Madagascar (1896-1905) et celle de Lyautey au Maroc (1912-1925). Ce livre porte plutôt mal son sous-titre : « Penseurs pour le XXI[e] siècle » ; car son argumentaire exposé en fin d'ouvrage, de quelques lignes seulement, et qui oublie Gallieni, peine à convaincre. ■ **J.-C. Delhez**

François-Ferdinand d'Autriche

Jean-Paul Bled

Tallandier, 366 p., 23,90 €.

Franz Ferdinand n'est pas seulement un groupe de rock écossais. C'est aussi le premier mort de la Grande Guerre : François-Ferdinand de Habsbourg, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, tombé à Sarajevo. Spécialiste des empires centraux, Jean-Paul Bled signe un ouvrage érudit qui dresse le portrait d'un homme dont l'histoire n'a retenu que la disparition. Un archiduc plutôt vintage, ombrageux, réactionnaire en tout : l'art, la politique, la religion, les nationalités (avec une aversion aiguisée pour les Hongrois). L'empereur François-Joseph ne se décidant pas à mourir, son neveu en est réduit à canaliser ses passions dans la conservation des vieilles pierres et la performance cynégétique. On lui concède une certaine influence sur l'armée, ici abordée sous l'angle des rivalités personnelles, dont le prince était coutumier. Il meurt de « La main noire », société secrète dont on aurait aimé approfondir les relations conflictuelles avec le pouvoir serbe. ■ **J.-C. Delhez**

Nous avons reçu mais n'avons pas lu ou avons juste parcouru

- L'Armée, l'Église et la République (1879-1914), Xavier Boniface, Nouveau monde, 520 p., 24 €. Une analyse intéressante des difficultés de l'armée à accepter la République entre la guerre de 1870 et celle de 1914.

- Hondschoote 8 septembre 1793, par Philippe Charlet et J.J. Pattyn ; **Chiclana Barrosa 5 mars 1811** par Nathalie Griffon de Pleineville. Ces deux petits ouvrages (112 pages, 20 €) appartiennent à la collection Les Batailles oubliées chez l'éditeur belge Historic'one. Précis, proprement fait, avec de bonnes cartes.

- Austerlitz, François Messina, Grancher, 165 p., 13 €. Curieuse idée de choisir pour premier livre un monument de l'histoire militaire.

- Les Grands Sièges de l'histoire de France, Gérard Blier, Economica, 195 p., 27 €. D'Alésia à Diên Biên Phu, l'histoire militaire de la France revisitée et l'évolution de la guerre de siège.

- Héros et légendes du Far West, Farid Ameur, François Bourin éditeur, 200 p., 34 €. Un beau livre, richement illustré, dû à un collaborateur de *G&H*. L'ouvrage est un collage de vingt biographies de légendes de l'Ouest, de Daniel Boone à Geronimo.

- 14-18, vivre et mourir dans les tranchées, Rémy Cazals et André Loez, Tallandier, Texto, 304 p., 9,50 €. L'ouvrage repose essentiellement sur des témoignages de combattants, carnets de routes, lettres personnelles.

- Géopolitique des empires, Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, Champs Essais, Flammarion, 250 p., 9 €. Une mise en perspective rapide des grands empires, des pharaons à nos jours.

- Dans la Grèce d'Hitler, Mark Mazower, coll. Tempus, Perrin, 670 p., 12 €. Un livre fouillé sur l'occupation allemande de la Grèce, entre 1941 et 1944, une des plus atroces. Indispensable pour comprendre la terrible guerre civile qui a déchiré le pays entre 1944 et 1949 et qui fera encore des dizaines de milliers de victimes.

- Napoléon et les arts, Jean-Michel Leniaud, Citadelles & Mazenod, 448 pages, ouvrage relié avec signet sous boîte illustrée, 350 illustrations, 235 €. Un seul mot pour qualifier cet ouvrage : somptueux ! En détail et en cinq couleurs, la passion artistique de l'Empereur. ■

Nos collaborateurs ont écrit

Dans le secret des archives britanniques, l'histoire de France vue par les Anglais 1940-1981

François Malye, Kathryn Hadley

Calmann-Lévy, 406 p., 20,50 €.

Le naufrage de la Débâcle, le sale caractère de de Gaulle, le chaos de la résistance, la *« farce décevante »* du procès Laval, le bilan *« alarmant »* des massacres de Sétif en 1945, le *« carnage »* de Madagascar en 1947, les *« camps de concentration »* d'Algérie… Les archives inédites de nos voisins d'outre Manche, d'où les auteurs ont extrait de petites perles mi-gingembre mi-raisins secs, ne sont pas tendres, et c'est cela qui les rend particulièrement savoureuses. Cela n'empêche pas quelques pointes d'admiration, comme le *« magnifique »* décerné au discours prononcé le 13 septembre 1944 par de Gaulle. Venant du Foreign Office, ce n'est pas un petit compliment. À déguster avec un doigt de pur malt. ■ **P. G.**

Tannenberg, 15 juillet 1410

Sylvain Gouguenheim

Tallandier, 264 p., 18,90 €.

Cinq années avant que la chevalerie française s'écroule à Azincourt, c'est celle de l'ordre teutonique qui se fait laminer à Tannenberg (aujourd'hui Grunwald) par l'armée du roi de Pologne Ladislas Jagellon et du grand-duc de Lituanie,Witold. Moment fondateur pour la Pologne, début du déclin pour les Teutoniques, la bataille est un pivot majeur de l'histoire européenne. On apprécie notamment les deux chapitres où sont évoquées la fabrication de la légende et l'épineuse question religieuse, le catholique tout frais converti Jagellon étant bien ennuyé d'expliquer au Pape la présence d'éléments païens dans son armée. Petit bloc-notes et carte sont recommandés afin de ne pas perdre le Nord dans cette aventure orientale. ■ **P. G.**

BD

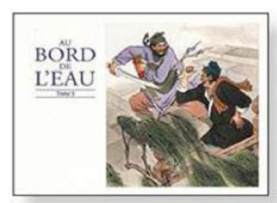


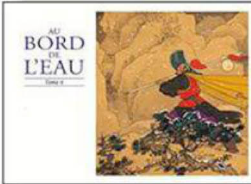
Il était une fois en France – La Terre promise, tome 6

Fabien Nury, Sylvain Vallée

Éditions Glénat, 14,95 €.

Ce sixième et dernier tome conclut l'extraordinaire aventure de Joseph Joanovici, ex-ferrailleur devenu figure sulfureuse de l'Occupation. Quel personnage que ce Joanovici… Misérable juif roumain illettré, arrivé en France à 20 ans en 1925, Il devient milliardaire en prenant le contrôle du commerce de la ferraille. Sous l'occupation, il réussit le tour de force de se faire collaborateur zélé des nazis. Il obtient un certificat d'aryanité, une carte de la Gestapo, il corrompt, s'enrichit encore… Mais paie pour libérer des otages et tient un rôle important en fournissant des aides matérielles au réseau « Honneur de la Police ». Il va finalement jusqu'à dénoncer la cache de Bonny et Laffont et de leurs complices. L'histoire ne s'arrête pas là. Jugé à la Libération, il est emprisonné. Libéré, assigné à résidence à Mende, il reconstruit son empire avec un simple téléphone, mais le fisc le rattrape. Il tente de se réfugier en Israël mais il sera le premier à qui ce pays refuse l'asile malgré la loi du retour. De retour, à Clichy, il meurt miséreux en 1965. La boucle est bouclée. Escroc génial et flamboyant ou immonde salopard prêt à tout pour s'enrichir, difficile de trancher. Mais Fabien Nury et Sylvain Vallée réussissent à lui rendre son humanité et à le rapprocher de chacun de nous : on l'aime, on le hait, on le plaint, on l'admire… Le scénario rigoureux, tient en haleine, bouscule le lecteur, ajoute des péripéties crédibles quand l'histoire officielle est muette… La crédibilité de l'affaire est assurée par toute une galerie de personnages secondaires : la famille de Joanovici, les Allemands, les résistants, les voyous gestapistes Bonny et Laffont. Sans oublier la secrétaire Lucie Fer qui souligne l'humanité et l'horreur du personnage. Tout cela est servi par la splendide mise en scène de Sylvain Vallée, Coppola ou Sergio Leone du 9e art remarquablement mis en couleur par Delf. *Il était une fois en France* est un classique qu'il faut absolument avoir lu. ■ **S. D.**





Au bord de l'eau – intégrale, tomes 1 à 30

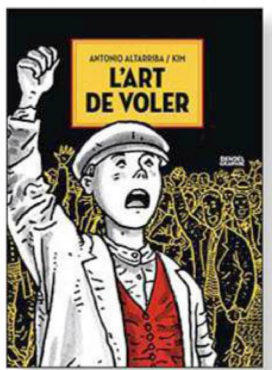
Collectif

Éditions Fei, 79 €.

Au bord de l'eau est l'un des quatre grands classiques de la littérature picaresque chinoise dont



la première version date du XIVe siècle. L'ouvrage raconte l'histoire d'un groupe de 108 soldats convertis en hors-la-loi pour lutter contre les mandarins corrompus de la cour des Song du Nord. L'histoire de cette monumentale édition n'est pas moins riche en péripéties. Lancée dans les années 1950, elle est stoppée en 1966 par le pouvoir communiste qui fait détruire les planches originales. Puis le travail reprend et paraît enfin en 1981, signé par les plus grands noms du dessin chinois (beaucoup deviendront des artistes contemporains très cotés). Ponctuée de duels, combats au sabre ou à la lance, à cheval ou à pied, la BD dresse un très beau tableau (romancé on s'en doute) de la Chine médiévale et de son art guerrier, non sans résonance avec l'époque contemporaine. ■ **S. D.**



L'art de voler

Antonio Altarriba et Tim

Denoël graphic, 23,50 €.

Toute sa vie, Antonio a voulu voler. Décoller (en voiture) pour fuir la stupidité des hommes de Penaflor, son village natal en Espagne. S'envoler (en camion) loin de l'horreur de la guerre civile au cours de laquelle il passe d'un camp à l'autre. Échapper (en train) à l'humiliation du camp de réfugiés de Saint-Cyprien, la cupidité, la désillusion, la pesanteur d'une vie d'homme… Son envol, il le prendra finalement à 90 ans, du 4e étage de sa maison de retraite. Cette histoire contée par Antonio Altarriba, le fils du principal protagoniste, et dessinée par Tim aurait pu tomber dans le pathos sans le talent des auteurs qui font de *L'art de voler* un pur chef-d'œuvre d'humanité. ■ **P. Q.**



La Balade de Yaya intégrale t. 1 à 3

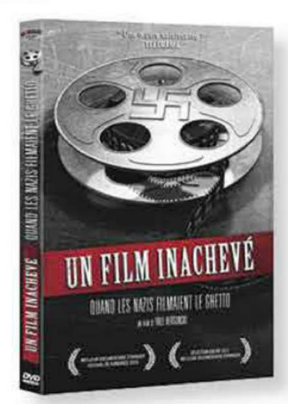
Jean-Marie Omont et Golo Zhao

Éditions Fei, 19 €.

Classé au rayon jeunesse, *La Balade de Yaya* n'est pourtant pas vraiment une BD pour enfants. Situé dans le Shanghai de novembre 1937 au moment de l'attaque japonaise, ce recueil raconte les trois premières aventures d'une petite fille chinoise issue d'un milieu aisé et de Tuduo, son compagnon d'infortune, ex-enfant esclave. Originale et poétique, cette BD aborde des sujets délicats tels la séparation des familles, le bombardement des civils, l'exode à travers un pays en guerre, la cruauté, la mort mais aussi l'amitié et l'entraide. À découvrir ! ■ **P. Q.**



DVD-FILMS



Un film inachevé

De Yael Hersonski

DVD Français, édité par Showshank Films/ Belfilms, 15 €.

En 1998, le chercheur britannique Adrian Wood retrouve dans des archives militaires américaines deux rouleaux de film d'origine allemande simplement étiquetés *Das Ghetto*. Ces rouleaux contiennent un matériau inédit : des chutes de montage d'un film de propagande nazi tourné en mai 1942 dans le ghetto de Varsovie, trois mois avant le début du processus d'extermination. Document révélateur, qui montre la présence des cinéastes sur les lieux et le soin avec lequel ils font rejouer des « scènes de vie » montées de toutes pièces... *Das Ghetto*, film déjà connu partiellement grâce à des rouleaux retrouvés en 1954 dans des archives d'Allemagne de l'Est, n'est donc pas un simple reportage. C'est un travail de pure propagande. Mais voilà, ce but ignoble et cynique se retourne contre les auteurs : filmant le ghetto avec un professionnalisme d'entomologistes, les Allemands documentent aussi leur crime, en gros plan et même en couleur. Qu'ont ressenti les cinéastes ? Ils n'étaient pas fiers, pour sûr, mais, comme l'explique le cameraman Willy Wist, un des cinéastes dont le témoignage (réel) est reconstitué, ce n'est pas tant l'insoutenable spectacle des enfants mourants ou déjà morts de faim que le manque de lumière qui les a gênés. *« On manquait de projecteurs »*, précise-t-il presque pour s'excuser. Avant d'ajouter qu'il n'avait bien sûr aucune idée du sort final réservé aux acteurs et figurants involontaires dont il a fixé l'image pour la dernière fois. Des 400 000 Juifs du ghetto début 1941, à peine 3 % ont survécu. Cinq de ces miraculés, enfants à l'époque, bouclent par leur témoignage le film inachevé. Pour en savoir plus sur la genèse de ce film précieux, on lira avec profit l'interview de la réalisatrice Yael Hersonski*. ■ **P. G.**

* www.clydefitchreport.com/2010/09/how-yael-hersonski-finished-a-film-unfinished/



Front de l'Est

De Gerardo Herrero, avec Carmelo Gomez, Juan Diego Botto.

DVD/Blu-ray, VOST/ VF, Édité par Filmedia, 15/20 €.

Un ex-inspecteur de police expédié sur le front de l'Est dans la division Azul (l'unité envoyée par Franco combattre en Russie) enquête sur un mystérieux serial killer. Basé sur la trilogie de romans policiers consacrée au flic phalangiste Arturo Andrade par Ignacio del Valle, le film laisse un goût étrange, ponctué d'images surréalistes (les chevaux gelés, l'asile de fous...). Le moins bizarre là-dedans n'est pas d'entendre parler espagnol du côté de Leningrad ! Les combats sont anecdotiques (beau char Panther, mais anachronique début 1943...). Bien plus importants sont les personnages, notamment Andrade incarné par l'excellent Juan Diego Botto. ■ **P. G.**



Mussolini-Hitler, l'Opéra des Assassins

De Jean Christophe Rosé

Ed. Montparnasse, 15 €.

Jean Christophe Rosé est un réalisateur subtil qui sait faire parler les archives. Accroché à des connaissances historiques irréprochables, il met littéralement en scène les moments et les évènements pour leur donner une résonance inédite. Le portrait croisé des deux dictateurs est construit suivant un plan dramatique qui peut paraître simpliste : deux hommes sans pitié dont la puissance se croise vont chuter ensemble victimes de leur ego et de leur aveuglement. Pourtant l'usage des archives et du commentaire, magnifiquement écrit comme toujours chez Rosé, donne de l'épaisseur à chacun d'eux, leur restitue une part d'humanité qui les rend plus monstrueux encore. La leçon d'histoire est magistrale. Ce film d'une heure présenté dans deux versions, l'une en noir et blanc et l'autre colorisée, offre aussi des images très peu vues, notamment de Mussolini. ■ **S. D.**

Les lignes de Wellington

Film de Valeria Sarmiento.

Avec John Malkovitch, Melvil Poupaud, Nuno Lopes, Adriano Luz

En salle le 21 novembre.

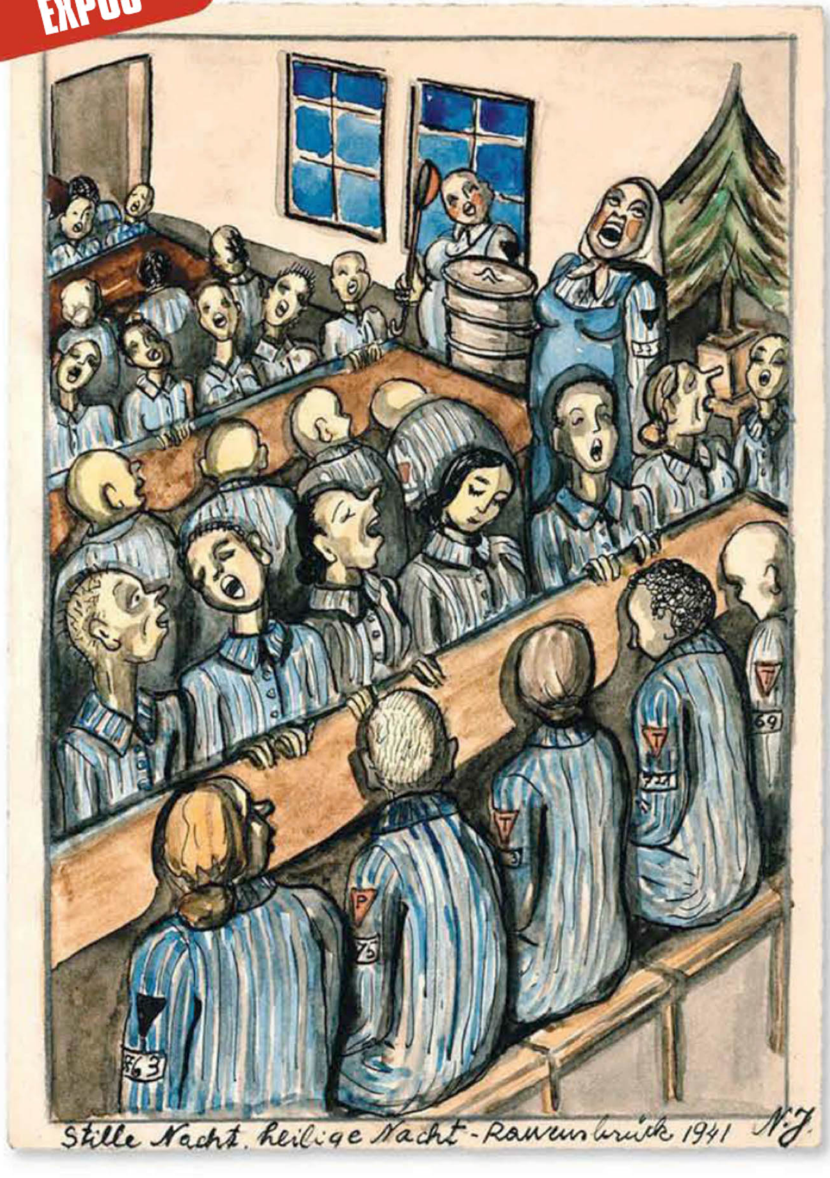


Octobre 1810. Malgré leur victoire à Bussaco le 27 septembre, les troupes anglo-portugaises de Wellington font retraite vers Lisbonne devant l'armée française de Masséna, supérieure en nombre. Mais Wellington a pris la précaution de lancer, dès novembre 1809, la construction des lignes fortifiées de Torres Vedras, à 40 km au nord de Lisbonne. Tout au long de la retraite, il ordonne la destruction des récoltes et des villages et l'évacuation de la population... Le film retrace les destinées parallèles de personnages divers, civils et militaires, anglais et portugais, emportés dans cet exode. Malheureusement, ce qui se veut un hommage aux souffrances du peuple portugais tourne au collage d'anecdotes sans grand relief. Initialement, le film devait être réalisé par le réalisateur chilien Raoul Ruiz. Après sa mort, en juillet 2011, Valeria Sarmiento, sa femme, a repris le projet. Sans donner aux personnages et à la réalisation la profondeur et la magie qui ont fait la réussite des *Mystères de Lisbonne*, le chef-d'œuvre de Raoul Ruiz.



■ **Antoine Reverchon**

PHOTOS : DR





Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon

www.chrd.lyon.fr

La condamnation en 1987 de Klaus Barbie pour crimes contre l'humanité a permis aux souvenirs de la Résistance lyonnaise de ressurgir et le besoin s'est fait jour d'avoir un lieu qui permette de perpétuer cette mémoire et de montrer au public les objets et documents collectés depuis les années soixante. Le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation vient de rouvrir ses portes avec une muséographie entièrement renouvelée qui met en valeur un fonds richissime : peintures, dessins, presse résistante, armes, objets rapportés des camps… La visite, très didactique, peut se faire facilement avec des adolescents. Le parcours se clôt sur la traque et la déportation des juifs de Lyon qui furent nombreux à résister. On peut cependant regretter que l'exposition soit trop hagiographique, ne présente qu'une face de l'histoire et passe sous silence les doutes et les conflits. ■ **S. D.**

Avec Armes et bagages. Dans un mouchoir de poche

Au Musée de l'armée, 129 rue de Grenelle 75007 Paris, jusqu'au 13 janvier 2013.



Le Musée de l'Armée continue, pour notre plaisir, de renouveler la manière d'exposer l'histoire militaire par des sujets originaux qui mettent en valeur la richesse des collections du musée et des institutions militaires. Sous ce titre énigmatique, les commissaires de l'exposition surprennent et enchantent. Partant du mouchoir, ce simple carré de tissu, ils vont raconter l'histoire des rapports de la société française avec son armée de la fin du Second Empire à la première Guerre mondiale. Le mouchoir est, évidemment, le point de départ de cette plongée dans la France des débuts de la III République : illustrés comme des leçons de chose, ils exaltent l'esprit de revanche, apprennent aux conscrits illettrés à entretenir leurs armes, à faire le paquetage, les mesures d'hygiène… A ces pièces étonnantes s'ajoutent quelques exemples étrangers, ainsi qu'une belle collection de peintures, sculptures, films, musiques, armes ou uniformes… Le tout habilement présenté pour nous transporter dans une atmosphère aujourd'hui difficile à imaginer. ■ **S. D.**

L'art en guerre, France 1938-1947

Au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11 avenue du Président-Wilson 75016 Paris, jusqu'au 17 février 2013.

Comment les artistes ont vécu et surtout ont pu continuer à créer sous l'Occupation ? Si la guerre est l'occasion de mettre en place la censure, l'occupation nazie a tenté d'effacer de l'histoire tout un pan



de l'art moderne au titre de la lutte contre « l'art dégénéré ». Le créateur n'était pas seulement réduit au silence mais aussi empêché d'exister comme tel ou réduit à rien et éliminé si en plus il était juif. Le Musée d'art moderne répond à ces questions dans une exposition qui rassemble plus de 400 œuvres de l'Exposition surréaliste de 1938 à la première exposition de Dubuffet… Indifférents, collabos culturels, résistants ou juifs déportés, ils sont tous là. Ce qui frappe quand on parcourt les salles, c'est de voir à quel point cette période de l'Occupation n'a pu ni ralentir ni empêcher le travail des artistes confirmés qui permettra à Dubuffet, Fautrier, Alberto Giacometti ou Georges Rouault de s'imposer dès la Libération. ■ **S. D.**



JEUX VIDÉO

Par Nicolas Gavet

Assassin's Creed III

Supports : PC, Xbox 360, PS3 et Wii U
Éditeur : Ubisoft
Prix : À partir de 45 €.

Après deux premiers épisodes situés dans le Constantinople de 1191 puis dans la Venise de la Renaissance, le jeu *Assassin's Creed III* change de continent et d'époque. Pour ce troisième opus, la plus grosse licence d'Ubisoft traverse l'Atlantique. Et c'est dans une Amérique déchirée, à la veille d'une guerre civile, que l'action prend place. De mars 1770 et le massacre de Boston, au 3 septembre 1783 et le traité de Paris, *Assassin's Creed III* survole l'ensemble du XVIIIe siècle et revisite les principaux événements de cette douloureuse période de l'histoire américaine.

Au cœur de ces nombreux conflits, un homme : Connor. Fils d'une mère mohawk et d'un père britannique, Connor est un prédateur, il connaît la nature, la ville et ses dangers. Bref, tout ce qu'il faut pour évoluer discrètement dans le jeu, se fondre dans les décors, escalader les façades des bâtiments et surprendre ses adversaires. Comme dans les épisodes précédents, les combats sont au centre du jeu. Chacun est réglé comme une horloge suisse. Entre parades et coups portés, tout est question de rythme et de timing sur la manette de jeu. Encore une fois, on a l'impression de participer à une chorégraphie orchestrée par Maurice Béjart et mise en scène par George A. Romero. On navigue entre esthétisme et barbarie. Le sang coule à flots et rehausse encore un peu plus la cruauté et

UBISOFT

la violence des combats. L'autre point fort du jeu est, une nouvelle fois, le soin apporté aux environnements et à la reconstitution historique, très juste, des événements décrits : la Tea Party de Boston en décembre 1773, la bataille de Lexington et Concord en avril 1775, Bunker Hill en juin 1775 et le grand incendie de New York en septembre 1776. Même la bataille navale de la baie de Chesapeake de septembre 1781 figure dans un des épisodes. Certes, l'Amérique du XVIIIe siècle ne vaut pas l'exotisme du Constantinople du XIIe siècle ou l'architecture de la Venise du Quatrocento, mais les villes de Boston et New York transpirent de réalisme. Les bâtiments en brique rouge longent des rues crasseuses, reflet de la misère ambiante. Pour peu, on sentirait les odeurs qui suintent des murs dégueulasses et des personnages miteux qui entourent notre héros. *Welcome to America !* ■

Dammage Inc. Pacific Squadron WWII

Supports : PS3, Xbox 360
Éditeur : Mad Catz
Prix : 50 € environ.

En attendant de s'en mettre plein les dents dans le très attendu *World of Warplanes* (prévu fin 2012, *voir ci-contre « À venir »*), il est bon de réviser ses classiques. Ainsi, dans *Dammage Inc. Pacific Squadron WWII*, le joueur prend le manche à balai (au sens propre du terme puisque le jeu est vendu avec un véritable joystick) de plus d'une trentaine d'avions ayant participé à la guerre du Pacifique durant la Seconde Guerre mondiale. Si l'aviation de la guerre de 1914-1918 n'en était qu'à ses balbutiements, les progrès réalisés à la fin des années 1930 ont été fulgurants, les différentes nations saisissant l'importance de posséder une bonne force de frappe aérienne. Plus rapide, plus agile et de meilleure conception, la flotte aérienne entre 1939 et 1945 offre une impressionnante variété de modèles et de genres différents. P-51 Mustang, SBD-2 Dauntless, F6F Hellcat, B-25 Mitchell, P-40N Warhawk et autres F4U Corsair (le fameux avion piloté par « Papy » Boyington dans la série *Les Têtes Brûlées*)... Pas un ne manque à l'appel. Après avoir choisi son zinc, le joueur se lance dans une dizaine de campagnes solo dans lesquelles il doit mettre à mal les forces adverses. Classique, certes, mais bien réalisé, l'aspect historique du jeu étant toujours respecté. On apprécie aussi le mode multijoueur en ligne où huit apprentis pilotes peuvent se joindre à la même partie ou s'affronter dans des combats musclés. Coopération, dogfight, survivor, team survivor, capture the flag... Tous les modes des jeux de tir sont présents dans cette simulation. ■


MAD CATZ

Hearts of Iron III : Their Finest Hour

Support : PC
Éditeur : Paradox Interactive
Prix : 20 € environ.

Paradox Interactive continue de surfer sur la vague du succès de sa série *Hearts of Iron III*. Après deux extensions, *Semper Fi* et *For The Motherland*, l'éditeur suédois offre aux amateurs de wargame et de stratégie quelques heures de jeu supplémentaires. Dans *Their Finest Hour*, le joueur se plonge une nouvelle fois au cœur de la Seconde Guerre mondiale où gestion de la politique et ressources stratégiques sont les clés de la réussite. Au joueur d'analyser les forces en présence et de déplacer ses unités en conséquence. Pour le coup, on a plus l'impression d'assister à une présentation de fichiers Excel que de jouer à un jeu vidéo. Pas vraiment sexy, mais terriblement efficace pour qui aime le genre ! ■

Port Royale 3 : Pirates & Merchants

Support : PC
Éditeur : Kalypso Media
Prix : 30 € environ.

Certainement très influencé par le *Pirates* de Sid Meier, référence du genre, ce nouvel épisode de *Port Royale 3* propose aux joueurs d'enfiler le costume d'un pirate, au cœur du XVIIe siècle, en pleine mer des Caraïbes. Le but est simple : s'enrichir ! Comment ? Tel un vrai pirate, en envahissant les territoires alentour, en pillant les navires que l'on croise et en faisant des échanges commerciaux. Le jeu est d'ailleurs construit sur deux campagnes : un mode aventure et un mode commerce. Et pour ceux qui préfèrent les parties plus musclées, un mode multijoueur à quatre est proposé. Une véritable foire d'empoigne ! Une pelletée de coups bas vous y attend... ■


KALYPSO MEDIA

À venir...

Toujours plus haut

À l'heure où vous lirez ces quelques lignes, s'il n'est pas à nouveau retardé, le très attendu *World of Warplanes* devrait être disponible en téléchargement sur le site Wargaming.net. Il reprend le principe de *World of Tanks*, et place le joueur aux commandes de coucous de tout bord. Rien n'arrête l'éditeur européen puisqu'il prépare déjà *World of Warships*, une simulation qui se déroulera sur les eaux... On en reparle dans le prochain numéro.

Heart of the Swarm, enfin !

Initialement annoncé pour l'été 2012, *Heart of the Swarm* sortira finalement le 12 mars prochain. La très attendue extension de jeu de *Starcraft II* sait décidément se faire désirer ! C'est malheureusement une habitude pour le développeur, Blizzard Entertainment, qui ne sort ses jeux que « *lorsqu'ils sont terminés* ».

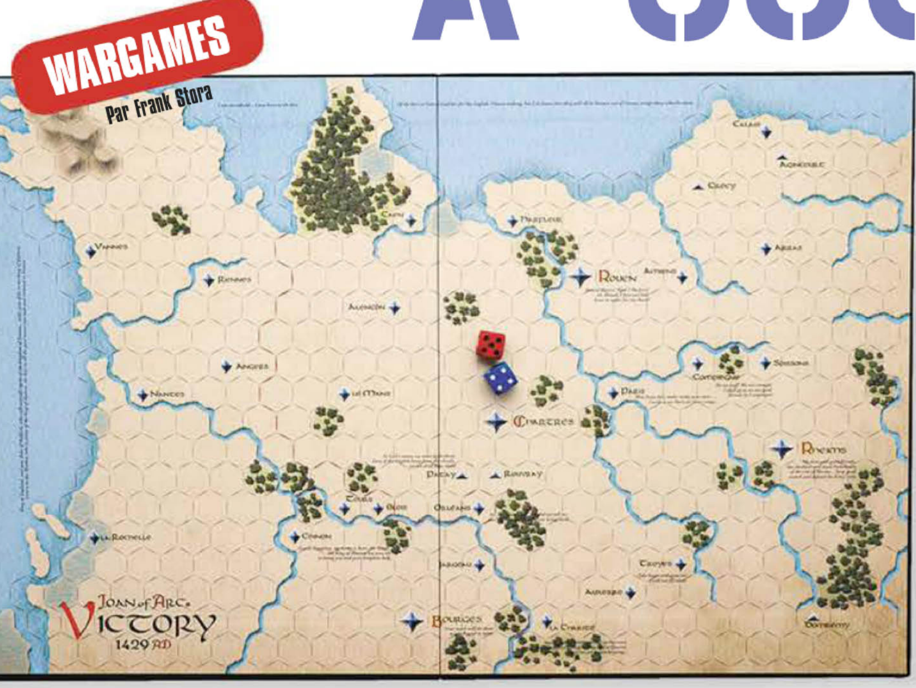
Les dés sont jetés !

Alea Jacta Est, le jeu de simulation historique d'Ageod qui retrace les principales guerres civiles romaines, est disponible depuis quelques semaines maintenant. Bâtir une armée, la payer, l'organiser, l'entretenir, la former au combat et choisir la meilleure tactique d'attaque sont au menu. On y revient dans le prochain numéro. ■

A JOUER

WARGAMES

Par Frank Stora



Guerre de Cent Ans : la victoire de Jeanne

Il y a plus d'un siècle et demi paraissait en Angleterre un ouvrage de sir Edward Creasy sur les 15 batailles clés de l'histoire du monde. En 1964, ce livre fut relu et complété de cinq nouvelles batailles par un autre historien, Joseph B. Mitchell. C'est cet ouvrage, un vrai classique pour les amateurs d'histoire outre-Manche et outre-Atlantique, qui est à présent porté sur les tables de jeu par l'équipe de Turning Point Simulations (partenaire de la revue *Against the Odds*). L'objectif de TPS est simple : consacrer un jeu à chacune de ces 20 batailles. Chaque jeu devra être relativement simple mais historiquement fidèle et s'inscrire dans le cadre standard d'une carte (en « dur ») de 42 cm x 27 cm, avec 200 pions. La boîte, avec casier de rangement, a le format d'un livre pas trop encombrant. Les auteurs des jeux sont des concepteurs chevronnés, mais il n'y aura aucune similitude entre les règles. Les 20 jeux doivent être publiés en cinq ans, à raison de quatre par an. Bref, le projet est bien intéressant, d'autant plus qu'il permet de découvrir des batailles certes capitales pour l'histoire du monde (notion toujours discutable), mais souvent négligée par les créateurs de jeux. La place occupée par la France et ses armées dans les 20 batailles est considérable. La preuve : sur les quatre premiers jeux, deux la concernent, puisqu'à côté de Poltava (1709) et Stalingrad (1942), nous trouvons Tours et Orléans. Tours ? C'est le nom que les Anglo-Saxons donnent à la bataille de Poitiers de 732, pour la différencier de la victoire du Prince Noir contre Jean le Bon. Et Orléans, bien sûr, c'est, pour reprendre le titre du jeu, *Joan of Arc's Victory, 1429 – Render to the Maid !* D'où l'intérêt d'en parler dans ce numéro de *G&H* en particulier. D'emblée, on comprend qu'en réalité, le sujet n'est pas la bataille d'Orléans, mais les campagnes de Jeanne. Le jeu va de mai 1429 à juin 1431 avec des tours mensuels et la petite carte à hexagones (drôlement semée de citations de la Pucelle — en anglais, dommage) représente presque la moitié nord de la France. Les 200 pions sont simples et agréables à l'œil. Il s'agit donc d'un jeu stratégique, dont les mécanismes sont assez classiques. La plupart des troupes ne peuvent ni se déplacer ni attaquer sans être conduites par un chef. Les deux joueurs bougent/attaquent chacun leur tour. Les combats sont divisés en batailles en rase campagne et sièges, avec les habituelles tables de résultats. Des règles de ravitaillement assez strictes interdisent de tenter une infiltration en profondeur dans une région dont les villes sont contrôlées par l'ennemi. Et, à chaque tour, un tirage sur une table d'événements ajoute un piment historique très sympathique. Attention ! Ne manquez pas d'aller voir les « Addenda » sur www.turningpointsimulations.com. Il s'agit en fait des errata, pas si nombreux mais fort utiles. En effet, le jeu a été travaillé et retravaillé, ce qui est une qualité, mais il reste, de-ci de-là dans les règles, des scories des anciennes versions. Ajoutez-y que l'imprimeur a commis quelques erreurs et vous avez le principal (voire le seul) défaut du jeu. En exclusivité pour *G&H*, une correction : donnez au Français 3 points de renforts non aléatoires par tour (comme à l'Anglais), au lieu de… zéro. Et une précision : Charles VII peut aller se faire sacrer à Chartres comme à Reims (les conditions de victoire du Français ne mentionnent que Reims, alors que le rôle possible de Chartres est bien précisé par ailleurs). Malgré ces petits accrocs, *Joan of Arc's Victory* est un jeu de belle qualité sur un sujet rare. ■

Axis & Allies, version Napoléon



Décidément très productif, Worthington Games vient de sortir un napoléonien stratégique : *War & Peace*. Le nom rappellera quelque chose aux vieux grognards, mais le thème est le seul point commun avec le jeu homonyme vieux d'environ 30 ans. Ce *War & Peace* se veut en effet « *un Axis & Allies napoléonien* », disent les auteurs. Multijoueur, simple, rapide, spectaculaire… Le pari est largement réussi, semble-t-il. Chaque joueur (jusqu'à six) manœuvre des figurines d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie et de navires, qu'il achète à chaque tour avec des points de production. Les combats se résolvent à grands renforts de jets de dés. Une bonne note : des règles de diplomatie permettent de jouer à moins de six. Le système gère les alliances des pays non joués : selon les cas, Espagne, Russie, Autriche, Prusse – France et Angleterre étant forcément jouées. ■

PHOTOS : BENJAMIN LECLERC POUR « G&H »

QUIZ
Connaissez-vous la guerre d'Algérie ?

Par Jean Lopez

1 pt

1) Dans quelle région d'Algérie se produisent les épisodes les plus marquants de l'insurrection du 1er novembre 1954 ?
a) En Oranie.
b) Dans l'Algérois.
c) Dans les Aurès.

2 pts

2) Qui commande en chef l'armée française en Algérie lors du début de la guerre ?
a) Fourquet.
b) Cherrière.
c) Salan.

1 pt

3) Qui est nommé gouverneur général de l'Algérie le 15 février 1955 ?
a) Henri Alleg.
b) Jean Morin.
c) Jacques Soustelle.

2 pts

4) Lequel de ces hommes n'appartient pas à la direction historique du FLN ?
a) Mourad Didouche.
b) Messali Hadj.
c) Mustapha ben Boulaïd.

2 pts

5) Quelle embuscade cause la mort de 19 appelés et fait prendre conscience de la guerre à l'opinion hexagonale le 18 mai 1956 ?
a) Palestro – b) Sidi Ferruch.
c) Biskra.

1 pt

6) Quelle grande unité française démantèle, aux côtés du 9e zouave, les réseaux de poseurs de bombes du FLN lors de la « bataille d'Alger » ?
a) La 1re DB – b) La 10e DP.
c) La 9e DI.

2 pts

7) Qu'appelle-t-on « ligne Morice » ?
a) Le barrage posé sur la frontière algéro-tunisienne.
b) Le barrage posé sur la frontière algéro-marocaine.
c) La ligne de postes surveillant le polygone de tir de Reggane.

2 pts

8) Dans quel village tunisien, l'aviation française commet une « bavure » qui, de proche en proche, provoque le retour du général de Gaulle ?
a) Aïn Sefra.
b) Melouza.
c) Sakhiet.

1 pt

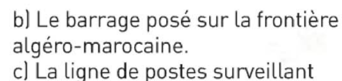
9) Comment appelle-t-on le vaste plan de développement socio-économique de l'Algérie destiné à saper l'audience populaire du FLN ?
a) Le plan Challe.
b) Le plan de dix ans.
c) Le plan de Constantine.

2 pts

10) Quel ultra de l'Algérie française, président des étudiants d'Alger, dresse la population pied-noire contre de Gaulle du 24 au 1er février 1960, lors de la semaine des barricades ?
a) Amédée Froget.
b) Le capitaine Léger.
c) Pierre Lagaillarde.

1 pt

11) Lequel de ces généraux n'est pas un des quatre grands putschistes du 22 avril 1961 ?
a) Gambiez.
b) Zeller.
c) Jouhaud.



Trois soldats indigènes de l'armée française en 1959 (*de gauche à droite*) : un membre du commando de chasse Kimono 36 (Ténés) ; un moghazni, supplétif des Sections administratives spécialisées (Grande Kabylie) ; un sergent-chef du 29e régiment de tirailleurs (Oranais).

MIKE CHAPPELL/OSPREY

2 pts

12) Qui est victime du massacre de la rue d'Isly, le 26 mars 1962 ?
a) Les gendarmes et CRS.
b) Les pieds-noirs d'Alger.
c) Les musulmans d'Alger.

1 pt

13) Qui dirige les opérations Courroie, Étincelle, Jumelles, Pierres précieuses, qui écrasent l'ALN en 1959 et 1960 ?
a) Challe.
b) Salan.
c) Ailleret.

Réponses : 1c ; 2b ; 3c ; 4b ; 5a ; 6b ; 7a ; 8c ; 9c ; 10c ; 11a ; 12b ; 13a.

Total : /20 points

Si vous avez eu moins de 10 points, nous vous conseillons de lire *Algérie, 1954-1962, la dernière guerre des Français*, hors-série n° 1 de *Guerres & Histoire*, mars 2012.


AUX ARMES !

Trière rime toujours avec mystère

Par Eric Tréguier

Mythifiée par les grands historiens antiques, la trière occupe une place unique dans l'histoire de la guerre sur mer. Mais plus de 1700 ans après que la dernière représentante eut plongé ses rames dans la Méditerranée, les historiens admettent plus de lacunes que de certitudes à son sujet.

À Syracuse en -413 comme à Aigos Potamos en -405, la rivalité des cités grecques se joue sur mer.

Le 9 septembre -413 devant Syracuse, 110 trières athéniennes attaquent les 70 trières siciliennes. Mais coincés par l'étroitesse de la rade, les Athéniens ne peuvent utiliser leur légendaire supériorité manœuvrière. Et découvrent que le stratège sicilien Hermocrate a renforcé ses équipages d'abordage (hoplites et archers) et les proues de ses navires pour éperonner de front les bateaux athéniens. En quelques heures, la moitié de ceux-ci sont brisés. Seuls 7000 Athéniens sur 30000 en réchappent.

90 • Guerres & Histoire N° 7

Guerres & Histoire N° 7 • 91

Les éperons des trières

Je souhaiterais apporter un correctif concernant l'article page 90 du N° 7 sur les trières. L'article dit que les éperons des trières font 200 kg et que l'efficacité militaire de cet éperon est réelle à condition de fournir a la trière la bonne vitesse, de l'ordre de 10 nœuds. Le professeur Andrew Lambert, du King's Collège de Londres, parle-lui d'éperons de 450 kg et plus, en bronze, et d'une vitesse maximale de 5 nœuds a l'impact, au-delà de laquelle l'assaillant aurait le plus grand mal à se dégager, et ce après avoir réalisé des tests d'impact au laboratoire d'étude de collision à Wokingham en Angleterre.

Nicolas Le Clanche

Les Alliés et les camps nazis

Dans la rubrique Q&R du n° 8, un lecteur posait la question : *« Si Staline a vraiment réutilisé des camps de concentration nazis, pourquoi les Américains n'ont-ils rien fait ? »* La réponse qui a été faite aurait pu faire aussi référence à un article du *Guardian* dont il ressort : que des camps nazis ont été utilisés par les Alliés pour torturer et éliminer des personnes suspectées d'activités procommunistes ; que cela se passe en 1946, au tournant de la guerre froide ; que l'existence du camp n'a été révélée que parce qu'un courageux officier de la Navy a décidé de dénoncer ce qui constituait un scandale incompatible avec l'idée qu'il se faisait du combat des Alliés ; que seul cet officier a été sanctionné ; que le *Guardian* n'a eu d'informations précises que sur l'un de ces camps, l'accès aux documents concernant d'autres camps ayant été refusé sous prétexte de non désamiantage de la pièce d'archivage.

D. Sillou, 01710 Thoiry

Combien de morts à Gergovie ?

J'ai relevé dans votre dernier numéro du 13 juin 2012 une question sur Gergovie. Combien de morts ? 300 ? 700 ? 1 000 ? J'ai trouvé dans les auteurs anciens que César avait perdu plus d'une légion quand il est reparti sur Sens. Il faut se méfier des curaillons latinistes pro-romain et anti-Celte dans la tradition chrétienne et romaine. Pour en savoir plus, il faudrait faire des fouilles sur les côtes de Clermont-Gergovie.

Michel Sauret, président de l'association du Vrai Site de Gergovie.

G&H : cher monsieur, à la question « Combien de morts à Gergovie ? » nous avons choisi, faute de sources fiables, les chiffres donnés par César (« Guerre des Gaules », Livre 7, chapitre 51). Le fait qu'il admette lui-même 700 tués (pas rien) n'est pas anodin. Pour le reste, nous avons vos dossiers bien en main et nous y viendrons forcément un jour, encore que je ne puisse vous dire quand. En vous remerciant de votre fidélité. ■ **P. G.**

Armée clandestine

Dans le numéro 7 de *Guerres & Histoire*, page 15, vous évoquez le colonel du Vigier à Vichy et son travail sur la remise en ordre d'une armée clandestine alors qu'il était à Vichy. Est-ce qu'un document un peu complet existe à ce sujet (livre ou thèse) ? N. B. : je connais ses petits-enfants et arrière petits-enfants, je ne suis pas sûr qu'ils soient au courant de cet épisode de sa vie, d'où ma question.

J.-F. Macary

G&H : comme le précise notre article, Vincent Dupont prépare une thèse à ce sujet au Centre d'histoire des sociétés, des sciences et des conflits à Amiens. Mais l'appel est lancé à nos lecteurs.

Limogé !

Je tiens à rectifier l'origine que vous attribuez au mot « limoger ». Il n'est pas apparu en 1914 comme vous l'affirmez dans votre numéro 6, page 31. Dans l'ouvrage d'André Gillois sur le général de Gallifet, il est précisé page 202 que le terme date du 6 février 1883 lorsque Gallifet est muté à Limoges. Je cite : *« C'est depuis cette époque que l'on a inventé le terme limoger. C'est peut-être la seule trace qui restera de moi ».*

François Lefebure (Spieres Helkijn, Belgique)

LE SONDAGE

Sur notre page www.facebook.com/guerresethistoire, vous avez été un peu plus de 200 à vous prononcer sur la question cruciale du retour de la guerre dans l'Union européenne.

Pensez-vous que :

1- Le retour de la guerre entre deux ou plus de ses Etats membres est devenu absolument impensable.

2- On ne peut exclure que, si l'Union européenne se défait par exemple, la guerre soit de retour sur le vieux continent.

3- Sans parler de guerre, on peut imaginer de graves tensions entre Etats de l'Union, voire des gestes inamicaux en matière d'économie, de renseignement, de libre circulation, etc.

Le résultat : un quart des répondants ne dissimule pas son pessimisme en croyant un retour de la guerre possible entre pays européens. Un autre quart, à l'inverse, juge la chose impossible. La moitié des répondants conserve une certaine defiance jugeant que les rapports entre Etats de l'UE, sans aller jusqu'au sang, pourraient tourner à l'aigre.



Et les marches militaires ?

Alors que dans les années 1930-1940, il était courant d'entendre des marches militaires à la radio, depuis des dizaines d'années, elles sont absentes de l'audiovisuel. Ce genre demeure très populaire au-delà des cercles militaires et militaristes : même France Musique l'ignore totalement, sans déclencher aucune protestation de ses auditeurs... Seules la BBC, le Deutschlandfunk et la radio est-allemande (peut-être aussi les Soviétiques) en diffusaient jusqu'à la fin du siècle précédent, mais elle paraît avoir totalement disparu aujourd'hui...Il y aurait pourtant des émissions intéressantes à diffuser concernant l'histoire et les différentes traditions nationales de la musique militaire : c'est tout aussi intéressant que les uniformes ou les armements. Curieux que les amateurs de ce genre, pourtant illustré aux festivals de Potsdam et d'Albertville, ainsi qu'à la Fête de la Musique (aux Invalides), ne se soient jamais mobilisés auprès de la radio et de la télévision !

Gabriel Eideliman

La conquête de la Norvège

Votre entrefilet paru en page 14 de G &H n° 8, intitulé « La Suède a aidé les nazis à conquérir la Norvège » semble comporter une erreur, si l'on se réfère aux travaux de référence de François Kersaudy recommandés dans vos colonnes. D'après les travaux de cet historien, ce ne sont pas les renforts acheminés par train médical à travers la Suède qui ont permis aux Allemands la reconquête de Narvik... mais tout simplement l'évacuation décidée par les franco-britanniques suite au déroulement tragique de la campagne de France. François Kersaudy mentionne bien les renforts acheminés par train médical, mais avant l'offensive finale des franco-britanniques.

Jacques Muller

Le nom de code du P 40

Je me permets de vous corriger sur l'article « Un P 40 britannique retrouvé intact dans le désert » page 16 du Guerres et Histoire n° 8. Le nom de code de l'appareil n'est pas Kittyhawk mais Shark Mouth ou Warhawk.

Gautier Denzer

L'Espagne légitime dans la réclamation de l'épave de la « Nuestra senora »

Un commentaire sur l'article concernant Odyssey et l'Espagne (G&H N°6, p.17) que je ne trouve pas assez complet par rapport à son importance. En effet, l'article résume trop globalement le conflit et laisse sous-entendre que l'Espagne a profité d'Odyssey, qui a fait tout le travail pour ensuite être volé. Cela ne s'est pas passé comme ça du tout. En réalité Odyssey, en trouvant cette épave, devait avertir le gouvernement espagnol, car cela fait partie de son patrimoine national, la *Nuestra Señora de las Mercedes* étant un navire de guerre qui transportait de l'argent du Trésor espagnol. Mais Odyssey n'a rien fait, ils ont caché la découverte au gouvernement, ont pris tout l'argent et l'ont envoyé par avion secrètement aux États-Unis. Ensuite ils ont appelé cette opération « Black Swan », sans donner le nom du bateau trouvé. Cela montre clairement qu'ils veulent profiter pleinement du trésor découvert. Mais l'affaire ne s'arrête pas là. En effet, le gouvernement espagnol se rend compte de ce qui arrive. Il soupçonne que le trésor trouvé fait partie du patrimoine national et demande à Odyssey de donner le nom du navire. Odyssey refuse de le donner et offre même des pots de vins à des chercheurs qui ont travaillé avec eux pour que le silence soit total. Finalement, le juge oblige l'entreprise à dire le nom. La *Nuestra Señora de las Mercedes* étant un navire de guerre, l'argent devait revenir automatiquement à l'Espagne. Le juge le concède ainsi, mais l'affaire a duré trois ans de plus, car Odyssey a présenté des recours infructueux, en essayant de convaincre que le navire n'est pas un navire de guerre et même en essayant de changer la loi américaine! Finalement le juge a décidé que le trésor doit retourner en Espagne. Comme on peut voir, l'Espagne n'a nullement profité d'Odyssey, mais elle a juste réclamé sa propriété. Il est normal aussi qu'il n'y ait pas de compensation, Odyssey ayant utilisé des manières peu correctes pour obtenir le trésor.

Mario Cuenda

Merci de ces intéressantes précisions, que nous n'avions pas la place de donner. Cela dit, en dépit de ce que pense notre lecteur, nous sommes simplement contentés de mentionner les faits.

L'histoire militaire avant tout !

Votre revue, me semble-t-il, manifeste un biais pro-soviétique.

Jules Maneret, Villeneuve sur Ascq

Cher Monsieur, nous avons tous nos biais, nos préférences, nos inclinaisons. Vous-même, peut-être... Mais il me semble que la rédaction de G&H se singularise avant tout par le goût de l'histoire militaire. Personne n'y regrette, soyez-en certain, feu l'Union soviétique, son Goulag, ses polices, son goût exacerbé pour le mensonge. Personne n'y professe un marxisme prétendant tout expliquer par les recettes d'un Allemand mort il y a 150 ans. L'Armée rouge, souvent présente dans ces colonnes, y est un objet d'études ou une source d'« exclusivités », certains de ses membres étant toujours vivants. Rien de plus.

■ **Jean Lopez**

Une publication du groupe MONDADORI FRANCE Président : **Ernesto Mauri**.

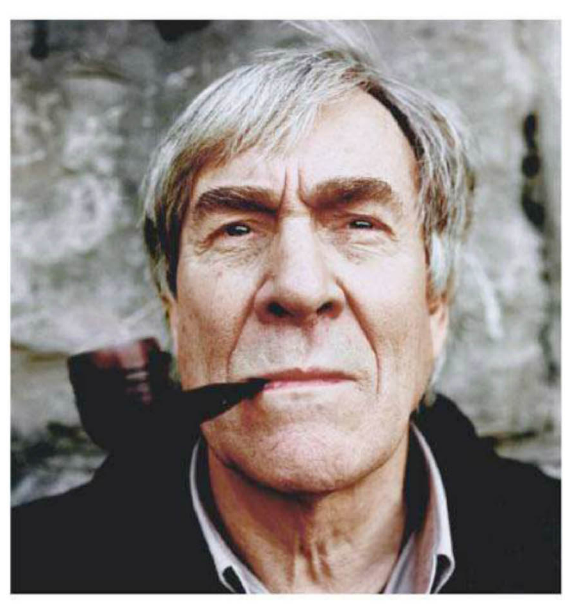
RÉDACTION – 8, rue François-Ory, 92543 Montrouge Cedex. Tél. 01 46 48 48 48. Pour joindre la rédaction : courrier.SVGH@mondadori.fr
Directeur de la rédaction : **Jean Lopez**, assisté de **Silvi de Almeida** • Rédacteur en chef adjoint : **Pierre Grumberg** • Directeur artistique : **Pascal Quehen**,
Première secrétaire de rédaction : **Guillemette Echalier** • Service photo : **Stéphane Dubreil** • Documentaliste : **Virginie Briffaut**.
Comité éditorial : **Benoist Bihan**, **Laurent Henninger**, colonel **Michel Goya**, **Yacha MacLasha**.
Ont collaboré à ce numéro : **Farid Ameur**, **Benoist Bihan**, **Isabelle Delpech**, **Simon Galli**, **Nicolas Gavet**, **Alain Gouttman**, **Michel Goya**, **Pascal Guy**, **Eitan Haddok**, **Laurent Henninger**, **Yacha MacLasha**, **Jean-Dominique Merchet**, **Laurent Pericone**, **Maurin Picard**, **Frank Stora**, **Joanne Taaffe**, **Éric Tréguier**, **Charles Turquin**.
DIRECTION ÉDITION - Directrice du Pôle : **Carole Fagot** • Directeur délégué : **Vincent Cousin**.
DIFFUSION - Site : www.vendezplus.com • Directeur : **Jean-Charles Guérault** • Responsable diffusion marché : **Siham Daassa**.
MARKETING - Responsable : **Claire Leprovost**. **PROMOTION** - Responsable : **Sarah Bordessoules** • Chargée : **Michèle Guillet**.
ABONNEMENTS - Responsable : **Johanne Gavarini** • Chef de produit : **Clara Billand**.
PUBLICITÉ - Tél. 01 41 33 50 15. Directrice exécutive : **Valérie Camy** • Directrice commerciale : **Francesca Colin** • Directrice de la publicité : **Valérie Leclère**
Commerciaux : **Lionel Dufour**, **Virginie Commun** • Assistante : **Sylvie Angerville** • Planning : **Stéphanie Guillard**, **Sabrina Rossi-Djenidi** • Trafic : **Stéphane Durand**.
Opérations spéciales : **Jean-Jacques Benezech**, **Anne-Sophie Chauvière**, **Grégory Gounse**.
FABRICATION - Chefs de fabrication : **Gregory Cervantes** et **Christophe Mestdach**.
Directeur financier : **Carmine Perna** • Finance manager : **Guillaume Zaneskis**.
ÉDITEUR - Mondadori Magazines France. Siège social 8, rue François-Ory, 92543 Montrouge Cedex. Président et directeur de la publication : **Ernesto Mauri**.
Actionnaire principal : Mondadori France SAS • Imprimeur : Mondadori Printing SpA, via Luigi e Pietro Pozzoni, 11 – 24034 Cisano Bergamasco – Italie
N° ISSN : 2115-967X • **N° de Commission paritaire :** 0513 K 90842 • Dépôt légal : décembre 2012.
Relations avec les **ABONNÉS** Par courriel : relations.clients@mondadori.fr
Tarifs d'abonnement France 1 an (6 numéros) : 29 euros • Relation clientèle, abonnés par téléphone : **01 46 48 47 88** du lundi au samedi, de 8 heures à 20 heures ; par courrier : Guerres & Histoire Abonnements - B400 - 60643 Chantilly Cedex. Vous pouvez aussi vous abonner sur www.kiosquemag.com.

Les colons oubliés de Carthage

Par Charles Turquin

D'accord, les Guanches étaient des « paléoberbères ». Mais comment sont-ils arrivés aux Canaries ?
Voici une explication, pas plus bête qu'une autre…

Longtemps, on les disait disparus. « *Jean de Béthencourt a découvert les Canaries en 1402. Lui succédant, les Espagnols ont exterminé les insulaires. À partir de 1496, il n'y a plus de Guanches.* » Consternant… et même pas vrai ! Bien sûr, nombre de Guanches (mâles) ont péri dans les combats de la conquête. D'autres furent victimes de maladies importées. D'autres encore furent déportés en esclavage. Mais il en restait beaucoup.
À preuve qu'un édit castillan ultérieur interdit de confier des fonctions publiques « *aux Morisques, aux Juifs et aux Guanches* ».
Mais ils s'hispanisèrent rapidement, d'autant que les soldats ibériques épousèrent volontiers des femmes guanches.
Tout marin débarquant sur l'île de la Gomera, par exemple, y rencontre actuellement des bonshommes qui s'appellent Hernandez ou Lopez… mais qui affichent un faciès nettement berbère ! Et l'étrange langage sifflé (*silbo*) est toujours utilisé par les bergers du coin. D'ailleurs, les analyses modernes viennent confirmer tout ça : d'une île à l'autre, la présence d'ADN « guanche » varie de onze (Gran Canaria) à près de cinquante pour cent (Gomera). Donc c'est évident : les Guanches ont survécu, leurs descendants sont là. Tout le monde en convient aujourd'hui.
Reste une question agaçante : comment ces Guanches, d'antique origine maghrébine, sont-ils arrivés aux Canaries ?
En naviguant, direz-vous ! Les autres archipels atlantiques (Açores, Madère, Cap-Vert) étaient déserts à l'arrivée des découvreurs portugais. Mais les Canaries ne sont pas tellement loin des rivages sahariens : 150 km, guère davantage. Donc en pirogues, ou sur des radeaux ? Eh bien non, je n'y crois pas ! Car les rapports des conquistadors sont formels : les Guanches, montagnards éleveurs de chèvres, ignoraient la navigation, ne possédaient pas le moindre esquif, ne se risquaient même pas d'une île à l'autre ! Alors ?
Alors j'ai ma théorie, qui vaut ce qu'elle vaut, ne serait-ce que pour titiller les imaginations, indigner les scientifiques, nous amorcer une bonne discussion d'après-boire. La voici…
Premier point : vous savez que la cité de la reine Didon, fondée en 814 (avant notre ère, bien sûr) n'a été détruite qu'en 146 (idem). Entre ces dates, les entreprenants Carthaginois ont eu le temps de créer des filiales dans toute la Méditerranée occidentale… voire au-delà. Comme leurs cousins Tyriens, ils ont franchi les Colonnes d'Hercule, fait escale à Tanger puis à Gadir (Cadix, près de l'antique Tartessos). Voguant plein nord, ils ont chargé de l'étain aux mines des Sorlingues (Scilly, Cornouailles britannique). Au sud, ils ont créé des comptoirs sur les côtes mauresques.
Second point : aux environs de l'an 530, ils ont lancé une grande expédition atlantique. Nous le savons par une traduction grecque du livre de bord carthaginois, jadis déposé au temple du dieu Baal par l'amiral Hannon.



RICHARD DUMAS POUR « G&H »

« *Pour coloniser les îles Canaries, l'amiral Hannon a sans doute dépeuplé quelques ksour des Aurès ou de la Medjerda.* »

Que dit ce rapport de mer ? Soixante gros navires de cinquante rames, portant trente mille personnes et d'abondantes provisions, iront renforcer les comptoirs « marocains » et en créer quelques nouveaux. Cela fait, une fraction de la flotte (des navires légers, sans doute) poursuivra vers le grand sud, en exploration lointaine. Soixante galères et cinq cents passagers par bateau ? Bon, faisons la part de l'exagération poétique. Tout de même, une belle escadre et beaucoup de monde. En un voyage, ou plusieurs successifs, la première partie du programme s'effectue méthodiquement : en divers points de la côte, peut-être jusqu'à Cerné (près du banc d'Arguin, en Mauritanie), les colons de Carthage sont débarqués. À partir de là, Hannon va pousser plus loin, beaucoup plus loin, vers l'inconnu…
Jusqu'où est-il allé ? Jusqu'à rencontrer des éléphants, des crocodiles, des hippopotames et des « gorilles » – dont il ramènera deux peaux. Jusqu'à la Corne d'Occident (baie du Bénin ?) et jusqu'au « Char des Dieux » (mont Cameroun ?). Voilà qui entretient, chez les experts, de furieuses disputes. Pour les uns, Hannon n'aurait pas dépassé le Sénégal. Pour d'autres, il aurait atteint le Gabon !
Laissons là cette controverse – avec celle de la circumnavigation africaine, peut-être réussie par les marins phéniciens du pharaon Néchao. Ce qui nous concerne, c'est que l'escadre d'Hannon a certainement fait escale aux Canaries. Et que, logiquement, elle a dû débarquer du monde, pour y établir une base avancée. Fort bien. Mais qui étaient ces émigrants ? De véritables Carthaginois, d'actifs commerçants, d'opulents notables puniques ? Allaient-ils quitter leur riche métropole, leurs trafics et « byrsacotages » pour s'établir en ces lieux ignorés des dieux et des hommes ? Sûrement pas ! Pour coloniser les escales lointaines, Hannon a sans doute dépeuplé quelques ksour des Aurès ou de la Medjerda. De gré ou de force, des « paléoberbères » ont été embarqués, avec leurs outillages de pierre et leur bétail. On les a déposés sur les diverses îles de l'archipel, en leur disant : « *Voilà, vous serez très bien ici. Beau pays, bien mieux que vos montagnes, non ? Soyez heureux, croissez et multipliez. Cultivez ce sol fertile, élevez vos chèvres, entassez des provisions qui ravitailleront nos prochaines escadres. En échange, elles vous apporteront du matériel et de quoi varier votre ordinaire. Nous reviendrons bientôt !* »
Les pauvres colons ont attendu, confiants dans la « foi punique ». Mais en vain ont-ils, au fil des ans, scruté l'horizon marin. Changement de régime à Carthage ? Perte d'intérêt pour des régions peu rentables ? Ambitions commerciales reportées sur l'Espagne ? Et puis les guerres, les terribles guerres contre Rome, qui ont culbuté les statues de Baal, déchiré le voile de Tanit… et refermé les portes de l'Atlantique.
Au bout du monde, les Guanches ont espéré en vain. Les navires de Carthage ne sont jamais revenus. ■